TOIRE
LA
RRE

I

ZIONALE

Prov.
11
86

APOLI

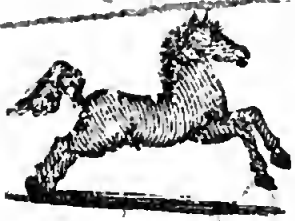
BIBLIOTECA NAZIONALE
VITTORIO EM. III
NAPOLI
B. Prov.
11
986

NAZIONA
BIBLIOTECA
B. Pro
11
986

FONDO PIZZOFALCONE

BIBLIOTECA PROVINCIALE

Armadio XX



Palchetto

Num.° d' ordine

NAZIONALE

B. Prov.

VITT. EM. III

986

NAPOLI

G I.

B. Dipl.
II
J.86-884

06

C10175

HISTOIRE

DES

ÉVÈNEMENS MILITAIRES

ET POLITIQUES

DE LA DERNIÈRE GUERRE,

DANS LES QUATRE PARTIES DU MONDE.

TROISIÈME ÉDITION,

Revue, corrigée & augmentée;

PAR M. DE LONGCHAMPS,
de l'Académie de la Rochelle.

TOME PREMIER.

Parcere subjectis, & debellare superbos.
Virgil. Eneid. l. 6.

BIBLIOTECA NAZIONALE DI NAPOLI

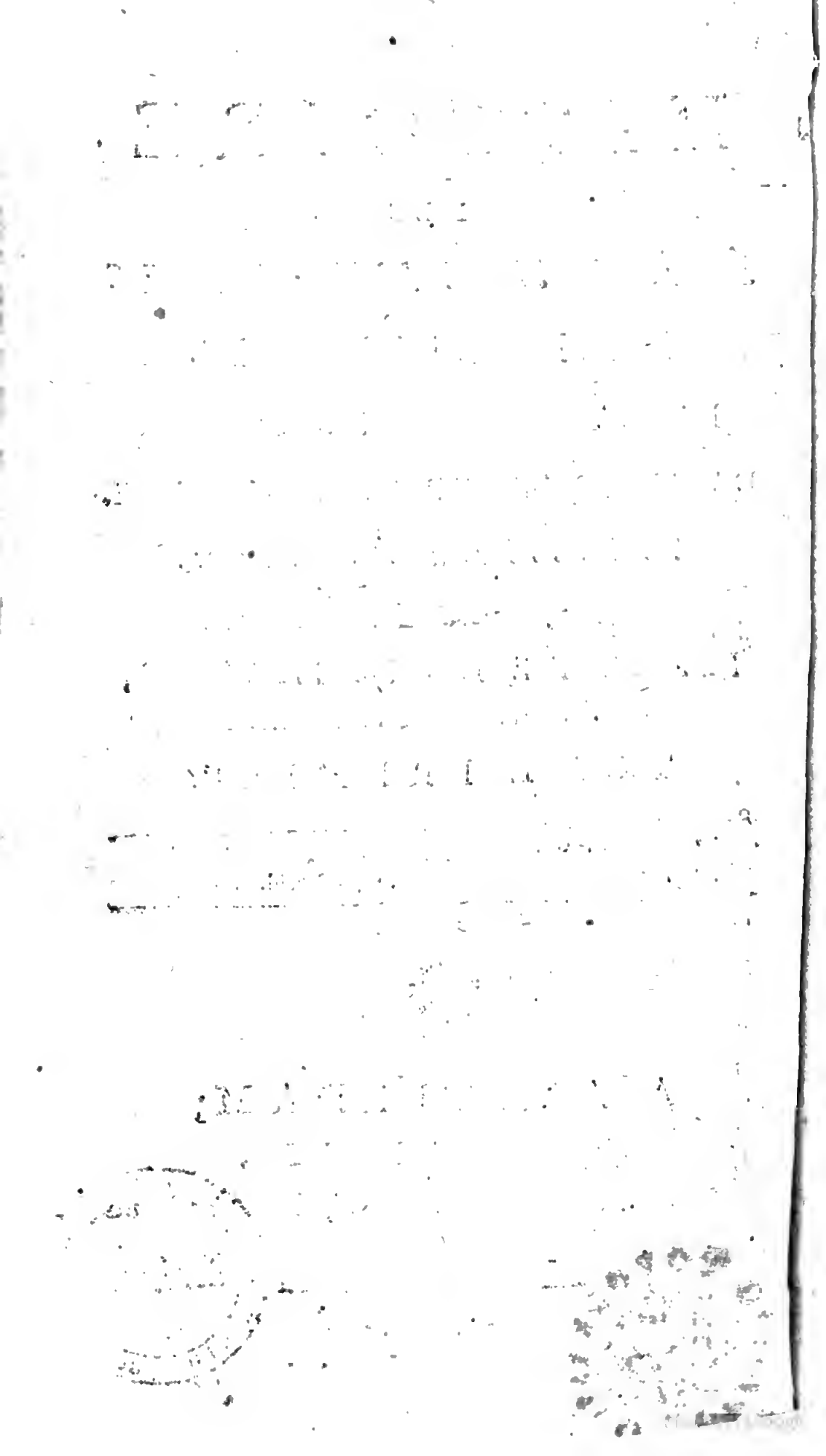
A AMSTERDAM;

Et se trouve à PARIS,

Chez la Veuve DUCHESNE, Libraire, rue Saint-Jacques.

1787.

DEPOSITO TOPOGRAFICO
BIBLIOTECA NAZIONALE VITTORIO EMANUELE III
NAPOLI



AVERTISSEMENT

DE L'AUTEUR.

DES Cenſeurs mal diſpoſés ont relevé dans cet Ouvrage beaucoup d'erreurs qui n'y étoient pas & quelques mépriſes que j'avoue, en les écartant de cette Edition. Leur critique éclairée par la rivalité n'eſt pas toujours en défaut; & je m'y ſoumets alors avec une reconnoiſſance que je ne meſure point ſur leur intention qui aſſurément n'étoit pas de m'obliger. J'ai tenu compte de leurs obſervations, toutes les fois qu'elles ne ſont pas démenties par des faits atteſtés,

BIBLIOTECA PROVINCIALE DI NAPOLI

& par les aveux des Acteurs de la dernière guerre les plus intéreſſés à conteſter ces faits. De ce nombre ſont pluſieurs Anglois, dont j'ai mis à profit les converſations & les écrits, dans un voyage en Angleterre entrepris à ce deſſein. J'en ſuis revenu muni des vérifications que je devois y trouver; & rien ne m'a convaincu comme ce voyage, que des témoins éclairés & vrais ſont les ſeuls monumens d'une Hiſtoire contemporaine.

Les dépêches des Généraux, les relations précipitées des Particuliers, les actes même émanés des Gouvernemens à l'époque des faits, ſont trop ſouvent dictés par l'intérêt,

l'enthouſiaſme & la politique; il n'eſt pas toujours prudent de s'y fier, avant qu'une ſage diſcuſſion en ait conſtaté la véracité, que le tems & des ſuffrages impartiaux les aient érigés en monumens hiſtoriques. Dans ce cahos de pièces haſardées pour modifier l'opinion générale, on fera ſans doute quelque jour le choix de celles qui doivent la fixer; & la Poſtérité jouira de ce tréſor. Tant que ce *triage* n'aura pas été fait, les pièces en queſtion ſeront des guides peu ſûrs; & les citer comme des garans, ſeroit abuſer de la crédulité des Lecteurs. Il m'eût été facile d'en charger les marges de ces volumes; mais

cette charlatanerie n'eût imposé qu'aux ignorans; & j'aurois eu l'air d'adopter les erreurs de ces titres plus que suspects de mensonge & de partialité. Mon devoir étoit de les rapprocher dans le cabinet, de les comparer les uns aux autres, & d'extraire la vérité du sein des contradictions qui la déguisent à l'œil le plus attentif.

Je me suis imposé ce travail sans étalage; & j'ose dire que c'est avec quelque fruit; mais dans ces monumens obscurs & contradictoires, le vrai se trouve quelquefois enveloppé de tant de nuages, qu'il échappe à la sagacité la plus pénétrante. Ma ressource alors est de m'ériger en Avocat-Général dans un

procès, dont je ſoumets les pièces à des regards plus ſubtils que les miens, & de laiſſer au Lecteur le ſoin de ſe décider ſur ces titres. J'adopte en partie cette méthode, lorſque la vérité qui m'eſt connue, à des contradicteurs impoſans; & dans ce cas, je ne me crois pas diſpenſé de lui rendre hommage; après l'examen des pièces, j'oſe paſſer à la preuve du fait conteſté.

J'avoue de bonne foi qu'en ce point je déroge aux règles de l'Hiſtoire, dont la tâche eſt de préſenter les évènemens, & non de les diſcuter. Mais les meilleurs Modèles nous offrent quelques exemples de ce défaut, qui, peut-être,

n'en eſt pas un dans les Hiſtoires contemporaines, dont les preuves ne ſont jamais ſuffiſamment établies. Le plus grand inconvénient de ces diſcuſſions, heureuſement très-rares dans mon Ouvrage, c'eſt de couper la narration, d'introduire dans le tableau des formes diſparates, d'y rompre l'harmonie des couleurs. La marche de l'Hiſtoire, toujours vicieuſe, ſi elle n'eſt rapide, régulière & ſoutenue, n'admet aucun détour qui la ralentiſſe, aucun de ces écarts faits pour égarer ou diſtraire l'attention, aucun de ces repos qui, ſans le délaſſer, endorment le Lecteur. *Rien de trop*, eſt ſurtout la deviſe de l'Hiſtorien.

C'eſt pour me conformer à cette Loi de tous les Arts, que je me ſuis interdit, non-ſeulement les détails étrangers à cet Ouvrage, mais les acceſſoires qui le ſurchargeroient, ſans le rendre plus complet. Ainſi, nous ſupprimons les noms des villes, des villages & des rivières, qui, s'ils n'ont été le théâtre de quelqu'évènement remarqué, ne feroient qu'alonger le récit, hériſſer le ſtyle, & fatiguer, en pure perte, la mémoire des Lecteurs. C'eſt avec plus de regret qu'on ſe tait ſur tous ces Héros du ſecond ordre, qui, placés pour ſignaler leur valeur aux yeux de leurs Camarades, ne l'étoient point pour figurer

dans une Hiſtoire abrégée, où les Loix des proportions obligent de ſe reſtreindre aux noms les plus éclatans, aux faits les plus déciſifs. Ce tableau n'eſt point un journal de la dernière guerre, mais un précis raiſonné de ſes principaux évènemens.

On écarte, à plus forte raiſon, ces longues liſtes de vaiſſeaux, qui, alignés par colonnes, avec les noms des Capitaines & le calcul arithmétique de l'Artillerie, préſenteroient, en deux mortelles pages, ce qu'on peut reſſerrer, & moins faſtidieuſement, en trois ou quatre lignes (1). Ces

(1) Quand des circonſtances particulières & très-rares nous paroiſſent juſtifier un

liſtes nautiques ſont au moins ſuperflues dans une Hiſtoire militaire, qui, je le répète, bien différente d'un journal de Campagnes, n'admet rien qui puiſſe rompre la marche de la narration. Le premier devoir de l'Hiſtorien eſt d'inſtruire; & l'expérience nous apprend que l'inſtruction eſt ſouvent nulle, dès qu'elle prend une forme hériſſée, barbare & pédanteſque.

On s'étoit propoſé d'ajouter des cartes géographiques au texte de cet Ouvrage; mais en y réfléchiſſant mieux, on

tableau des lignes de bataille navale, on ne ſe permet jamais de l'intercaler dans le texte; on le renvoie au bas des pages, en forme de note.

a cru devoir épargner au Lecteur une augmentation dans le prix de ces volumes, & lui procurer, à moins de frais, l'équivalent de ces cartes, dans un tableau particulier des îles Antilles & de l'Amérique ſeptentrionale, conſidérée ſous les rapports de l'Hiſtoire & de la Géographie. Ce tableau contient tout ce qu'il faut avoir de connoiſſances préliminaires pour ne pas s'égarer ſur les principaux théâtres de la dernière guerre.

De toutes les productions eſtimables auxquelles cette guerre a donné lieu, aucune, ſans excepter les plus modernes, ne paroît avoir eu pour objet d'en traiter com-

plètement chaque partie. La guerre d'Europe eſt ſur-tout négligée dans pluſieurs de ces Ouvrages; & le ſecret des Cours, leurs reſſorts politiques, leurs intérêts reſpectifs, n'y ſont preſque jamais dévoilés. Rien n'eſt mis en jeu dans ces Hiſtoires, trop excluſivement militaires, que l'artillerie des Eſcadres, la mouſqueterie des Soldats, & quelquefois la tactique des Généraux. On s'eſt propoſé un objet plus vaſte, & particulièrement dans cette troiſième Edition, de beaucoup augmentée quant aux évènemens, quoique ſouvent réduite, quant à leur forme. Mais a-t-on rempli dignement

cet objet? C'eſt au Public à prononcer; & le tems ſeul peut mettre le ſceau aux arrêts du Public. En les attendant avec une ſoumiſſion reſpectueuſe, qu'il nous ſoit du moins permis de reconnoître ſon indulgence. Le prompt débit des premières Editions de cette Hiſtoire en eſt le ſûr garant; & la mauvaiſe humeur de la Rivalité nous eſt une préſomption qu'on a peut-être des titres à cette indulgence.

HISTOIRE

DES Evènemens militaires & politiques de la dernière Guerre, dans les quatre Parties du Monde.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

L'AFFRANCHISSEMENT des Colonies Angloiſes en Amérique eſt, ſans contredit, l'évènement le plus mémorable du dix-huitième ſiècle. Cette Révolution peut donner une face nouvelle à tout ce continent; y faire naître le bonheur ſous les auſpices de la liberté; affermir l'héroïſme & la vertu dans ces contrées, où la tyrannie établiſſoit ſon

empire sur l'abrutissement de l'humanité; y développer les talens & les lumières si long-tems étouffés par le despotisme européen; montrer à l'univers surpris tous les Arts de l'Europe empressés de régner sur un plus vaste théâtre, & de partager ainsi leurs bienfaits entre les deux mondes.

Des siècles s'écouleront sans doute, avant que l'indépendance des Treize Etats-Unis amène l'indépendance de toute l'Amérique; & malheureusement, c'est du conflit des guerres entre les deux continents que peut naître cette seconde Révolution. Heureuse la première nation libre qui, faisant chérir son gouvernement aux indigènes de l'Amérique, leur fera quitter leurs sauvages retraites pour concourir à l'accroissement de la population du Nouveau Monde, & participer à la gloire de son *émancipation* générale! Puisse l'Europe voir sans jalousie ce grand évènement! Puisse-t-elle en favoriser les progrès, en sacrifiant des possessions que lui donna la force, & que la force peut lui enlever dans un avenir plus ou moins éloigné!

Puiſſe une noble émulation de commerce & d'induſtrie, reſſerrer entre les Américains & la France des liens indiſſolubles, quoique toujours libres, d'amitié, de reconnoiſſance & de ſervices mutuels! Qu'ils n'oublient jamais qu'ils ſont redevables aux François du premier pas que l'Amérique a fait vers la liberté.

Tels peuvent être un jour les effets d'une Révolution néceſſitée par les fautes de l'Angleterre, par les mépriſes de ſa politique, & ſur-tout par l'avidité de ſon ambition, dont les excès briſèrent enfin le reſſort de ſa puiſſance, déjà affoiblie à force de s'étendre. Le traité de Verſailles, ſi avantageux en apparence, lui porta ſans doute un coup terrible; par ce traité, la Grande-Bretagne abuſant de ſes avantages, hâta peut-être d'un ſiècle l'époque de ſa décadence; la France ne pouvoit faire à ſa Rivale un préſent plus funeſte.

Après avoir inſiſté, lors des premières ouvertures de paix, ſur l'abandon général du Canada, qu'il ſe vantoit d'avoir pris en Allemagne, Lord Chatam, ramené enfin aux vues d'une politique moins

inconsidérée, prédit que la cession de ce vaste pays feroit perdre l'Amérique à ses Compatriotes : c'étoit annoncer la ruine de leur commerce, & l'anéantissement de leur prépondérance maritime. Un Anglois (1), non moins judicieux que Chatam, avoit écrit quelques années auparavant : *Le Canada est la garde de nos Colonies ; pourquoi notre ministère cherche-t-il à le conquérir ?* En effet, cette contrée une fois soumise à la domination Britannique, les autres Colonies Angloises devoient s'accoutumer à ne plus considérer les François comme leurs ennemis, & délivrées de la nécessité de recourir aux forces de la Métropole pour se garantir de leurs attaques, songer à s'affranchir d'une autre oppression, secouer enfin le joug tyrannique d'une prétendue mère-patrie, dans

(1) L'Auteur anonyme des Lettres imprimées sous le nom de *Montcalm*, & faussement attribuées à ce Général. Quoique publiées pour la première fois en 1777, elles avoient été composées dès l'année 1757. C'est le premier ouvrage où l'on trouve la Révolution de l'Amérique, prédite d'un ton ferme, & ses causes clairement énoncées.

laquelle elles ne voyoient plus qu'une injuſte marâtre. Et ce fut dans cette conjoncture que, pour mieux accabler les Colons Anglo-Américains, la Grande-Bretagne oſa les charger arbitrairement du fardeau d'une dette énorme contractée à leur inſçu. C'en étoit aſſez pour ouvrir aux bons ſpéculateurs, le grand livre de l'avenir. Dès ce moment, l'affranchiſſement des Colonies fut annoncé comme une révolution néceſſaire; mais elle étoit probable & même indiquée longtems auparavant. A l'époque où les lumières & la Philoſophie commencèrent à pénétrer dans l'Amérique ſeptentrionale, l'Angleterre dut être préparée à cette grande cataſtrophe. Je ſais quels maux les arts & les ſciences peuvent entraîner après eux; je ſais qu'ils ſont trop ſouvent l'aliment du luxe, une ſource de corruption & de déſordres; mais dans un ſiècle philoſophique, où les progrès de l'eſprit ſe font partout ſentir, les lumières ſont néceſſaires, même à une République naiſſante; & il ne lui eſt pas impoſſible de jouir de leurs bienfaits, ſans

en éprouver les abus. D'ailleurs les Américains ont l'exemple de l'Europe; nos dépravations, nos malheurs, le vice de nos conſtitutions & de nos loix ne ſeront pas, ſans doute, une leçon infructueuſe pour l'Amérique. Quoiqu'il en ſoit, la liberté eſt un beſoin des Nations éclairées; & les inventions de Franklin, ſes productions & ſon génie, pouvoient annoncer à des obſervateurs attentifs un évènement déjà prévu depuis long-temps.

On a voulu faire honneur de cette prédiction à un Philoſophe de nos jours (1); mais, comme on l'a dit, elle ſe trouve clairement prononcée dans les Lettres de Montcalm, dont la compoſition eſt antérieure de pluſieurs années à la publication de l'Hiſtoire Philoſophique du Commerce des deux Indes. D'ailleurs, il y a plus de quatre-vingts ans que l'Abbé du Bos obſervoit dans un ouvrage (2)

(1) L'Abbé Raynal.

(2) Les Intérêts de l'Angleterre mal entendus dans la guerre préſente. (de la ſucceſſion). 2e. édit. Amſterdam, 1704, pag. 73.

regardé comme un chef-d'œuvre, que l'Angleterre ne pouvant empêcher une infinité de contraventions à l'Acte de Navigation, relativement au commerce excluſif de ſes Colonies, la guerre étoit un moyen bien périlleux de faire reſpecter cet Acte. Voici dans quels termes il s'exprime à ce ſujet. » Les tentatives qu'il nous faudra faire dans » la ſuite, pour réduire ces Colonies à la juſte obéiſſance qu'elles » doivent à l'Etat qui les a établies, » n'aboutiront peut-être qu'à les » faire ſoulever, quand elles auront appris qu'elles peuvent ſe » paſſer de nous «.

Rien ne juſtifie mieux l'interprétation donnée à ce paſſage, que les frayeurs des Anglois, à une époque aſſez voiſine de la publication de l'ouvrage de l'Abbé du Bos. Craignant dès-lors une révolution dans l'Amérique ſeptentrionale, ils proposèrent au Parlement, comme un moyen de la prévenir, de faire un bill, pour révoquer les chartes de la province de Maſſachuſets. » Si » on ne met pas, diſoit-on alors » publiquement, les Colonies dans

» la dépendance immédiate de la
» Couronne, elles deviendront avec
» le tems, ſi puiſſantes, qu'elles
» ſecoueront le joug de l'autorité «.

Quelqu'importance qu'on veuille donner à ces prédictions, il fut plus aiſé de prévoir l'affranchiſſement de l'Amérique, que de l'effectuer; la véritable gloire eſt d'avoir hâté l'époque de cette Révolution, & d'en avoir affermi l'édifice ſur une baſe ſolide & durable. Cette gloire n'appartient pas moins à la France qu'à l'Amérique elle-même. Sans doute il eſt beau de lever l'étendard de la liberté, de ſecouer les chaînes du deſpotiſme (1); mais il eſt dan-

(1) Dans les principes d'un gouvernement purement monarchique, cette propoſition ſeroit téméraire & ſéditieuſe, parce qu'avant de l'établir, il eût fallu démontrer que c'eſt au Peuple qu'appartient le droit de juger des deſſeins ſecrets du Souverain, de ſes manœuvres & de ſes uſurpations; enſuite, que des deſſeins, des manœuvres, des uſurpations même démontrées ſuffiſent pour opérer un changement dans la Conſtitution; & enfin, que, pour en venir à une telle extrémité, la tyrannie confirmée par la violence & par les plus grands excès d'un Deſpote, peut

gereux de l'entreprendre, à moins qu'un ſentiment intime de confiance, fondé ſur la juſtice des réclamations, n'exalte dans l'eſprit du Peuple le beſoin d'une Révolution préparée ſecrètement par la politique ſage & réfléchie des chefs qui la méditent. Alors l'effervescence devenant générale, on tenteroit en vain d'en étouffer les principes, & de ſoumettre une Nation aux loix de l'ancien gouvernement, qu'elle veut abjurer. Tel eſt le point

---

priver ſes Succeſſeurs d'une Couronne héréditaire; mais chez un Peuple qui partage la Souveraineté avec ſes Rois, chez un Peuple, dont l'hiſtoire offre une lutte continuelle de la liberté avec le pouvoir ſuprême, où l'on compte les victoires que l'indépendance a remportées ſur l'autorité; chez un Peuple enfin qui, ayant ſupprimé les pouvoirs intermédiaires, tomberoit, comme dit Monteſquieu, dans le plus dur eſclavage, s'il perdoit ſa liberté, une telle propoſition n'a rien de révoltant, & la déclaration du Congrès, dont elle eſt le réſumé, fut un acte légitime, ouvertement ou tacitement approuvé de toutes les Nations de l'Europe, & en particulier de la France, qui, ſans cela, n'eût pas été la première à reconnoître l'indépendance de l'Amérique.

de vue ſous lequel on doit conſidérer la cauſe des Colonies Angloiſes, & le peu de ſuccès des armes de la Métropole. Mais que de tems, de maſſacres & de travaux n'eût-il pas fallu pour conſommer leur affranchiſſement, ſans le concours de la France! Si la ſageſſe du Congrès, l'habileté de Washington, & le patriotiſme courageux des Américains, étoient de sûrs garans de leur perſévérance, au moins eſt-il probable que, ſans l'entremiſe de l'Europe, la génération préſente n'eût pas joui du grand ſpectacle de la liberté triomphante en Amérique. D'ailleurs, quelqu'effrayant que ſoit le tableau des déſaſtres de la dernière guerre, ils ne ſont rien, ſans doute, en comparaiſon de ceux qu'eût entraîné l'interminable débat de la liberté & de la tyrannie abandonnées à elles-mêmes dans cette longue & ſanglante querelle. Enviſagée ſous le rapport de l'humanité, la coopération de la France fut donc un bonheur pour l'un & l'autre continent; elle a ſans doute épargné bien du ſang aux deux Puiſſances déſunies.

Cette

Cette conſidération ſuffiroit pour juſtifier la conduite du Miniſtère François aux yeux de quiconque eſt inſtruit de la prérogative, dont nos Rois ſe ſont toujours montrés ſi jaloux dans les différentes périodes de la Monarchie. Le titre de protecteur, de vengeur, & d'ami des Souverains outragés ou méconnus par leurs Sujets, & des Sujets tyrannisés par leurs Souverains, titre ſi juſtement acquis à nos Monarques, autoriſoit Louis XVI à s'établir arbitre dans la fameuſe querelle des Anglois & des Américains. D'ailleurs la France avoit à venger, contre l'Angleterre, l'abus de ſes derniers triomphes (1); il nous falloit réparer des pertes, réclamer des uſurpations, reprendre cet aſcendant, dont nous paroiſſions nous être déſiſtés un moment; en un mot, l'équité, la politique, & le vœu

(1) Le Traité de 1763 enflâmera toujours le reſſentiment de tout bon François; il étoit accablant; & l'indignation s'augmente, lorſque l'on compare ce Traité à ceux que Louis XIV, au milieu de ſa gloire, impoſoit à ſes ennemis.

des autres Puiſſances, appelloient Louis XVI à l'auguſte miſſion qu'il vient de remplir avec tant de gloire. Cependant un intérêt plus cher balançoit dans ſon cœur les ſollicitations du Congrès Américain, & le ſuffrage des Nations qui les appuyoient plus ou moins ouvertement. La France, dont le bonheur lui eſt ſpécialement confié, n'aura-t-elle point à ſouffrir du commun avantage de l'Europe & de l'Amérique, & doit-il ſacrifier à des eſpérances, ſinon incertaines, du moins encore éloignées, la tranquillité d'un Peuple chéri, dont la félicité ſuffit à ſon ambition? Les Provinces ſaignoient encore des plaies de la dernière guerre; & les finances épuiſées ne ſe réparoient que lentement. Quels frais énormes n'alloit pas occaſionner l'accroiſſement néceſſaire de la Marine Françoiſe, ſi l'on ſe replongeoit dans une guerre maritime avec la Puiſſance navale la plus redoutée de l'Univers? A peine remis des longs déſaſtres de leur dernière querelle avec la Grande-Bretagne, les François ſupporteront-ils, ſans en être accablés;

les triomphes mêmes, dont la circonſtance eſt un aſſuré préſage ? Cette incertitude arrêta dans les mains de Louis XVI les coups de la vengeance ; & malgré le vœu de la Nation, plus ambitieuſe de la gloire du Monarque que de ſon propre bonheur ; malgré les invitations réitérées de l'Amérique inſurgente, & le ſuffrage des Cours liguées ſecrètement contre les prétentions injurieuſes de l'Angleterre à la ſouveraineté des mers, les diſpoſitions pacifiques de S. M. T. C. prévalurent dans le Conſeil de Verſailles ; ſes premières réſolutions furent de garder la neutralité entre les deux Puiſſances déſunies. Mais cette détermination n'obligeoit point Louis XVI à déſapprouver la conduite des Américains. Treize Provinces ſéparées de la Métropole par une étendue de quinze cents lieues de mer, gouvernées par des Chefs de leur choix, & d'une vertu éprouvée, ſoumiſes à toutes les loix des Peuples civiliſés, confédérées pour le maintien de ces loix & de leurs priviléges reſpectifs, lui parurent, quoiqu'affranchies de la domination

Européenne, une Nation respectable, dont l'alliance & l'amitié ne devoient point être dédaignées. La France en accepta l'offre, à des conditions dont les Anglois n'avoient pas droit de s'offenser. Elle étoit résolue de s'en tenir à des liaisons de commerce avec l'Amérique septentrionale, lorsque des hostilités, de la part de la Grande-Bretagne, forcèrent le Ministère François à demander satisfaction à la Cour de Londres. Elle s'y refusa sous de vains prétextes ; & cette agression manifestée par des actes répétés sur toutes les mers, ne laissa plus à l'Auguste Monarque le choix de la modération. Il fallut entrer en guerre ouverte avec l'Angleterre ; & dès ce moment, sa querelle avec les Américains parut décidée en faveur de ces derniers.

On a de la peine à concevoir l'aveuglement qui la précipita dans cette démarche téméraire. Elle ne pouvoit se dissimuler qu'elle avoit besoin de toutes ses forces pour faire tête à l'enthousiasme républicain des Provinces nouvellement dégagées de ses fers. Ses Ministres n'ignoroient

pas les dispositions pacifiques de Louis XVI; & le vain prétexte des hostilités qu'ils nous imputoient gratuitement, n'imposoit à personne; mais ils vouloient une guerre avec la France, sans songer que cette guerre seroit un obstacle à leurs succès en Amérique, sans prévoir qu'elle entraîneroit une rupture avec l'Espagne. Le pacte de famille entre les différentes branches de la Maison de Bourbon, ne laissoit point à la Cour de Madrid le choix des partis dans cette circonstance; & la conduite des Anglois prouva bien qu'ils ne comptoient pas sur la neutralité des Espagnols. Ils les provoquèrent par des entreprises faites pour décider Sa Majesté Catholique, quand bien même elle eût pu balancer à se montrer en cette occasion, la fidèle Alliée de Sa Majesté Très-Chrétienne. De toutes les Nations de l'Europe, la Hollande étoit la seule qui fît des vœux sincères pour la Grande-Bretagne. Des intérêts particuliers auroient maintenu les Provinces-Unies dans ces dispositions favorables aux Anglois; mais elles refusoient de prendre part à

cette guerre néceſſairement déſaſtreuſe ; & pour les entraîner avec elle dans l'abîme, dont elle commençoit à reconnoître la profondeur, après de vaines prières & des négociations infructueuſes, l'Angleterre eut recours aux voies de fait, aux violences, aux outrages ; & d'une Puiſſance diſpoſée à la ſecourir ſecrètement, ſe fit une ennemie déclarée, & l'une des plus irréconciliables.

Depuis long-tems un eſprit de vertige & d'illuſion dirigeoit la politique Angloiſe. Au lieu de s'aſſurer dans l'Inde l'alliance des Nations Européennes, la confiance & l'amitié des Nababs, ſon deſpotiſme avoit aliéné les uns & les autres, ſans excepter le fameux Ayder-Ali-Khan (1), qui par ſa bravoure & ſes

(1) Tous les papiers publics écrivent *Hyder* au lieu *d'Ayder*, qui eſt le vrai nom du Nabab. Nous avons cru devoir préférer cette dernière orthographe, qui eſt celle de M. de Buſſy, comme on peut s'en aſſurer en conſultant ſes Mémoires. Ce Général ayant demeuré pluſieurs années à *Ayder-Abad*, n'a pu ſe tromper ſur ce nom qu'écrivent & prononcent ainſi tous

talens militaires a ſans doute effacé tout ce qu'il y eut de Guerriers Indiens dans les tems modernes, & peut-être égalé les plus illuſtres de l'Europe. Depuis la paix de 1763, la tyrannie Angloiſe s'étoit particulièrement ſignalée contre les François tranſplantés en Aſie. La ruine de Pondichéry en avoit réduit un grand nombre à l'indigence; & pluſieurs n'ayant pas d'autres moyens de ſubſiſter, étoient allés ſervir dans les troupes d'Ayder. Malheur à ceux qui tomboient entre les mains des Anglois; les cachots étoient la moindre peine qu'on leur faiſoit ſubir, juſqu'à ce que le déſeſpoir les eût enrôlés dans l'armée Britan-

---

ceux qui ont ſervi dans l'armée du Prince Indien, où la réponſe au qui *vive*, fut toujours *Ayder-Ali-Khan, Nabad-Bahader*. Ce qui a induit les Gazetiers en erreur, c'eſt qu'ils copient les Anglois, qui ne peuvent dire *Ay* dans leur langue, qu'en écrivant *Hy*. Pour conſerver aux noms le même ſon que dans la langue originale, les Anglois ſe croyent obligés d'en changer l'ortographe. Ils ont raiſon; l'écriture eſt l'art de peindre la parole. En ce point, nos Traducteurs devroient imiter les Traducteurs Anglois.

nique. Un autre excès de ce deſpotiſme fut de nous interdire toute eſpèce de liaiſon avec les Souverains de l'Inde. Tandis que les Anglois ſe permettoient avec eux le commerce même des munitions de guerre, & que les ſept huitièmes des armes d'Ayder étoient tirés des arſenaux d'Angleterre, ils faiſoient aux François un crime de vendre quelques fuſils aux Indiens, & ſe conduiſoient en conſéquence de ces infractions prétendues.

Tant de vexations n'avoient pu déterminer notre Gouvernement à prendre parti dans la querelle que leur ſuſcita bientôt Ayder-Ali-Khan. Quoique ce Prince nous invitât, au nom de la reconnoiſſance, à lui fournir ſecrètement des ſecours qu'en d'autres circonſtances il avoit prodigués ouvertement aux François, le Gouverneur de Pondichéry, fidèle aux inſtructions qui lui défendoient de ſe commettre avec ces fiers Inſulaires, écrivit au Nabab qu'il lui ſouhaitoit toutes ſortes de proſpérités dans la guerre prête à s'allumer ſur la côte de Coromandel, mais qu'il ne pouvoit

diſpoſer d'aucunes forces contre les Anglois, avec leſquels il n'oſoit rompre la paix, ſans un ordre précis du Roi ſon maître. Pour peu qu'on eût ſoutenu Ayder-Ali dans cette conjoncture, les évènemens qui arrêtèrent les progrès de ce Conquérant, n'auroient point eu lieu; il eût continué la guerre, & fait valoir à cette époque, les juſtes prétentions de ſon fils à la Nababie d'Arcate. Mais le Gouverneur François donna avis aux Miniſtres, de l'invaſion prochaine de la côte de Coromandel, en des termes faits pour les intimider; il leur communiqua ſes craintes ſur les évènemens de cette guerre. Un expoſé plus exact & moins timide, eût ſans doute inſpiré des réſolutions funeſtes à l'Empire Britannique dans cette contrée de l'Aſie; trop de modération nous fut préjudiciable; & les Anglois continuèrent de nous moleſter impunément dans l'Inde, juſqu'en 1778, époque des hoſtilités ouvertes entre les deux Nations Européennes.

Ayder, toujours fidèle allié des François, étoit alors occupé ſur la

côte Malabare, de la guerre contre les Marattes; il se hâta de revoler à notre secours, après avoir conclu une trève de six ans avec cette Nation, qui lui laissa toutes ses conquêtes; mais le grand éloignement ne permit point au Nabab d'arriver à tems, pour empêcher la prise de Pondichéry, qui se rendit au mois d'Octobre de la même année. Le Souba Nizam-Daulla devoit se joindre à lui contre les Anglois, les attaquer dans le nord de Mazulipatnam, & rentrer, s'il étoit possible, dans les quatre Provinces qu'ils lui avoient extorquées. Soit pusillanimité de la part de ce Prince Indien, soit intrigues de la part des ennemis d'Ayder, Nizam le laissa courir seul les hasards de la guerre; & le Nabab ne partagea avec aucun autre Souverain, la gloire d'être le libérateur d'une partie de l'Inde.

Tout ce qu'on peut assurer de cette guerre, c'est qu'elle fut ruineuse pour la Grande-Bretagne. Quant aux détails des opérations militaires, il en est peu qu'on ose garantir: la plupart des relations parvenues en Europe ont été fabriquées

ſur la côte de Coromandel, par des Anglois intéreſſés à tromper le Gouvernement; encore les a-t-on ſouvent arrangées à Londres, ſuivant les circonſtances & le beſoin d'en impoſer à la Nation. C'eſt donc avec la plus grande retenue & des précautions ſcrupuleuſes qu'on fera uſage des Mémoires relatifs à la guerre de l'Inde. La diſcrétion qu'on s'eſt impoſée dans cette partie de l'hiſtoire, pourra ſurprendre ceux de nos Lecteurs qui, faute d'examen, adoptent, ſans reſtriction, tous les récits haſardés dans les gazettes de quelques Cours étrangères; on les prévient que la plupart des faits concernant Ayder-Ali-Khan y ſont plus ou moins altérés, & qu'on ne ſauroit les employer avec confiance. On s'eſt fait une loi d'écarter tous ceux dont les relations n'ont pu être ſoumiſes aux diſcuſſions de la critique, & je ne crains pas de le répéter; les évènemens qui, dans les quatre dernières années de cette guerre, ont eu pour théâtre la preſqu'iſle de l'Inde, ſont ordinairement dans ce cas. Il n'en eſt pas ainſi des évènemens de l'Europe &

de l'Amérique ; comme ils ſont mieux conſtatés, on s'eſt permis de leur donner quelqu'étendue, & de les préſenter quelquefois avec des circonſtances qui paroîtroient minutieuſes dans une hiſtoire moins récente. On parle dans celle-ci à des contemporains, pour qui ces détails ſont importans, duſſent-ils ne pas l'être pour la Poſtérité ; tous les faits qu'on y préſente ont intéreſſé l'Europe & l'Amérique ; & l'on ne pouvoit en ſupprimer aucun, ſans donner à la génération actuelle un ouvrage imparfait & tronqué.

Cette hiſtoire offre le tableau d'une Révolution telle qu'on n'en trouve point dans les faſtes d'aucune Puiſſance. J'oſe dire que la liberté recouvrée par les Américains eſt non-ſeulement le plus beau ſujet d'hiſtoire, mais qu'elle ouvre une nouvelle carrière au génie de l'Epopée. Il n'eſt point de Nation civiliſée qui n'ait eu des rapports avec l'Amérique eſclave ; il n'en eſt point ſur qui la deſtinée de l'Amérique affranchie ne doive influer plus ou moins dans la ſuite des ſiècles ; cette Révolution intéreſſe le monde entier.

Mais de toutes les Puiſſances de l'Europe une ſeule doit y prendre autant de part que l'Angleterre. Si l'indépendance des Treize Etats-Unis enlève à cette Nation une partie de ſon exiſtence politique, elle ajoute infiniment à la gloire de la France; & quoiqu'oppoſés, ces deux effets ſont les ſources du plus grand intérêt pour les deux Peuples rivaux. Les acceſſoires d'un évènement de cette importance ne ſauroient être indifférens aux Anglois, dont ils développent les fautes, les déſaſtres & l'humiliation; des raiſons contraires les rendront toujours chers à des Lecteurs François. Il n'eſt donc pas à préſumer que ces détails, intéreſſans pour la génération préſente, ceſſent de l'être dans les ſiècles à venir. Tant que les Anglois conſerveront leur caractère, ils déploreront la Révolution, dont je prétends eſquiſſer le tableau; l'Angleterre ſe plaira toujours, qu'on me paſſe cette expreſſion, à *ruminer* ſa douleur & ſes regrets, par de fréquens retours ſur la perte de l'Amérique; & c'eſt la ſorte d'intérêt qui doit réſulter pour elle d'une Hiſtoire complète de

la Révolution préſente. Tant que la France ſera ce qu'elle eſt, jalouſe de ſa gloire & non moins avide d'en connoître les anciens titres que d'en acquérir de nouveaux, elle ſe félicitera qu'on ait multiplié les monumens de ſes triomphes; & comme l'affranchiſſement de l'Amérique ſeptentrionale lui paroîtra toujours la plus belle victoire qu'elle ait remportée ſur l'Angleterre, elle ne ſe laſſera point d'en parcourir les détails, & bénira peut-être l'auteur qui lui en aura tranſmis les circonſtances.

Tels ſeroient pour une Hiſtoire de la dernière guerre les titres à l'indulgence des générations à venir, ſi, au mérite de n'avoir rien omis d'important pour la gloire des Nations confédérées contre la Grande-Bretagne, elle joignoit le mérite ſi rare d'en tranſmettre les évènemens avec l'éloquence propre à ce genre, & ſans laquelle les vérités hiſtoriques les plus intéreſſantes arrivent difficilement à la Poſtérité. On n'oſe ſe flatter de réunir ce dernier avantage à l'exactitude, à l'impartialité, à la bonne

foi qui caractériſeront un ouvrage où l'on s'eſt fait une loi de ſacrifier à la vérité tous les intérêts de parti, tous les préjugés de Nation, & de ſe garantir des illuſions d'un patriotiſme mal entendu. Si les Anglois n'y ſont pas toujours repréſentés ſous des couleurs favorables, ils s'en prendront aux évènemens de cette guerre, & non pas à notre manière de les interpréter; il eſt rare qu'on ſe permette à ce ſujet, des réflexions toujours déplacées, quand elles ne tournent pas à la plus grande clarté de l'hiſtoire. On ſe les interdit ſcrupuleuſement toutes les fois qu'elles peuvent reſſembler à la déclamation, ou laiſſer ſoupçonner d'injuſtes acceptions. Mais encore une fois, notre premier devoir eſt de prévenir les mépriſes du lecteur, & dans l'expoſé de certains faits, d'avoir moins égard aux prétentions de l'Angleterre, & aux interprétations de ſes apologiſtes, qu'au jugement de toute l'Europe impartiale. Au reſte, nous rendons juſtice à cette Nation d'ailleurs eſtimable à tant d'égards, dans toutes les occaſions où l'intégrité de l'Hiſtoire nous

preſcrit cette loi. Il eſt aiſé de voir qu'en obſervant les erreurs, pour ne pas dire les infractions & les excès d'une Puiſſance rivale, nous avons moins conſidéré cette rivalité, que la morale de toutes les Nations policées. D'ailleurs, notre attention à relever les écarts des autres Puiſſances belligérantes prouve ſuffiſamment notre impartialité à l'égard des Anglois. Nous ajouterons que les torts de la Grande-Bretagne ne ſont point enviſagés dans cet Ouvrage comme le crime de la Nation, mais comme un égarement du Miniſtère Britannique. Il parut oublier, dès la naiſſance de la guerre, les loix impreſcriptibles du droit des gens, & s'attira, dans les quatre parties du monde, le reproche grave de l'avoir dirigée ſelon les principes d'une politique frauduleuſe & ſanguinaire. On ne peut trop répéter que cette conduite hautement improuvée même en Angleterre, ſe trouve développée dans notre hiſtoire par une longue ſuite de faits énoncés ſans altération, & toujours dépouillés de ces vaines diſcuſſions qui les ſurchargent

ſans les éclaircir. On a ſur-tout pris ſoin d'écarter les déclamations vagues & puériles, qui, loin de faire valoir la vérité, la rendent ſuſpecte de menſonge ou d'exagération.

Quelques lecteurs nous reprocheront ſans doute que ces faits ne ſont pas toujours préſentés ſuivant l'ordre des tems, & qu'il s'en faut quelquefois de pluſieurs mois, qu'ils ne ſoient placés à leurs véritables dates. Pour excuſer & même juſtifier ces prétendus anachroniſmes, il ſuffit d'enviſager l'étendue prodigieuſe du théâtre de cette guerre, dont les limites embraſſent, pour ainſi dire, la moitié du globe; de conſidérer que des ordres expédiés à la même époque, pour des lieux ſéparés par des eſpaces immenſes, ont dû n'avoir leur exécution reſpective qu'à des termes très-éloignés les uns des autres; & que ces ordres & leurs effets étant le réſultat d'un même plan, le complément d'un même ſyſtême de combinaiſons, les iſoler dans notre ouvrage, ſeroit donner le Journal & non l'hiſtoire de la dernière guerre, & manquer

par conſéquent au vœu de quiconque y cherche des faits grouppés entr'eux, de l'enchaînement, des rapports, des maſſes en un mot & non de ſimples articles de Gazettes. De cette attention ſervile aux dates préciſes des évènemens, s'enſuivroient des changemens de ſcènes continuels; & le lecteur tranſporté, à chaque minute, d'un théâtre de la guerre ſur un autre théâtre, par des tranſitions plus ou moins forcées, ne pourroit ſoutenir ces paſſages faſtidieux à force d'être répétés; il en réſulteroit une forme hériſſée, maigre & découſue qui feroit tomber le livre des mains.

En évitant, autant qu'on l'a pu, les inconvéniens d'une Hiſtoire ſurchargée de dates, on ne s'eſt pas cru diſpenſé d'aſſigner les époques des grandes opérations; & dans ce nombre, pluſieurs ne ſemblent mériter ce titre que par leurs réſultats. Vues iſolées, elles ne ſont rien moins qu'importantes; mais enviſagées dans leur correſpondance avec les faits poſtérieurs, ce ſont des cauſes ſouvent très-fécondes de proſpérités ou de revers, qu'un Hiſtorien phi-

loſophe ſe garde bien de négliger. Avant de prononcer ſur le degré d'importance de certains faits peu déciſifs au premier coup-d'œil, qu'on daigne obſerver leur liaiſon avec d'autres faits plus impoſans, & l'on ſaiſira facilement la dépendance de ces derniers, & l'on ſera forcé de convenir que de petites cauſes produiſent ſouvent de grands évènemens. Mais les moindres faits de cette Hiſtoire, n'euſſent-ils d'autre prix que d'avoir avancé ou reculé de quelques jours l'étonnante Révolution de l'Amérique, ſeroient dignes d'être conſacrés dans les faſtes des deux continents.

Ce que je dis des actions de guerre, tant de la part des Anglois que de celle des Américains & de leurs Alliés, on peut l'affirmer des Actes émanés du Congrès, des conſtitutions de la nouvelle République, de ſa déclaration d'indépendance, des articles de confédération entre ſes différens Etats, de leurs traités d'amitié & de commerce avec les Puiſſances de l'Europe, & ſpécialement de leur alliance avec Sa Majeſté Très-Chrétienne. Tous ces

Actes d'une législation encore imparfaite, ont dû seconder puissamment les opérations militaires de la nouvelle République ; tous les détails en sont puisés dans le droit naturel, & modelés sur le caractère des Peuples auxquels ce nouveau Code est destiné. Ces loix faites pour des hommes libres, respirent la liberté républicaine, sans manquer de cette sévérité qui seule peut en prévenir les abus ; il est aisé de voir qu'elles sont l'ouvrage d'une Confédération naissante, dont tous les membres concourent de bonne foi au bien de la grande République. C'est partout l'expression naïve & vraie, de l'amitié, de l'union, de l'assistance réciproques. L'acte d'indépendance est un chef-d'œuvre d'énergie ; les motifs qui ont forcé les Américains à changer la forme de leur gouvernement, y sont énoncés avec le sentiment profond de la dignité de l'homme. On y peint l'excès du pouvoir & l'abus de l'autorité avec des couleurs faites pour intimider le despotisme & déconcerter les ministres de la tyrannie. Malheur aux vils instrumens de l'oppression qui

s'étendroit ſur des Peuples dont les vices n'ont point altéré l'intégrité primitive, que le luxe & la molleſſe n'ont point encore façonnés à l'eſclavage! Les Actes du Congrès où l'on conſidère les treize Etats-Unis dans leurs rapports avec les Puiſſances Européennes, ſont une expreſſion vive & naturelle des pacifiques diſpoſitions de la République naiſſante. C'eſt par-tout le langage de l'humanité, de la bienfaiſance & des égards pour tous les peuples en général, & celui de la reconnoiſſance & de l'affection envers les Puiſſances qui ont coopéré au grand ouvrage de ſon affranchiſſement (1). En un mot, ſi le nouveau Code Américain n'eſt en-

(1) Des intérêts particuliers ont déterminé des Gazetiers infidèles à falſifier ces pièces; on les trouve altérées dans quelques papiers publics. La Gazette d'Amſterdam, du 26 Août 1777, a voulu faire entendre que dans l'inſtruction donnée aux Armateurs, le Congrès leur inſinuoit de ſemer l'eſprit d'indépendance dans les ports des Nations Etrangères, & de faire eſpérer aux îles de la Martinique & de la Gouadeloupe, une alliance particulière avec

core qu'un eſſai de légiſlation politique, civile & religieuſe, cet eſſai annonce des vues profondes, beaucoup de ſageſſe & de prévoyance, autant d'amour pour la juſtice, que d'enthouſiaſme pour la liberté. La ſolidité des baſes ſur leſquelles cet édifice eſt établi, promet un Corps de droit public également précieux aux Philoſophes, aux Politiques & aux Souverains. Cet ouvrage perfectionné peut réaliſer ou détruire bien des idées métaphyſiques, bien des ſyſtêmes haſardés ſur l'origine & l'établiſſement des ſociétés, offrir un modèle à pluſieurs Etats défectueux des autres parties du monde, montrer les côtés foibles de leurs Conſtitutions, leur indiquer les réformes à faire dans leur Gouvernement. Mais l'exemple d'un peuple vertueux & citoyen eſt ordinairement perdu pour les nations corrompues; & le ſeul effet indiſpenſable de la nouvelle légiſlation des treize Provinces Américaines ſera de conſo-

---

les Etats-Unis. Les Hollandois ont bien prouvé depuis, qu'ils n'avoient aucune part à cette mauvaiſe foi de leur Gazetier.

lidet l'édifice de leur liberté recouvrée, pourvu qu'elles s'étudient conſtamment à maintenir les loix de leur Confédération, à reſſerrer les nœuds de leur dépendance réciproque, à dédaigner les avantages illuſoires d'une ſouveraineté partielle & morcelée, à la concentrer toute entière dans l'auguſte Aréopage de Philadelphie, à faire revivre d'âge en âge, par une pratique conſtante & ſoutenue, les ſublimes leçons du ſage Washington, ce héros de l'Amérique, ſi digne d'en être le Légiſlateur. Telles ſont les conditions auxquelles l'Empire du Nouveau-Monde eſt aſſuré aux vengeurs de la liberté Américaine, conditions ſans leſquelles le plus grand évènement de ce ſiècle ne ſera qu'un éclair brillant, un grand projet échoué, une tentative impoſante où nos neveux verront plus d'audace & de témérité, que de ſageſſe & de combinaiſons.

Le deſpotiſme ou l'anarchie une fois établis dans les Provinces ſeptentrionales du nouveau Continent, que les générations ſuivantes ne ſe

flattent pas d'y ramener l'ordre & la liberté, de renouveller aux yeux des Nations, l'étonnant ſpectacle de la Révolution préſente. Les circonſtances qui l'ont produite renaiſſent difficilement ; & l'on ne voit pas deux fois toutes les Puiſſances de l'Europe intéreſſées au ſuccès d'une même entrepriſe, réunir leurs efforts ou leurs vœux contre une ſeule Puiſſance, la combattre ou l'abandonner en ſe laiſſant conduire chacune en particulier par des intérêts communs à toutes les Nations en général. Pour opérer ce miracle, il falloit qu'il ſe rencontrât un Miniſtre dont la ſageſſe reconnue dans toutes les Cours, y fît reſpecter ſes conſeils & ſes lumières, comme dans celle de Verſailles, & qui, par l'aſcendant de ſon génie & l'art ſuprême & rare de concilier la politique avec la vertu, ſût gagner la confiance de tous les Souverains, diriger leurs opérations au gré de la France, mettre à profit juſqu'à leur inaction, & pour aſſurer le triomphe de la liberté en Amérique, iſoler l'Angleterre en Europe,

rope, en lui oppoſant les armes de trois grandes Puiſſances, & la neutralité de toutes les autres.

Les Anglois abandonnés à eux-mêmes dans une circonſtance auſſi critique, ne pouvoient ſe promettre de leur poſition, que de grands revers & beaucoup de gloire; car on ne doit pas le diſſimuler; s'il y eût eu plus d'équité dans leurs prétentions, moins d'infractions dans leurs hoſtilités, plus d'égards pour l'humanité dans leurs divers procédés de guerre, cette époque ſeroit en même tems la plus malheureuſe & la plus brillante de leur hiſtoire. Ce fut un ſpectacle bien impoſant, de voir la ſeule Angleterre, dont la nature & peut-être la politique avoient marqué le rang entre les Puiſſances du ſecond ordre, lutter avec perſévérance contre l'héroïſme de la liberté naiſſante en Amérique, contre la valeur Françoiſe qu'irritoit encore l'aiguillon d'une juſte vengeance, contre la bravoure tranquille des Eſpagnols, dont la fierté naturelle aime à ſe ſignaler au milieu des combats, contre la patience & l'induſtrie des Hollandois, ce

peuple commerçant & navigateur, chez qui l'ambition & le talent de s'enrichir ont ſouvent les procédés & l'énergie de la valeur guerrière, contre la fortune & l'intrépidité du célèbre Ayder-Ali-Khan, le dernier & le plus grand des héros modernes de l'Aſie. Mais cette conſtance vraiment héroïque quand l'équité la motive, & que le ſuccès peut la couronner, dégénère en opiniâtreté, & reſſemble moins au dévouement du patriotiſme qu'à l'aliénation du déſeſpoir, lorſqu'elle compromet l'exiſtence de la patrie, & laiſſe préſager ſa ruine abſolue. Tel fut l'abîme où l'Etat politique de la Grande-Bretagne devoit s'anéantir, ſi la modération n'eût préſidé à la vengeance même de ſes généreux Adverſaires. En uſant de leurs forces & de leurs droits, les Puiſſances victorieuſes pouvoient terminer la guerre par une leçon bien effrayante pour les Nations téméraires & follement ambitieuſes; elles pouvoient réduire l'Angleterre à ſes bornes naturelles, la dépouiller de toutes ſes poſſeſſions extérieures, la concentrer dans ſon Iſle, & ne

laiſſer que de foibles débris de ſa grandeur évanouie. Mais dans tous les tems la gloire de la France fut d'uſer modérément de la victoire ; & ſa fière rivale, quoiqu'aſſez déchue pour ne plus inquiéter ſes voiſins, eſt pourtant encore une des grandes Puiſſances de l'Europe. Si l'énormité de ſa dette nationale lui permet de ſe maintenir (1) dans le rang où la dernière cataſtrophe vient de la placer, ſon exiſtence n'en ſera déſormais que plus aſſurée, & ſa deſtinée plus tranquille. L'impuiſſance de nuire & de provoquer l'envie, eſt, pour les Etats, comme pour les Particuliers, le ſûr garant d'une félicité durable. Cette heureuſe impuiſſance doit aſſurer le bonheur

(1) De toutes les Puiſſances de l'Europe, l'Angleterre fut celle qui tira le parti le plus avantageux de ſes Colonies. En 1771, elle exporta pour l'Amérique juſqu'à 4,776,768 livres ſterl. de marchandiſes. Quelle perte immenſe pour ſon commerce, & de quelles reſſources elle ſe voit privée! Si, à ce *deficit*, elle joint les frais énormes de cette guerre, elle ne peut enviſager ſans frémir, les conſéquences affreuſes qui peuvent en réſulter.

de l'Angleterre, tant qu'elle fera préſider à ſes Conſeils la modération, la prudence & l'équité; tant qu'elle enviſagera ſa poſition favorable ſur l'Océan, comme un moyen de réparer ſes pertes par le commerce, & non d'y ſuppléer par des conquêtes; tant qu'elle verra dans la Révolution de l'Amérique un devoir impoſé par la néceſſité de vivre en paix avec ſes voiſins, d'abjurer tout ſyſtême d'agrandiſſement & de prépondérance, de renoncer à la chimérique prétention de régner ſur un élément qui ne reconnoît d'autres Souverains que les Vents. Qu'elle n'oublie point que cette ſciſſion briſe à jamais dans ſes mains le ſceptre des mers qu'elle avoit uſurpé.

Ces conſeils haſardés avec les ménagemens toujours dus, même aux Nations déchues, nous ont été dictés par les meilleurs Citoyens d'Angleterre; & nos obſervations ne ſont bien ſouvent dans cet Ouvrage, qu'un réſumé de leurs diſcours publics. Pour donner plus d'autorité à nos réflexions, & même aux récits de l'Hiſtoire, nous adop-

tons, en certains cas, jusqu'à la forme de ces discours patriotiques. Nous leur opposons quelquefois, & toujours avec la même précaution, les déclamations & les sophismes des fauteurs de l'ancien Ministère Britannique. On s'est particulièrement astreint à la marche des idées, &, autant que le permet une traduction, au caractère d'éloquence des uns & des autres, dans l'exposé des débats parlementaires. C'est là sur-tout qu'on voit jaillir du choc des opinions contraires, la vérité qui trop souvent s'enveloppe & disparoît dans les relations contradictoires des évènemens de cette guerre. Un autre avantage de ces dialogues politiques où le caractère des interlocuteurs, leurs préjugés & leur ambition se dévoilent aux yeux d'un véritable observateur, c'est de peindre dans le jeu des prétentions diverses & des intérêts opposés, les ressorts incertains d'un gouvernement vacillant, dont ils sont les interprètes, en croyant n'être que ses détracteurs ou ses apologistes. De cette forme dramatique adoptée par tous

les grands Hiſtoriens, ſans excepter les plus modernes (1), il réſulte d'ailleurs plus de mouvement & d'action, plus de cette chaleur vivifiante qui eſt l'ame de l'Hiſtoire. On s'eſt particulièrement impoſé la loi de faire parler les Anglois, & de les mettre en ſcène toutes les fois qu'on avoit à produire des faits non ſuſpects, mais conteſtés par eux; c'eſt de leurs aveux même que nous tirons ainſi la preuve de ces faits, & de leur propre bouche que nous faiſons ſortir la vérité qui les confond. On ſuit la même règle à l'égard de leurs Adverſaires.

Quelqu'un a dit qu'une Hiſtoire eſt un long drame, dont l'intérêt

(1) Pour en citer un exemple, nous obſerverons que c'eſt un des caractères particuliers de l'Hiſtoire de France par M. l'Abbé Garnier, qui, pour la forme & pour le fond, eſt autant au-deſſus de ſes prédéceſſeurs, que les grands modèles de l'antiquité ſont au-deſſus des meilleurs modernes. Cette vérité, généralement avouée aujourd'hui, a long-tems été conteſtée; tant il eſt vrai que les préjugés & les cabales de la frivolité peuvent retarder les réputations les mieux méritées.

doit croître de ſcène en ſcène, qui demande une expoſition, une intrigue, un dénouement, &c. On ne commande point aux faits, & cette définition ne ſauroit convenir à toute ſorte d'Hiſtoires; mais s'il en étoit quelqu'une qui pût juſtifier cette idée biſarre, ce ſeroit l'Hiſtoire de la Révolution de l'Amérique. La guerre d'Europe n'en fut que l'acceſſoire, & peut être conſidérée comme un épiſode inhérent au ſujet de cette longue tragédie. Comme tout drame exige une expoſition, & comme cette Hiſtoire ſe rapproche beaucoup du drame, j'ai cru devoir en préſenter le ſujet avec quelque détail; mais autant qu'il eſt poſſible, je mets ce tableau en action; c'étoit l'unique manière de prévenir l'ennui du Lecteur. J'y comprends tous les évènemens de cette guerre, depuis la naiſſance des troubles de Boſton, juſqu'en 1779, époque où les rapports s'établiſſent d'une manière ſenſible entre les différentes parties de l'Enſemble, où tous les perſonnages agiſſent de concert, où la confédération des

Puiſſances réunies (1) contre l'Angleterre, ſimplifie, pour ainſi dire, le ſujet de cette Hiſtoire, en dirigeant toutes leurs opérations vers un même but, en établiſſant entre elles cette unité d'action d'où réſulte toujours le plus grand intérêt du drame, & quelquefois celui d'un ouvrage hiſtorique. A cette époque, le tableau de la dernière guerre ſe débarraſſe de tous les détails ſuperflus déſormais, & qui ne l'étoient pas lorſque ces Puiſſances balançoient à ſe réunir, ou ne ſe concertoient point encore ſur les moyens de rendre leur union déciſive. De ce concert, naiſſent la préciſion & la netteté qui diſtingueront

(1) Les Etats généraux ne s'étoient point encore déclarés par des actes hoſtiles; mais ils écoutoient les Négociateurs de Franklin & faiſoient des préparatifs de guerre. La continuité des inſultes Britanniques éclairoit dès-lors tous les bons ſpéculateurs ſur l'objet de ces préparatifs; & l'on comptoit déja la Hollande parmi les Puiſſances confédérées; ſes lenteurs mêmes étoient peut-être concertées entre les Chefs de cette guerre politique.

ſur-tout la ſeconde partie de cet Ouvrage. Quoique plus abondante que la première, qui n'eſt, à proprement parler, qu'une expoſition néceſſairement un peu compliquée, elle doit avoir une marche plus sûre, plus rapide & moins gênée; les faits y ſortent, pour ainſi dire, les uns des autres ſans embarras & ſans obſcurité, & ne forcent plus à ces redites, ſouvent inévitables, quand on ne veut pas ſacrifier l'avantage d'être entendu, à la vaine gloire de paroître laconique. Au reſte, on a tâché de concilier dans ces trois volumes, les qualités d'où peuvent réſulter l'agrément & l'utilité d'une Hiſtoire; mais dans l'expoſé de certains détails, cet accord n'eſt pas toujours poſſible; & l'on eſt bien forcé de s'en tenir alors au ſeul mérite de l'exactitude & de la vérité. On croit s'être acquis des titres à la confiance du Lecteur par une attention ſcrupuleuſe à ne point haſarder de faits équivoques; & quant à leur choix, on oſe ſe flatter de n'avoir négligé que les moins importans; on range dans cette claſſe tous les faits impoſans qui ne

produiſent rien. Les perſonnes inſtruites des évènemens de la dernière guerre, jugeront à notre manière d'apprécier les hommes & leurs actions, qu'on s'eſt piqué dans cette Hiſtoire d'une impartialité toujours incorruptible. Un Hiſtorien impartial & vrai, nous paroît mériter l'indulgence du public; & c'eſt à ces deux titres que nous oſons la reclamer.

Coup-d'œil sur l'Amérique septentrionale, pour servir d'introduction à l'Histoire de la dernière guerre.

LE Continent septentrional de l'Amérique fut l'objet & le principal théâtre de la dernière guerre; il est donc indispensable, pour faciliter l'intelligence de cette Histoire, de jeter un coup-d'œil préliminaire sur cette partie du globe, d'en déterminer les longitudes & les latitudes, d'indiquer quelques-unes de ses productions, d'effleurer les progrès de son commerce & de son industrie, d'esquisser le tableau des anciennes Colonies Angloises depuis leur origine & leur première formation, jusqu'à l'instant de la Révolution présente; en un mot, de faire connoître, au moins superficiellement, les Peuples que la Grande-Bretagne vouloit retenir pour toujours dans une tutelle politique. Cet exposé sera court, lumineux, ra-

pide, & tel que doit être une légère introduction à l'Hiſtoire de cette guerre.

Diviſion de l'Amérique du nord.

L'Amérique ſeptentrionale eſt ſéparée du nouveau Continent méridional par l'Iſthme de *Panama*, dont la moindre largeur eſt d'environ ſept lieues. Elle comprend, du Nord au Sud, ſoixante-treize degrés de latitude, & s'étend juſqu'au quatre-vingtième. Les Apalaches qui la diviſent dans cette direction, ſe rapprochent plus ou moins de l'Océan. Leur moindre éloignement des côtes eſt de cent cinquante milles; ils n'en ſont jamais à plus de cent vingt lieues. Au-delà de ces monts, eſt un déſert immenſe, dont on a parcouru juſqu'à huit cents lieues, ſans en trouver la fin. On conjecture, avec beaucoup de vraiſemblance, qu'à l'extrémité de ce déſert, il y a des fleuves qui vont ſe jeter dans la mer du ſud.

Ce *Continent* ſe diviſe en dix grandes parties, ſavoir :

Du Nord au Sud.

		Longitud.		Lat. sept.	
La Nouv. Bretagne.	Où eſt *le Fort York.*	307.	16.	55.	26.
Le Canada.	*Quebec.*	307.	47.	46.	55.
	Montreal.	305.	30.	45.	44.
L'Acadie.	*Annapolis.*	312.	20.	44.	48.
	Cap-de-Sable.	312.	10.	43.	24.
	Port de Canzeau.	316.	45.	45.	20.
La Nouv. Anglet.	*Boſton.*	307.	3.	42.	20.
	New-Cambridge.	306.	30.	42.	30.
	Salem.	307.	15.	42.	35.
La Virginie.	*James-Town.*	300.	5.	37.	0.
La Caroline,	*Charles-Town.*	297.	55.	32.	50.
La Floride.	*Saint-Auguſtin.*	298.	30.	30.	0.
	Penſacola.	290.	50.	30.	55.

De l'Eſt à l'Oueſt.

La Louiſiane.	*Nouvelle Orléans.*	287.	30.	29.	58.
Le Vieux Mexique.	*Mexico.*	277.	0.	20.	0.
Le Nouv. Mexique.	*Santa-Fé.*	271.	0.	35.	32.

Les *îles* de l'Amérique ſeptentrionale ſe diviſent en cinq corps, ſavoir : les Açores, les îles de Terre-Neuve, les Bermudes, les Lucayes & les Antilles. Les *Açores* ou *Tercères* ſont au nombre de neuf îles ſituées entre les 35 & 41 deg. de lat. ſept.

		Longitud.		Lat. sept.	
Tercère.	*Angra.*	350.	27.	38.	39.
Sainte-Marie.	*La Ville.*	352.	31.	36.	57.
Pico.	*Pic des Açores.*	349.	11.	38.	35.
Fayal.	*La Baie.*	49.	2.	38.	32.
Flores.	. . . . .	349.	34.	39.	34.
Gratioſa.	. . . . .	350.	30.	39.	20.
Saint-Michel.	. . . . .	353.	0.	38.	10.
Saint-Georges.	. . . . .	350.	0.	39.	0.
Corvo.	. . . . .	350.	0.	49.	10.

A l'Eſt du Canada ſe trouvent les îles de Terre-Neuve, ſavoir:

		Longitud.		Lat. ſept.	
Terre-Neuve.	*Iſle Saint-Pierre.*	321.	23.	49.	46.
	Plaiſance.	325.	40.	47.	40.
Anticoſti.	*Le Port-aux-Ours.*	316.	0.	49.	30.
L'Iſle Royale.	*Louisbourg.*	317.	45.	45.	54.
L'Iſle Saint-Jean.	*Charlotte-Town.*	314.	20.	46.	30.

Les *Bermudes* ſont ſituées vis-à-vis de la Caroline, entre les 30 & 34 deg. de lat. ſept.

		Longitud.		Lat. ſept.	
Bermude.	. . . . .	312.	20.	33.	20.
Saint-Georges.	*S. Georges-Town.*	312.	40.	30.	15.
Saint David.	. . . . .	319.	0.	32.	20.
Warwich.	. . . . .	318.	30.	31.	15.
Sommerſet.	. . . . .	317.	20.	31.	5.

Les *Lucayes* ſont partie des Antilles, entre les 23 & 28 degrés de latitude ſeptentrionale, au Sud-Eſt de la Floride, dont le canal de Bahama les ſépare.. Les principales ſont:

		Longitud.		Lat. ſept.	
Bahama.	. . . . .	298.	20.	26.	30.
Lucayonique.	. . . . .	300.	0.	27.	0.
San-Salvador.	. . . . .	302.	20.	24.	11.
Bimini.	. . . . .	298.	0.	25.	50.
Alabaſtre.	. . . . .	301.	0.	25.	30.
Providence.	. . . . .	299.	30.	25.	0.
Samana.	. . . . .	305.	0.	23.	30.
Iſle-Longue.	. . . . .	303.	0.	23.	10.

Les Antilles ſe diviſent en grandes & petites Antilles. Les grandes ſont au Sud-Eſt des Lucayes, au nombre de quatre.

		Longitud.		Lat. ſept.	
Cuba.	*La Havane.*	295.	0.	23.	0.

		Longitud.		Lat. sept.	
Saint-Domingue.	*San-Domingo.*	308.	20.	18.	20.
	Cap François.	305.	22.	19.	46.
La Jamaïque.	*Kings-Town.*	300.	50.	18.	10.
Porto-Rico.	*Saint-Jean.*	312.	0.	18.	30.

Les *petites Antilles* se divisent en *Isles du Vent & Isles sous le Vent.* Les premières sont opposées à celles du Mexique, & les autres, en plus petit nombre, sont situées le long des côtes de la Terre-Ferme.

Isles du Vent.

		Longitud.		Lat. sept.	
La Martinique.	*Le Fort Royal.*	316.	20.	14.	36.
	Le Fort S. Pierre.	316.	30.	14.	50.
	Le Fort de la Trinité.	316.	35.	14.	48.
	Le Fort Marigot.	316.	32.	14.	53.
	Le F. du Mouillage.	316.	0.	14.	43.
La Guadeloupe.	*Basse Terre.*	315.	41.	16.	0.
La Dominique.	*Bourg des Roseaux.*	316.	1.	15.	18.
Marie-Galante.	. . . . .	316.	36.	16.	5.
La Desirade.	. . . . .	316.	58.	16.	18.
Montserrat.	. . . . .	315.	25.	15.	55.
Saint-Christophe.	. . . . .	315.	10.	17.	50.
La Barbade.	*Cap Saint Michel.* ou *Bridg Town.*	317.	46.	13.	20.
La Grenade.	. . . . .	315.	45.	12.	15.
Saint-Vincent.	. . . . .	316.	15.	12.	50.
Tabago.	. . . . .	317.	0.	11.	10.
La Trinité.	. . . . .	317.	50.	10.	6.
Antigues.	*Ville Saint Jean.*	315.	31.	17.	4.
La Barboude.	. . . . .	315.	32.	17.	40.
Sainte Lucie.	. . . . .	316.	40.	13.	50.
Redonde.	. . . . .	315.	7.	16.	54.
Saint-Eustache.	*Le Bourg.*	314.	30.	17.	29.
Saba.	. . . . .	314.	19.	17.	39.
Saint-Martin.	*Pointe de l'Oueſt.*	314.	21.	18.	20.
Sombrero.	. . . . .	314.	3.	18.	38.

Iſles ſous le Vent.

	Longitud.		Lat. ſept.	
La Marguerite.	313.	10.	11.	5.
Bonaire.	309.	20.	12.	26.
Curaçao.	308.	25.	12.	10.
Oruba.	307.	30.	12.	10.

Avant la Révolution de l'Amérique ſeptentrionale, la Grande-Bretagne étendoit ſa domination ſur la majeure partie de ce vaſte Continent. A partir de cette ſuppoſition, qu'il exiſte des fleuves qui, après avoir traverſé des déſerts immenſes au-delà des Apalaches, vont ſe perdre dans la mer du Sud, l'Angleterre pouvoit embraſſer un jour toutes les branches de commerce du Nouveau Monde. En paſſant d'une mer de l'Amérique à l'autre mer, par ſes propres terres, elle auroit, pour ainſi dire, touché en même-tems aux quatre parties du globe. De ſes poſſeſſions dans les mers Orientales, elle ſe feroit tranſportée aux Indes Occidentales par la mer pacifique; & ayant une fois découvert l'Iſthme ou le détroit qui lie l'Aſie à l'Amérique par l'extrémité du Septentrion, on l'eût vu

peut-être réaliſer enfin le projet ambitieux de prédominer ſur les deux Mondes. Tant de grandeur & de ſi vaſtes deſſeins étonnent l'imagination, quand on jette les yeux ſur les foibles commencemens de cette Puiſſance.

Origine de la Nouvelle Angleterre.

C'eſt au fanatiſme que la nouvelle Angleterre doit ſes premiers Colons. Henri VIII avoit à peine changé la Religion des Anglois, qu'une partie du peuple, & les meilleurs politiques regrettèrent les cérémonies de l'Egliſe Romaine. Eliſabeth elle-même s'alarma d'un culte où rien ne parloit aux yeux. Jacques premier entreprit ce qu'elle n'avoit pu faire; & quoiqu'il aimât l'Egliſe presbytérienne au ſein de laquelle il avoit été élevé, il crut devoir la ſacrifier au plan qu'il s'étoit fait de régner deſpotiquement. Les Peuples ne ceſſoient d'invoquer des Conſtitutions qui rendoient ſa puiſſance incertaine; il eſpéra de les ſoumettre par un nouveau ſyſtême d'hiérarchie, & de trouver dans l'autorité épiſcopale la force du deſpotiſme qu'il vouloit exercer; mais l'exécution de ce plan

étoit réſervé à ſon fils. Ce fut ſous le règne de Charles I qu'on ſomma les Puritains de reconnoître, ſous peine de la vie, la juriſdiction des Evêques; le ſang de ces nouveaux Martyrs alloit inonder l'Angleterre, ſi les découvertes de Walter Rawlegh, ne leur euſſent ouvert une voie contre la perſécution. Leur émigration en Amérique fut dès-lors aſſez conſidérable; & malgré les défenſes de la Cour, dix mille Presbytériens vinrent s'embarquer en Hollande, pour aller chercher parmi les Sauvages de la Virginie (1) la paix & la liberté qu'ils n'avoient pu conſerver au ſein de leurs compatriotes Européens.

Les peuplades qu'ils établirent d'abord, formèrent la province de Maſſachuſets, qui, accrue d'un grand nombre d'autres réfugiés d'Europe, ſe vit enfin dans la néceſſité de diſperſer ſes habitans. Ce

(1) L'Amérique ſeptentrionale n'étoit alors connue que ſous le nom de Virginie; il ne s'entend aujourd'hui que de l'eſpace borné d'un côté par le *Maryland*, & de l'autre par le *Canada*.

fut de là que ſortirent les Colonies de la nouvelle Hampshire, de Connecticut & de Rhode-Iſland, qui, par la ſuite s'érigèrent en Etats ſéparés, & obtinrent chacune une charte particulière de la Cour de Londres. Les premiers Anglois tranſplantés ſur les côtes de l'Amérique ſeptentrionale, crurent y retrouver la température de leur ancienne patrie; en conſéquence ils donnèrent à ces côtes le nom de Nouvelle-Angleterre. Juſqu'alors deux ſeules Compagnies excluſives avoient tenté, ſans ſuccès, d'y faire quelques établiſſemens; & l'on peut dire que cette contrée n'avoit encore vu que des Aventuriers, qui, dans la belle ſaiſon, venoient faire un commerce d'échange avec les Sauvages, & diſparoiſſoient au retour de l'hiver. L'obſtacle des frimats n'arrêta point les nouveaux Colons; le froid & le ſcorbut en avoient détruit la moitié, ſans rebuter ceux qui reſtoient. A force de patience & de travail, ils parvinrent à ſe faire une deſtinée tolérable dans ce climat inconnu. La pêche, & la culture du maïs qu'ils apprirent des Sauvages, furent

leurs premières reſſources. Comme on l'a dit, leur accroiſſement fut prompt; & en moins de dix années, ils firent pluſieurs établiſſemens où ils trouvoient la liberté, l'aiſance & la paix. Des mœurs auſtères leur tenoient lieu de loix; mais la population devenant plus nombreuſe de jour en jour, ils comprirent enfin qu'il falloit une baſe plus ſolide à leur bonheur. Pour donner quelque forme à leurs Colonies reſpectives, en 1630 ils convoquèrent, pour la première fois, une aſſemblée dont les députés étoient nommés par le peuple; cette aſſemblée annuelle n'admettoit que des Presbytériens. On établit à la même époque, un Conſeil national, chargé de régler les affaires publiques, & de juger tous les différends particuliers; les lumières de la raiſon, ſans le ſecours d'un code, devoient y décider tous les procès. Les Puritains eurent trop d'influence dans ces deux Tribunaux; ils y portèrent l'intolérance, dont ils avoient eux-mêmes éprouvé les effets en Angleterre; leur fanatiſme ſe ſignala particulièrement

contre les Quakers. Ceux-ci trouvèrent de la protection à Londres; & la Métropole saisit ce prétexte d'annoncer de nouvelles prétentions sur les Colonies; ses remontrances, quoique très-fières n'arrêtèrent point les persécutions en Amérique. Les mesures qu'il fallut opposer dans cette circonstance aux incursions des Sauvages, ralentirent un peu les querelles intérieures; mais le fanatisme Presbytérien reprit bientôt toutes ses fureurs, & se soutint jusqu'à la mort des Puritains réfugiés; ils emportèrent avec eux l'esprit d'intolérance & de superstition; la liberté de conscience fut l'apanage de la génération nouvelle.

Ce système de modération religieuse parut ajouter de nouvelles prospérités aux établissemens Européens dans la Nouvelle-Angleterre. Sa population s'accrut sensiblement à cette époque, ses possessions devinrent immenses, tous ses défrichemens réussirent; & rien n'y contribua comme la sagesse des nouvelles loix, qui déja réuniſſoient les quatre provinces sous le titre de *Colonies confédérées*. Une de ces

loix, commune aux quatre Etats-Unis, ordonnoit d'assigner un emplacement de six mille quarrés d'Angleterre à toute communauté de soixante familles, qui offriroit de bâtir une Eglise, d'entretenir un Pasteur, & de solder un Maître d'école. Le district assigné étoit toujours limitrophe des terres déja défrichées. Ainsi la Nouvelle-Angleterre s'agrandit de proche en proche, & en vint à un tel degré d'étendue, que ses possessions embrassent aujourd'hui tout l'espace compris entre le Canada, l'Etat de New-Yorck, la Nouvelle Ecosse & l'Océan. Elle n'a guères moins de six cens milles sur les bords de la mer, & s'étend à plus de cent vingt milles dans les terres. Cependant il s'en falloit bien que toute l'industrie des Colons se tournât du côté de la culture; ils se mirent à construire des navires pour les Navigateurs étrangers; ils eurent des manufactures de toiles, de draps & de chapeaux, des fabriques d'eau-de-vie de melasse qu'ils vendoient aux Sauvages, aux Pêcheurs de morue, à toutes les Provinces septentrionales; ils en

portoient jusqu'aux côtes d'Afrique ; mais la pêche a toujours été leur plus grande ressource. Celle de la morue se faisoit sur leurs côtes, aux environs du Cap Codet ; & particulièrement à Terre-Neuve, où ils envoyoient annuellement jusqu'à deux cens bateaux ; trois mille hommes étoient employés à cette pêche. Celle du hareng & du maquereau en occupoit environ huit cens ; mais on porte à quatre mille le nombre des matelots de la Nouvelle-Angleterre, que la pêche de la baleine appelloit chaque année tant à l'Est du Grand-Banc, que dans le Golfe de la Floride. D'autres objets d'un commerce important, tels que les chevaux, les bœufs, les porcs, les salaisons de toute espèce, les grains, les farines, le suif, le cidre, les ferremens, la poix, le goudron, les vergues, les mâtures, les planches & autres bois de construction, contribuoient à la prospérité des quatre Provinces ; leur bonheur étoit à son comble, bien avant la fin du siècle dernier. Elles croyoient le devoir à la liberté qui présidoit à toutes leurs délibé-

rations, & ſe bornoient à reconnoître vaguement la ſouveraineté du Roi d'Angleterre, qui d'ailleurs n'influoit en rien ſur le gouvernement des Colonies. Cette adminiſtration ne devoit pas durer. En 1684, Charles II priva la province de Maſſachuſets de ſa charte & de ſes priviléges, qu'elle ne recouvra jamais complètement. Les autres Provinces intimidées ſe ſoumirent au Monarque; & tous les emplois militaires y furent déſormais à la nomination Royale. Le pouvoir légiſlatif reſta entre les mains du peuple, mais la voix négative fut accordée au Gouverneur; c'étoit aſſurer la prépondérance à la Métropole. Cette forme de Gouvernement a ſubſiſté dans la Nouvelle Angleterre, juſqu'au moment de la dernière Révolution.

La Nouvelle Hampshire

La Nouvelle Hampshire eſt la plus ſeptentrionale de ces quatre Provinces; on la nomme la première, parce qu'elle commence l'Empire de la République du côté du Nord. Elle s'étend depuis le Canada, juſqu'à Maſſachuſets-Bay; là ville de *Portſmouth* en eſt la capitale.

Portsmouth; longit. 307. 30. latit. 43. 7.

capitale. Ses productions étant les mêmes que celles de Maſſachuſets, le voiſinage de cette Colonie ne peut manquer de nuire au commerce de la Nouvelle Hampshire. Juſqu'à ce qu'elle ait augmenté ſa population, étendu les défrichemens, & perfectionné la culture des terres, ſes relations doivent ſe borner aux ports les plus voiſins; mais l'excédent des échanges n'en ſera pas moins un avantage pour la balance de ſon commerce; & cette conſidération eſt applicable à pluſieurs autres Colonies de la Nouvelle République.

Maſſachuſets.

Maſſachuſets eſt ſans contredit la plus floriſſante des quatre Provinces; ſa population eſt de trois cents cinquante mille habitans. L'Océan Atlantique & le Connecticut forment ſes limites à l'Eſt & au Sud; elle a pour bornes à l'Oueſt, la Nouvelle York, & au Nord, la Nouvelle Hampshire; ſa longueur paſſe cent douze mille, & ſa largeur eſt beaucoup plus conſidérable dans ſes parties ſeptentrionales; jamais elle n'eſt au-deſſous de ſoixante milles. Le commerce de cette Province;

dont on a déja nommé les productions, ſe fait preſque tout à Boſton, ſa capitale : c'eſt le chef-lieu des quatre Provinces-Unies. La nature ſemble avoir pris ſoin d'aſſurer la défenſe de cette Ville placée au fond de la baie de Maſſachuſets, dont l'enfoncement eſt de huit milles, ou environ ; une chaîne de petites Iſles, la plupart habitées, annonce l'entrée de cette baie. C'eſt un canal étroit, ſur lequel domine le Château Guillaume, citadelle régulière, qui fut conſtruite à la fin du ſiècle dernier, & que défendent cent canons du plus gros calibre. A une lieue en avançant, eſt un fanal très-élevé, dont les ſignaux répétés par le Fort, avertiſſent la Ville, qui répand auſſi-tôt l'alarme dans les terres voiſines. Ainſi, Boſton a toujours cinq ou ſix heures pour ſe préparer à recevoir l'ennemi ; & en vingt-quatre heures elle peut raſſembler une armée de dix mille hommes. Si, à la faveur de la brume, une flotte ennemie venoit à paſſer impunément ſous l'artillerie de la Forteresſe, elle ſeroit bientôt arrêtée par les deux

Boſton, long. 307. 3. lat. 42. 25.

batteries qui commandent toute la baie. Six cents navires peuvent mouiller dans la rade de Boſton, où l'on a conſtruit un ſuperbe mole à l'extrémité duquel cette Ville eſt bâtie en forme de croiſſant ſur le bord de la mer. Il n'en eſt point de plus avantageuſement ſituée pour le commerce ; & il n'y en a pas en Amérique qui ſe rapproche plus de Londres, tant pour la magnificence des édifices, l'élégance des meubles & des vêtemens, que pour l'urbanité des mœurs, le rafinement des goûts & la politeſſe des manières. La morale pratique des Boſtoniens n'en fut pas moins rigide & moins pure juſqu'à l'époque des derniers troubles. Puiſſent leurs nouvelles proſpérités ne jamais les corrompre! La population eſt à-peu-près de trente mille habitans.

La ville de *Salem*, à dix-huit milles Nord de Boſton, eſt célèbre par la conſtruction des vaiſſeaux ; elle entretient un commerce direct avec les Iſles à ſucre. Ce fut en cet endroit, que les Colons de Maſſachuſets firent leur premier établiſſement. Salem.

Plimouth, long. 300. 35. lat. 41. 10.

Les principales dépendances de l'Etat de Maſſachuſets, ſont la baie de *Penobſcot*, dans le diſtrict de *Sagadahook* & l'importante Colonie de *New-Plimouth*, qui ſe ſubdiviſe en trois Comtés, ſavoir : *Briſtol*, *Plimouth*, & *Barnſtable*.

Rhode-Iſland.

L'Iſle de Rhodes ou *Rhod-Iſland*, eſt un pays délicieux, que la fertilité du ſol & la température du climat ont fait nommer le *Paradis terreſtre*. Cet avantage invitoit les Planteurs à venir s'y fixer ; mais l'étendue de cette Iſle charmante ne ſuffit qu'à dix mille habitans ; & pluſieurs furent obligés d'aller s'établir dans le Continent, où ils achetèrent un vaſte terrein ſur lequel ils élevèrent les villes de *Providence* & de *Warwich*. La première de ces deux Villes n'a qu'une très-longue rue, dont la population eſt d'environ deux mille cinq cents hommes. Son commerce, le même que celui de Rhode-Iſland & de Boſton, étoit conſidérable avant la guerre ; elle donne ſon nom à la Colonie, dont elle eſt la capitale. Rhode-Iſland eſt ſituée au Midi de Boſton, à une diſtance de ſoixante

Providence, latit. 41. 52. long. 305. 28.

milles tout au plus. C'eſt de *Newport* que ſe font toutes les expéditions de la Colonie. Le Havre de cette Capitale, eſt sûr & commode; & la Fortereſſe qui le défend eſt armée de trois cents pièces de canon. Suivant le dernier dénombrement du Congrès, cet Etat, le moins conſidérable de la Nouvelle Angleterre, a dans ſa totalité, environ cinquante mille habitans. New-Port, long. 305, 50. lat. 41. 30.

L'Etat de Connecticut eſt beaucoup plus étendu que celui de Rhode-Iſland, & ſa population bien plus conſidérable. On fait monter le nombre de ſes habitans, à cent quatre-vingt-douze mille. La Nouvelle York & la rivière d'Hudſon le bornent à l'Oueſt; du côté du Sud, un bras de mer le ſépare de *l'Iſle longue*; à l'Eſt il confine à Rhode-Iſland, & à une partie de Maſſachuſets, dont l'autre partie eſt au Nord de Connecticut. Le commerce de cet Etat diffère peu de celui des Provinces qui l'environnent; ſes mines de fer, de cuivre & de plomb contribuent ſurtout à l'enrichir. *Hartford* & *New-Haven* y ſont les principales villes; Connecticut. New-Haven, longit. 304. lat. 41. 10.

& cette dernière eſt le rendez-vous de toute la Colonie. Situé dans l'enfoncement d'une baie, dont le détroit ſépare l'Iſle-Longue du Continent, ſon port eſt commode & par conſéquent très-fréquenté. *New-Haven*, autrefois Capitale d'une Colonie du même nom, fut réunie au Connecticut en 1664, par une charte du Roi d'Angleterre. Les ouvrages en fer ſont le principal commerce de Hartford.

Nouvelle-York.

Les Hollandois ont été les fondateurs de cette Colonie, d'abord connue ſous le nom de *Nouvelle Belge*, & qui ne prit celui de *Nouvelle York*, qu'après que les Anglois s'en furent emparés. Reſſerrée à l'Eſt par la Nouvelle Angleterre, & bornée à l'Oueſt par *New-Jerſey*, elle n'occupe dans le Continent, qu'une médiocre étendue ſur les côtes; mais elle s'enfonce dans les terres au-delà de cinquante lieues. Charles II en avoit donné la propriété à ſon frère le Duc d'York; le deſpotiſme de ce Prince, & la tyrannie de ſes Lieutenans la mirent à deux doigts de ſa perte. Cette Colonie alloit ſe ſoulever, lorſque

la Métropole lui rendit le privilége de ſe gouverner elle-même. Depuis 1691, elle étoit repréſentée par vingt-ſept Députés, qui, dans les aſſemblées avoient toujours la prépondérance ſur le Gouverneur & les douze Conſeillers nommés par le Roi. Ces quarante Membres de l'Adminiſtration formoient le corps légiſlatif; la durée de leurs pouvoirs étoit réglée ſur celle du Parlement de Londres. Tel fut le gouvernement de la Nouvelle York juſqu'au moment de la Révolution de l'Amérique. Le ſol de cette Province fertile en grains & en fruits de toute eſpèce, lui donneroit de grands avantages ſur la Nouvelle Angleterre, ſi elle avoit la même émulation & la même induſtrie. Une grande partie du terrein de la Nouvelle York eſt encore en friche, & ſes habitans n'en ſont pas moins heureux; ils joignent à une grande ſimplicité de mœurs, un eſprit d'ordre & d'économie que leur ont tranſmis leurs ancêtres; d'ailleurs leur commerce de pelleteries eſt une ſource abondante de proſpérités & de richeſſes. Le Fort *Orange*,

construit par les Hollandois, à cent cinquante milles de la mer, en remontant la rivière d'Hudson, est le comptoir où les Sauvages du Nord apportent ces pelleteries. En tombant au pouvoir des Anglois, ce Fort a pris le nom d'*Albany*; on y compte environ trois cents cinquante maisons.

Albany, long. 304. 19. lat. 42. 43.

Longue-Island, latit. 40. 32. long. 304. 59.

Longue-Island ou l'*Isle de Nassau* est une dépendance de la province de New-York. Cette Isle a cent vingt milles de long sur douze milles de large; un canal fort étroit la sépare du Continent; elle est divisée en trois Comtés, savoir: Suffolck, Richmond & Queen's-County. Toutes les sortes de fruits abondent dans cette Isle, ou du moins y croîtroient aisément si on les y cultivoit.

Suivant les derniers dénombremens, la Nouvelle York compte deux cents cinquante mille habitans de diverses Nations & de sectes différentes. Sa Ville capitale n'est pas susceptible d'une grande résistance en tems de guerre. Elle n'a ni port ni bassin, & n'en a pas besoin du moins en tems de paix; sa rade

La ville de New-York, long. 300. 40. lat. 40. 50.

ouverte dans toutes les saisons, est accessible aux plus grands vaisseaux, & leur offre un abri sûr contre les orages. L'aisance est générale dans la ville de New-York, où les vivres sont abondans, d'une excellente qualité & au plus bas prix; la dernière classe du Peuple y trouve une ressource assurée dans la pêche des huîtres, qui occupe au moins deux cents bateaux. C'est peut-être de cette aisance, que naissent la molesse & l'oisiveté reprochées à ses habitans, dont le nombre est évalué à quinze ou dix-huit mille. Les exportations de New-York pour les Indes occidentales, consistent en légumes de beaucoup d'espèces, en bled, seigle, planches, douves & autres bois, porcs, bœufs, moutons, chevaux, fromage, huîtres & salaisons; les retours sont en rum, sucre & melasse. Cette ville a beaucoup perdu de sa considération pendant la dernière guerre.

A l'Ouest & dans le voisinage de *la Nouvelle York*, se trouve *le Nouveau Jersey*, province autrefois nommée *la Nouvelle Suède*, parce que ses premiers Cultivateurs étoient Le Nouveau-Jersey.

Suédois. Les Anglois en firent la conquête ; & le Duc d'York la donna à deux de ſes favoris, qui n'ayant pu la gouverner à leur gré, la rendirent à la Couronne. Cette Colonie ſituée entre l'Océan, la Penſylvanie & New-York, a cent vingt milles de long, ſur cent milles de large; cependant on n'y comptoit que ſeize mille ames avant la Révolution; ſa population eſt aujourd'hui de cent mille habitans. Une mine d'excellent cuivre, d'abondans pâturages, de bonnes terres à bled, des côtes acceſſibles, le port d'*Amboi*, capitale du Nouveau Jerſey, tous ces avantages ſembloient devoir favoriſer le commerce & la population de cette Province; elle fut pourtant une des moins peuplées, & n'a jamais eu de commerce à elle. Pendant long-tems elle négligea de faire conſtruire des navires; elle ſe bornoit à verſer dans ceux des Colonies voiſines, les produits peu conſidérables de ſa culture; aujourd'hui même, elle n'a point de relations directes avec l'Etranger; par le moyen de la Délaware, elle tranſporte ſes pro-

Amboi, long. 302. 57. lat. 40. 30.

ductions à Philadelphie, d'où elles se répandent dans les autres ports du Nouveau Monde. La lenteur des progrès de cette Colonie eut sa principale cause dans les établissemens de la Pensylvanie & de la Caroline, qui se formoient à l'époque de la conquête du Jersey, & auxquels les Anglois & les Etrangers donnèrent la préférence. Le nom de cette Province seroit encore ignoré dans l'ancien Continent, si elle ne faisoit partie des treize Etats confédérés ; mais cette obscurité ne fut point un obstacle au bonheur de ses habitans.

La Delaware.

La belle rivière d'où cette Colonie prend sa dénomination, après avoir séparé dans son cours la Pensylvanie & le Nouveau Jersey, va se perdre dans l'Océan Atlantique, où elle forme une vaste baie. Cette rivière est navigable dans une longueur d'environ deux cents milles ; mais au-dessus de Bristol, il y a une chûte d'eau considérable qui en suspend la navigation. Elle baigne les trois Comtés de New-Castle, de Kent & de Sussex, dont la réunion forme l'Etat de la Délaware,

qui eſt un démembrement de celui de Penſylvanie. Quoique les plantages de chacun de ces trois Comtés ſe trouvent placés à des diſtances inégales & ſouvent incommodes, leur poſition heureuſe ne peut manquer d'en favoriſer le commerce, & d'en augmenter la population, pourvu qu'ils continuent de ſe gouverner ſur les mêmes principes que l'Etat de Penſylvanie, & qu'ils ſe maintiennent dans une harmonie conſtante avec les autres Etats voiſins.

La Penſylvanie.

Guillaume *Penn* étoit parti d'Angleterre en 1681, pour aller fonder cette Colonie. Ce Quaker philoſophe ne regarda pas la conceſſion qui lui avoit été faite par la Cour de Londres, comme un titre ſuffiſant pour chaſſer les Sauvages de leur patrimoine; il mit un prix au territoire qu'il venoit peupler, & l'acheta des Naturels du Pays. Tous les Quakers d'Angleterre avoient demandé à le ſuivre en Amérique; mais deux mille ſeulement s'embarquèrent avec lui. Il vouloit proportionner ſes établiſſemens à ſes facultés; & pour recevoir de nou-

veaux Colons, il attendit que la culture des terres eût fait quelques progrès dans ſa Colonie ; ils furent prompts & rapides. Ce terrein qui ſembloit n'offrir aux Cultivateurs que des mines de fer à exploiter & des forêts antiques à défricher, ſe couvrit bientôt, dans pluſieurs de ſes parties, de nombreux troupeaux, d'arbres fruitiers, de plantations de lin & de chanvre, de légumes, de maïs & de grains de toute eſpèce. On fut redevable de cette proſpérité à l'activité des Colons & à la douceur du Gouvernement qui admettoit parmi les citoyens de la Colonie, tout homme qui ne nioit pas l'exiſtence de Dieu, & parmi les Chefs quiconque l'honoroit en chrétien. Penn voulut qu'il n'exiſtât au profit des Egliſes aucun impôt qui ne fût volontaire, & que les appointemens de ſes ſucceſſeurs à l'Adminiſtration de l'Etat, ne fuſſent exigibles dans aucun cas. Suivant ſa légiſlation, le Gouverneur de la Colonie ne pouvoit rien décider ſans le concours du Peuple. La pluralité des ſuffrages ſuffiſoit pour établir une

loi ; mais il en falloit les deux tiers pour établir une taxe. La Juſtice s'y rendoit gratuitement, & preſque toujours par des arbitres nommés dans chaque canton ; c'étoit toujours la faute des Parties, quand les procès ſe jugeoient dans les Tribunaux. On conçoit qu'avec de pareilles loix & les mœurs qu'elles ſuppoſent, les habitans de la Penſylvanie ſont incapables d'aſſervir leurs voiſins. Ils ſentent trop bien le prix de la liberté, pour en priver les autres ; mais par une conſéquence néceſſaire, ils ſe laiſſeroient plutôt mourir, que de recevoir la loi d'un vainqueur. Une République dans laquelle ſe réaliſoient la ſageſſe & le bonheur du fabuleux âge d'or, ne pouvoit manquer d'attirer dans ſon ſein un grand nombre d'Européens qui ne trouvoient point dans leur patrie les douceurs de la paix & de la liberté ; bientôt elle ſe peupla de François, de Hollandois, de Suédois & d'Allemands, qui, réunis par l'amour du travail & le beſoin de s'entr'aider mutuellement, y vivent en frères malgré la différence de leurs opinions religieuſes.

C'eſt à cette précieuſe harmonie, qu'on doit ſur-tout attribuer l'accroiſſement rapide de la Colonie, qui, ſuivant le calcul du Congrès, portoit ſa population, en 1774, à trois cents cinquante mille habitans. Quand on conſidère que cette population double tous les vingt ans, & que le travail d'un ſeul homme obtient aiſément des vivres pour en nourrir vingt, on ne peut évaluer juſqu'où ſeront portés les fruits prodigieux de la culture dans cette vaſte Province, dont la cinquième partie eſt à peine défrichée.

Les côtes de la Penſylvanie d'abord reſſerrées, s'élargiſſent inſenſiblement juſqu'à cent vingt milles; & ſa profondeur, qui n'a d'autres limites que celles de ſa population & de ſa culture, embraſſe déja cent quarante-cinq milles d'étendue. Partagée en onze Comtés, ſavoir, *Philadelphie*, *Bucks*, *Cheſter*, *Lancaſtre*, *York*, *Cumberland*, *Berks*, *Northampton*, *Bedfort*, *Northumberland* & *Weſtmoreland*, elle entretient dans tous ces endroits un commerce actif & des manufactures floriſſantes, où ſont employés ſes

propres laines, ſon chanvre, ſon lin & le coton qu'elle tire de l'Amérique méridionale. En échange de ſes productions territoriales, qui conſiſtent ſur-tout en biſcuit, farines, ſuifs, légumes, viandes ſalées, cidre, bière, & toutes ſortes de bois de conſtruction, elle ſe procure du ſucre, du café, de l'eau-de-vie & de l'argent, qui ſont la matière d'un nouveau commerce avec les autres Colonies, & quelques Nations de l'Europe. Les Açores, Madère, les Canaries, l'Eſpagne, le Portugal, offrent des débouchés aux grains & aux bois de la Penſylvanie; le payement s'en fait en vins & en piaſtres. A l'époque des troubles de Boſton, cette Province recevoit dans ſes ports quatre cents navires de toute grandeur, & en expédioit à-peu-près autant chaque année. Preſque tous ces armemens ſe faiſoient à Philadelphie, Ville célèbre, ſituée à cent vingt milles de la mer & à ſept milles au-deſſus du confluent de la *Délaware* & du *Schuglhill*.

Philadelphie, long 301. 40. lat. 40. 25.

Il règne dans cette Capitale beaucoup de propreté, d'ordre & de

magnificence. Les rues y ſont tirées au cordeau, & ont depuis cinquante juſqu'à cent pieds de largeur. Le marbre, qui eſt fort commun aux environs de Philadelphie, y décore la plupart des maiſons; mais rien n'y approche de la ſomptuoſité de l'Hôtel-de-Ville, où ſe raſſemblent depuis ſoixante ans, les hommes les plus éclairés de la Colonie & peut-être de tout le continent. L'objet de leurs aſſemblées eſt de s'y communiquer de nouvelles lumières ſur l'adminiſtration, dont ils ſont ſpécialement chargés. A côté de l'Hôtel-de-Ville eſt une ſuperbe Bibliothèque devenue publique en 1732 par les ſoins de l'illuſtre *Franklin*. Pour la rendre plus utile, on y a joint des inſtrumens de phyſique & de mathématiques avec un cabinet d'hiſtoire naturelle. Cette Ville preſqu'entièrement bâtie ſur la Délaware, offre des quais d'une largeur prodigieuſe; ils ont juſqu'à deux cents pieds en quelques endroits. En 1766, on comptoit à Philadelphie plus de cinquante mille habitans de toute Secte; & cette population n'eſt pas proportionnée à

ſon étendue ; Guillaume Penn en avoit tracé les dimenſions ſur deux milles de long & un mille de large. Tout y porte l'empreinte du travail & de l'induſtrie ; on n'y a rien épargné pour faciliter les opérations de commerce. Hors le temps des glaces, les navires de cinq cents tonneaux abordent ſans difficulté à Philadelphie. Les marchandiſes arrivées par la *Délaware* & par le *Schuglhill*, ſont tranſportées dans les terres par des chemins ſouvent plus beaux que ceux des Etats d'Europe. Il ne manque à cette Ville que des fortifications ; les Penſylvains ne croyoient pas en avoir beſoin.

Le Maryland. Ce fut l'intolérance des Virginiens envers les Catholiques, qui peupla le *Maryland*. Cecile Calvert, Lord Baltimore, avoit obtenu du Roi Charles premier, la ceſſion de ce pays ; à la mort du fondateur de la Colonie, ſon fils partit d'Angleterre en 1632 avec deux cents Papiſtes Anglois, qui portèrent au Maryland l'eſprit de tolérance, & la liberté civile à laquelle cette Province doit ſa grande population. On la fait

monter à deux cents cinquante mille habitans diſperſés dans les onze Comtés qui la diviſent. Six de ces Comtés ſont à l'Oueſt & cinq à l'Eſt de la baie de Cheſapeak, qui s'enfonce juſqu'à deux cents cinquante milles dans les terres, & dont la largeur commune eſt de douze milles. *Sainte-Marie*, autrefois la Capitale de l'Etat, n'eſt preſque rien aujourd'hui; & *Annapolis* qui jouit de cette prérogative n'eſt guères plus conſidérable. C'eſt à *Baltimore*, dont le port eſt ſûr & profond, que ſe traitent preſque toutes les affaires de commerce; le tabac en eſt un des principaux articles. Celui de Maryland tient le ſecond rang entre les meilleurs tabacs de l'Amérique ſeptentrionale; on le priſe ſur-tout dans le Nord & à l'Orient de l'Europe à cauſe de la bonté de ſa sève. Au reſte, les productions de cette Colonie, l'une des moins étendues de la nouvelle République, ſont toutes d'une excellente qualité; & l'on peut dire qu'entre les Apalaches & la mer, il y a peu de terres auſſi bonnes que celles du Maryland,

Annapolis, long. 300. 10. lat. 38. 15.

Baltimore, long. 300. 39. lat. 39. 15.

qui doit ſa grande fertilité aux cinq rivières navigables qui le traverſent. Le cidre qu'on y récolte eſt comparable aux meilleurs vins blancs; c'eſt la boiſſon ordinaire des Colons. Ils tirent du rum des Barbades; Madère leur fournit les vins. En échange de ces denrées, la Colonie exporte du tabac, de la farine, du maïs, du porc & du fer en gueuſe & en barres. L'adminiſtration du Maryland, reſſembloit, à beaucoup d'égards, à celle de la Virginie.

La Virginie. Autrefois ces deux Provinces ne formoient qu'une ſeule Colonie; mais avec le même ſol & le même climat, la Virginie a quelques avantages ſur le Maryland. Son étendue eſt plus conſidérable; ſes fleuves reçoivent de plus gros navires, & les portent plus avant dans les terres; ſes Habitans ont plus de caractère, ſont moins timides, plus induſtrieux. Toute l'ambition des Anglois dans l'Amérique ſeptentrionale, ſe bornoit anciennement à la poſſeſſion de cet Etat, dont la fécondité renommée attira bientôt une prodigieuſe quantité d'Européens. Sa population, dès-lors très-conſidérable,

s'eſt accrue tellement, que, s'il n'y a point d'exagération dans les calculs du Congrès, on n'y compte pas moins de cinq cents ſoixante-huit mille habitans, y compris les eſclaves, dont le nombre eſt porté à deux cents ſoixante-dix mille. Les premiers Nègres introduits dans la Colonie, y furent amenés par les Hollandois en 1620. Le réſultat de leurs travaux & de celui des Blancs, fut, dès les commencemens, de fournir aux deux hémiſphères du bled, du maïs, des légumes ſecs, du chanvre, des cuirs, des fourrures, des ſalaiſons, des bois, des mâtures, & ſur-tout le meilleur tabac qui exiſte dans les deux Mondes. Cette branche de commerce que la Métropole avoit intérêt d'encourager, fut, par une ſuite de ſes vexations, conſidérablement affoiblie dans les cinq ou ſix années qui ont précédé la dernière guerre. Les droits énormes dont on chargea cette denrée, tournèrent preſqu'entièrement l'induſtrie des Virginiens vers la culture des grains. Le ſuccès paſſa leurs eſpérances; & la fortune des riches

Propriétaires ne ſouffrit point de cette révolution ; mais le prix des terres hauſſa prodigieuſement ; & les petits Planteurs de la Virginie ſe virent obligés d'aller former des établiſſemens hors de cette Province ; la Caroline du Sud gagna beaucoup à ces émigrations. Avant le commencement des troubles, elle exportoit annuellement 2000 boucauts de tabac ; & par un calcul qu'on ne fera point ici, il eſt démontré que l'Angleterre perdoit infiniment à cette tranſlation. Le monopole exercé ſur le tabac de la Virginie, n'étoit pas l'unique grief de ſes Colons. Les taxes exorbitantes, dont ils étoient d'ailleurs ſurchargés, les abus d'autorité de la part du Gouverneur, dont les pouvoirs trop étendus ne laiſſoient aux Députés des Comtés aucune influence dans le Gouvernement ; les rétributions arbitraires des Paſteurs Anglicans, la multiplicité des Tribunaux de Juſtice, les appels au Conſeil du Roi ; en un mot, tous les genres d'oppreſſion ſe réuniſſoient pour dépeupler cette Province, ſi l'avidité des richeſſes n'eût

ſoutenu ſes habitans contre les dégoûts d'une adminiſtration tyrannique. D'ailleurs, quoique diſperſés dans les campagnes, dont ils préfèrent le ſéjour à celui des cités, quoiqu'ils n'aient d'autres villes que James-Town & Williamsbourg, & que cette Capitale même ſoit moins une ville qu'un ſuperbe village, où l'on compte environ deux mille hommes, les Virginiens aiment beaucoup le faſte, & ſont fort adonnés à toutes les ſuperfluités du luxe. Ils s'en parent, ils en décorent leurs maiſons, & ne craignent pas d'obérer leurs plantations pour ſatisfaire à cette folle vanité; auſſi leur dette nationale eſt-elle conſidérable. Au commencement des troubles, elle ſe montoit à plus de vingt-cinq millions de nos livres; mais d'autres tems amènent d'autres mœurs; & la Viginie commence à diſtinguer ce qui eſt néceſſaire, de ce qui n'eſt que frivole. Il eſt à croire qu'elle trouvera dans la fertilité de ſon ſol, de quoi ſe libérer promptement de toutes ſes dettes.

Williamsbourg, long. 299. 32. lat. 37. 20.

Lors du premier défrichement de cette contrée, en 1663, le célèbre

Les deux Carolines.

Locke en traça la législation. Son code fut un présent bien funeste à cette Colonie naissante. Par condescendance pour les huit Lords concessionnaires, auxquels la Cour de Londres avoit donné cette grande étendue de pays, le Philosophe législateur négligea d'assurer la liberté civile, & mit entre leurs mains toute la puissance législative. Les abus du Gouvernement arbitraire se firent bientôt sentir dans la Caroline. Elle gémissoit sous la tyrannie de Grenville, son Gouverneur, lorsque pour comble d'infortune, elle se vit attaquée par les Sauvages, dont elle ne se délivra qu'après de longs combats & des massacres sans nombre. Cette guerre avoit exercé le courage des Colons, leur avoit fait sentir leurs forces; ils s'en servirent contre les tyrans, & secouèrent enfin un joug insupportable. En 1728, la Colonie rentra sous la domination de la Couronne d'Angleterre; & ce fut l'époque de son bonheur. Divisée en deux Provinces, l'une septentrionale & l'autre méridionale, elle forma dans la suite deux Gouvernemens, dont les rênes

rènes furent, pour ainſi dire, confiées aux ſeuls Repréſentans du Peuple.

Les Carolines ont pour bornes immédiates, la Virginie, la Géorgie, l'Océan & le Miſſiſſipi. Celle du Nord a des Colons peu laborieux & mauvais cultivateurs; en général ils vivent iſolés ſur leurs plantations, dans une ignorance qui approche beaucoup de celle des Sauvages. Ils s'y nourriſſent de porc, de laitage & de maïs. On leur reproche une paſſion démeſurée pour les liqueurs fortes; & c'eſt un des grands obſtacles aux progrès de leur commerce qu'ils négligent d'ailleurs par inſouſcience. Les cuirs, la cire, le goudron, la poix, la térébenthine, les peaux de daim & le tabac inférieur qu'ils fourniſſent à l'Europe; les ſalaiſons, les légumes, le maïs & la mauvaiſe farine qu'ils envoient en petite quantité aux Indes occidentales, ſont tout au plus un objet de quinze cents mille livres tournois par année. La Colonie reçoit en échange de ces exportations, du ſucre & de l'eau-de-vie qui lui vient du nord de l'Amé-

rique. La ville de Brunſwick, à l'embouchure de la rivière du *Cap Féar*, eſt le ſeul port où ces opérations de commerce puiſſent s'exécuter. Les navires qui tirent ſeize pieds d'eau, ne peuvent aborder à *Wilmington*, capitale de la Province. Un ſol plat, ſablonneux, & rempli de marais; des bois de chêne trop gras pour être employés à la conſtruction des vaiſſeaux, & les bancs de ſable qui écartent les Navigateurs des côtes de cette Caroline, ſemblent devoir s'oppoſer long-tems encore aux progrès de ſa Colonie. Le Congrès en fait monter la population à deux cents mille hommes; mais il eſt à craindre qu'il n'y ait de l'exagération dans ce calcul.

Brunſwick, long. 298. 15. lat. 34. 5.

Wilmington, long. 298. 22. lat. 34. 20.

Caroline méridionale.

La Caroline du ſud cultive le riz & l'indigo; & ce ſont les principaux objets de ſon commerce. Cependant les quatre cinquièmes de cette Province ſont encore en friche. Lorſque ce Pays ſera plus découvert, les plants de vigne & d'oliviers ne peuvent qu'y réuſſir, & particulièrement ſur les côteaux, au pied des montagnes & dans les terreins ſablonneux. La Colonie a déjà fait

d'heureux eſſais en ce genre de culture. Celle des mûriers avoit été négligée anciennement; depuis les troubles, le beſoin l'a fait reprendre avec quelque ſuccès en pluſieurs endroits. Charles-Town eſt l'entrepôt de toutes les productions de la Caroline méridionale. Cette Ville occupe un grand eſpace au confluent de deux rivières navigables. On y compte deux mille maiſons & quelques édifices publics qui ſeroient remarqués même en Europe. Elle reçoit dans ſon port juſqu'à trois cents cinquante navires avec leur chargement. Les deux autres Villes de cette Province, *Georges-Town* & *Beaufort*, ſont encore peu de choſe; mais leur ſituation peut les rendre un jour conſidérables. La population de la Colonie eſt d'environ cent quatre-vingt mille habitans, dont la moitié ſont des Noirs; elle n'eſt point proportionnée à ſon étendue. Les deux Carolines réunies occupent un eſpace d'environ ſept cents milles au couchant, & s'étendent au-delà de quatre cents milles ſur les côtes. L'élévation du ſol ne commence qu'à cent milles de la

Charles-Town, long. 297. 28. lat. 32. 45.

Georges-Town & Beaufort, longit. 296. 55. lat. 32. 7.

mer, & devient toujours plus ſenſible juſqu'aux Apalaches.

La Georgie. Une langue de terre de ſoixante milles tout au plus le long de la mer, mais qui s'élargit juſqu'à trois cents milles en approchant des montagnes, forme la Province ſituée entre la Caroline & les Florides; elle a pour bornes la rivière de *Savannah* du côté du nord, & le fleuve *Alatamaha* la partage du côté du midi. Fondée en 1735, cette Colonie reçut le nom de Georgie, pour faire honneur au Souverain qui gouvernoit alors la Grande-Bretagne.

Son origine. Son établiſſement fut l'ouvrage de la bienfaiſance d'un ſimple Citoyen Anglois. Il voulut qu'après ſa mort, les biens immenſes dont il étoit poſſeſſeur, fuſſent employés à la délivrance des priſonniers détenus pour dettes. Le Gouvernement qui ſongeoit à peupler une nouvelle terre en Amérique, mit pour condition à leur liberté, qu'ils ſe tranſporteroient dans cette contrée, alors preſque déſerte. Le Parlement ajouta 25,000 livres ſterling au legs ſacré du premier Bienfaiteur; & une ſouſcription volontaire produiſit des

ſommes encore plus conſidérables. Les nouveaux Colons partirent au nombre de cent quarante, ſous la conduite d'un Citoyen vertueux, nommé *Oglethorpe*. Arrivés ſur les bords de la *Savannah*, ils jetèrent à dix milles de la côte, les fondemens d'une ville qui prit le nom de cette rivière. En moins d'un an, la peuplade s'accrut juſqu'au nombre de mille ſix cents dix-huit perſonnes; & l'on compte aujourd'hui plus de trente mille ames dans cette Colonie. Quels progrès n'eût-elle point eus, ſi la tyrannie ne les avoit ralentis? Elle fut la dernière à s'en affranchir; mais enfin elle jouit comme les autres Etats-Unis de l'Amérique, d'une liberté ſans entraves, qui aſſure ſa proſpérité. Située avantageuſement pour le commerce des Antilles, elle y porte du riz, des planches & des beſtiaux. Les productions de la Georgie ſont à-peu-près les mêmes que celles de la Caroline méridionale, mais ſeulement dans la proportion d'un à trois. Son riz & ſur-tout ſon indigo, ſont d'une excellente qualité, & bien préférables à ceux des Provinces

Savannah, long. 295. 45. lat. 31. 55.

voiſines. Avant la dernière guerre, le produit de ſes exportations montoit annuellement à plus de 120,000 livres ſterling : ce qui étoit prodigieux dans une Colonie, dont l'exiſtence ne datoit pas de quarante ans.

Lors de la Révolution, chacune de ces Provinces devoit à-peu-près une année de ſon produit au commerce de la Métropole; le Parlement évalua cette dette à cent huit millions de nos livres.

L'affranchiſſement des treize Etats confédérés a, ſans doute, privé l'Angleterre d'un très-vaſte Empire; mais il lui reſte encore de grandes poſſeſſions en Amérique; & la puiſſance des Anglois y ſeroit toujours impoſante & redoutable, ſi l'Acadie, le Canada & Terre-Neuve, ne devoient pas naturellement ſubir l'aſcendant, & ſuivre la deſtinée des Colonies nouvellement érigées en Républiques indépendantes. Quoi qu'il en ſoit, les Provinces encore ſoumiſes à la domination Angloiſe, ont été comme les autres, le théâtre de la dernière guerre; & il nous paroît indiſpen-

ſable d'en donner une notion légère & ſuperficielle. Elle ſera partie & ſera le complément de ce tableau.

Le Canada.

Pendant que les Eſpagnols & les Portugais découvroient des Mondes, la France ennemie des conquêtes éloignées, reſtoit ſimple ſpectatrice de ces grands évènemens. Enfin, elle conſentit à y prendre part ; & en 1562, l'Amiral de Coligny envoya *Jean Ribaud* dans la Floride. Cette première tentative échoua faute de ſubordination ; & celles qui ſuivirent, ne furent pas plus heureuſes dans le Nouveau Monde, juſqu'à l'année 1608, que *Samuel de Champlain* remonta le fleuve Saint-Laurent, & jeta ſur ſes bords les fondemens de la ville de Quebec, aujourd'hui la capitale du Canada. Cette Province, en y joignant la baie d'Hudſon, Terre-Neuve & l'Acadie, formoit l'immenſe Pays connu ſous le nom de *Nouvelle-France*, dont une partie fut cédée aux Anglois vers la fin du règne de Louis XIV. Le Canada, proprement dit, ne leur appartient que depuis le 10 Février 1763, époque préciſe du traité de Verſailles.

Quebec, long. 307. 47. lat. 46. 55.

Cette immenſe contrée eſt bornée à l'Eſt par l'Océan, à l'Oueſt, par le Miſſiſſipi, au Sud, par les Colonies indépendantes, & au Nord, par des Pays inconnus. La ville de Quebec, bâtie en amphithéâtre à cent vingt lieues de la mer ſur une péninſule formée par les deux fleuves Saint-Laurent & Saint-Charles, domine, d'un côté, ſur de vaſtes campagnes; de l'autre, ſur une rade très-sûre, ouverte à plus de deux cents vaiſſeaux. Son enceinte eſt de trois milles; & l'on y comptoit dix mille habitans au commencement de 1759. Le fleuve Saint-Laurent, dont on ignore la ſource, traverſe la Province du Sud-Oueſt au Nord-Eſt; &, après un cours de huit cents lieues, va ſe jeter dans la mer du Nord. Il a plus de quatre-vingt mille pas géométriques de largeur à ſon embouchure; ſa profondeur ordinaire eſt d'environ deux cents braſſes. Les pelleteries ſont le principal commerce du Canada. La Colonie Françoiſe en avoit établi le premier entrepôt à *Tadouſſac*, port ſitué à trente lieues au-deſſous de Quebec. La ville des *Trois-Rivières*,

Montréal, long. 305. 30. lat. 45. 47.

bâtie à vingt-cinq lieues plus haut que la capitale, partagea cet avantage avec Tadouſſac ; enfin, ce commerce paſſa tout entier à Montréal, qui dut cette préférence à ſa poſition avantageuſe dans une iſle du fleuve d'environ dix lieues de long & de quatre lieues de large. Quebec eſt ſitué à cinquante lieues de Montréal, la ſeconde ville du Canada. Cette Province fournit d'excellents bois de conſtruction, pourvu qu'on s'attache aux arbres des montagnes, & non pas, comme on faiſoit autrefois, à ceux des marais, dont l'humidité rend leur tiſſu gras & lâche. Depuis l'établiſſement de cette grande Colonie, le génie militaire a preſque toujours formé ſon caractère diſtinctif. Tant qu'elle conſervera cet eſprit ennemi de la paix & de toute occupation ſédentaire, on ne peut ſe flatter d'y voir proſpérer les riches cultures, qui d'ailleurs auroient à ſurmonter l'âpreté du climat. Le pouvoir abſolu qui gouverne le Canada n'eſt point compatible avec le bonheur des hommes paiſibles & laborieux ; ſous un tel Gouvernement, il n'y a de

ſuccès & de diſtinctions à eſpérer, que pour les exécuteurs de ce pouvoir arbitraire. Les Canadiens n'ont d'eſpoir que dans une révolution; & la Politique Angloiſe n'a d'autres moyens de la reculer qu'une prompte réforme dans l'adminiſtration de cette grande Province, dont la population n'excède pas cent mille habitans; mais ce ſont des hommes robuſtes, courageux, & toujours diſpoſés à braver les périls de la guerre & des flots. Vingt batailles mémorables atteſtent leur intrépidité. Une des plus glorieuſes, fut celle de 1758, où ſix mille, tant Canadiens que François, battirent vingt mille Anglois à Ticonderago.

Cap-Breton ou Iſle-Royale.

Le ſol du *Cap-Breton* eſt froid & ſtérile; d'épaiſſes forêts rendent cette Iſle preſqu'inacceſſible aux rayons du ſoleil. Ses bois de chêne ſeroient excellents pour la conſtruction; & cependant elle borne ſon commerce à la pêche. Les François en prirent poſſeſſion au mois d'Août 1713; ils changèrent ſon nom en celui d'*Iſle-Royale*; Louisbourg en eſt la capitale. Son port eſt large & profond; & la Ville, de figure

Louisbourg, long. 317. 47. lat. 45. 53.

oblongue, peut avoir une demi-lieue de tour; les rues en ſont larges & régulières. Cette Iſle, placée à l'entrée du golphe Saint-Laurent, eſt à quinze ou ſeize lieues de Terre-Neuve. A ſon couchant eſt un petit détroit qui la ſépare de l'Acadie. Elle a trente ſix lieues de long ſur vingt-deux de large. Tous ſes ports ſont ouverts à l'Eſt en tournant vers le Midi.

Iſle Saint-Jean.

L'île Saint-Jean, plus enfoncée dans le même golphe, n'a qu'une lieue dans ſa plus grande largeur; ſa longueur eſt au moins de vingt-deux lieues. Les François négligèrent long-tems cette Iſle féconde en gibier, & très-favorable à la pêche. Quoiqu'il y règne un froid exceſſif, le ſol extrêmement varié s'y prête à la culture de toutes les eſpèces de grains. Cet avantage reconnu, fit naître le double projet de défricher l'île Saint-Jean, & d'y établir une grande pêche de morue; mais les prohibitions & les priviléges excluſifs y découragèrent l'induſtrie. Lorſque les Anglois s'en emparèrent, ils eurent la mauvaiſe politique d'en chaſſer trois mille

François, & de partager le sol de Saint-Jean à de nouveaux Propriétaires, qui bientôt las de ces possessions, les cédèrent presque gratuitement à des émigrans d'Irlande & d'Ecosse. La Colonie ne prospéra guère mieux entre les mains de ces derniers; & on n'y compte pas plus de douze cents Colons. Ils n'ont point de relations directes avec l'Europe, & font tout leur commerce avec Halifax & Quebec. Jusqu'en 1772, cette Isle fut une dépendance de la Nouvelle Ecosse; mais à dater de cette année, elle forme un Etat particulier. Le port *Lajoye*, maintenant *Charlotte Town*, est le chef-lieu de la Colonie.

La Nouvelle Ecosse.

L'*Acadie*, ou la Nouvelle Ecosse, embrasse trois cents lieues de côtes depuis les limites de la Nouvelle Angleterre, jusqu'à la rive méridionale du fleuve Saint-Laurent. Au milieu de ce vaste espace, est une grande peninsule de forme triangulaire, qui semble faite exprès pour servir d'asyle aux bâtimens des Antilles. Elle leur montre de loin un grand nombre d'excellens ports, où l'on entre & d'où l'on

ſort par tous les vents. Il y a beaucoup de morue ſur ſes rivages; & la bonté des terres intérieures invite à toutes ſortes de cultures. Cependant la Nouvelle Ecoſſe n'eſt point une contrée floriſſante, ſur-tout depuis que les Anglois en ont expulſé les anciens habitans, qui, ſous le nom de *François Neutres*, vivoient heureux & paiſibles ſur la foi des conventions faites avec leurs vainqueurs; c'eſt un des traits de la Politique Angloiſe qui en caractériſe la dureté. En 1769, parurent dans l'Acadie de nouveaux Colons, la plupart Officiers ou Soldats à qui la Cour de Londres avoit fait des conceſſions de terres proportionnément à leur grade. Ceux-ci, raſſemblant les anciens Cultivateurs, ſous prétexte de leur faire renouveller le ſerment de fidélité au Roi George, les embarquèrent de force ſur des vaiſſeaux qui les tranſportèrent en différentes contrées de l'Amérique. Tous, ſans excepter les vieillards, les femmes & les enfans, ſe virent contraints d'abandonner leurs riantes cultures, pour aller périr de misère dans les éta-

bliſſemens où l'oppreſſion Britannique ſe faiſoit le plus reſſentir; le Cabinet de Londres avoit prononcé de ſang-froid l'arrêt de leur déportation. A dater de cette époque, la Nouvelle Ecoſſe n'a fait que ſe dépeupler. Elle eſt abſolument inhabitée depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'à la peninſule. La ville d'Annapolis (1) eſt preſque détruite; & le nouvel établiſſement de Lunebourg ne fait point de progrès. Hallifax, qui fut l'entrepôt des forces deſtinées à l'oppreſſion de l'Amérique ſeptentrionale, n'a pu devenir malgré ſes fortifications, une place de guerre reſpectable. Sa pêche eſt d'un foible rapport; & les cultures des environs ſont preſque nulles. L'entretien de ſa Garniſon & ſon Amirauté ſur-tout, ont coûté des ſommes énormes à l'Angleterre. C'eſt d'Hallifax que ſont parties les flottes & les armées venues de la Métropole pour conquérir l'Amérique;

Annapolis.

Lunebourg.

Hallifax, 44. 39. 44. de lat.

(1) Elle s'appelloit autrefois Port-Royal. Quand les Anglois en eurent pris poſſeſſion, ils la nommèrent *Annapolis*, en l'honneur de la Reine Anne.

c'eſt-là qu'elles ſe ſont réfugiées après leurs défaites.

Ce ne fut qu'après bien des voyages infructeuux, & ſous le règne d'Eliſabeth, que les Anglois firent attention à la pêche de Terre-Neuve. Cette Princeſſe voulant aſſurer aux Pêcheurs la partie de la côte qu'ils auroient choiſie, envoya dans ces parages le *Chevalier Hampshrée* avec cinq navires. Les expéditions s'y multiplièrent très-rapidement; & dès 1615, on y vit juſqu'à deux cents cinquante bâtimens Anglois, dont la totalité pouvoit former quinze mille tonneaux. Les Pêcheurs eurent des habitations fixes à différentes diſtances les unes des autres; & ils choiſirent l'île Saint-Jean pour leur point de réunion; ils y trouvoient des Armateurs venus de la Métropole, qui, en échange des produits de la pêche, fourniſſoient à tous leurs beſoin. Terre-Neuve. En 1582.

L'île de Terre-Neuve avoit été découverte en 1497, par un Vénitien nommé Jean Cabot. Sa forme triangulaire a plus de trois cents lieues de tour. Son intérieur eſt preſqu'inacceſſible, & par conſé-

quent peu connu. Ce ſont des rochers eſcarpés, des montagnes couronnées de mauvais bois, des vallées étroites & ſablonneuſes. Ce pays n'eſt habité que par des bêtes fauves que les Eskimaux viennent chaſſer dans certaines ſaiſons de l'année; on n'y connoît point d'autres Sauvages. Les côtes de cette île ſont ſemées de cailloux où l'on fait ſécher la morue deſtinée au commerce. Elle eſt infiniment plus abondante à Terre-Neuve, que dans les mers du nord de l'Europe; elle eſt auſſi plus délicate quoique moins blanche. On la ſèche, on la ſale pour l'uſage de l'Europe, & d'une grande partie de l'Amérique. Celle qui n'eſt que ſalée ſe nomme morue verte, & ſe pêche au grand banc, l'une de ces montagnes formées ſous les eaux des débris du continent. Cette bande de terre à laquelle on donne communément cent ſoixante lieues de long ſur quatre-vingt-dix de large, a ſes extrémités terminées en pointe; il n'eſt pas aiſé d'en marquer les bornes avec exactitude. La morue n'abandonne le grand banc, & les petits bancs voiſins,

que depuis la mi Juillet juſqu'à la fin du mois d'Août : la pêche s'y fait abondamment les dix autres mois de l'année. Le détroit de Belle-Iſle eſt un canal de médiocre largeur qui ſépare Terre-Neuve de la côte de Labrador, démembré du Canada depuis 1764. On connoît peu cette vaſte contrée, dont la partie occidentale touche à la baie d'Hudſon.

La baie d'Hudſon.

Cette baie, formée par l'Océan dans les régions éloignées au Nord de l'Amérique, a cent cinquante lieues de profondeur. Son entrée, d'environ ſix lieues de large, n'eſt praticable que depuis le commencement de Juillet juſqu'à la fin de Septembre, encore n'eſt-ce pas ſans danger pour les Navigateurs, à cauſe des montagnes de glace, qui ſouvent ont juſqu'à dix-huit cents pieds d'épaiſſeur. Henri *Hudſon* donna ſon nom à ce pays qu'il découvrit en cherchant au Nord-Oueſt un paſſage pour entrer dans la mer du Sud. La ſtérilité de la nature ſous cette zone glaciale, n'y permet aucune eſpèce de culture fructueuſe; & la baie d'Hudſon n'eſt, à pro-

En 1607.

prement parler, qu'un entrepôt de commerce de pelleteries. Quoique les fourrures y ſoient bien ſupérieures à celles des contrées moins ſeptentrionales, on ſe les procure à beaucoup meilleur marché. Les Eskimaux qui habitent tout le pays compris entre la pointe de Belle-Iſle, & les régions les plus enfoncées dans le nord de l'Amérique, y donnent huit à dix caſtors pour un fuſil, & deux caſtors pour une hache ou pour une livre de tabac.

La Floride. Ce beau pays, en grande partie reſſerré dans la peninſule que la mer a formée entre la Georgie & la Louiſiane, avoit long-temps appartenu aux Eſpagnols. Par le traité de 1763, il fut cédé aux Anglois, qui partagèrent cette acquiſition en deux Gouvernemens. Le bourg de Saint-Auguſtin devint le chef-lieu de la Floride orientale, & Penſacola celui de la Floride occidentale. Ce dernier établiſſement offre un havre excellent, dont les Négocians Anglois, & ceux de l'Amérique ſeptentrionale avoient fait un entrepôt avantageux pour leur commerce interlope avec les terres Eſpagnoles;

Saint-Auguſtin, long. 298. 30. lat. 30.

Penſacola, long. 290. 30. lat. 30. 55.

mais le cours du commerce ayant été détourné pendant la dernière guerre, les vaiſſeaux marchands de cette Colonie furent changés en corſaires, qui quelquefois s'emparèrent des navires de la Georgie & des deux Carolines, & plus ſouvent devinrent la proie des Armateurs Anglo-Américains. Le ſaſſafras & l'indigo ſont des productions abondantes dans l'une & l'autre Floride.

Ce tableau des établiſſemens Anglois dans l'Amérique ſeptentrionale, paroîtra ſans doute incomplet & trop reſſerré, ſi l'on conſidère l'étendue & l'importance du ſujet; mais notre intention n'étoit pas de le traiter. D'autres que nous ont rempli cette tâche difficile; & l'on renvoie à leurs ouvrages ceux de nos Lecteurs, qui, pour bien entendre l'Hiſtoire de la dernière guerre, regardent comme un préliminaire indiſpenſable d'approfondir celle des Colonies Anglo-Américaines. Les détails que nous leur épargnons dans cette courte expoſition, préſentés ailleurs avec tout l'intérêt dont ils ſont ſuſceptibles,

nous ſembleroient déplacés dans une Introduction où il ſuffit de préparer le Lecteur à l'intelligence des évènemens de cette guerre, ſans l'inſtruire à fond des évènemens qui l'ont précédée. Une légère eſquiſſe remplit notre objet; & ſi elle eſt inutile aux perſonnes qui ſavent déjà l'Hiſtoire de l'Amérique ſeptentrionale, nous la croyons néceſſaire & ſuffiſante à ceux qui nous liront avant que d'avoir étudié cette Hiſtoire.

HISTOIRE IMPARTIALE

Des Evènemens militaires & politiques de la dernière Guerre, dans les quatre Parties du Monde.

1764. Origine des troubles de l'Amérique.

IL répugne à la nature, à la raiſon, à la politique, qu'une île aſſerviſſe un continent, qu'elle y exerce une autorité long-temps reſpectée, que ſa domination s'y propage ſans contradictions & ſans obſtacles. Un état ſi violent ne ſauroit durer ; & ſi l'Hiſtoire moderne n'en fourniſſoit un exemple, on auroit de la peine à concevoir ce prodige du dix-huitième ſiècle. Quinze cents lieues de mer ſéparoient l'Angleterre de l'Amérique ; & une partie conſidérable de ce vaſte continent n'en reconnoiſſoit pas moins la puiſſance de l'Angleterre ; les loix de la Métropole

1764. étoient reçues, promulguées, exécutées paiſiblement dans toutes ſes Colonies. Au grand étonnement de l'Europe, cette bonne intelligence ſe maintenoit depuis cent ans. Si l'on excepte la révocation de la première charte des Boſtoniens en 1684, aucun abus de la ſouveraineté n'avoit provoqué les murmures de l'Amérique Angloiſe. Les ſubſides que payoit chaque Colonie, tant en hommes qu'en argent, ſe régloient fidèlement ſur ſa population & ſur ſes moyens ; encore avoit-elle le droit de ſe taxer elle-même, de diſcuter dans ſes aſſemblées la réalité des beſoins qui motivoient les demandes de la mère-patrie. Une autre condition des ſubſides étoit qu'ils ſeroient employés dans le continent même. Ce fut à leur propre milice, & à cette eſpèce de don gratuit, que les Colons de l'Amérique ſeptentrionale durent la conquête de l'île Royale, de Terre-Neuve, du Canada, de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade & des îles Caraïbes. Perſonne n'ignore combien ces acquiſitions pouvoient favoriſer le commerce & la navigation

des Anglo-Américains ; cependant, quelqu'avantage qu'ils dussent y trouver, la Cour de Londres ne leur en témoignoit pas moins sa reconnoissance. A la requête de George III, la Chambre des Communes s'étoit engagée à leur accorder une indemnité de deux cents mille livres sterling ; mais à la paix de 1763, bien loin d'effectuer ces magnifiques promesses, la Métropole, non moins accablée qu'enorgueillie de ses succès, pour acquitter les charges de l'Angleterre, jeta les yeux sur les trésors de l'Amérique ; & s'exagérant les ressources & la docilité des Anglo-Américains, les somma impérieusement de contribuer sur nouveaux frais, aux dépenses d'une guerre si glorieusement terminée. Le 4 Avril 1764, il parut un bill à l'effet de taxer les Colonies. La dette nationale étoit de cent cinquante millions sterling ; & dans le nouveau système de gouvernement, tous les Ordres de l'Etat s'accordèrent à demander que l'Amérique acquittât une grande partie de cette dette. Les circonstances n'étoient point favorables à ce projet. Les Américains avoient senti leurs 1764.

forces ; & leurs Milices aguerries dans
1764. les glaces du Nord, commençoient à mépriſer des ſtipendiaires ramaſſés dans la fange de Londres. La dernière guerre les avoit miſes à portée de ſe comparer & de ſe préférer ſans doute à ces recrues de bandits enrôlés ſous les drapeaux de la mère-contrée. Les Négocians, les Navigateurs, les grands Propriétaires, murmuroient hautement des entraves réelles ou ſuppoſées que leur dépendance de l'Angleterre mettoit à l'activité du commerçe, au progrès de la navigation, au ſuccès des plantations & de la culture des terres. L'enthouſiaſme Républicain s'étoit emparé de toutes les têtes ; il fut dès-lors aiſé de prévoir que l'Amérique Angloiſe s'affranchiroit bientôt de la domination Européenne.

A ces diſpoſitions naturelles à un grand peuple ſéparé de la Métropole par une vaſte étendue de mer, ſe joignirent des accidens qui les fortifièrent. Au lieu de faire acheter la paix à la France & à l'Eſpagne, & d'y mettre un prix capable d'acquitter en partie la dette de l'Angleterre, la Cour de Londres avoit eu la mau-

vaiſe politique de retenir la Floride & le Canada. Par ces acquiſitions, elle renverſoit les ſeules barrières capables de retarder l'affranchiſſement de ſes Colonies. Les Canadiens ſurtout étoient pour la Nouvelle-Angleterre, des voiſins entreprenans contre leſquels elle n'avoit ceſſé de réclamer la protection de la mère-patrie. Le Gouvernement tout militaire de ces ennemis naturels des Anglo-Américains, ne pouvoit faire ombrage à la Métropole ; c'étoit pour ainſi dire une Colonie de Soldats moins faite pour établir des rivalités dangereuſes d'agriculture ou de commerce, que pour exercer au profit des Anglois, le courage & l'induſtrie des provinces adjacentes. Par la nature du Gouvernement qui leur interdiſoit en quelque ſorte la culture & ſes travaux, l'intérêt des Canadiens étoit de faire la guerre aux Colonies Angloiſes, & l'intérêt de celles-ci de la repouſſer avec les forces de la mère-contrée. En les affranchiſſant de cette dépendance par la conquête du Canada, la Cour de Londres avoit rompu le dernier nœud qui les aſſujettiſſoit au Gouvernement d'Europe. Et ce fut 1764.

dans cette circonſtance qu'elle oſa
1764. propoſer des taxes, étendre les prohibitions, parler en Souveraine, eſſayer en un mot d'effectuer un projet d'aſſerviſſement dont le ſuccès étoit impoſſible.

En demandant des impôts, les Miniſtres prévoyoient un refus; ils n'attendoient que ce prétexte, pour introduire des Soldats dans les Colonies. La province de Maſſachuſſet-Bay, fut la première à témoigner ſon mécontentement. Suivant ſa charte, elle avoit le droit excluſif de porter dans ſon aſſemblée les loix de taxation. Pour empêcher le Roi & le Parlement d'attenter à ce droit, elle fit, de concert avec d'autres Colonies, les plus vives réclamations. Le Roi n'en tint aucun compte; & le 22 Février 1765, il fut ordonné par un bill, auquel Sa Majeſté Britannique donna ſanction de loi, que les contrats paſſés dans les Colonies ne pourroient être faits à l'avenir que ſur du papier timbré. Le réſultat d'un tel acte fut de ſoulever Boſton; & peu s'en fallut que le diſtributeur de ce papier ne fût maſſacré dans une émeute populaire. On démolit ſa

Acte du timbre.

maiſon ; celles du Lieutenant de Roi, du Greffier de l'Amirauté & du Contrôleur de la douane, ne furent pas plus épargnées. Le Procureur général n'oſa rendre plainte contre les auteurs du déſordre ; & le Conſeil décida, malgré le Chevalier Francis Bernard, Gouverneur de la Province, que la force militaire ne ſeroit point employée contre les révoltés. Il fut arrêté dans une aſſemblée générale, que, *nonobſtant* l'acte du Parlement, il ſeroit légal de contracter ſans papier timbré. 1765.

A ces troubles, dont la nouvelle parvint juſqu'à Londres preſqu'auſſitôt que les remontrances des Boſtoniens, la Cour n'oppoſa qu'une extrême rigueur. Les Gouverneurs reçurent ordre de réprimer la ſédition par force, & de rendre publique la déciſion du Parlement qui, dans tous les cas poſſibles, accordoit au Roi, aſſiſté des deux Chambres, le droit d'aſſujettir les Colonies Anglo-Américaines ; Sa Majeſté Britannique ne daignoit pas répondre aux repréſentations ſur le bill du 22 Février. Ce ſilence hâta le projet d'une réſiſtance paſſive de la part des Boſtoniens ;

& ils s'interdirent, jusqu'à la révocation du bill, le commerce & l'achat des marchandises importées de la Grande-Bretagne.

1766.

Suppression de cet acte.

Cependant, le 15 Mars 1766, l'acte du timbre fut révoqué par un autre, non moins fait pour jeter l'alarme dans les Colonies. On disoit dans le préambule que l'objet de ce dernier acte étoit *de mieux assurer au Roi & au Parlement, la dépendance des domaines de Sa Majesté en Amérique.* On enjoignoit d'ailleurs aux assemblées de recevoir dans leurs villes les troupes Britanniques qu'il plairoit à la Métropole de leur envoyer; de leur fournir des logemens, du bois, de la bière, &c. Cet attentat contre la liberté des Colons parut intolérable à ceux de la Nouvelle-Angleterre. Dans quelques autres Colonies, l'abrogation de l'acte du timbre favorisa la réception de l'acte pour le logement des soldats. Elles ne croyoient pas que ce fût le moment d'éclater; mais l'Angleterre sembloit vouloir hâter cet instant fatal à sa puissance. Des contestations élevées dans la Nouvelle-Yorck, au sujet des troupes dont

cette province étoit surchargée, donnèrent lieu à de nouveaux bills, où les intérêts des Colons furent visiblement sacrifiés. Une obéissance aveugle & muette leur parut trop dure dans cette circonstance ; ils osèrent se plaindre, & furent privés de tout pouvoir législatif. La Cour de Londres mieux conseillée, n'auroit point fermé les yeux sur les inconvéniens d'un Gouvernement inflexible avec des hommes libres, ou qui se croyoient faits pour l'être. Elle espéra de les soumettre par la rigueur, & ne fit que les aigrir sans les réduire. 1767.

D'autres actes concernant les douanes, les prohibitions, les confiscations & les amendes, soulevèrent tellement la province de Massachusset, qu'il s'y forma une sédition, dont les suites humiliantes pour l'Angleterre auroient dû l'éclairer sur l'inutilité de ses prétentions. Deux régimens, arrivés d'Hallifax, avoient osé faire feu sur le peuple de Boston ; cette imprudence excita une révolte générale. Pour se dérober à la fureur des Bostoniens, les troupes Royales furent obligées de se réfugier dans le fort Guillaume ; & le Conseil exigea

Autres actes non moins tyranniques. Soulèvement dans la province de Massachusset.

1768.

qu'elles ſortiſſent de la Colonie. Les
1, 681. Officiers de la douane coururent le même danger ; heureux de s'y ſouſtraire par la fuite, ils n'osèrent plus ſe montrer dans la ville. Le Gouverneur voulut propoſer de nouvelles meſures relatives à l'adminiſtration ; la réponſe des Boſtoniens fut que l'Angleterre n'avoit aucune autorité légiſlative ſur l'Amérique, dont ils ne laiſſeroient jamais uſurper les privilèges ; que la grande aſſemblée de leur province avoit ſeule droit de régler la forme des levées d'argent pour le ſervice de la Couronne ; que ces contributions devoient être libres ; & que leurs prérogatives à ce ſujet, étoient clairement énoncées dans l'acte de ſucceſſion au trône d'Angleterre.

Création des Comités. Ce triomphe des Boſtoniens les enhardit à de nouvelles réſolutions ; & ſous le nom de *Comité*, ils formèrent un Conſeil ſpécialement chargé de leurs affaires ; mais où les Députés des autres villes de la province pouvoient être admis en cas de beſoin. Une lettre circulaire à toutes les Colonies, fut le premier acte de ce Comité. Il y expoſoit les griefs

de la province de Maſſachuſſet ; s'y plaignoit des meſures oppreſſives du miniſtère pour y introduire le deſpotiſme ; les exhortoit à faire cauſe commune avec les Boſtoniens ; invitoit chaque ville à leur envoyer des Députés, & les rapports de leurs Comités reſpectifs. 1768.

Tels furent les premiers fondemens de la confédération des Colonies Anglo-Américaines. Le Parlement informé de ces nouveautés qu'il traitoit d'uſurpation téméraire ſur l'autorité du Gouvernement, déclara que l'exécution des loix, dans la province de Maſſachuſſet, étoit déſormais impraticable ſans le ſecours de la force militaire. En conſéquence, le Gouverneur Bernard reçut ordre d'informer contre les rebelles, & d'envoyer leurs noms au Secrétaire d'Etat chargé du département des Colonies. Ces réſolutions violentes, & l'envoi des troupes, ne firent qu'augmenter la fermentation devenue générale. On continua de proſcrire les marchandiſes d'Angleterre ; & les ordres émanés du Comité de convention, furent des loix reſpectées dans toute la Colonie.

En vertu de ces arrêtés, une aſſem-

blée générale ouverte à Boſton, le 30 Mai, enjoignit au Gouverneur d'éloigner de la ville les forces de terre & de mer pendant le temps des ſéances, alléguant que l'approbation des peuples donnoit ſeule la ſanction aux loix, & que le Gouvernement dérogeoit à ſes propres maximes, en s'appuyant de la force militaire, pour donner de la vigueur à leur exécution. Pluſieurs délibérations intéreſſantes ſignalèrent cette aſſemblée. La plus importante concernoit les procès criminels ; il y fut décidé qu'ils ſeroient inſtruits & pourſuivis ſur les lieux où le délit auroit été commis, attendu l'inconvénient qui pouvoit réſulter du tranſport des accuſés au-delà des mers.

1769.

1770. Modération tardive du Gouvernement.

Cependant les Américains ne ceſſoient de ſolliciter une renonciation formelle aux taxes qui, depuis trois ans, n'avoient point été perçues. Le Gouvernement parut vouloir ſe relâcher de ſes prétentions ; & ils recouvrèrent le droit de payer librement & ſans contrainte ; la taxe ſur les thés fut ſeule maintenue. Mais la confiance étoit bannie de tous les cœurs ; on ne ſe fioit point à ce retour

bruſque & ſuſpect d'une bienveillance qui pouvoit n'être qu'apparente, & dont en effet les motifs ne furent pas long-temps ignorés. On apprit qu'à cette époque la Cour de Londres étoit menacée d'une rupture prochaine avec la Cour de Madrid. Ce n'étoit pas le moment de pouſſer à bout les Anglo-Américains; mais cette circonſtance pouvoit ménager aux Anglois une réconciliation honorable avec leurs Colonies. On verra tout-à-l'heure comment ils laiſsèrent échapper l'occaſion de reculer la cataſtrophe que les troubles de l'Amérique faiſoient déjà preſſentir. 1770.

En 1767, les Anglois avoient formé un établiſſement aux îles de Falkland, plus connues ſous le nom d'îles Malouines (1). L'Eſpagne, à qui la France avoit *cédé* ſes droits ſur ces îles, vit cet établiſſement avec inquiétude; & au mois de Juin 1770, Don Franciſco Buccarelly, Gouver- Fondemens d'une rupture entre l'Eſpagne & l'Angleterre.

(1) Ce fut le nom que M. de Bougainville donna à ces îles, ſituées à l'extrémité du détroit de Magellan. Il les avoit viſitées avant l'Amiral Byron; & les prétentions de la France étoient fondées ſur cette antériorité.

neur de Buénos-Ayres, fit partir une
1770. Eſcadre ſous les ordres de Don Madariaga. Le fort Egmont fut ſommé de ſe rendre à Sa Majeſté Catholique; & le Capitaine Farmer, dont la foible garniſon ne pouvoit défendre cette place, ſe vit obligé de l'évacuer; il n'obtint la permiſſion de retourner en Europe qu'après une détention de vingt-neuf jours. Son retour en Angleterre excita de vives plaintes ſur les hoſtilités exercées en pleine paix contre cette nation, qui, pour juſtifier ſa propriété dans les îles Falkland, remontoit juſqu'au règne d'Eliſabeth, époque de la découverte de ces îles par les Navigateurs Anglois. Le Prince de Maſſerano, Ambaſſadeur d'Eſpagne à la Cour de Londres, étoit ſans pouvoirs pour déſavouer, au nom de Sa Majeſté Catholique, les violences de Don Buccarelly. Il en écrivit à Madrid; la réponſe de cette Cour fut que la conduite du Gouverneur étoit fondée ſur les loix Eſpagnoles en Amérique. Le peuple Anglois demandoit la guerre à hauts cris; & l'Amiral Keppel fut nommé Commandant de ſeize vaiſſeaux mis en commiſſion dans les ports d'Angle-

terre. Malgré ces préparatifs, il avoit été réſolu dans le Conſeil de Saint-James qu'on ne s'engageroit point dans une guerre qui pouvoit contrarier les meſures priſes à cette époque, pour introduire des règlemens de police intérieure en faveur des nobles & des riches, pour reſtreindre la liberté du peuple, & accroître ainſi l'influence de la Couronne. La paix étoit d'ailleurs néceſſaire à l'accompliſſement des vues tyranniques de la Métropole ſur les Colonies. Les négociations avec la Cour d'Eſpagne furent continuées juſqu'au 20 Janvier 1771, que le Prince de Maſſerano & le Comte de Rochefort ſignèrent une convention oſtenſible qui paroiſſoit être une ſatisfaction de l'injure faite à Sa Majeſté Britannique; mais il y eut un pacte ſecret en vertu duquel la Cour de Londres ſe déſiſta de ſes prétentions ſur les îles de Falkland. Lord Weymouth avoit mieux aimé ſe démettre de la place de Secrétaire d'Etat, dans laquelle il eut pour ſucceſſeur Lord Rochefort, que d'être l'agent de cette tranſaction flétriſſante pour l'Angleterre. Si, à cette époque, George III eût déclaré la

1770.

1771.

guerre à la Maiſon de Bourbon, les
1771. peuples de Boſton & de New-Yorck, intéreſſés à faire cauſe commune avec la mère-patrie, n'auroient ſongé, du moins pour le moment, qu'à s'emparer des richeſſes des Antilles & de l'Amérique méridionale. On auroit prévenu la miſérable querelle des thés; l'inſurrection eût été ſuſpendue, & peut-être retardée d'un demi-ſiècle. Mais le ſyſtême de la Cour étoit d'aſſervir l'Amérique, & de tout ſacrifier à ce plan qui, vu l'infériorité de la Marine Eſpagnole, enleva peut-être à l'Angleterre une portion conſidérable des revenus annuels du Mexique & du Pérou.

En ſe refuſant à une guerre avantageuſe, & ſans doute légitime avec l'Eſpagne, le miniſtère Britannique laiſſoit percer ſes intentions hoſtiles contre les Colonies. Sa modération apparente, dans ce moment critique, n'impoſa point aux Boſtoniens; & ils continuèrent d'inſulter les Officiers du Fiſc. Thomas Hutchinſon, ſucceſſeur de Sir Francis Bernard, voulut ſe plaindre de ces violences; on lui répondit qu'on ne connoiſſoit point en Amérique de Commiſſaire du Roi en cette partie.
1772.

Telles étoient depuis quatre ou cinq ans, les diſpoſitions de la Nouvelle-Angleterre, lorſque le Miniſtère, aveuglé par les faux rapports de ſes Délégués, impoſa de nouveaux droits ſur le papier, le carton, les couleurs, le plomb & les ouvrages de verre. Il en mit d'exhorbitans ſur les thés, dont il affranchit l'exportation pour favoriſer la Compagnie des Indes orientales & faire tomber la concurrence des Hollandois, qui avoient ſaiſi cette occaſion d'approviſionner les Colonies Angloiſes au meilleur marché poſſible. Il n'y avoit que les douanes qui puſſent arrêter cette contrebande; mais ce moyen d'ouvrir un débouché aux thés de la Compagnie, accumulés dans ſes magaſins juſqu'à dix-ſept millions de livres, eut des conſéquences que Lord North auroit dû preſſentir.

1773. Effet des nouveaux impôts ſur le thé, &c.

Ces taxes indirectes révoltèrent toutes les provinces. Trois vaiſſeaux chargés de cette denrée étoient arrivés à Boſton; il fut réſolu, dans une aſſemblée du peuple, que les cargaiſons ne ſeroient point débarquées, & que les Capitaines les reporteroient en Angleterre. On ſomma le Gouver-

neur de tenir la main à l'exécution
1773. de cet arrêté. Sur ſon refus, le peuple s'attroupa, vint à bord du vaiſſeau le *Darmouth*, & jeta les cargaiſons à la mer. Les habitans de Philadelphie, de Charles-Town, de New-Yorck, adoptèrent les réſolutions violentes des Boſtoniens, que cette approbation enhardit à d'autres voies de fait non moins inquiétantes pour le Gouvernement. Il crut les réprimer par des menaces & des préparatifs de guerre; ces précautions imprudentes ne firent qu'aigrir le mal. Les Boſtoniens ſe diſposèrent à repouſſer la force par la force, & ſe portèrent à des entrepriſes encore plus audacieuſes.
1774. Un Officier des douanes, nommé Jonh Malcom, avoit témoigné publiquement ſon mépris pour les jugemens du peuple; en punition de ce délit, il fut d'abord expoſé pendant trois jours aux huées de la populace, & comme relaps, traîné enſuite ſur une charrette dans les principaux quartiers de la ville, la tête goudronnée & le corps emplumé; conduit de-là au pied de la potence, fouetté de verges, & contraint de remercier le peuple qui lui faiſoit

grace de la vie. Les habitans des campagnes, irrités contre le Gouverneur Hutchinſon, le dénoncèrent au Comité de Philadelphie comme traître & délateur; & il fut ordonné que ſon effigie ſeroit promenée ſur un tombereau, expoſée pendant deux heures ſur la place publique, & brûlée au pied d'un gibet. Leurs griefs étoient ſur-tout fondés ſur quelques paſſages d'une lettre d'Hutchinſon, où il avoit repréſenté les Américains comme un peuple opiniâtre & ſéditieux dont il falloit reſtreindre la liberté. Cette lettre tomba entre les mains de Benjamin Franklin, lors de ſa réſidence à Londres en qualité d'Agent pour la Chambre d'Aſſemblée de Maſſachuſſet. Il la fit paſſer aux Boſtoniens, dont l'indignation fut d'autant plus exaltée, que le Gouverneur étoit né en Amérique, ainſi que ſon Lieutenant André Olivier, qu'ils inculpèrent comme fauteur d'Hutchinſon. Ils avoient demandé le rappel de ces deux Officiers; mais leur pétition fut rejetée; & ſur ce refus qu'ils appeloient un déni de juſtice, ils ſe la firent eux-mêmes, en ſe portant aux voies de fait qu'on vient d'indiquer. 1774.

1774. Interdit du Port de Boſton.

Malgré ces éclats & les menaces en partie effectuées d'une confédération générale des Colonies Anglo-Américaines, la Cour de Londres s'obſtinoit à vouloir les ſoumettre par les voies de rigueur. La Chambre des Communes ne paroiſſoit point être de cet avis; mais le parti de Lord North l'emporta dans la Chambre des Pairs. Après de longues diſcuſſions, & malgré l'oppoſition du Duc de Richmond, des Lords Mancheſter, Rockingham & Shelburne, le Parlement ordonna qu'il ſeroit dreſſé un bill pour interdire le port de Boſton. C'étoit punir la mère-patrie des torts dont elle inculpoit les Anglo-Américains, & livrer à l'indigence cent mille familles qui vivoient du commerce des manufactures Angloiſes. Toutes les remontrances à ce ſujet, n'empêchèrent pas George III de donner ſanction de loi à ce funeſte bill, qui venoit de paſſer à la pluralité des voix.

En fermant le port de Boſton, les vues politiques de la Métropole étoient de porter la diviſion dans l'Amérique ſeptentrionale, d'humilier la Nouvelle-Angleterre aux yeux

des autres provinces jalouſes de ſon commerce & de ſes richeſſes, de détruire l'accord qui régnoit entre ſes villes & ſes comtés, de ſéparer leurs intérêts, & de prévenir ainſi la confédération à laquelle pluſieurs Colonies s'invitoient mutuellement. La Cour de Londres ſe trompoit ſur les diſpoſitions de ces provinces; leur prétendue jalouſie étoit une émulation louable, & les Boſtoniens opprimés ne devoient trouver que des amis dans le continent. 1774.

A cette même époque, Lord North aggravoit les torts de la Métropole par d'autres bills non moins injurieux pour les Colonies. Il venoit d'en propoſer un à la Chambre des Communes pour ſubſtituer au gouvernement démocratique de Maſſachuſſet, un gouvernement royal, dans lequel les Jurés ſeroient nommés par le Roi & recevroient leurs gages de la Couronne. « Ainſi, dit-il, le pouvoir civil & le pouvoir exécutif ſe verront affranchis des entraves de la liberté publique ». Une forte oppoſition s'éleva d'abord contre ce bill, dont le Général Conway fit ſentir l'injuſtice & le danger. Le ſieur Pownal,

ancien Gouverneur de Maſſachuſſet,
1774. plaida la cauſe des Boſtoniens avec un intérêt qui prenoit ſa ſource dans la connoiſſance de leur caractère équitable, religieux & paiſible ; mais le Miniſtre inſiſta ſur le prétendu droit de ſupprimer leur charte, puiſqu'ils en abuſoient ; & quoique peu concluante, cette propoſition entraîna la majorité des ſuffrages.

Lord North ne s'en tint pas à ces premiers triomphes. Après avoir annoncé le prochain départ du Chevalier Thomas Gage, pour aller ſoutenir à Boſton les meſures coërcitives, il propoſa d'autoriſer cet Officier & ſes Collégues dans le gouvernement des Colonies, à traduire en Angleterre les accuſés de rebellion en Amérique; la partialité réelle ou ſuppoſée des Jurés Américains étoit le prétexte de ce bill révoltant. Le Colonel Barré, qui fut l'organe de l'oppoſition en cette circonſtance, montra l'iniquité de cet acte ; il en fit voir les conſéquences en des termes faits pour déconcerter le Miniſtère le plus tyrannique. Le vieux Fuller appuya la motion du Colonel, en s'écriant que l'Angleterre s'acheminoit à ſa ruine,

& qu'il n'en vouloit d'autre preuve que la patience des Communes à l'audition de ce funeſte bill. Mais telle étoit la diſpoſition des eſprits, que les deux actes alors ſur le bureau ne trouvèrent, à la fin des ſéances, qu'un petit nombre de contradicteurs dans les deux Chambres du Parlement. 1774.

Le moins rigoureux de ces actes eût ſeul juſtifié le ſoulèvement de la Nouvelle-Angleterre, où la menace de l'interdit de Boſton & de la révocation de la charte de Maſſachuſſet excita bientôt une indignation générale; on ne rejeta aucun moyen de la manifeſter. Dans leur malheur, les Boſtoniens montrèrent beaucoup de courage & de fermeté; ils retinrent les vaiſſeaux Anglois qui étoient dans leurs ports, en ouvrirent l'entrée à toutes les nations, l'Angloiſe exceptée, & ſe préparèrent à une vigoureuſe réſiſtance. Le Général Gage, leur nouveau Gouverneur, s'étoit chargé d'exécuter l'acte de punition. Il s'annonça comme l'Ange exterminateur; mais la fière contenance des Boſtoniens lui fit comprendre que pour les réduire il falloit une guerre

civile, dont le succès étoit au moins
1774. incertain. Gage vouloit faire du bruit, n'importe à quel prix, & cette effrayante perspective ne devoit point l'arrêter.

Translation de l'assemblée de Boston à Salem.

Cependant plusieurs provinces s'étoient déclarées pour les Bostoniens. De ce nombre furent le Maryland, la Virginie, la Nouvelle-Yorck, le Jersey & les deux Carolines. Elles attendoient, en frémissant, le premier Juin, jour marqué pour l'interdit de Boston. Ce jour arrivé, Gage fit bloquer le port, distribua ses troupes dans les environs, transféra la douane à Plimouth, & les assemblées à Salem, petite ville dévoué à Boston; mais dont le zèle éclata d'une manière assez bizarre. Elle fit déclarer aux Bostoniens qu'elle refuseroit des logemens à quiconque auroit la lâcheté d'abandonner la place investie. Ceux du comté de Worcester osèrent davantage, & ne craignirent pas d'offrir à la même ville dix mille hommes pour l'affranchir de la tyrannie. Quoique les chartes de la Nouvelle-Angleterre fussent annullées depuis l'interdit, & qu'elle eût rompu tout pacte avec la Métropole;

Métropole, les Boſtoniens n'accep-
tèrent point ces ſecours; ils eſſayèrent 1774.
encore les voies de douceur auprès du Général Gage. Cependant ils réclamoient ſans reſtriction les droits de Citoyens Anglois, & firent ſentir au Gouverneur que, pour s'y maintenir, il n'étoit point de moyens que leur ſituation ne rendît légitimes. Gage étoit naturellement irraſcible; il répondit à cette propoſition par des emportemens & de nouvelles menaces. Ceux de Boſton ne virent plus de reſſources que dans l'activité d'une réſiſtance ouverte. Malgré leurs repréſentations, l'aſſemblée de la province venoit d'être convoquée à Salem; & cette entrepriſe contre la liberté de ſes membres, les enhardit au lieu de les effrayer. Le projet d'une aſſemblée générale des Comités de toutes les Colonies fut le réſultat de la première ſéance tenue à Salem, où l'on nomma un Comité repréſentatif de la province de Maſſachuſſet; cinq cents livres ſterling furent votées pour le mettre en état de remplir ſes obligations. Comme l'aſſemblée ne pouvoit tenir ſecrètes toutes ſes délibérations, & qu'elle prévoyoit ſa

1774. diſſolution prochaine, elle ſe hâta d'indiquer au peuple la ſorte de réſiſtance qu'il convenoit d'oppoſer aux actes oppreſſifs du Parlement. La néceſſité d'encourager les manufactures d'Amérique, d'interdire l'uſage des thés de l'Inde & de ſuſpendre la conſommation des marchandiſes Angloiſes, fut la plus importante de ces inſtructions. Le Secrétaire du Gouverneur s'étoit préſenté avec l'ordre d'interrompre les ſéances ; il fut repouſſé vigoureuſement, & ſe vit réduit à faire ſa proclamation ſur l'eſcalier.

Au lieu de diſſoudre cette aſſemblée, la politique du Chevalier Gage auroit pu lui ſuggérer d'en faire enlever les membres, & de les transférer à Londres. Cette violence eût peut-être conſervé, pour quelque temps, l'Amérique à la Couronne d'Angleterre, & pouvoit tout au plus hâter une révolution déſormais inévitable. Mais les pouvoirs du Gouverneur ne s'étendoient pas juſques-là ; la Métropole ignoroit à quel point les eſprits étoient aigris & les réſolutions bien affermies. Déja chaque province avoit ſon Congrès particulier ; déjà l'on régloit dans le Comité de Boſton

les conſtitutions & la forme d'un Congrès général. Pour empêcher cette confédération, Gage employa tour-à-tour la ſéduction, les menaces, les promeſſes & la terreur. Toutes ces tentatives manquèrent également leur effet. L'indignation étoit à ſon comble; & la guerre alloit décider cette grande querelle. 1774.

Le Comité de Boſton où ſe trouvoient pluſieurs Députés des provinces, venoit de produire un acte ſous le titre de *Conventions ſolemnelles*, par lequel les Boſtoniens & ceux de leur parti s'engageoient, pour le 30 Août 1775, à ſuſpendre tout commerce avec les Etats Britanniques, & menaçoient d'une rupture quiconque refuſeroit alors d'entrer dans cette ligue. Le nouvel acte circula dans tout le continent ſeptentrional, échauffa de plus en plus les têtes Américaines, & décida la formation d'un Congrès général. Le lieu de l'aſſemblée fut indiqué à Philadelphie; & l'on ne pouvoit mieux choiſir, à cauſe de la poſition de cette ville placée au centre du continent, &, pour ainſi dire, ſous la garde des Colonies, dont elle eſt environnée. Progrès de la confédération. Congrès général.

1774. Dès qu'on eut fixé le mois du rendez-vous, les Confédérés procédèrent à l'élection de leurs Députés, qui, pour chaque province, ne pouvoient être plus de sept ; mais quel qu'en fut le nombre, chaque Colonie ne devoit avoir qu'une voix dans les délibérations. L'ouverture du Congrès se fit au mois de Septembre de cette même année, dans la grande salle de l'Hôtel-de-ville de Philadelphie, où Peyton Randolph, dont le patriotisme s'étoit signalé, fut élu Président de l'assemblée. Les premières délibérations eurent pour objet l'emploi des armes & l'importation des marchandises Britanniques ; le Congrès autorisa les voies de fait, & proscrivit l'importation. Pour mieux juger des forces de l'Amérique confédérée, on fit un dénombrement général de ses habitans réunis sous la direction du Congrès. Il se montoit à trois millions d'hommes, sans y comprendre les habitans de la Georgie, qui étoit encore une Colonie trop foible pour prendre part à la querelle dans ces momens difficiles. On régla sur ce nombre bien constaté, les moyens de résistance active & passive.

Tandis que les Chefs de la confédération apprécioient ses forces & conſtatoient ſa puiſſance, le comté de Suffolk eut le premier la gloire d'offrir un plan raiſonné d'inſurrection, qui fut adopté par les autres provinces. C'étoit un arrêté bien formel de protéger l'ancienne adminiſtration des Colonies contre les entrepriſes du Parlement; de juger ſur les chartes de la légitimité d'un Tribunal, &, s'il en étoit beſoin, d'employer la force, pour en maintenir les droits & la compétence; d'autoriſer les Officiers comptables à ſuſpendre leurs payemens, juſqu'à ce que le Congrès en eût ordonné; d'aſſigner un terme aux Employés de la Cour, pour la démiſſion de leurs offices, paſſé lequel terme ils ſeroient déclarés ennemis du peuple; de changer la diſcipline des milices; de ſoumettre à de juſtes repréſailles les Agens du Roi, en cas de violences exercées en ſon nom contre les Américains; d'établir une correſpondance entre les divers comtés, pour faciliter la réunion des troupes, le paſſage des renforts & la circulation des forces reſpectives. Cette convention

1774. Plan d'inſurrection.

1774. proviſoire du comté de Suffolk eut les ſuffrages unanimes du Congrès.

Situation des Boſtoniens. Cependant les troubles croiſſoient de plus en plus dans la Nouvelle-Angleterre. D'une part, les vexations, les injuſtices, tous les abus d'une aveugle autorité ; de l'autre, l'indignation, l'impatience du joug & l'enthouſiaſme de l'indépendance, faiſoient régner tout-à-la-fois les excès du deſpotiſme & les déſordres de l'anarchie. Malgré les ſouſcriptions ouvertes pour ſecourir les Boſtoniens, & les contributions volontaires des Colonies, ils éprouvoient tous les malheurs qu'entraîne la préſence d'une armée ennemie. Le Général Gage avoit ſous ſes ordres dix régimens, dont cinq inveſtiſſoient Boſton ; il en avoit logé trois dans la ville, & les deux autres étoient allés renforcer la garniſon de Salem. Dans cette affreuſe détreſſe, les Chefs des Boſtoniens n'oſoient encore arborer ouvertement l'étendard de la révolte ; ils craignoient le nom de rebelles, & croyoient toucher le terme au-delà duquel l'inſurrection n'eſt plus un uſage légitime de la liberté, même dans la conſtitution Angloiſe. Ils

furent tentés un moment d'évacuer leur ville, & de l'abandonner aux troupes royales. Le Congrès désaprouva ces vains scrupules, & les Bostoniens reprirent courage. 1774.

Dans ce même temps, le Lieutenant-colonel Charles Lée s'étoit mis à la tête des milices continentales qu'il exerçoit à ne point redouter les troupes Européennes. Pour les assaillir, ces nouveaux soldats n'attendoient que l'occasion d'un premier mouvement; & sur le faux bruit que deux régimens étoient en marche pour aller prendre possession du fort de Portsmouth, trois cents cinquante Américains s'armèrent à la hâte & vinrent sommer le Capitaine Cookran d'en sortir avec sa garnison. Ce Commandant refusa d'évacuer le fort, & fit pointer deux canons. Alors la troupe escalada les remparts, désarma le Capitaine & ses gens, s'empara de quatre-vingt-dix-sept barils de poudre qui furent transportés dans les terres. Mais rien n'encouragea les Confédérés comme la défection d'un corps de troupes considérable, que Lord Dunmore venoit d'employer avec succès contre les Sauvages de la

Escalade du fort de Portsmouth.

Défection d'un corps de troupes royales.

1774. Virginie. Ces soldats incorporés dans les armées continentales, y portèrent leur discipline ; & ce fut une acquisition précieuse pour les Colonies. Lord Dunmore ne se le dissimuloit pas ; il se vengea par des actes d'une barbarie sans exemple. Les Américains étoient disposés à tout souffrir pour la liberté ; & cette résolution étoit encore fortifiée par les circonstances qui commençoient à leur devenir favorables, même en Angleterre. Leur courage avoit intéressé les quatre parties du monde ; il leur fit trouver des amis même au sein de la Métropole. La conduite du Parlement devoit en grossir le nombre.

1775. Acte de Québec. Débats dans le Parlement.

Contre l'avis des personnes les plus éclairées du royaume, & malgré les représentations du Maire, des Aldermans & du Conseil de ville, le bill pour l'administration militaire du Canada venoit de passer à la pluralité des voix. Cet acte qu'on va faire connoître, fut regardé par les bons patriotes Anglois comme un attentat direct contre la liberté de cette grande province, & comme un acheminement au pouvoir arbitraire dans les autres parties de l'Empire Britan-

nique. Par le nouveau bill, les limites du Canada étoient reculées de manière à rapprocher conſidérablement celles de la Nouvelle-Angleterre, de la Nouvelle-Yorck & de la Penſylvanie. Une nouvelle forme de gouvernement privoit les Canadiens du bénéfice des loix Britanniques. Tous les Membres du Conſeil légiſlatif étoient à la nomination du Roi, & gagés aux frais de la Couronne. Les aſſemblées provinciales étoient abolies; & le Gouverneur n'avoit beſoin que de la ſanction du Conſeil pour créer de nouvelles loix. C'étoit mettre à ſa diſpoſition & les droits & les propriétés des Citoyens. Celles de MM. Penn ſe trouvoient directement attaquées dans la Penſylvanie; ils furent les premiers à ſe plaindre de l'extenſion des limites du Canada. Pluſieurs Négocians y virent la ruine de leur commerce. Enfin il y eut à ce ſujet beaucoup de murmures; & l'on ne ſait pas ce qui en auroit réſulté, pour peu qu'on eût mis de lenteur dans l'exécution de ces coups d'autorité; mais le Roi ſe hâta d'en prévenir les ſuites. Le 22 Juin il ſe rendit au Parlement, où il donna ſon conſen- 1775.

tement royal aux bills passés dans la
1775. session, ce qui empêcha les mécontens de faire éclater publiquement leurs alarmes. L'acte de Québec n'en parut pas moins une violation des Constitutions Britanniques, un essai funeste qui laissoit percer le dessein secret d'envahir la moitié des provinces Américaines pour subjuguer l'autre moitié. On croyoit déjà voir le gouvernement arbitraire, le despotisme & ses chaînes passer du Canada dans les autres Colonies. Ce fantôme exalta les imaginations Angloises, & donna de la consistance & la plus grande énergie au parti de l'opposition. William Pitt, Comte de Chatam, dans la Chambre des Lords, & John Wilkes, dans la Chambre des Communes, firent tonner leur éloquence en faveur des Américains. Ils conjuroient la mère-patrie de tendre les bras à des sujets aigris par l'injustice & soulevés par la tyrannie; ils préfageoient les suites de ces troubles funestes, & comparoient l'état présent de l'Amérique septentrionale à celui de la Grande-Bretagne avant le triomphe de la liberté. « Si nos pères, disoit Wilkes, suc-

tombant ſous les coups du pouvoir arbitraire, avoient vu périr leurs Chefs ſur des échafauds, ils ſeroient encore appelés des rebelles ; ils ont détrôné, renverſé les tyrans, & nous célébrons cette révolution glorieuſe ». 1775.

« L'Angleterre, s'écrioit Lord Chatam, cette île ſi fière de ſes conquêtes & de ſa liberté, a donc changé ſes loix civiles en ordonnances militaires ? Comment ce peuple, qui tant de fois prodigua ſon ſang pour éviter le deſpotiſme, vient-il de courber ſa tête ſous le joug, & de forger ſes propres chaînes ? »

La voix impoſante de cet ancien Miniſtre, à qui l'Angleterre devoit ſa grandeur, fit d'abord une vive impreſſion ; on crut un moment que les troupes de Boſton alloient être rappelées ; mais les remontrances de Lord Chatam & les adreſſes des principales villes du royaume, n'eurent pas plus d'effet que les pétitions du Congrès Américain, dont les Agens n'avoient pu ſe faire entendre ni à la Cour, ni au Parlement. Ils furent écartés ſous de vains prétextes d'illégalité & d'incompétence. Benjamin Franklin étoit un de ces Députés.

1775. Ayant perdu tout espoir d'établir une négociation entre l'Angleterre & l'Amérique, il s'embarqua pour Boston; & l'on ne peut trop s'étonner que des Ministres, à qui les attentats ne coûtoient guère, n'aient pas saisi cette occasion d'enlever aux provinces confédérées un aussi ferme appui de leur liberté renaissante. Mais la sécurité des Royalistes en Europe, & leurs violences en Amérique, mettoient d'éternelles barrières aux voies de pacification. Dix mille Bostoniens en état de porter les armes, furent vingt fois à la veille d'en venir aux mains, avec les six mille soldats, qui chaque jour les insultoient dans leurs propres foyers; par l'imprudence du Gouverneur, peu s'en fallut que Boston ne devînt le théâtre d'un massacre général. Cependant tout sembloit devoir imposer à la fierté de Gage. On faisoit de tous côtés, & presque sous ses yeux, des préparatifs de guerre effrayans. Les provinciaux s'étoient déjà procuré une artillerie formidable; & comme ils ne vouloient point rester dans la dépendance de l'Europe pour les munitions de guerre, ils avoient proposé des récompenses

Dispositions & préparatifs des Américains.

à quiconque produiroit tant de quintaux de poudre à canon, fabriquée avec les matériaux des Colonies. Une fonderie de canons fut établie dans les derrières de la Nouvelle-Yorck; & l'on conſtruiſit des moulins à poudre dans la Penſylvanie. Gage, informé qu'on préparoit à Salem un nouveau train d'artillerie, conçut le projet de l'enlever à l'inſu des habitans. Ses meſures étoient mal priſes; & le régiment chargé de cette expédition, n'ayant pu réduire les Bateliers, qui ſeuls défendoient la côte avec leurs perches & leurs avirons, fut obligé de ſe retirer au milieu des huées. Le Gouverneur comprit enfin qu'il avoit affaire à des hommes, & non pas à des eſclaves *mutinés*, qualification injurieuſe qu'il s'étoit d'abord permiſe envers les Anglo-Américains, & dont ils lui faiſoient ſentir chaque jour l'indécence & l'impropriété. Il devoit ſur-tout regreter qu'un miniſtère aveugle eût aſſocié toute la Nouvelle-Angleterre à l'interdit de Boſton. Cette imprudence venoit d'enchaîner les quatre provinces à la même deſtinée, de reſſerrer les nœuds déformais indiſſolubles de la ligue Américaine,

1775.

de ruiner en un mot toute eſpérance
1775. de conciliation. Le ſignal de la guerre civile étoit donné; & le ſang alloit couler pour la cauſe de l'indépendance ou de la tyrannie.

Journée de Lexington. Le Chevalier Gage ſongeoit depuis quelques jours, à ſurprendre le Congrès provincial aſſemblé à Concorde. Il fit embarquer pour cette expédition un détachement de neuf cents hommes, ſous les ordres du Lieutenant-colonel Smith & du Major Pitcarn. Cette troupe alla deſcendre à Philips-Farm, d'où elle ſe rendit à Lexington. Le bruit de ſa marche avoit déjà porté l'alarme dans ce bourg. Une compagnie de milice attendoit le moment d'y paſſer en revue; Smith la ſomma de mettre bas les armes; elle ne répondit que par des bravades. Quelques ſoldats Anglois firent feu ſur cette poignée de provinciaux; & à l'inſtant même, le Commandant, irrité de leur bonne contenance, ordonna une décharge
Le 19 Avril. générale. Dix-ſept miliciens furent renverſés, & huit moururent ſur la place; les autres prirent la fuite, & vinrent ſe rallier à quelque diſtance. D'autres milices raſſemblées à la hâte

ſe joignirent à eux ; l'ardeur de la vengeance les précipita ſur les traces de Smith, qui déjà ſe flattoit d'un ſecond triomphe, lorſqu'il vit accourir au ſecours de l'ennemi une petite armée avec laquelle il ne put ſe meſurer long-temps. Les Anglois ſe replièrent en déſordre vers Lexington ; mais dans cette déroute, ils rencontrèrent Lord Percy qui venoit les ſoutenir avec mille hommes & deux pièces de campagne. Malgré ce renfort, ils n'oſoient faire face à cette milice ; & après avoir mis le feu à Lexington, Smith hâtoit ſa retraite, toujours harcelé par les Américains qui l'obligèrent enfin à accepter le combat. Il eſſaya de les foudroyer avec ſon artillerie ; mais, quoique privés de ce ſecours, ils remportèrent la victoire, & continuèrent de charger les Anglois juſqu'à la chauſſée de Charles-Town. Cette action glorieuſe ne coûta que cent hommes aux Inſurgens. Il y eut du côté des Royaliſtes deux cents morts, trois cents bleſſés & un grand nombre de priſonniers. 1775.

La nouvelle de ce combat ſe répandit auſſitôt dans la province, où la fureur s'empara de tous les habitans. Camp devant Boſton. Avantages des Américains. Leurs forces.

Ils coururent aux armes ; & dans ce
1775. premier mouvement, ils vouloient ſe jeter dans Boſton & maſſacrer la garniſon Angloiſe. Le ſage Arthemus Ward, leur nouveau Général, arrêta cette impétuoſité ; & ſaiſiſſant des moyens de vengeance mieux combinés, il vint aſſeoir un camp de vingt mille hommes aux environs de Cambridge. Le Colonel Putnam s'étoit déjà rendu maître d'un poſte avantageux à Roxbury, d'où il interceptoit les convois deſtinés pour Boſton. Un corps de Volontaires aux ordres du Colonel Eaſton, venoit de s'emparer du fort de Ticondérago, qui, ſous le nom de fort *Carillon*, ouvre la communication du Canada & de la Nouvelle-Angleterre. Le même détachement prit auſſi Cown-Point & Skeneſborough, deux forts importans, dont la garniſon fut faite priſonnière. Dans ce même temps, on apprit à Boſton l'enlèvement d'un convoi conſidérable, que la garniſon, déjà mal pourvue, attendoit avec impatience. Gage entouré d'ennemis toujours vainqueurs, & jamais las de vaincre, n'avoit d'eſpoir que dans les troupes qui lui venoient d'Angleterre,

William Howe, Burgoyne & Clinton, s'étoient embarqués avec quatre mille hommes d'Infanterie, cinq cents chevaux & cinq compagnies d'Artillerie. D'autres corps de troupes devoient les ſuivre ; & le Parlement offroit de rétablir les ſoixante mille hommes des Milices réformées depuis la dernière guerre. Pour mieux aſſurer la ruine des Anglo-Américains, on parloit dans les Chambres de ne pas ſe fier uniquement à des ſoldats Anglois, & de ſoudoyer ſeize mille étrangers pour cette exécution. 1775.

A ces formidables projets, les Colonies oppoſoient des forces réelles. Un corps de ſix mille hommes des Milices de Rhode-Iſland s'étoit joint à l'armée d'Arthemus Ward devant Boſton. L'ordre étoit donné en Penſylvanie pour la levée de vingt mille hommes, dont la deſtination fut de ſe porter en tous les lieux où les appelleroit l'intérêt de la cauſe commune. Quatre mille hommes de la même province furent choiſis pour veiller à la ſûreté du Congrès général, qui venoit de r'ouvrir à Philadelphie les ſéances de la ſeconde année. On diſtinguoit parmi les Députés, Silas

1775. Seconde année du Congrès. Promotion d'Officiers Généraux. Washington Généraliſſime.

Déane, Samuel Adams & John Hancock, élu Préſident à la place de Peyton Randolph. Une des premières opérations du Congrès, fut de procéder à la nomination d'un Commandant général de toutes les troupes Américaines. Parmi les Officiers généraux, Ward, Putnam, Gates, Schuyler, avoient à faire valoir une bravoure éprouvée & des ſervices récens ; mais Charles Lée l'emportoit ſur eux par l'éclat de ſes talens déjà ſignalés au Canada, en Allemagne, en Portugal & dans la moitié de l'Europe. Il eſt à croire qu'il eût obtenu ce premier rang, malgré ſa qualité d'étranger, s'il en avoit eu l'ambition. Il y renonça pour le bien du ſervice ; & remplit alternativement, & ſans aucun titre, les fonctions d'Ingénieur, de Commiſſaire, de Commandant d'artillerie & de Général d'armée. Le choix pouvoit être incertain entre les quatre autres contendans ; il ne le fut point dès qu'on eut jeté les yeux ſur George Washington, qui, livré à la culture de ſes plantations, oublioit dans la retraite ſa renommée & les lauriers dont il s'étoit couvert au ſervice de

l'Angleterre ; elle avoit à ſe reprocher le même oubli. Le danger de la patrie réveilla l'ardeur martiale de Washington ; & il n'eut qu'à ſe montrer pour réunir tous les ſuffrages. Le Congrès le nomma Généraliſſime de ſes armées. Ward, Schuyler & Putnam, eurent le titre de Majors généraux, & Gates celui d'Adjudant général. Cette promotion faite, Washington & Lée ſe rendirent au camp devant Boſton, où William Howe venoit de débarquer ſes troupes. 1775.

Affaire de Bunkers'hill.

Ce Général Anglois qui, l'année précédente, avoit promis à ſes conſtituans, lors de ſon élection au Parlement, de voter en faveur des Colonies, brûloit maintenant de ſignaler ſon courage contre les Américains. Iſmaël Putnam & le Docteur Warren, lui en fournirent l'occaſion, en plaçant deux mille hommes de l'armée de Cambridge ſur les hauteurs de Bunkers'hill, poſte avantageux auprès du fauxbourg de Charles-Town (1), & dont le Général Gage avoit eu

(1) Ce fauxbourg, ſitué ſur la peninſule du Nord, à l'entrée de la baie de Boſton, conſiſtoit en quatre cents maiſons qui furent réduites en cendres.

1775. deſſein de s'emparer. Cinq cents hommes des Milices de Connecticut venoient de renforcer le détachement de Putnam, qui travailloit à ſe fortifier dans ce poſte. Howe, ambitieux de l'en déloger, détacha trois mille hommes de l'armée Royale, ſe mit à leur tête, paſſa *Charles-River*, & vint débarquer à cinq cents pas du retranchement. Il avoit diviſé ſa troupe en deux corps; l'un marcha droit à l'ennemi, & l'autre tourna la montagne pour lui couper la retraite. Mais les Anglois s'étoient trop avancés; la mouſqueterie des ſoldats de Putnam les força de reculer. Ils revinrent à la charge; & leur ſeconde attaque fut tout auſſi malheureuſe que la première. Dans ce déſordre, Howe fut ſecouru par un renfort de mille hommes que lui amenoit le Général Burgoyne. Les deux troupes réunies pénétrèrent enfin dans les lignes; & les Américains abandonnèrent leur champ de bataille. Quoique pourſuivis aſſez vivement, ils trouvèrent le moyen de ſe rallier, & renouvelèrent un combat qui ſe termina à leur avantage. Les Anglois s'attribuèrent la victoire, parce

que les Américains avoient changé de position; mais on ne peut contester à Putnam & à ses deux mille cinq cents miliciens, la gloire d'avoir fait plier, à trois reprises différentes, quatre mille hommes, l'élite de l'armée Royale, & qui avoient à leur tête les deux plus grands Généraux de cette armée. Si le brave Warren fut tué dans cette action meurtrière, de tous les Officiers Anglois, le Général Howe fut le seul qui n'y reçut pas de blessures. Cependant les Membres de la Chambre haute, dont l'avis étoit de réduire les Colonies par la force, ne cessoient de motiver cet avis sur la lâcheté des Américains. Cette imputation injurieuse étoit bien démentie par les faits, & ne pouvoit être énoncée sérieusement dans les graves assemblées des nobles Pairs; rien ne prouve mieux que la décence & l'équité ne présidoient pas toujours à leurs délibérations. 1775.

Les Membres du Congrès mettoient plus de noblesse & de dignité dans leurs reproches. Le Manifeste qu'ils publièrent pour justifier leur conduite aux yeux des nations, offre de vigoureuses & fréquentes sorties contre les Manifeste du Congrès.

1775. Anglois, & ne préſente pas une injure directe. Un fragment de cette pièce ne ſera point déplacé dans notre Hiſtoire, & peut juſtifier l'idée qu'on s'eſt faite de l'auguſte aſſemblée de Philadelphie. « Nous déclarons, eſt-il dit dans ce Manifeſte éloquent & patriotique, ne vouloir pas laiſſer à nos enfans une indigne ſervitude. Notre cauſe eſt juſte, nos reſſources ſont grandes ; nous déclarons à la face du ciel & de la terre, que nous employerons, avec une conſtance inébranlable, les armes que nos ennemis nous ont forcés de prendre. Réſolus de mourir libres plutôt que de vivre eſclaves, nous ne combattons point pour faire des conquêtes ; nous montrons au monde étonné, le triſte ſpectacle d'un peuple outragé ſans aucun prétexte, par des adverſaires qu'il n'avoit jamais provoqués. Ils ſe vantent, ces ennemis orgueilleux, d'être humains & civiliſés ; & ils nous offrent la ſervitude ou la mort. Nous nous ſommes armés pour la défenſe d'une liberté dont nous reçûmes le bienfait avec celui du jour ; & pour conſerver des biens acquis par l'honnête induſtrie de nos an-

cêtres. Nous reſterons armés tant que nos agreſſeurs continueront leurs hoſtilités, tant que nous aurons à redouter de nouvelles inſultes ».

1775.

Les réſolutions manifeſtées dans cette déclaration, n'étoient point une vaine bravade ; elles s'effectuoient chaque jour ſous les yeux des Gouverneurs Anglois, qui diſſimuloient avec affectation les avantages de l'ennemi, ſans pouvoir étouffer le cri de la renommée qui les portoit juſqu'à Londres. La nouvelle des derniers combats avoit jeté l'alarme dans le parti royaliſte & dans celui de l'oppoſition. Le Conſeil de ville oſa préſenter au Roi une adreſſe, où la réſiſtance des Colons étoit appelée un droit naturel qu'il falloit protéger ; où les Miniſtres étoient qualifiés de corrupteurs, accuſés d'un infâme trafic des intérêts de la patrie, inculpés de tous les excès où peut ſe porter l'eſprit de ſubverſion, de *papiſme* & de tyrannie. On y repréſentoit le Parlement comme un Sénat d'eſclaves vendus au parti qui mettoit le plus haut prix à leurs ſuffrages. Sa Majeſté Britannique étoit ſuppliée de vouloir bien chaſſer ſes Miniſtres & diſſoudre un

Alarmes en Angleterre. La préſence de Lord Chatam appaiſe les troubles.

1775. Parlement qui, dès sa formation, s'étoit vu couvert du mépris national. Les alarmes du Ministère avoient un autre objet; il craignoit que George III ne cédât enfin aux clameurs des mécontens qui, dans leurs murmures, se prévaloient des premières défaites de l'armée Royale, des formidables apprêts de l'Amérique insurgente, des frais énormes d'une guerre ruineuse & tyrannique, & sur-tout des bruits répandus alors sans fondemens, que la France alloit prendre parti dans cette guerre. Pour prévenir un soulèvement intérieur, des invasions étrangères & l'inconstance de George, la ressource des Ministres fut de recourir aux lumières du Comte de Chatam qu'ils venoient de proscrire, de ce même Pitt, que trente-cinq Lords avoient condamné, qui auroit péri dans la tour de Londres, si la seule voix du Duc de Gloceſter n'avoit mis de son côté la pluralité des suffrages. On députa cinq Couriers à cet ancien Ministre, qui, comblé d'ans & de gloire, n'étoit sensible qu'aux malheurs de son ingrate patrie. Il vole à son secours; & la présence de ce généreux Citoyen appaise

appaise les murmures. Le Ministère profite de ce calme, & rejette les conseils de Chatam. On parloit de paix dans les Chambres du Parlement, en même temps qu'on donnoit des ordres pour mettre tout à feu & à sang dans les provinces Américaines. 1775.

Cruautés exercées contre les Américains.

Ces ordres barbares trouvoient des exécuteurs ardens à remplir les vues du Ministère; & si les sept mille hommes qui restoient à peine des seize mille soldats envoyés au Chevalier Gage depuis l'interdit de Boston, ne pouvoient plus tenter d'entreprises bien meurtrières, on se dédommageoit sur les prisonniers Américains, du mal qu'on ne pouvoit faire aux Américains en liberté. Gage se porta contr'eux à des excès d'inhumanité qui lui attirèrent de la part du Général Washington des reproches & des menaces. Il répondit qu'il devoit ce traitement à des rebelles; & cette réponse imprudente exposa les Anglois à des représailles d'autant plus redoutables, que le nombre des prisonniers royalistes étoit le triple des prisonniers insurgens. Lord Dunmore, ce tyran de la Virginie, dont il se disoit Gouverneur, privé de ses fonc-

tions dans l'intérieur de la province,
1775. s'amuſoit ſur les côtes à ravager & brûler des villages. Il avoit fait une deſcente à Norfolk, & ſe propoſoit d'y fixer ſon gouvernement ; mais les Milices des environs le forcèrent bientôt à ſe rembarquer. Il gagna la Floride, après avoir ſignalé ſa fuite par l'incendie de Norfolk & de Portſmouth. Pluſieurs habitans périrent dans les flammes ; & l'on y comptoit beaucoup d'Anglois attachés par état au parti des Royaliſtes. Quant aux richeſſes, on porta le dommage juſqu'à trois cents cinquante mille livres ſterling. Gui Carleton, Gouverneur du Canada, exerçoit des violences d'un autre genre contre tous ceux qui, mécontens du gouvernement arbitraire, laiſſoient exhaler des plaintes contre la loi martiale & les autres abus d'une adminiſtration toute militaire. En vertu de cette loi tyrannique, il fit pendre comme rebelles pluſieurs Colons, dont tout le crime étoit de ſoupirer après l'ancien gouvernement.

Carleton régnoit en deſpote ſur les malheureux habitans de cette vaſte province ; les pouvoirs qu'il avoit reçus de la Métropole ne connoiſſoient

point de bornes. Comme il y joignoit beaucoup de talent & d'expérience dans l'art de la guerre, il étoit de l'intérêt des provinces confédérées de protéger les Canadiens contre ce Gouverneur non moins habile qu'entreprenant, & de faire ainsi diversion au projet qu'il avoit formé, disoit-on, de venir attaquer Philadelphie. Le danger paroissoit instant ; & pour éviter toute surprise, le Congrès avoit déjà transféré ses assemblées à Harfort. On craignoit une invasion dans la Nouvelle-Angleterre ; il fut décidé qu'on tenteroit une invasion dans le Canada. Ce projet imaginé par Washington, & dont l'armée royale ne pouvoit gêner l'exécution, offroit d'un autre côté des obstacles presque insurmontables. Il falloit traverser des routes difficiles pour le transport des bagages & de l'artillerie ; les préparatifs de l'expédition exigeoient des frais énormes ; on ne savoit comment pourvoir à l'approvisionnement des troupes en pays ennemi. Ces considérations firent changer d'abord l'objet de l'entreprise ; & il ne fut plus question d'envahir cette grande province, mais d'y faire une diversion

1775.

Projet d'une invasion dans le Canada.

utile. Il suffisoit pour cela d'une très-petite armée ; & les Généraux Schuyler & Montgommery (1) furent chargés de conduire, par la route des lacs, deux mille hommes dans le haut Canada. Sur ces entrefaites, Bénédict Arnold, guerrier peu connu jusqu'alors, vint offrir un autre plan d'expédition plus hardi, plus décisif & d'une exécution encore plus difficile. Il s'agissoit de porter l'alarme jusqu'aux pieds des remparts de Québec, par un chemin regardé comme impraticable.

1775.

Marche d'Arnold.

Ce projet d'abord combattu, mais présenté avec cette assurance qui présage le succès, fut approuvé de Washington ; & le brave Arnold partit de Boston pour Newberry avec douze cents hommes. Il y embarqua ses troupes, qui, arrivées à l'embouchure du Kenebec, dans la Nouvelle-Hamp-

(1) Richard Montgommery ; ancien Capitaine de Grenadiers au régiment de Monkton, avoit fait toute la dernière guerre, & s'étoit distingué dans la fameuse campagne du Général Wolfe contre Québec. A la paix de 1763, il quitta l'armée ; & quoiqu'Irlandois de nation, s'établit à New-Yorck, où il devint un Américain adoptif par son mariage avec une demoiselle de la famille de Livington.

shire, le remontèrent jusqu'à sa source. Deux cents bateaux les avoient reçues à Gardenevtown; mais les cataractes, la rapidité du courant & les gués de la rivière, nécessitoient de fréquens portages qui accabloient les soldats: ils étoient obligés à tout moment de charger les bateaux sur leurs épaules; & ils eurent à soutenir ce travail incroyable, pendant douze milles, dans un seul portage. Il leur fallut traverser des montagnes, des rochers & des précipices jusqu'alors inaccessibles aux hommes, des bois non moins anciens que le continent, des marais bourbeux & profonds qu'ils affermissoient en les franchissant. Leurs plus fortes journées étoient de six milles; & ils n'avoient de vivres que pour un petit nombre de jours. Lorsqu'ils arrivèrent à la source du Kenebec, la disette, les maladies, la désertion, avoient réduit la troupe à huit cents cinquante hommes. Dans cette marche digne d'Annibal, Arnold les animoit par son exemple; il soutint leur courage jusqu'au terme desiré de tant de fatigues. Les Canadiens les reçurent comme des amis & des frères, & leur fournirent à 1775.

crédit d'abondantes proviſions. La
1775. garantie perſonnelle du Général Waſhington avoit paru ſuffiſante pour aſſurer leur dette ; mais l'invitation qu'il leur faiſoit par une proclamation qu'Arnold ſe hâta de publier, ne put les déterminer à ſe ranger ſous l'étendard de la liberté. L'influence du pouvoir arbitraire avoit déjà produit une partie de ſon effet ; leur courage commençoit à s'énerver ; & il n'y en eut que trois cents qui osèrent s'enrôler dans la troupe d'Arnold.

Montgommery fut un peu plus heureux à cet égard. Il étoit à peine arrivé au fort Saint-Jean, ſitué ſur la rivière de ce nom, & qui commande l'entrée du haut Canada, que ſix cents habitans vinrent groſſir ſa petite armée. Cet habile Officier avoit déjà ſu débaucher un aſſez grand nombre de Sauvages ; mais il perdit un détachement par l'imprudence d'un certain Allen, qui, ſans ordre du Général, avoit tenté de ſurprendre Montréal, & s'étoit laiſſé battre par un parti de Royaliſtes. Ce Partiſan fut pris avec quarante de ſes compagnons ; & le Général Preſcot, qui commandoit

dans le fort Saint-Jean, ne leur épargna pas les mauvais traitemens. Carleton les envoya pieds & mains liés en Angleterre, où l'on commença l'inſtruction de leur procès. Ils furent relâchés après quelques mois d'une priſon rigoureuſe, & ne durent leur ſalut qu'à la crainte des repréſailles. 1775.

Quoique privé de Schuyler, qui étoit allé conclure un traité avec les Sauvages, Montgommery n'en pouſſa pas moins vigoureuſement le ſiége du fort Saint-Jean. Pour ſe procurer les munitions qui commençoient à lui manquer, il réſolut d'attaquer le fort Chambly. Cette place ne tint pas plus d'un jour; & le Colonel Livingſton, à qui appartient la gloire de l'expédition, y trouva des vivres, du canon & cent vingt barils de poudre. Cet avantage décida la priſe du fort Saint-Jean, que Preſcot défendoit courageuſement en attendant les ſecours que lui amenoit Carleton; mais le prévoyant Montgommery avoit détaché de ſon armée un parti de cinq cents Braves, qui allèrent à la rencontre du Gouverneur, le joignirent à Longueil, diſſipèrent ſa troupe qui étoit de mille Priſe du fort Saint Jean.

1775. hommes, & le forcèrent à se retirer avec les débris de son détachement. Montgommery avoit poussé les travaux du siége jusqu'aux ouvrages intérieurs du fort ; il se disposoit à l'assaut, lorsque le parti vainqueur de Carleton reparut avec les prisonniers. Sans perdre de temps, les assiégeans firent sommer Prescot de capituler ; & comme cet Officier n'espéroit plus d'être secouru, il se rendit le 3 Novembre, jour auquel Arnold avoit pénétré dans la partie basse du Canada. Montgommery n'abusa point de ses avantages. Le Commandant du fort Saint-Jean sortit avec les honneurs de la guerre ; les Officiers gardèrent leurs épées, & la garnison emporta ses bagages. Elle consistoit en cinq cents hommes de troupes réglées, & deux cents Volontaires Canadiens, qui tous furent faits prisonniers.

Dangereuse position du Gouverneur Carleton.

Ce fort ouvroit à Montgommery le passage du fleuve Saint-Laurent ; il ne tarda pas à se montrer devant Montréal, où Carleton s'étoit réfugié. Le Général Américain se préparoit à former le siége de cette ville, trop foible pour résister long-tems. Les

habitans proposèrent une capitulation; & il en accorda tous les articles, hors un seul, qui étoit la liberté du Gouverneur. S'il n'y avoit point de sûreté pour lui dans la place, on s'étoit précautionné pour qu'il y en eût moins encore à bord des vaisseaux. Des batteries élevées au confluent de la rivière Sorel & du fleuve Saint-Laurent, leur fermoient tout chemin à la retraite; & des bateaux armés d'artillerie légère les forçoient de se porter sous le feu de ces batteries. Il paroissoit impossible que le Gouverneur échappât; mais une nuit plus ténébreuse que les autres, trompa la vigilance des Américains. Carleton, déguisé en matelot, se sauva dans un bateau, & fut conduit sans accident à Québec. 1775.

Siége de Québec.

Depuis trois jours, Arnold échappé à mille dangers, avoit campé sa petite armée aux environs de cette ville, où Montgommery devoit le joindre avec l'élite de ses troupes & une bonne artillerie. La rigueur de la saison suspendoit les combats dans toute l'Amérique; & ces deux Généraux alloient assiéger la plus forte place du continent. Les neiges & les

glaces ne ralentiſſent point l'ardeur
1775. de Montgommery ; il arrive devant Québec avec une célérité incroyable ; & tandis que la troupe d'Arnold en occupe les différentes avenues, & coupe tous les paſſages, il fait ſes diſpoſitions pour une attaque générale. Avant que de rien entreprendre, il crut devoir écrire au Gouverneur pour le ſommer de ſe rendre, & de prévenir les ſuites d'un aſſaut. L'intrépidité de Carleton, incapable de céder à la force, ne fut pas ſans doute ébranlée par des menaces ; il fit tous les préparatifs néceſſaires pour une belle défenſe. Sa bravoure en inſpira même aux plus timides ; &, ſans excepter le Clergé catholique qu'il protégeoit, tous les habitans de Québec ambitionnèrent de ſe montrer courageux dans cette journée. De leur côté, les aſſiégeans ſe flattoient d'arborer inceſſamment l'étendard de la liberté ſur les remparts de la place aſſiégée ; Montgommery étoit réſolu de périr ou de réaliſer l'eſpoir de ſes concitoyens. Pour choiſir un genre d'attaque conforme à cette réſolution, ſon premier deſſein avoit été de forcer la haute ville, que les aſſiégés

croyoient imprenable ; dans cette confiance, ils s'étoient portés avec toutes leurs forces dans la baſſe ville. Le ſuccès eût couronné l'entrepriſe du Général Américain, ſi des traîtres n'avoient inſtruit Carleton de toutes les diſpoſitions de Montgommery. Aux mouvemens de la garniſon, ce Général comprit qu'il étoit trahi. Il changea tout-à-coup l'ordre de ſes attaques, & fit ſemblant de vouloir forcer les deux villes à la fois, quoiqu'il n'y eut que la baſſe ville d'attaquée réellement. Cette habile manœuvre jeta l'alarme dans Québec, & favoriſa les efforts d'Arnold, qui s'étant emparé de la première batterie, alloit emporter la baſſe ville, lorſqu'un coup de feu lui fracaſſa la jambe & le força d'abandonner le combat. Montgommery redoubla d'effort, & pendant quelques heures, ſoutint tout le poids du commandement avec un ſang-froid qui le diſputoit à ſa valeur. Il s'étoit déjà ſaiſi d'un poſte, & alloit en emporter un autre ; mais il ne devoit point entrer dans Québec. Un boulet de canon l'arrêta dans ſa courſe triomphante ; ſa mort ſauva la place. 1775.

Mort du Général Montgommery.

1775. Les compagnons d'Arnold ignoroient ce malheur ; quoique privés de leur Chef, pendant trois heures, ils disputèrent la victoire contre une garnison rassurée par leur petit nombre, qui n'étoit plus que de trois cents. Ils furent obligés de céder, & se rendirent prisonniers de guerre. Les soldats de Montgommery n'eurent pas la consolation de rendre à leur Général les honneurs de la sépulture ; (1) Carleton avoit fait enlever son corps ; il se chargea de ce soin en ennemi généreux.

Le brave Arnold, toujours arrêté par sa blessure, gémissoit de ce désastre & pleuroit la mort d'un Héros son ami, son compagnon & son maître dans l'art de la guerre. Il voyoit avec douleur l'armée Américaine réduite à huit cents hommes,

(1) Le Congrès fit ériger à ce Héros de la liberté, un Mausolée dans la salle d'Assemblée générale de Philadelphie. Montgommery fut pleuré même des Anglois. Les plus fameux Orateurs du Parlement jetèrent des fleurs sur sa tombe, & Lord North fit son éloge. « Je conviens, dit-» il en parlant de Montgommery, que » c'étoit un Guerrier brave, humain & » généreux ».

Quoique malade, il rassembla ces foibles débris, se mit à leur tête, & vint attendre à trois milles de Québec, des renforts que le Congrès négligea de lui envoyer. Cette assemblée avoit trop compté sur le patriotisme, l'énergie & le mécontentement des Canadiens; elle croyoit d'ailleurs tout possible à la bravoure d'Arnold, qui fut élevé au grade de Brigadier général, en récompense de ses glorieux efforts. Cette campagne, digne des temps héroïques, l'avoit déjà comblé de gloire; dans ses défaites mêmes, il s'y montra toujours un excellent homme de guerre. Ne comptant plus sur les secours du Congrès, il n'avoit de ressources que dans la garnison de Montréal, où Wolter commandoit à sa place. Il manda cet Officier, avec ordre de lui amener cinq cents hommes & toute son artillerie; ce foible renfort lui paroissoit suffisant pour tenter de nouvelles entreprises. Il résolut de changer le siége de Québec en blocus, & sut rendre ainsi sa petite armée formidable, même au cœur de l'hiver. Elle intercepta des convois, brûla deux

1776.

forts, défit un parti de Canadiens
1776. envoyés au ſecours de la ville. Mais tous ces ſuccès n'étoient point déciſifs; & les Américains redemandoient un ſiége. Arnold en fait les préparatifs, & n'eſt pas plus heureux que la première fois. Les renforts envoyés d'Angleterre arrivoient au ſecours de Québec; déjà les frégates la *Surpriſe*, l'*Iſis* & le *Martin* paroiſſoient à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent. Ces trois vaiſſeaux entrèrent dans le port; & Arnold ſe hâta d'en lever le ſiége, pour aller établir ſes troupes dans quelque poſte d'où il pût tenir en échec les dix mille hommes qui alloient ſe trouver réunis par l'arrivée du Général Burgoyne.

Affaires du poſte aux Cèdres & des Trois-Rivières. Retraite d'Arnold.

Il fut réſolu dans un Conſeil de guerre d'évacuer Montréal & de ſe retirer au fort Saint-Jean; mais la lâcheté du Major Butterfield, qui céda ſans coup férir, au Capitaine Foſter, le poſte aux Cèdres; & la priſe d'un renfort envoyé pour ſoutenir ce poſte, réduiſirent Arnold à une telle extrémité, qu'il ſe vit forcé de ſonger à la retraite. Il apprit en même temps que Burgoyne venoit de

ſe montrer avec une armée, & que des régimens Anglois s'étoient mis en marche pour le bourg des Trois-Rivières, où étoit le rendez-vous marqué par Carleton. Les Américains avoient enfin reçu quelques renforts; ils formèrent le projet de ſurprendre les troupes Européennes; & le Général Thompſon fut chargé de cette expédition ſecrète. Le projet ayant été découvert, la ſurpriſe n'eut pas lieu; il fallut combattre les Anglois en raſe campagne. Ils étoient au nombre de quatre mille; Thompſon n'avoit que douze cents hommes à leur oppoſer; cependant les lignes Angloiſes furent rompues à la première attaque; mais le feu de leur mouſqueterie & de pluſieurs canons chargés à mitraille, força les Américains à ſe retirer en déſordre. Ils eurent deux cents hommes pris dans cette déroute; & Thompſon fut de ce nombre. On le conduiſit aux Généraux Carleton & Burgoyne, qui venoient de joindre l'armée; & dès ce moment, ils projetèrent ſon échange avec le Général Preſcot. Arnold n'avoit plus dans le Canada de poſte aſſez bien fortifié pour s'y 1776.

1776. pouvoir maintenir ; il se hâta d'effectuer sa retraite, & sur-tout de la rendre utile à son parti ; malheureusement un de ses moyens fut d'incendier les places qu'il étoit obligé d'évacuer.

Préparatifs pour la campagne prochaine. Traités désavantageux de l'Angleterre avec les Princes Allemands.

Tandis que la guerre régnoit, malgré l'hiver, dans les plaines du Canada, les hostilités étoient du moins suspendues dans les autres provinces de l'Amérique septentrionale ; mais on y employoit ce temps de calme aux préparatifs d'une défense vigoureuse & proportionnée aux assauts redoutables dont les menaçoit la Grande-Bretagne. La Cour de Londres venoit de traiter avec le Duc de Brunswick, le Landgrave de Hesse & le Comte de Hanau, qui lui prêtoient dix-sept mille hommes pour faire la guerre aux Américains. Par ces traités onéreux à l'Angleterre, Sa Majesté Britannique avançoit deux mois de paye à ces troupes Allemandes, qui devoient obéir à des Officiers de leur nation, & ne pouvoient être séparées que pour des opérations de guerre. Trois soldats estropiés ou un soldat mort étoient payés dix livres sterling ; & les Princes

étrangers s'attribuoient pour chaque année jusqu'à cent trente-huit mille livres sterling de subsides, qui devoient continuer en totalité & s'accroître en partie un ou deux ans après la rentrée des troupes en Allemagne. De telles conditions étoient ruineuses; & quoique les traités notifiés le 27 Février, eussent été ratifiés dans les deux Chambres, tous les articles en furent censurés par une forte opposition. On démontra que le service de ces dix-sept mille hommes seroit acheté quinze cents mille livres pour la première année; & qu'il étoit sans exemple qu'un pareil nombre de mercenaires eussent mis leur sang à un si haut prix. On contestoit au Roi le droit d'introduire des troupes étrangères dans aucune partie de la domination Britannique. On représentoit les sujets de l'Empire livrés à la barbarie de cette foule de serfs soudoyés pour les massacrer. On peignoit ces derniers comme des esclaves qui saisiroient la première occasion de secouer leurs fers, & ne manqueroient pas de chercher la liberté dans une prompte désertion. Enfin l'opposition finit par envisager ces traités comme 1776.

une leçon dont les Américains fau-
1776. roient profiter, en aſſociant auſſi des étrangers à leur querelle. Ces conſidérations étoient bien faites pour ſuſpendre la concluſion des traités; mais, comme on l'a dit, ils furent ratifiés au Parlement, & l'on crut aux fauſſes prédictions de Lord Germaine, qui ne ceſſoit de répéter que ces Allemands, réunis aux troupes nationales, alloient former un corps d'armée ſuffiſant pour réduire, en moins d'une année, toutes les provinces rebelles. Les autres Miniſtres, ſes fidèles échos, voyoient ou faiſoient ſemblant de voir dans les cinquante mille hommes qui devoient la compoſer, une Puiſſance invincible à laquelle les Colonies n'oſeroient oppoſer de réſiſtance. Les antagoniſtes du Miniſtère, qui avoient à leur tête les Ducs de Gloceſter & de Cumberland, regardoient cette armée comme déjà vaincue, & déclaroient publiquement qu'il ne falloit attendre de ces troupes mercenaires, & par conſéquent infidelles & ſéditieuſes, que de l'indiſcipline, de la révolte & des trahiſons. Ils ne fondoient pas de meilleures eſpérances ſur les troupes

nationales, qu'ils repréſentoient comme un ramas de bandits, recrutés pour la plupart dans les cachots & les mauvais lieux de la capitale. Ils peignoient des mêmes couleurs les équipages de la flotte armée pour la grande expédition d'Amérique. Cet aveu de Lord Suffolk prouve bien qu'à cette égard la Marine Angloiſe n'étoit pas tout-à-fait ſans reproches : « J'entends, dit ce Miniſtre en pleine Chambre, que l'on reçoive ſur nos vaiſſeaux des vagabonds & des gens repris de Juſtice. La vertu des matelots d'un vaiſſeau de guerre eſt-elle donc ſi délicate, qu'on la puiſſe croire ſouillée par une telle aſſociation » ? 1776.

Troupes Américaines.

Quoi qu'il en ſoit de cette opinion plus ou moins juſtifiée par la conduite des troupes Angloiſes ou Allemandes tranſplantées dans l'Amérique ſeptentrionale, n'étoit-ce pas trop préſumer d'une armée de cinquante mille hommes raſſemblés ſans choix, que d'attendre de leur valeur, dans le court eſpace d'une année, & ſous un ciel étranger pour eux, la conquête de treize provinces unies pour la défenſe de leur liberté, & réſolues de la faire triompher, ou de s'enſevelir

1776. sous les ruines de la patrie? Rien ne prouve mieux cette résolution que le parti sans doute imprudent, mais vraiment courageux, qu'avoient pris tous les habitans des côtes, de transporter au camp devant Boston leurs effets les plus précieux, & de les garantir ainsi du pillage. L'ordre en étoit donné; & l'exécution alloit le suivre, si les réflexions d'un patriotisme mieux entendu ne l'avoient fait révoquer. En effet, c'étoit exposer au hasard d'un combat les richesses de six cents lieues de côtes; d'après un calcul mieux raisonné des forces de la nouvelle République, il fut démontré que les Colonies pouvoient défendre leurs biens sans les déplacer. Leurs Milices se montoient à quatre cents mille hommes (1); & quoique peu exercées, elles ne manquoient pas de courage, comme on affectoit de le croire à Londres. Si tous les

(1) Bien entendu que la majeure partie de ces Milices n'étoit point en activité. Les Américains n'ont jamais eu plus de soixante mille hommes de troupes régulières. Les autres se tenoient dans leurs habitations, où elles s'armoient au besoin dès que l'ennemi s'en approchoit.

Officiers n'étoient pas des Washington & des Montgommery, tous étoient alors animés de cet eſprit républicain qui exclut l'intérêt perſonnel & qui n'admet ni trahiſon ni lâcheté. A leur bravoure perſonnelle, ils joignoient cet enthouſiaſme qui la communique. Cinquante mille Européens ne pouvoient triompher conſtamment des forces de l'Amérique confédérée. Les ſeuls corps raſſemblés ou prêts à l'être dans la Nouvelle-Angleterre, formoient ſoixante mille hommes, dont vingt-huit mille avoient à leur tête le Général Washington; il n'en falloit pas davantage pour faire face à l'armée royale. La Virginie & les deux Carolines avoient levé de nombreuſes légions qui apprenoient la diſcipline ſous le Général Lée. Schuyler devoit commander une armée conſidérable dans la Nouvelle-Yorck. La politique du Congrès étoit de n'employer à la fois qu'une partie de ces troupes, dont le plus grand nombre, comme on l'a dit, ſe tenoit diſperſé dans les bourgs & dans les villages, toujours prêt à ſe raſſembler au premier ſignal. 1776.

Les Américains avoient des ports Marine Américaine.

1776. bien fortifiés ; mais leur Marine étoit foible en comparaiſon des forces de terre. Leurs grands bâtimens n'étoient que de cent trente pieds de quille, & ne pouvoient porter plus de quarante canons ; encore n'en avoient-ils que ſept à huit de cette force, avec trente-cinq frégates, dont ſept de trente à trente-ſix canons, & les autres bien plus foibles. Il eſt vrai que l'échantillon de ces bâtimens étoit fort, & le même pour les vaiſſeaux de quarante canons, que celui de nos vaiſſeaux de ligne. L'Amérique n'avoit point de conſtructeurs en état d'entreprendre des vaiſſeaux de ce rang ; & ſes forêts trop âgées ne donnent pas de bois propres à cette conſtruction. On peut dire que ſes forces navales conſiſtoient dans un grand nombre de corſaires, & environ trente mille matelots. La ſeule province de New-Yorck en fourniſſoit dix mille, & près de ſoixante bâtimens ; le Jerſey, la Caroline ſeptentrionale, le Maryland, la Virginie, la Nouvelle-Hampshire, Rhode-Iſland & la Penſylvanie même étoient beaucoup moins riches à cet égard. Les comtés de Newcaſtle, ceux de Kent

& de Suſſex, & la province de Connecticut n'avoient pas un matelot. 1776.
Cependant la Marine inſurgente ſuffiſoit dès-lors pour intercepter le commerce d'Angleterre; les flottes royales ne pouvoient le garantir de cet eſſaim de corſaires qui venoient croiſer juſques ſur les côtes d'Irlande.

Telles étoient les diſpoſitions, telles étoient les forces reſpectives des deux Puiſſances, lorſque William Howe parut à Boſton avec le titre & les pouvoirs de Général & de Gouverneur. Le déſeſpoir & la famine régnoient dans cette ville; & de fréquentes déſertions groſſiſſoient chaque jour le camp général de Cambridge, où des Anglois pâles & défigurés venoient demander du pain aux Américains abondamment pourvus de vivres. Mais au milieu de cette abondance, ils avoient beaucoup à ſouffrir de l'intempérie de la ſaiſon. Leurs tentes & leurs vêtemens en lambeaux les défendoient mal contre les rigueurs d'un froid exceſſif qui en porta quelques-uns à dépouiller leurs priſonniers. Ce fut la matière d'un reproche long-temps rebattu de la part des Royaliſtes, auxquels on oppoſa les

traitemens exercés contre les Amé-
1776. ricains entaſſés dans des cachots affreux, livrés à la rage des Sauvages, ou maſſacrés par le fer des Allemands.

Siége de Boſton. Cependant le printems s'annonçoit, & la poſition des deux armées alloit devenir bien différente. Howe, plus habile que ſon prédéceſſeur le Chevalier Gage, n'étoit pas plus heureux ; il avoit tenté pluſieurs ſorties, qui toutes lui avoient mal réuſſi. Sa dernière reſſource étoit d'évacuer Boſton, & de l'incendier, conformément aux ordres de ſa Cour. Il en étoit réduit à cette extrémité, lorſque Washington prévint ce déſaſtre par un autre. Il méditoit depuis quelques jours le bombardement de la ville ; l'exécution de ce projet commença vers la pointe de Lechmore, d'où il fit jeter deux cents bombes en moins d'un jour. Pendant ce temps, il s'emparoit ſecrètement des hauteurs

Expédition de Dorcheſter de Dorcheſter, qui forment une péninſule dont l'extrémité commande le port de Boſton du côté du ſud. S'il falloit le coup-d'œil de Washington pour bien apprécier l'importance de ce poſte, il ne fallut pas moins d'activité que de réſolution,

lution pour exécuter en une seule nuit ce mouvement général des troupes campées tant à Cambridge qu'à Roxbury. Les Anglois en furent instruits à la pointe du jour; mais les retranchemens étoient déjà élevés, & les batteries érigées. Elles firent feu presque au même instant; & l'on peut dire que jamais artillerie ne fut mieux servie; les assiégés comprirent qu'il y avoit des Artilleurs Européens dans l'armée de Washington. Howe ne se flatta pas de soutenir long-temps une attaque si vive. La position de ce Général étoit cruelle; il ne pouvoit se maintenir dans Boston; & pour en sortir, il ne voyoit que des issues toutes également dangereuses. Les postes des Américains commandoient la ville & la seule grève où l'armée put s'embarquer. L'Amiral Shuldam déclara que, si l'on ne se hâtoit de les en déloger, il faudroit lever l'ancre ou risquer de voir les vaisseaux Anglois couler à fond. Howe ne pouvoit consentir au départ de la flotte, sans ôter à son armée tout moyen de retraite. Il tint un Conseil de guerre où il fut résolu qu'on attaqueroit les hauteurs de Dorchester. Cinq régimens s'embar- 1776.

1776. quèrent à ce deſſein ; & les vents contraires firent manquer deux fois l'entrepriſe. Cependant le feu de l'artillerie Américaine continuoit de foudroyer la ville. Pour ne pas ſe voir enſeveli ſous ſes ruines, Howe fut d'abord tenté d'y mettre le feu, ſe flattant qu'à la faveur de l'incendie, il pourroit gagner la flotte avec ſon armée. Ce parti violent expoſoit l'arrière-garde à la juſte vengeance de l'ennemi ; & le Général Anglois ſe conduiſit plus ſagement, en renonçant à l'incendie de Boſton, aux conditions qu'on ne troubleroit point ſa retraite. Washington en donna ſa parole ; mais avec la clauſe de ne rien détruire dans la ville, & de la remettre telle qu'elle ſe trouvoit au moment de la convention. Howe promit ce qu'on voulut, & ne fut pas de bonne foi ſur tous les points. Voulant rendre inutile aux aſſiégeans la groſſe artillerie, il eſſaya de faire crever les mortiers & les canons. Inſtruit de ce deſſein, Washington força les Anglois à précipiter leur embarquement qui ſe fit dans le plus grand déſordre. Howe alla ſe jeter dans le fort Guillaume, dont les Amé-

Howe eſt forcé d'évacuer Boſton. Il ſe retire à Hallifax.

Le 17 Mars.

ricains auroient dû s'emparer au moment de l'évacuation de Boſton ; il en fit ſauter la forteresſe à la vue des ennemis, & rendit ainſi ſa retraite ſûre, tranquille & glorieuſe. Quoi qu'on ait pu dire ſur l'évacuation de cette capitale, la conduite du Chevalier Howe avoit été celle d'un habile Général. Boſton, mal fortifié par la négligence ou par l'incapacité du Chevalier Gage, ne pouvoit oppoſer une longue réſiſtance aux forces ſupérieures de Washington. 1776.

Celles de William ſe réduiſoient alors à huit mille hommes battus & découragés, parmi leſquels on comptoit neuf cents malades, & environ quinze cents Américains attachés au Gouvernement Britannique. Le Congrès les avoit déclarés ennemis de la patrie, après avoir ordonné la confiſcation de leurs biens. Howe ne crut pas devoir les expoſer dans ce moment aux haſards d'une entrepriſe périlleuſe ; & il dirigea ſa route vers Halifax, d'où il ſe rendit quelque temps après aux environs de New-York. On y attendoit les troupes Angloiſes & Allemandes qu'amenoit l'Eſcadre aux ordres de Lord Howe ſon frère.

1776. Washington ignoroit que l'armée Royale eût fait voile vers l'Acadie ; il craignit qu'elle n'allât porter la guerre dans la Nouvelle-York. Sans perdre de temps, des renforts considérables furent envoyés à Lord Stirling, qui commandoit dans cette province, & qui fit ses dispositions pour bien recevoir l'ennemi. Mais le démon de la guerre suspendoit un moment ses fureurs dans l'Amérique septentrionale ; ce moment de calme fut signalé par la reconnoissance des Bostoniens. Dans l'ivresse de leur joie, ils délibérèrent qu'il seroit élevé un monument public en mémoire de leur délivrance ; & pendant plusieurs jours, ce ne furent qu'illuminations, festins & danses militaires, où de jeunes gens couronnés de lauriers chantoient des vers à la louange de Washington, le Héros de toutes ces fêtes. Les noms de patrie, de liberté, d'indépendance, étoient répétés dans toutes les bouches. La levée de l'interdit de Boston fut un évènement célébré par des réjouissances publiques dans les douze provinces confédérées ; & l'effet le plus heureux que produisit cette nouvelle, fut de hâter

Réjouissances publiques.

l'association de la Géorgie. Elle envoya ses Députés au Congrès, refusa des vivres aux Royalistes, leur brûla des vaisseaux dans l'Archipel de Bahama; & pour leur interdire tout accès dans ses ports, elle fit combler l'entrée de la rivière Savannah. 1776.

Cependant le plan de la campagne, tracé dans le cabinet Anglois, sembloit être au moment de son exécution. Suivant ce plan moins sage qu'imposant, après l'arrivée de la grande Escadre de Lord Howe, William son frère devoit se porter dans le Jersey, où il trouveroit d'abondantes subsistances; tandis que les vaisseaux seroient employés à rompre les communications de cette province avec la Pensylvanie, qu'une partie des troupes envahiroit la Nouvelle-York, & que trente mille hommes commandés par le même William, feroient une conquête aisée de toutes les provinces du milieu, Burgoyne à la tête de douze mille hommes, & Carleton avec ses Canadiens & ses Sauvages, traverseroient les lacs, & parcourant, saccageant l'intérieur de l'Amérique septentrionale, iroient se joindre aux dix mille hommes Plan de la campagne.

1776. détachés de la grande armée, sous les ordres de Clinton & de Cornwalis, & se porteroient avec eux jusqu'à New-York. L'investissement des provinces du Nord ainsi effectué, il ne seroit pas difficile de réduire les provinces rebelles du Midi. On attendoit les plus heureux effets des intelligences que les Gouverneurs Martin & Dunmore continuoient d'entretenir avec les faux frères du parti républicain.

Ils étoient encore en assez grand nombre dans la Caroline septentrionale; & le 27 Février de cette même année, leur Capitaine, Mc-Donald, avoit opposé trois mille Torys à douze cents Insurgens, commandés par le Colonel Coswel. Ces derniers n'en furent pas moins victorieux. Ils tuèrent aux ennemis quarante-deux Officiers, & leur enlevèrent leur caisse militaire qui étoit de quinze mille livres sterling. Cet échec, dont la nouvelle avoit été portée à Londres, ne fit rien changer au plan de conquête générale; mais il fut décidé qu'on la commenceroit par une invasion dans les deux Carolines. Après de longs débats, où l'avis de Lord

Germaine prévalut contre celui de Lord Sandwich, on étoit convenu d'attaquer Charles-Town, & d'armer pour cette expédition, une flotte ſous les ordres de Sir Peter Parker. Les préparatifs de cet armement durèrent plus de cinq mois en Angleterre ; & la navigation de Parker ne fut pas heureuſe. Il arriva trop tard ; les Caroliniens s'étoient mis en état de le bien recevoir. Cependant le Général Clinton l'attendoit avec la plus grande impatience. Depuis deux mois, il avoit à ſoutenir de fréquentes eſcarmouches de la part des Inſurgens ; & ſon armée affoiblie ſe montoit tout au plus à trois mille cinq cents hommes de troupes réglées. Le renfort que lui apportoit la flotte étoit compoſé de ſoldats accablés de fatigues, & pour long-temps hors d'état de ſoutenir les travaux d'un ſiége. 1776.

Deux vaiſſeaux de cinquante canons, ſix frégates, une galiote à bombes & pluſieurs autres bâtimens armés compoſoient l'Eſcadre Angloiſe. Elle étoit partie d'Europe à la fin de l'année. Après avoir relâché quelque temps à la Nouvelle-Ecoſſe, elle fit voile pour le cap Féar, où elle toucha Projet d'attaque contre Charles-Town.

1776. au commencement de Mai ; un mois après, elle mouilla devant la barre de Charles-Town. C'étoit bien assez de vaisseaux pour forcer cette place, s'ils avoient été puissamment secondés par l'armée de terre, & si les Anglois avoient eu en tête des ennemis armés pour une autre cause que celle de la liberté. Mais de toutes les provinces confédérées, la Caroline méridionale étoit la plus impatiente du joug ; & ses Milices aguerries sous la discipline du Général Lée, avoient appris à combattre, &, s'il le falloit, à mourir pour les intérêts de la patrie. Douze mille de ces Républicains formoient la garnison de la ville ; ils se préparoient à la plus vigoureuse résistance, lorsqu'à la fin du mois de Juin, l'Escadre parut devant l'île de Sullivan, à l'entrée de la rivière d'Asley, sur laquelle est située Charles-Town. Dix-neuf canons défendoient l'accès de la principale forteresse de l'île ; mais le Chevalier Parker en avoit trois cents ; & pour fortifier ses équipages, il avoit tiré des vaisseaux de transport un grand nombre de Volontaires. Son dessein étant d'investir le fort, tant par mer que par

Attaque du fort de Sullivan, le 28 Juin.

terre, il favorisa le débarquement des troupes, en commençant l'attaque avec les deux vaisseaux, la galiote & trois frégates. Un des bastions étoit déjà battu en ruine ; & comme il étoit important de couper la retraite aux assiégés & d'empêcher toute communication avec Charles-Town, les trois autres frégates reçurent ordre de se fixer à la pointe occidentale de l'île de Sullivan. Elles y échouèrent par l'ignorance des Pilotes ; il fallut brûler l'*Action*. La galiote continuoit de jeter des bombes, dont la forteresse n'étoit que foiblement endommagée. Les Américains n'avoient pas encore fait usage de leur artillerie ; ils dirigèrent enfin tout leur feu sur les deux vaisseaux le *Bristol* & l'*Experiment*. 1776.

Cependant Parker eut beau répéter les signaux, l'armée de terre ne secondoit point l'Escadre. Clinton avoit débarqué ses troupes dans une île qui, à la marée basse, communique par un gué avec l'île de Sullivan, & où il trouva sept pieds d'eau lorsqu'il voulut tenter le passage : faute des préparatifs nécessaires, il se vit forcé de rester dans l'inaction, tandis que

1776. Parker essayoit de suppléer au défaut de l'armée, en faisant attaquer les retranchemens avec des soldats de Marine qui n'étoient point exercés à cette espèce de guerre. Ils furent repoussés trois fois avec perte ; & la communication qu'un pont de bateaux entretenoit du fort au continent, ne fut point interrompue. Les assiégés, fatigués de combattre, étoient remplacés par de nouvelles troupes qui, après un feu de neuf ou dix heures, forcèrent enfin le Chevalier Parker à regagner le mouillage avec ses vaisseaux désemparés. Le *Bristol* avoit perdu deux de ses mâts ; il étoit percé jusqu'à l'eau dans toute sa longueur. Il y eut trois cents cinquante hommes tués ou blessés sur l'Escadre Angloise ; on en compta tout au plus quarante du côté des Insurgens.

Mort héroïque du Capitaine Morris.

Parmi les quinze Officiers tués à bord des vaisseaux, on ne peut trop distinguer le Capitaine Morris, commandant le *Bristol* sous le Chevalier Parker. Dès le commencement de l'action, il avoit reçu deux blessures dangereuses, dont une l'obligea sur le champ à se laisser couper le bras. Deux Chirurgiens étoient occupés

de cette opération douloureuſe, lorſqu'un boulet rouge perça les bordages & vint les frapper à côté de Morris. Ce brave Capitaine, impatient de reprendre le commandement, ſe fait porter ſur le tillac, & laiſſe couler le ſang, dont l'amputation commencée augmentoit l'effuſion. Sa préſence double les forces & ranime le courage des combattans. Dans cet état, il donne ſes ordres avec un ſang-froid admirable; mais il eſt frappé d'un troiſième coup qui le renverſe; il meurt, & n'a que le temps de répondre à un Officier qui lui parle de ſa famille : *Je la remets à la merci de Dieu & de mon pays.* 1776.

La défaite de l'Eſcadre Angloiſe venoit de porter la joie & l'encouragement dans les provinces confédérées, lorſque l'Amiral Howe parut ſur les côtes de Maſſachuſſet avec le titre de *Vengeur inexorable*, ou de *Conciliateur tutélaire*. Il fit publier une proclamation qui manifeſtoit ſes pouvoirs & ceux de William ſon frère. Il y parloit de grace & de pardon, de punition & de vengeance, de repentir & de ſoumiſſion indéfinie. Cette proclamation irrita le peuple Proclamation de l'Amiral Howe.

1776. au lieu de le calmer. Le Docteur Franklin, sur la médiation duquel l'Amiral avoit trop compté, lui fit sentir qu'il n'y avoit point de réconciliation à espérer, & qu'il convenoit à des Vainqueurs d'imposer la loi & non de la recevoir. En effet, les circonstances étoient moins favorables que jamais aux prétentions du Ministère. On venoit d'apprendre que, le 8 Juin, un nouvel échec sur la rivière Christiana avoit contraint le *Roebuck* & la frégate le *Liverpool* à fuir devant treize chaloupes du fort Island, qui les avoient mis hors de combat; mais rien n'affermissoit les Colonies dans leur résolution d'indépendance, comme l'exemple de la Caroline méridionale. Au milieu des alarmes, cette province venoit de changer sa constitution & de promulguer de nouvelles loix qui sembloient avoir été méditées au sein d'une longue & profonde paix. On apprenoit d'ailleurs que le Maryland avoit dispensé ses Officiers du serment au Roi; & que dans toute la Colonie de Rhode-Island, il venoit d'être statué que les nouveaux actes juridiques, & les commissions d'em-

La Caroline méridionale fait de nouvelles loix.

plois tant civils que militaires, ſeroient déſormais intitulés au nom de l'aſſemblée générale de la province, & qu'on y ſupprimeroit le nom de George III. 1776.

Enfin, après de longues délibérations où les avis contraires furent vivement débattus (1), le Congrès

Arrêté du fameux acte d'indépendance.

(1) Il ne tint qu'à un ſuffrage que l'acte d'indépendance ne paſſât pas dans le Congrès. Les Délégués de ſix provinces s'y refuſoient; & il y eut partage entre ceux de Penſylvanie, qui, à cette époque, ne ſe trouvant qu'au nombre de ſix, n'auroient point eu de voix, ſi Joohn Dickenſon n'eût rétracté ſon premier avis. La déclaration de cet acte, qu'il eſt important de faire connoître, fut le premier pas déciſif vers la liberté de l'Amérique.

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE par les Etats-unis d'Amérique aſſemblés en Congrès.

Lorſque le cours des évènemens humains met un peuple dans la néceſſité de rompre les liens politiques qui l'uniſſoient à un autre peuple, & de prendre parmi les Puiſſances de la terre la place ſéparée, & le rang d'égalité auxquels il a droit en vertu des loix de la Nature & de celles du Dieu de la Nature, le reſpect qu'il doit aux opinions du genre humain, exige de lui qu'il expoſe

1776. avoit arrêté le 15 Mai, le fameux acte qui déclaroit indépendans les Etats-

aux yeux du monde & déclare les motifs qui le forcent à cette ſéparation.

Nous regardons comme inconteſtables & évidentes par elles-mêmes les vérités ſuivantes: que tous les hommes ont été créés égaux; qu'ils ont été doués par le Créateur de certains droits inaliénables; que, parmi ces droits, on doit placer au premier rang la vie, la liberté & la recherche du bonheur; que pour s'aſſurer la jouiſſance de ces droits, les hommes ont établi parmi eux des gouvernemens, dont la juſte autorité émane du conſentement des gouvernés; que toutes les fois qu'une forme de gouvernement quelconque devient deſtructive de ces fins pour leſquelles elle a été établie, le peuple a le droit de la changer ou de l'abolir, d'inſtituer un nouveau gouvernement, en établiſſant ſes fondemens ſur les principes, & en organiſant ſes pouvoirs dans la forme qui lui paroîtront les plus propres à lui procurer la ſûreté & le bonheur. A la vérité, la prudence dictera que l'on ne doit pas changer pour des motifs légers & des cauſes paſſagères, les gouvernemens établis depuis long-temps; & auſſi l'expérience de tous les temps a montré que les hommes ſont plus diſpoſés à ſouffrir, tant que les maux ſont ſupportables, qu'à ſe faire droit à eux-mêmes, en détruiſant les formes auxquelles ils ſont accoutumés. Mais lorſqu'une longue

unis d'Amérique : acte ſolemnel que rien ne pouvoit révoquer, & qui fut 1776.

ſuite d'abus & d'uſurpations, tendant invariablement au même but, montre évidemment le deſſein de réduire un peuple ſous le joug d'un deſpotiſme abſolu, il a le droit & il eſt de ſon devoir de renverſer un pareil gouvernement, & de pourvoir, par de nouvelles meſures, à ſa ſûreté pour l'avenir. Telle a été la patience de ces Colonies dans leurs maux, & telle eſt aujourd'hui la néceſſité qui les force à changer leurs anciens ſyſtêmes de gouvernement. L'hiſtoire du Roi actuel de la Grande-Bretagne eſt un tiſſu d'injuſtices & d'uſurpations répétées, tendant toutes directement à établir une tyrannie abſolue ſur ces Etats. Pour le prouver, expoſons les faits au monde impartial.

Il a refuſé ſon conſentement aux loix les plus ſalutaires & les plus néceſſaires pour le bien public.

Il a défendu à ſes Gouverneurs de paſſer des loix d'une importance immédiate & urgente, à moins qu'il ne fût ſurſis à leur exécution juſqu'à ce qu'on eût obtenu ſon conſentement; & quand elles ont été ainſi ſuſpendues, il a tout-à-fait négligé d'y faire attention & de les examiner.

Il a refuſé de paſſer d'autres loix pour l'établiſſement de grands diſtricts, à moins que le peuple de ces diſtricts n'abandonnât le droit d'être repréſenté dans la *légiſlature* (*); droit inestimable pour un peuple,

(*) On entend par ce mot, adopté de l'Anglois, le Corps revêtu de la puiſſance légiſlative.

proclamé le 4 Juillet de cette même
1776. année. La déclaration d'indépendance

& qui n'eſt formidable que pour les tyrans.

Il a convoqué des Corps légiſlatifs dans des lieux inuſités, dénués de toutes commodités, & éloignés des dépôts de leurs regiſtres publics, dans la ſeule vue, en les fatiguant ainſi, de les forcer à ſe prêter à ſes deſſeins.

Il a diſſous, à pluſieurs fois répétées, des Chambres de Repréſentans, parce qu'elles s'oppoſoient à ſes entrepriſes ſur les droits du peuple, avec une fermeté qui ſied à des hommes.

Il a refuſé, pendant un long eſpace de temps après ces diſſolutions, de faire élire de nouvelles Chambres de Repréſentans; & par-là l'autorité légiſlatrice, qui ne peut pas être anéantie, eſt retournée au peuple, pour être exercée par lui dans ſon entier, l'Etat reſtant pendant ce temps expoſé à tous les périls d'invaſions extérieures, & de convulſions internes.

Il s'eſt efforcé d'arrêter & d'empêcher la population de ces Etats, en mettant dans cette vue, des obſtacles à l'exécution des loix exiſtantes pour la naturaliſation des étrangers, en refuſant d'en paſſer d'autres pour encourager leurs émigrations dans ces contrées, & en augmentant le prix des conditions pour les nouvelles conceſſions & acquiſitions de terres.

Il a gêné l'adminiſtration de la Juſtice, en refuſant ſon conſentement à des loix néceſſaires pour établir des Tribunaux.

fut reçue dans toutes les provinces avec plus ou moins d'alégresse ; mais 1776.

Il a rendu les Juges dépendans de sa seule volonté, pour la jouissance de leurs offices, & pour le taux & le payement de leurs appointemens.

Il a érigé une multitude de nouveaux offices, & envoyé dans ce pays des essaims d'Officiers pour vexer notre peuple & dévorer sa substance.

Il a entretenu parmi nous, en temps de paix, des troupes continuellement sur pied, sans le consentement de nos législatures.

Il a affecté de rendre le Militaire indépendant de l'autorité civile, & même supérieur à elle.

Il a combiné ses efforts avec ceux d'autres personnes (*) » pour nous soumettre à une juridiction étrangère à notre constitution, & non reconnue par nos loix, en donnant sa sanction à leurs actes de prétendue législation ».

« Pour mettre en quartier parmi nous » de gros corps de troupes armées.

» Pour protéger les gens de guerre, par » des procédures illusoires, contre les » châtimens justement mérités pour des » meurtres qu'ils auroient commis dans la » personne des habitans de ces Etats.

» Pour intercepter & détruire notre com- » merce avec toutes les Parties du Monde.

» Pour imposer sur nous des taxes sans » notre consentement.

(*) C'est-à-dire le Parlement de la Grande-Bretagne.

elle excita de vives acclamations dans
1776. la Nouvelle-York qui, menacée

» Pour nous priver, dans beaucoup de » cas, du bénéfice de la procédure par » Jurés.

» Pour nous transporter au-delà des » mers, afin de nous y faire juger sur des » délits prétendus.

» Pour détruire le système de liberté des » loix Angloises dans une province voisine, » y établir un gouvernement arbitraire, & » en reculer les limites, afin de faire à la » fois, de cette province, un exemple & » un instrument propres à introduire le » même gouvernement absolu dans ces » Colonies.

» Pour abroger nos chartes, abolir nos » loix les plus précieuses, & sapper par leurs » fondemens les formes de nos gouver- » nemens.

» Pour interdire nos propres législatures, » & se déclarer revêtu du pouvoir de faire » des loix obligatoires pour nous, dans » tous les cas quelconques ».

Il a abdiqué la qualité de notre Souverain, en nous déclarant hors de sa protection, & en nous faisant la guerre.

Il a dévasté nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes & massacré nos concitoyens.

Et maintenant il transporte de grandes armées de mercenaires étrangers, pour accomplir l'ouvrage de mort, de désolation & de tyrannie déjà commencé, avec des circonstances de cruauté & de perfidie,

d'une invaſion prochaine, n'en montroit que plus d'enthouſiaſme pour 1776.

dont on auroit peine à trouver des exemples dans les ſiècles les plus barbares, & tout-à-fait indignes du Chef d'une nation civiliſée.

Il a forcé nos concitoyens, faits priſonniers ſur mer, à porter les armes contre leur patrie, à devenir les bourreaux de leurs amis & de leurs frères, ou à tomber eux-mêmes ſous les coups de leurs frères & de leurs amis.

Il a excité parmi nous des troubles domeſtiques, & a tâché d'attirer ſur les habitans de nos frontières les Indiens ſauvages, ennemis ſans pitié, dont la manière connue de faire la guerre eſt de maſſacrer tout ce qu'ils rencontrent, ſans diſtinction d'âge, de ſexe & de conditions.

A chaque époque d'oppreſſion, nous avons demandé juſtice dans les termes les plus humbles. Nos pétitions réitérées n'ont reçu pour réponſe que des inſultes & des injuſtices répétées. Un Prince, dont le caractère eſt ainſi marqué par toutes les actions qui peuvent déſigner un tyran, eſt incapable de gouverner un peuple libre.

Et nous n'avons pas manqué d'égards envers nos frères les Bretons. Nous les avons avertis, dans toutes les occaſions, des tentatives que faiſoit leur légiſlature pour étendre ſur nous une juriſdiction que rien ne pouvoit juſtifier; nous avons rappelé à leur mémoire les circonſtances de notre émigration & de notre établiſſement dans

1776. la liberté. Washington s'y étoit transporté avec ſon armée ; & cet acte

ces contrées. Nous en avons appelé à leur juſtice & à leur grandeur d'ame naturelles ; & nous les avons conjurés, par les liens du ſang qui nous uniſſoient, de déſavouer ces uſurpations qui romproient inévitablement nos liaiſons & notre commerce mutuel. Ils ont auſſi été ſourds à la voix de la juſtice & de la parenté. Nous devons donc céder & conſentir à la néceſſité qui ordonne notre ſéparation, & les regarder, ainſi que nous regardons le reſte du genre humain, comme ennemis pendant la guerre, & comme amis pendant la paix.

En conſéquence, nous, Repréſentans des Etats-unis d'Amérique aſſemblés en Congrès général, appelant au Père ſuprême de l'Univers qui connoit la droiture de nos intentions, nous publions & déclarons ſolennellement, au nom & de l'autorité du bon peuple de ces Colonies, qu'elles ſont & ont droit d'être des *Etats libres & indépendans* : qu'elles ſont dégagées de toute obéiſſance envers la Couronne de la Grande-Bretagne ; que toute union politique entre elles & l'Etat de la Grande-Bretagne eſt & doit être entièrement rompue ; & que, comme Etats libres & indépendans, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, d'établir le commerce & de faire tous les autres actes ou choſes que des Etats indépendans peuvent faire & ont droit de faire.

y fut lu à la tête de chaque brigade. Dans son délire, le peuple de New-York se porte en foule à la place publique, insulte la statue de George III; & par un excès qu'on ne sauroit approuver, la renverse de son piédestal, la met en pièces, en rassemble les parties mutilées, & demande que la matière en soit convertie en instrumens de mort. On en fit des balles, dont chaque soldat des Milices continentales se montra empressé de garnir sa cartouche. Cette scène indécente qu'il fallut tolérer dans ce moment d'ivresse, fut regardée en Europe, & même en Amérique, comme un outrage fait à la majesté des Souverains. La nouvelle République avoit intérêt de les ménager; & le Congrès dut improuver la conduite des habitans de New-York. Il n'ambitionnoit rien tant que le suffrage & l'alliance des Puissances Européennes. Son premier acte de Souveraineté fut de nommer des Délégués à la Cour de

1776. Insulte faite à la statue du Roi George.

Et pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement, au soutien de cette déclaration, notre vie, nos biens & notre honneur qui nous est sacré.

1776. France & à celle de Madrid. Silas Déane & Artur Lée partirent avec ce titre, & eurent la gloire d'entamer une négociation, dont le succès a décidé la révolution d'Amérique.

Cependant, vers la mi-Juillet, les forces de l'Angleterre, en y comprenant celles de Clinton & de Cornvallis, se trouvoient rassemblées au nombre de trente-cinq mille hommes à Staten-Island, d'où les frères Howe se disposoient à partir pour l'expédition de New-York; mais il falloit donner aux troupes le temps de se remettre des longues fatigues d'une navigation pénible. D'ailleurs, la dyssenterie faisoit d'affreux ravages dans l'armée, & lui enlevoit chaque jour un grand nombre de soldats. Les Allemands sur-tout résistoient difficilement aux atteintes de cette maladie; & ceux qu'elle épargnoit, montroient en général beaucoup de penchant à la désertion.

Le Chevalier Howe comptoit peu sur ces mercenaires; mais il entretenoit à New-York des intelligences qui le rassuroient. Il y avoit un complot formé dans cette ville; & le Maire David Matthews devoit la lui livrer,

Conspiration à New-York.

après avoir fait ſauter les magaſins, encloué les canons & maſſacré les Officiers ſupérieurs. La conſpiration étoit ſur-tout dirigée contre Washington. On avoit déjà gagné quelques-uns de ſes domeſtiques; & rien ne pouvoit le ſauver, ſi l'affection du peuple, de toutes les gardes la plus ſurveillante, n'eût fait avorter cette conjuration. Washington étoit le ſalut de l'Amérique; pour la ſubjuguer, il falloit le gagner ou le faire périr; les Royaliſtes furent accuſés d'avoir tenté l'un & l'autre. Quoi qu'il en ſoit, ce généreux Américain ne pouvoit céder à la ſéduction; & l'unique fruit de cette lâche trame, fut de le rendre plus cher à ſes concitoyens. William Howe ſe vit donc obligé de recourir à des moyens de conquête plus légitimes. Ces moyens lui réuſſirent d'abord au-delà de ſes eſpérances; car depuis ſon arrivée en Amérique, il avoit pris du courage des Inſurgens, une idée bien ſupérieure à celle que le Miniſtère Anglois s'efforçoit d'accréditer. 1776.

Il y a près de New-York une île d'environ trente lieues de long ſur huit de large; & c'eſt la raiſon qui

Défaite des Américains à Long-Iſland.

la fait nommer Long-Island. Le Con-
1776. grès y avoit fait élever des redoutes dans tous les endroits où l'on pouvoit craindre un débarquement. Dix mille hommes en défendoient l'accès sous les ordres du général Putnam ; mais, quoique dispersés sur différens points de la côte, ils ne pouvoient veiller
Le 22 Août. par-tout. Le Chevalier Howe s'y jeta avec quinze mille des siens, dont il cacha la majeure partie dans les bois. Au premier bruit de ce débarquement, Lord Stirling & le Général Sullivan s'étant avancés avec leurs troupes, rencontrèrent un piquet de quarante soldats qui disparut en gagnant les terres. Les Américains, persuadés que l'ennemi n'avoit débarqué qu'un foible détachement, hâtèrent leur marche pour lui couper la retraite. Au même instant, cinq mille hommes sortis d'une embuscade les prennent en flanc, font sur eux une décharge terrible, & les renversent les uns sur les autres. Lord Stirling vouloit faire tête à l'ennemi ; mais il fut entraîné dans la déroute générale. Les Américains, poursuivis & massacrés par les Allemands, eurent près de mille hommes tués ou blessés ; &

le

le nombre des prisonniers fut d'environ deux mille. On comptoit parmi ces derniers les Généraux Adell, Stirling & Sullivan. Howe ne perdit que trois cents hommes. S'il eut su profiter de la victoire, en coupant le passage aux troupes de Long-Island, il s'en fût rendu maître à peu de frais. Il leur donna le temps d'évacuer l'île pendant la nuit ; & elles se sauvèrent à New-York. 1776.

Cette ville, ouverte de tous côtés, ne pouvoit faire une longue défense ; & l'intention de Washington n'étoit pas d'exposer ses habitans aux suites malheureuses d'une résistance inutile. Il avoit rassemblé ses forces à Kingsbridge, poste avantageux & bien fortifié, qui n'est séparé de New-York, que par une langue de terre. Tandis que le Chevalier Howe faisoit débarquer ses troupes à Manahatan, & que le feu de ses vaisseaux dispersoit un petit nombre d'Américains qui s'opposoient à son débarquement, toute la garnison évacua la ville, & vint occuper le poste de Kingsbridge, avec ses munitions & son artillerie. Après de légères escarmouches où les Royalistes eurent

Prise de New-York.

1776. l'avantage, Howe prit poſſeſſion des ouvrages de New-York, exigea le ſerment des habitans, & rejoignit le gros de ſon armée à Manahatan, où les Américains vinrent l'attaquer dès le lendemain. Ils furent encore repouſſés avec perte ; & ces divers échecs leur coûtèrent quinze cents hommes & ſoixante-dix pièces d'artillerie. La priſe de New-York avoit été l'occaſion de ces pertes, & n'en parut point une aux Américains ; ils ſe flattoient de la reprendre au premier moment ; mais l'incendie de cette ville fut un véritable déſaſtre.

Incendie de cette ville. Quelques habitans, dont toute la fortune conſiſtoit en maiſons, s'étoient portés à cet excès de fureur d'y mettre le feu, pour que l'ennemi n'en profitât pas. Un vent impétueux ſecondoit leur déſeſpoir ; & la ville ſe vit bientôt menacée d'un embrâſement général. Pour en arrêter les progrès, on diſperſa les troupes dans les différens quartiers ; mais tandis qu'on éteignoit le feu d'un côté, ces furieux l'entretenoient en d'autres endroits. Pluſieurs des incendiaires furent maſſacrés par les

soldats ; & la crainte d'un pareil sort n'arrêtoit point les autres. Les femmes sur-tout montroient une ardeur incroyable pour la destruction de leurs anciens foyers. On les voyoit courir avec des torches allumées, & porter la flamme dans les magasins & les chantiers publics ; elles s'applaudissoient des funestes effets de leur désespoir. On les entendoit s'écrier : *J'ai vu brûler nos maisons ; les tyrans ne les auront pas.* Un tiers de la ville fut consumé dans cet incendie ; & si de nouvelles troupes détachées de l'armée de Howe n'étoient venues à son secours, c'en étoit fait de New-York. 1776.

Affaire de Kings-bridge.

Cependant les succès de ce Général ne lui ouvroient point encore d'accès dans l'intérieur du continent. Les Américains, maîtres de Kings-bridge, avoient étendu leurs ouvrages des deux côtés de ce poste, où quelques détachemens de l'armée Royale essayoient en vain de les forcer. Le Général Anglois vint les y attaquer avec toutes ses troupes. Il avoit plus de trente mille hommes sous ses ordres. Washington n'en avoit pas vingt mille ; & ils étoient consternés

par les revers précédens ; ils cédèrent
1776. aux premiers assauts de l'armée enne-
Le 16 mie. Le Chevalier Howe força le poste
Novembre de Kings-bridge, en fit la garnison
prisonnière, & s'empara successive-
ment de divers autres forts. Toutes
ces pertes étoient faites pour ébranler
la fermeté du peuple; & il est à croire
que, si la déclaration d'indépendance
n'avoit précédé les opérations désas-
treuses de cette campagne, le Congrès
n'eût jamais trouvé le moment de la
proclamer avec quelqu'apparence de
succès ; mais cet acte circuloit dans
tout le continent, & il étoit de l'hon-
neur des Américains de le soutenir.
D'ailleurs, la liberté dont ils éprou-
voient déjà l'influence, sut leur ins-
pirer un courage auquel ils n'auroient
pu s'élever avec le sentiment de
leur dépendance. Ce fut dans cette
conjoncture que le Congrès général,
toujours plus affermi dans ses réso-
lutions républicaines, entreprit de
rédiger les articles de la confédération
des treize provinces. Les nouvelles
de Long-Island & de New-York
n'influèrent point sur les délibéra-
tions de l'assemblée ; & les articles
arrêtés le 4 Octobre, parurent en ce

moment de terreur & de conſternation, un monument auguſte de ſageſſe, de politique, & ſur-tout d'héroïſme. 1775.

L'Amiral Howe, profitant du trouble de l'Amérique étonnée de ſes dernières défaites, eſpéra d'y jeter la diviſion, & fit publier à ce deſſein, qu'il étoit chargé de la part du Miniſtère, de nouvelles propoſitions tendantes à la paix. Le Congrès ne pouvoit s'aveugler ſur l'objet de ces propoſitions ; dans tout autre circonſtance, il les auroit rejetées ſans les entendre. Mais quoique diſpoſés à tout ſouffrir pour la cauſe de la liberté, les Colons n'en ſentoient pas moins les inconvéniens de la guerre ; un refus trop formel de ſe prêter aux voies de conciliation, pouvoit mécontenter le peuple, exciter des murmures, & favoriſer des ſéditions ; l'Amiral ne ſe promettoit pas d'autre fruit de ſes offres inſidieuſes. L'aſſemblée de Philadelphie ſut éviter le piège ; elle députa Benjamin Franklin, Samuel Adams & John Rutledge pour aller conférer avec l'Amiral ; Staten-Iſland étoit le lieu choiſi pour la conférence. Lord Howe y reçut les

Le Congrès envoie des Députés à l'Amiral Howe. Motifs de cette députation.

trois Commiſſaires non-ſeulement
1776. avec les égards dûs à leurs titres; mais avec cet air affectueux qui prépare à la ſéduction. Il affecta la tendreſſe d'un frère pour les Colons d'Amérique, pleura ſur l'affreux abîme qu'ils s'étoient creuſé, leur tendit les bras au nom de la mère-patrie, leur parla de clémence, de repentir & de ſoumiſſion. A ces derniers mots, les Députés répondirent fièrement que les humbles pétitions du Congrès avoient été rejetées avec mépris, que l'indépendance étoit proclamée, & que les Colonies reconnoiſſoient de nouveaux gouvernemens. En même temps ils prirent congé de l'Amiral, & regagnèrent Philadelphie.

Le Congrès inſtruit des offres de Howe, les rendit publiques, ainſi que la réponſe des Commiſſaires; & le peuple, ſatisfait de la condeſcendance de ſes Chefs, mit tout ſon eſpoir dans la guerre; il jura d'en braver les périls, juſqu'à l'entière deſtruction de la tyrannnie. Mais cette ardeur ne fut pas ſi générale, qu'il n'y eût encore beaucoup à craindre du découragement des troupes. Après

les désastres de New-York & de Kingsbridge, Washington étoit allé se retrancher au Pont-du-Roi. Il avoit placé ses vingt mille hommes dans ce poste avantageux, & songeoit à se bien défendre, quand cette armée la plus aguerrie & la mieux disciplinée de toute l'Amérique, lui manqua au moment le plus décisif. Dix-sept mille provinciaux abusant de leur droit, avoient quitté ses drapeaux au terme d'un engagement de six ou sept mois; & l'on venoit d'apprendre que le Chevalier Howe faisoit des mouvemens vers la province de New-Jersey, qui en effet devint bientôt le théâtre de la guerre. Seize mille hommes, tant Hessois qu'Anglois, s'étoient emparés de tous les postes jusqu'à la Délawarre; on disoit même, & ce n'étoit pas sans quelque vraisemblance, que l'intention du Général étoit de prendre ses quartiers dans la capitale de la Pensylvanie. 1776.

Dans ce moment de crise, Washington ne désespéra point du salut de la patrie. Avec les trois mille hommes qui lui restoient, il vint se placer sur les bords du fleuve, bien résolu d'attaquer ou du moins d'ar-

rêter dans leur marche les ſix mille
1776. Heſſois qui s'acheminoient vers Philadelphie. Heureuſement, le Congrès informé de ſa ſituation, lui fit paſſer trois mille hommes de nouvelles troupes, & ce renfort calma les alarmes de cette capitale.

A la vue de l'ennemi qui s'approchoit de leurs murailles, les habitans conſternés avoient d'abord formé le projet d'évacuer leur ville, après y avoir mis le feu. Le plus grand nombre commençoit à déſeſpérer du ſuccès de la révolution; dans ſes murmures, il ſe reprochoit ſon adhéſion précipitée à l'acte d'indépendance. Les Prédicateurs évangéliques tonnoient en vain contre cette multitude effrayée, qui, diſoient-ils, ſe refuſoit aux vues de la Providence, dont les décrets éternels avoient marqué cette époque de l'affranchiſſement de l'Amérique. Ils l'exhortoient à concourir à l'œuvre de Dieu, & traitoient de révolte & d'impiété la défiance qu'elle montroit dans les promeſſes de la Religion & de ſes Miniſtres. Toute leur éloquence n'auroit pu raſſurer les habitans de Philadelphie, ſi, au moment qu'ils eſpéroient le moins,

un renfort amené par le Général Lée & plusieurs autres corps de nouvelles troupes enrôlées pour trois ans, n'étoient venus se ranger auprès de Washington, & lui composer une armée capable de faire tête aux ennemis. A ces motifs d'encouragement se joignit un nouveau Manifeste du Congrès, d'où il résultoit, sur un exposé succinct des forces respectives de l'Angleterre & de la nouvelle République, que cette dernière n'avoit besoin que de courage & d'unanimité pour opposer aux tentatives Britanniques, une résistance constamment victorieuse. On n'y dissimuloit point ses espérances du côté de l'Europe ; & le concours des Puissances étrangères y fut annoncé pour la première fois, comme un secours prochain, qui devoit hâter le triomphe de la liberté en Amérique. Le Congrès ne craignit pas d'ajouter que des services effectifs avoient déjà signalé la générosité de ces Puissances. 1776.

En effet, les villes de Nantes & de Bordeaux venoient d'ouvrir leurs ports aux corsaires de Boston ; & les finances & le crédit de l'Angleterre commençoient à souffrir beaucoup

de leurs riches captures. La Cour
1776. de Londres, informée que Rhode-Iſland étoit le principal dépôt de ces richeſſes, fit paſſer des ordres ſecrets au Général Howe ; & par une feinte heureuſe, Clinton, ſoutenu de l'Eſcadre de Sir Peter Parker, s'empara de cette île preſque ſans coup férir. Il y trouva cinq mille boucauds de ſucre ; mais cette perte fut bientôt réparée par de nouvelles priſes. Toute la vigilance des Gouverneurs de la Jamaïque, de la Grenade & des autres îles Angloiſes des Antilles, ne pouvoit aſſurer la navigation contre les corſaires Américains.

Modération des Américains. Les Royaliſtes contrefont leur papier monnoie.

Si la petite guerre de mer n'étoit point favorable aux Royaliſtes, on a vu qu'ils étoient plus heureux dans leurs expéditions de terre. Déjà maîtres de New-York, de Rhode-Iſland & de New-Jerſey, ils menaçoient la Penſylvanie ; & cette province juſtement alarmée, s'étoit crue à la veille d'une entière ſubverſion. La rapidité de leurs progrès n'étoit pas due ſeulement à la valeur des troupes Européennes : la férocité des nations Sauvages les ſecondoit puiſſamment ; & la nouvelle République

n'oſoit tourner contr'eux les haches de ces barbares ; une telle repréſaille lui faiſoit horreur. Elle ſe contenta de l'employer contre les Sauvages ennemis ; & ne demanda que la neutralité des autres. Six nations des plus aguerries s'y engagèrent ; leur fidélité à cet égard ralentit un peu les ſuccès de l'Angleterre. Pluſieurs détails de cette Hiſtoire juſtifient le reproche ſouvent répété, que les Anglois peu généreux, dès qu'ils ont les armes à la main, ne ſe piquent point d'imiter à la guerre la délicateſſe & l'humanité des nations civiliſées. Tous les moyens de nuire leur paroiſſoient légitimes dans la guerre d'Amérique. L'Europe impartiale jugea qu'ils avoient ſur-tout négligé les intérêts de leur gloire, en ſe permettant de contrefaire les papiers-monnoie des Américains. Ces derniers n'avoient jamais été riches en eſpèces circulantes ; & dans la diſette de numéraire, le Congrès, chargé de pourvoir aux frais de la guerre, s'étoit vu forcé de recourir à la fabrication de ce papier pour le rembourſement duquel les Députés de chaque province s'engagèrent au nom de leurs 1776.

1776. conſtituans. Cette meſure forcée pouvoit entraîner de funeſtes abus, en ce qu'elle favoriſoit la mauvaiſe foi de quiconque oſoit imiter les nouveaux ſignes de la richeſſe continentale; auſſi les vit-on ſe multiplier à tel point, qu'il en réſulta le plus grand déſordre dans les finances de la République. L'aviliſſement de ces richeſſes idéales crut en raiſon de leur quantité devenue prodigieuſe par cette fraude, qui ſembloit devoir entraîner l'extinction totale du papier-monnoie. Pour prévenir un malheur ſur lequel la Grande-Bretagne fondoit l'eſpoir de ſes ſuccès en Amérique, le Congrès oſa déclarer traîtres à la patrie tous ceux qui ne recevroient pas ce papier avec la confiance due aux eſpèces d'or & d'argent; & cette déclaration violente, mais néceſſaire, fut regardée comme l'acte d'un deſpotiſme inconnu dans les régions même les plus façonnées à la ſervitude. Les membres du Congrès ſentoient la rigueur de cet acte; mais le choix des moyens leur manquoit; pour éviter un plus grand déſordre, ils ſe dévouèrent eux-mêmes, & conſentirent à ſe voir ſoupçonnés

un moment de mauvaise foi, d'avidité, d'extorsions & de tyrannie. Le discrédit du papier-monnoie, mit peut-être les Etats-unis à deux doigts de leur perte ; & l'on ignore qu'elles auroient été les suites de cet acte frauduleux de la politique angloise, si le zèle de la justice & de l'humanité n'eût fait trouver aux Américains de la protection & des ressources en Europe. 1776.

Premiers succès du séjour de Silas Déane & de Franklin à Paris.

Silas Déane, Délégué du Congrès, étoit arrivé à Paris dans l'unique vue d'entamer une négociation avec la Cour de Versailles ; mais ce premier pas étoit difficile ; & d'abord il craignit de ne point réussir dans ses tentatives. Déjà il se disposoit à passer en Hollande, où ses compatriotes avoient des relations de commerce aussi bien qu'en France. Cependant, on ne parloit dans le grand monde que de Congrès, & de mère-patrie. Le cabinet de Versailles s'occupa des intérêts de l'Amérique insurgente ; & le sieur Caron de Beaumarchais fut autorisé secrétement à faire des armemens de commerce avec les Colonies Angloises. Elles durent en partie à son crédit, à son activité, à sa dis-

crétion, l'avantage ineſpéré de ſe
1776. procurer les approviſionnemens néceſſaires pour la campagne prochaine. Mais l'arrivée de Benjamin Franklin à Paris décida la révolution dans les eſprits déjà prévenus pour la nouvelle République. Ce Docteur, alors âgé de ſoixante-dix ans, & célèbre dans toute l'Europe par ſes découvertes en phyſique, avoit ſignalé dans pluſieurs négociations à la Cour de Londres, ſon zèle patriotique pour les intérêts des Colonies. Il vint en France avec l'intention ſecrète de faire valoir leurs droits méconnus ou ſacrifiés par la Métropole. Il ſe montra d'abord comme un citoyen accablé des malheurs de ſa patrie, & qui vient les déplorer ſous un ciel étranger, mais paiſible. Il avoit choiſi ſa retraite à Paſſy, village ſitué aux portes de la ville; il y vivoit dans une ſimplicité philoſophique qui retraçoit les mœurs patriarchales. Le bruit s'étoit répandu que dans cet aſyle champêtre, il cauſoit de l'inquiétude au Miniſtère Britannique; & l'intérêt qu'il inſpira d'abord fut celui de la vertu perſécutée & de l'innocence en butte aux traits d'une politique ombrageuſe.

Un cortège nombreux d'honorables proſcrits, l'accompagnoit ordinairement dans ſes promenades, & dans ces doctes licées où il venoit offrir le ſpectacle impoſant & toujours ſi couru d'un étranger vénérable par ſes vertus & par ſes lumières. On ſe portoit en foule ſur ſon paſſage; le nom de *Franklin* voloit de bouche en bouche; & des épithètes flatteuſes accompagnoient ce nom déjà reſpecté dans les dernières claſſes du peuple. Il n'y avoit pas trois mois qu'il étoit en France, & les arts, interprêtes de l'enthouſiaſme général, lui payoient déjà leur tribut d'admiration. Le portrait de Franklin s'offroit de tous côtés dans un coſtume groteſque aux yeux de la frivolité; mais d'où la vénération publique avoit écarté le ridicule. On conçoit aiſément qu'il ne ſuffiſoit pas aux vues du Philoſophe américain d'inſpirer aux Pariſiens une eſtime oiſive pour ſes talens & ſa perſonne; l'intérêt de la patrie préſidoit à ſes moindres penſées; & ſous les dehors de la ſimplicité & les apparences de l'inaction, il faiſoit agir tous les reſſorts d'une politique active & profonde. Il entretenoit des correſpon- 1776.

dances avec Silas Déane & Arthur
1776. Lée, dirigeoit leurs démarches, étoit l'ame des négociations du Congrès dans les Cours de Verſailles & de Madrid, dans celles de Vienne & de Berlin. Le myſtère accompagnoit toutes ſes opérations ; & les Anglois ne ſoupçonnoient point encore la France de vouloir favoriſer la révolution d'Amérique ; ils oublioient que dans tous les tems, ſes Monarques ont mis leur gloire à protéger les Etats opprimés. Mais n'anticipons point, & reprenons la chaîne des évènemens qui ont précédé cette révolution.

Défection d'Arnold. Le Général Lée eſt fait priſonnier.

L'Angleterre avoit triomphé pendant toute cette campagne ; & ſa poſition lui promettoit de nouveaux ſuccès. Outre les trente-quatre mille hommes de troupes réglées qu'elle tenoit encore diſperſés dans les provinces conquiſes, elle comptoit ſur la fidélité de ſoixante mille Torys diſpoſés à trahir leurs concitoyens & la plupart en état de les combattre. Douze vaiſſeaux & un nombre conſidérable de frégates compoſoient la flotte avec laquelle elle embraſſoit, pour ainſi dire, toute l'Amérique ſeptentrionale. Pour comble d'infortune, les Inſur-

gens avoient fait deux pertes irréparables. Ce brave Arnold qui s'étoit couvert de gloire au siége de Québec, venoit de quitter l'armée du Nord & d'abandonner les intérêts de la République, pour se venger de quelques membres du Congrès qui lui refusoient le grade de Major général que méritoient ses services, mais dont il s'étoit rendu indigne par ses exactions à Montréal. Un événement encore plus funeste privoit l'Amérique d'un Officier jusques-là plus fidèle & non moins habile qu'Arnold. Charles Lée étoit venu se joindre à Washington dans le Nouveau-Jersey. Occupé à choisir des postes avantageux d'où il pût retarder la marche des Anglois vers Philadelphie, & ne sachant pas que des partis royalistes y battoient la campagne, souvent il s'écartoit sans précautions de Moristown, où il avoit posté le gros de sa troupe. Le quatrième jour de son arrivée, ce guerrier trop confiant, s'éloigna jusqu'à deux milles, n'ayant avec lui que douze hommes. Une position favorable à ses vues, l'arrêta plusieurs heures dans un hameau où la nuit vint le surprendre. Il falloit y coucher ou s'exposer 1776.

1776. à de fâcheuſes rencontres ; l'événement fit voir qu'il auroit dû préférer ce dernier parti. Le Colonel Harcourt rodoit dans les environs avec un détachement de cavalerie légère. Lée avoit imprudemment écrit à Moriſtown une lettre qui fut interceptée ; Harcourt inſtruit de ſa retraite, l'inveſtit ſur le champ. La petite troupe de Lée eſt faite priſonnière avant même qu'il ait ſoupçonné le danger. Huit Dragons pénètrent dans ſa chambre, ſe précipitent ſur lui, le chargent de fers, & le conduiſent en cet état à Lord Cornwallis. Le Général Howe à qui il eſt renvoyé ſous bonne garde, le condamne à la plus dure captivité.

Le Général Preſcot eſt pris pour la ſeconde fois.

Une égale ſurpriſe enleva bientôt aux Anglois un de leurs Officiers généraux ; & les Américains trouvèrent une compenſation de la perte de Lée dans la détention du Général Preſcot, qui ſe laiſſa prendre dans Rhode-Iſland, où il commandoit, par un détachement aux ordres du Major Barton, ancien Chapellier de la ville de Providence. C'étoit pour la ſeconde fois que Preſcot tomboit au pouvoir des Américains.

La fermeté du Congrès, ſes manifeſtes encourageans, ſon dévouement patriotique, & ſur-tout l'eſpoir d'intéreſſer les Puiſſances de l'Europe à la cauſe de l'Amérique inſurgente, avoient enfin ranimé l'ardeur & réveillé le premier enthouſiaſme des provinces confédérées. Elles ne voyoient plus dans les déſaſtres de cette campagne qu'une obligation indiſpenſable de les réparer; & loin de ſe laiſſer abattre par les proſpérités de l'Angleterre, elles prirent les meſures les plus hardies pour y mettre un terme déciſif & prochain. Le Congrès avoit décidé que les froids de l'hiver ne ſuſpendroient point les hoſtilités; cette ſaiſon rigoureuſe fut marquée pour la guerre offenſive. En conſéquence de ce plan combiné à l'avantage des Américains, le Général Schuyler prit le commandement des quinze mille hommes de l'armée du Nord, & ſe diſpoſoit à rentrer dans le Canada. Les circonſtances y paroiſſoient favorables pour une expédition. La rivalité des Généraux Carleton & Burgoyne qui s'y diſputoient la préſéance, avoit occaſionné des troubles dans cette provin-

1776.

Les Américains reprennent courage.

1776. ce, & fait naître parmi les soldats des acceptions toujours préjudiciables au bien du service, au maintien de la subordination, à la vigueur de la discipline. Burgoyne étoit allé faire juger ses prétentions à Londres; & Carleton se voyoit seul chargé du commandement dans une saison qu'il savoit être favorable aux armes des Américains.

Washington force les postes avancés de Trentown.

D'un autre côté, Washington qui, jusques-là, s'étoit tenu sur la défensive, crut pouvoir entreprendre, sans risquer cependant une bataille générale, de resserrer l'armée ennemie, dont le large front annonçoit la confiance d'arriver sans obstacle jusqu'à Philadelphie. Divers postes avancés dans le Nouveau-Jersey, favorisoient la marche de cette armée; il entreprit de les forcer; & il y réussit. Pour fermer à l'ennemi le passage de la Délaware, il avoit cantonné ses troupes sur le bord de cette rivière. Sa manœuvre obligea les Royalistes à se cantonner eux-mêmes, & par conséquent à diviser leurs forces. La nuit du vingt-quatre au vingt-cinq Décembre, Washington avec trois mille hommes seulement, passa la Délaware, par un tems affreux, marcha

vers les postes avancés de Trentown, mit en fuite ceux qui les défendoient; & s'étant emparé de toutes les avenues, surprit les quinze cents Hessois qui s'étoient rendus maîtres de la ville; à peine armés, il leur fallut mettre bas les armes. Quatre cents échappèrent; les autres furent envoyés à Philadelphie. Aussi-tôt après cette expédition, le Général Américain se retira de l'autre côté de la rivière. Le vingt-huit du même mois, le poste de *Mont-Mouth-Court*, dans le Bas-Jersey, fut enlevé aux Royalistes par le Général Mifflin qui leur fit beaucoup de prisonniers. Ces deux échecs les obligèrent à se désister, pour le moment, de leurs projets sur la capitale de la Pensylvanie. L'armée royale évacua ses postes avancés, & se replia jusqu'à Brunswick. Lord Cornwallis en recueillit une partie; le reste alla prendre ses quartiers à New-York, où le Général Howe devoit passer l'hiver. 1776.

Cependant Washington se disposoit à rassembler son armée à Trentown; il avoit déjà repassé la Délawarre, lorsqu'il se vit surpris & presque assailli par Cornwallis qui venoit 1777.

1777. Belle retraite de Washington

l'attaquer avec des renforts considérables. Sa ressource fut de mettre l'assampik entre les deux armées ; les Américains en occupoient la rive gauche, de manière que la ville de Trentown les séparoit de l'ennemi. Dans cette position fâcheuse, Washington se trouvoit dépourvu de vivres & privé des communications tant avec les Jerseys qu'avec les Etats de l'Est. Cornwallis se fortifioit de plus en plus ; & deux brigades parties de Brunswick étoient au moment de le joindre. Tout sembloit annoncer pour le lendemain une bataille générale ; mais Washington avoit d'autres desseins ; ses mesures étoient prises pour éviter une affaire meurtrière, dont rien ne lui garantissoit le succès. Il décampa secrétement pendant la nuit du 3 Janvier, & par une marche habile, quoique précipitée, il sut mettre à profit sa retraite, en se jettant sur le village de Princetown, dont il s'empara de vive force. Il y avoit dans ce poste, & dans ceux des environs, un détachement de troupes Hessoises & trois régimens Anglois qui, après une vigoureuse défense, se virent obligés

de fuir & d'abandonner aux Américains leurs bagages, leurs munitions & trois cents prisonniers. 1777.

Pendant ce tems-là, les Anglois étoient sous les armes à Trentown; ils se disposoient à marcher, lorsqu'un de leurs Chevaux-légers arrivant à toute bride de Princetown, leur apprit que Washington venoit d'attaquer & d'emporter cette place. Ils se croyoient au moment de livrer l'assaut au camp des Américains; ce rapport déconcerta leurs projets; & Cornwallis prit à la hâte le chemin du poste enlevé.

La retraite de Washington est un de ces événemens extraordinaires que la postérité traitera de fable. Elle refusera de croire que deux armées ennemies, du sort desquelles dépendoient de si grands intérêts, se soient trouvées dans un aussi petit espace; & que l'une de ces armées, à la veille d'un engagement, ait pu se dérober à l'autre, avec ses provisions, ses bagages & son artillerie, sans qu'un tel mouvement eût même été soupçonné. Les Anglois furent si complétement trompés dans cette occasion, que lorsqu'ils ouïrent le bruit du canon

1777. & la mouſqueterie de Princetown, ils crurent entendre le tonnerre, quoiqu'on fût alors au cœur de l'hiver.

Il prend ſes quartiers d'hiver à Moriſtown.

L'intention du Général Américain, après l'affaire de Princetown, étoit d'aller tenter la délivrance de Charles Lée, détenu priſonnier à Brunſwick, & de prévenir le retour de Cornwallis dans cette place affoiblie par ſon abſence. Telle fut ſa réſolution juſqu'à Kings-Town, où il fit halte; mais ſes troupes fatiguées d'une marche de trente milles, demandoient du repos; & Washington alla prendre ſes quartiers d'hiver à Moriſtown. Ainſi fut terminée, à l'avantage des Inſurgens, une campagne qui, peu de jours auparavant, ſembloit menacer leur parti d'une entière deſtruction; ainſi la Penſylvanie fut en ſûreté, les Jerſeys, preſque évacués, & les Anglois réduits, pour ainſi dire, aux ſeules villes de Brunſwick & d'Amboy, d'où ils n'osèrent tenter aucune entrepriſe conſidérable juſqu'à la fin de Mai; Ainſi comme l'obſerve (1) un Officier général, qui ſait bien agir &

(1) M. le Marquis de Chaſtellux.

bien

bien écrire en cette matière, les grands événemens de la guerre, ne ſont pas toujours les grandes batailles. 1777.

Du poſte inattaquable de Moriſtown, Washington commandoit ceux des ennemis. Témoins de tous leurs mouvemens, les Américains trouvoient de fréquentes occaſions de leur nuire. En moins de quinze jours, ils leur enlevèrent deux cents chariots chargés de vivres ou de munitions de guerre. C'étoit aux portes de Brunſwick, &, pour ainſi dire, ſous le canon de la place, que ſe faiſoient toutes ces priſes. Cette petite guerre, à laquelle le Général Putnam & le Colonel Scott eurent la plus grande part, privoit chaque jour le parti Royaliſte de quelques-uns de ſes ſoldats; il en perdit plus de cinq cents aux deux échecs de Quibleton & de Pont de Milſtone, où le Colonel Dikenſon ſe couvrit de gloire. Le Général Howe, dont l'armée s'affoibliſſoit d'ailleurs par les maladies & par la déſertion, fit propoſer une ſuſpenſion d'armes juſqu'au mois d'Avril. Washington avoit trop à cœur de chaſſer tout-à-fait les Anglois du Jerſey, pour ne pas ſe refuſer à cette

Ruſe courageuſe du Général Mac-Dougal.

1777. propoſition. Howe, offenſé de ce refus, eſſaya de s'en venger en faiſant attaquer le bourg de Pecks'hill, ſur la rivière d'Hudſon; ce poſte aſſez bien fortifié pouvoit favoriſer une entrepriſe ſur la Nouvelle-York. Au mois de Février, deux frégates, deux galères & quatre vaiſſeaux de tranſport vinrent mouiller dans la baie de Pecks'hill; & un détachement de cinq cents hommes débarqua ſous le canon des galères, à un mille & demi du bourg. Ils n'eurent qu'à ſe montrer pour convaincre le Général Mac-Dougal, qu'une longue réſiſtance ſeroit inutile, & par conſéquent déſapprouvée du Congrès. Après un combat aſſez vif où il ne perdit qu'un ſeul homme, il ſe retira en bon ordre, emportant avec lui ſes munitions & ſon artillerie. Les vainqueurs s'établirent dans ce poſte, où ils firent quelque dégat; mais le lendemain ces mêmes Américains, diviſés par piquets, reparurent ſucceſſivement, & à des diſtances combinées qui, trompant les Anglois, leur firent craindre que Mac-Dougal n'eût reçu de puiſſants renforts. Se voyant attaqués avec vigueur, ils ſe replièrent en déſordre, deſcendirent

la rivière & rentrèrent dans New-York avec la honte de n'avoir dû qu'à la force un avantage cédé presqu'aussi-tôt à la ruse courageuse d'un ennemi non moins intelligent que brave. 1777.

L'Angleterre ne soutenoit guère mieux la gloire de ses armes dans le Canada, que dans le Jersey. Vers la fin de l'hiver, il s'étoit élevé des querelles parmi les troupes Angloises & Allemandes; & dans quelques endroits, la division avoit été jusqu'au soulèvement. Pour les contenir dans le devoir, Carleton se vit réduit à la dangereuse extrémité de les opposer les unes aux autres. Depuis le départ de Burgoyne, toutes les opérations du Gouverneur s'étoient bornées d'ailleurs à répandre sur les frontières de la Nouvelle-Angleterre, cinquante Canadiens & quatre-vingt Sauvages qui les infestèrent. Pour mieux irriter la férocité de ces derniers, on n'avoit pas rougi de mettre un prix de vingt livres sterling à la chevelure de chaque Américain. Cette conduite atroce eut son prétexte dans la maxime barbare, *qu'on ne doit point de ménagemens à des rebelles*, & sa véritable

1777. cauſe, dans le déſeſpoir & l'impuiſſance de les réduire. Les nouveaux Etats-unis étoient viſiblement protégés en Europe. L'*Amphitrite* & pluſieurs autres vaiſſeaux chargés d'armes, d'habits & de munitions, venoient d'entrer dans la baie de Maſſachuſſet; & un grand nombre d'Officiers & d'Ingénieurs François, tranſportés en Amérique, juſtifioient par leurs ſervices l'eſpérance dont les Inſurgens s'étoient flattés dès le commencement de la guerre, que la France daigneroit leur tendre une main ſecourable. Les effets de cette protection, bien ſenſibles pour les Généraux Anglois, avoient ſubſtitué à la confiance qu'ils affectoient encore dans leurs dépêches, un aveugle dépit, qui ſouvent leur ſuggéra des procédés inhumains que déſapprouvoit la politique.

Lord Chatam veut qu'on déclare la guerre à la France.

Cependant les débats ſe renouvelloient dans le Parlement; & Lord Chatam, qui, depuis long-tems ne paroiſſoit point aux aſſemblées, s'y tranſporta le 30 Mai de cette année. Quoiqu'affoibli par la vieilleſſe & les infirmités, il y parla avec une éloquence qui fit trembler les Audi-

teurs Royaliſtes. « C'en eſt fait de l'Angleterre, s'écria-t-il, ſi la réconciliation la plus prompte avec les Américains n'arrête le coup ſuſpendu ſur nos têtes ; & tout délai, ne fût-il que de ſix ſemaines, rendra cette réconciliation impoſſible ». 1777.

Mais dans les principes de Chatam, ce n'étoit point aſſez de faire la paix avec les Colonies ; il conclut à ce qu'on déclarât la guerre à la France. La politique avoit dicté la motion de cet ancien Miniſtre ; le Duc Grafton, les Lords Chambden & Shelburne l'avoient appuyée ; Lord Germaine la combattit, & elle fut rejetée. Lord Weymouth, Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, s'étoit mis en frais de prouver que l'Angleterre n'avoit rien à craindre de la France ; tout le parti du Roi ſe rendit à cette prétendue démonſtration. Quant à la guerre d'Amérique, il fut décidé que la Métropole continueroit de s'écraſer pour la ſoutenir.

Arrivée du Général Burgoyne au Canada.

Le Général Burgoyne étoit parti avec le titre & les pouvoirs de Commandant en chef de l'armée du Canada. Ce guerrier courtiſan avoit ſu fermer les yeux des Miniſtres ſur

1777. l'intrépide activité de Carleton, à qui l'Angleterre devoit la conſervation de cette grande Province. Ses ſervices furent méconnus ; & Burgoyne alla le ſupplanter avec le faſte d'un Général favoriſé de la Cour, & qui va combattre pour elle. Il apportoit avec lui près de ſept cents mille livres ſterling ; l'approviſionnement de ſon armée étoit immenſe.

Comme on l'a dit, la Cour de Londres ambitionnoit de voir les Colonies ſeptentrionales, ſéparées des Etats de l'Oueſt & du Midi, & d'établir par la rivière d'Hudſon une communication libre avec le Canada. Burgoyne fut chargé de cette expédition ruineuſe, dont le dernier plan étoit de traverſer à la hâte la partie haute de l'Etat de New-York, de ſoumettre les poſtes fortifiés qui bordoient les lacs, & d'aller joindre Clinton & les dix mille hommes qu'il commandoit à New-York ou dans les environs. Les forts Ticondérago, Crown-Point, Skeneſborough, Edouard & Stanwix une fois ſoumis, Clinton & Burgoyne auroient enfermé toute la Nouvelle-Angleterre

entre l'Océan & leurs armées ; la flotte de l'Amiral Howe auroit enchaîné les rivages ; ſon frère auroit ſoumis à la fois Boſton & Philadelphie, défait Washington & remis les peuples ſous le joug de la dépendance. Il ne manquoit à ce magnifique plan que la poſſibilité d'être exécuté. Pour le rendre impraticable, il ſuffiſoit des obſtacles de la nature ; & Burgoyne avoit en même-tems à vaincre & la réſiſtance du climat & celle des habitans. Auſſi fut-il trois mois à ſe rendre de Montréal au lac Champlain ; il ne parut que le 2 Juillet devant Ticondérago. Le Général Sin-Clair qui commandoit ſur ce lac, ne ſe crut pas en état de défendre le poſte dont il étoit chargé ; & la priſe de Ticondérago, dont Burgoyne s'empara dans la nuit du 6, fut imputée au Général Américain. L'acquiſition de cette place ouvroit tout le pays à l'armée Britannique, & pouvoit lui aſſurer une retraite en cas d'événement. Le Congrès indigné, crut voir de la lâcheté, & ſoupçonna de la trahiſon dans la conduite de Sin-Clair ; il lui fit ôter le commandement. On prit

1777.

Priſe de Ticondérago

1777. enſuite de ſages meſures pour arrêter les progrès de l'ennemi, & empêcher la jonction des deux armées. Putnam eut ordre de partir avec quatre brigades. Il vint ſe poſter au-delà de Saratoga, dans un lieu également fortifié par l'art & par la nature. Gates alla remplacer Schuyler, qui commandoit les troupes chargées de couvrir Ticonderago, & qu'on accuſa trop légèrement d'une connivence honteuſe avec le Général Sin-Clair (1). Arnold qui, rentré au ſervice & dans les bonnes graces du Congrès, s'étoit ſignalé le 27 Avril à l'affaire de Dambury (2), dans le

(1) Ces deux Généraux furent *acquittés honorablement* dans un Conſeil de guerre; & Sin-Clair reprit ſon rang dans l'armée. Le Général Schuyler, auquel on ne put accorder les réparations qu'il exigeoit, s'abſtint déſormais de tout ſervice militaire; mais il n'en fut pas moins utile à ſa patrie. Elu Membre du Congrès l'année ſuivante, il eut la gloire d'y partager avec M. Lawrens les ſuffrages pour la Préſidence.

(2) Le Major général Tryon, Gouverneur de la Nouvelle-York, avoit pénétré dans le Connecticut avec deux mille hommes. Il y détruiſit les magaſins de Dambury & de Rige-Field, & fit mettre le feu à ces

Connecticut, se rendit avec cinq mille hommes dans les mêmes plaines de Saratoga, où Gates essayoit de rallier les troupes dispersées. 1777.

On ne pouvoit opposer à Burgoyne des Chefs plus braves & plus habiles, &, quoiqu'absent, Washington dirigeoit les principales opérations de la guerre dans cette contrée de l'Amérique; mais il n'osoit perdre de vue le Chevalier Howe, qui, par le retard des équipages de son armée, n'avoit ouvert la campagne qu'au commencement de Juin. Désespérant d'engager les Américains dans une affaire générale, il aima mieux évacuer le Jersey que de les attaquer dans la position avantageuse qu'ils occupoient, & s'exposer ainsi à une défaite Howe évacue le Jersey.

deux villes. Woster, Brigadier général Américain, fut tué dans le combat qui précéda l'embrâsement. Ces expéditions ne restèrent pas sans vengeance. Le Colonel Megs s'étant embarqué peu de jours après avec un détachement d'Américains, alla forcer le poste de Sag-Harbour, situé à l'est de Long-Island, où les Anglois avoient d'abondantes provisions qu'il ravagea. Il s'empara d'un vaisseau de guerre, brûla les navires ancrés sur la côte, & se rembarqua avec quatre-vingt-dix prisonniers.

qui lui fermeroit le passage de la
1777. Délawarre. Il résolut d'entrer dans la Pensylvanie par un autre côté ; & d'après ce nouveau plan, il fit embarquer ses troupes & s'embarqua lui-même pour l'île des Etats, où étoit le rendez-vous général.

La Cour de Londres regardoit Philadelphie comme l'unique rempart de la Nouvelle-République ; elle s'étoit persuadée que la réduction de cette ville entraîneroit la soumission des Colonies. Il n'y avoit point à balancer sur cette expédition ; & des considérations, dont la sagesse ne pouvoit être appréciée que sur les lieux, avoient décidé le Chevalier Howe à tenter l'entreprise du côté de la mer. Il s'étoit embarqué dans cette résolution ; mais les vents qui la contrarioient, ne lui permirent d'arriver à la baie de Chesapeack, que le vingt-cinquième jour d'une navigation pénible. Il la remonta plus heureusement jusqu'à l'embouchure de la rivière d'Elck. Quelle fut sa surprise en débarquant son armée, de voir que les troupes de Washington l'avoient prévenue, que les Milices du Maryland bordoient les frontières de cette

province, & que le Général Levis s'approchoit avec celles de la Virginie! On avoit pris les meſures les mieux concertées pour faire avorter tous ſes deſſeins. 1777.

Cependant Washington tenoit en échec les trois armées royales. Tandis que les troupes du Nord contenoient celles de Burgoyne, & que lui-même déconcertoit les projets combinés des frères Howe, il avoit ordonné une attaque contre les troupes de l'armée de Clinton détachées pour la garde de Staten-Iſland. Le 22 Août, deux mille hommes enlevèrent le fort, y firent trois cents priſonniers, parmi leſquels on comptoit trente ſoldats & deux Officiers Anglois, & emmenèrent avec eux tout le bétail de l'île; mais comme ils ſe rembarquoient, deux régimens de l'armée de New-York atteignirent leur arrière-garde, leur tuèrent ou bleſsèrent cinquante hommes, prirent ſoixante Américains & délivrèrent vingt-trois ſoldats royaliſtes. Pendant ce tems, Washington raſſuré ſur la poſition de Howe, dirigeoit ſa marche vers Philadelphie, d'où le Congrès avoit fait tranſporter dans les terres les archives Bataille de Brandy-wine

de la République. Le Général traversa
1777. cette capitale avec douze mille hommes, & vint camper près de Wilmington, sur le bord de la Délawaare. La flotte angloise avoit remonté ce fleuve, dont elle paroissoit vouloir forcer les passages. Dans cette position, le flanc droit de l'armée Américaine étoit exposé ; elle ne couvroit point assez Philadelphie, & laissoit découvert tout le Comté de Lancaster. Washington crut devoir transporter son camp sur la rive gauche de la Brandywine, dont les bords élevés favorisent l'armée qui la défend. Howe, posté aux sources de l'Elck, ne pouvoit tenir long-tems dans ce poste ; il ne tarda pas à se porter vers l'armée continentale. A son approche, le Congrès allarmé envoya l'ordre à Washington d'accepter la bataille. Ce n'étoit point l'avis du Général ; mais il savoit obéir aussi bien que commander. Le 11 Septembre, il y eut des canonnades de part & d'autre ; & la plus grande partie du jour se passa en escarmouches. A trois heures après midi, le Général Maxwel reçut ordre de traverser un gué de la Brandy-wine appellé le gué du Chadd, & d'aller se poster avec

un renfort ſur une éminence de l'autre côté de la rivière. Il en fut chaſſé par un détachement qu'il avoit d'abord répouſſé. Pendant ce tems-là, un corps de l'armée royale ſe diſpoſoit à tourner l'aîle droite de l'armée Américaine : des bois favoriſoient cette manœuvre. Washington avoit cru voir dans les diſpoſitions de Howe, qu'il en vouloit à ſon aîle gauche. Le Général Sullivan qui commandoit l'aîle droite, étoit chargé de veiller de ce côté-là ſur tous les mouvemens de l'ennemi ; mais Washington fut mal ſecondé dans cette circonſtance. Cependant, il eut quelque ſoupçon de feinte ſur le peu d'empreſſement de Howe à paſſer le gué du Chadd. Pour épier les vues de ce Général, & la marche de Cornwallis qui commandoit la gauche de l'armée royale, il dépêcha quelques Officiers, dont les rapports contradictoires tinrent long-tems ſes réſolutions ſuſpendues. On ſut enfin que le Général Cornwallis marchoit à la hâte vers le gué de Jefferies, à deux milles plus haut que *Birmingham'ſchurch*. Sullivan s'y porta avec toute ſon aîle droite à travers les bois, dont l'épaiſſeur ra- 1777.

lentit sa marche. Il en sortit pour
1777. gagner une éminence que l'ennemi venoit d'occuper. N'ayant ni le loisir ni la commodité de ranger sa troupe en bataille, il fut contraint de fuir dans le plus grand désordre, & de regagner un bois où les Royalistes le poursuivirent & lui tuèrent beaucoup de monde.

Suite de cette déroute. Pendant cette déroute, un détachement de l'armée royale forçoit, dans un poste avantageux, deux brigades où le Marquis de la Fayette, nouvellement arrivé en Amérique, servoit en qualité de Volontaire, quoiqu'il eût déjà reçu du Congrès le brevet de Major-général. Ce jeune Officier fit des efforts incroyables pour les rallier; il les encourageoit par son exemple, & les pressoit de charger l'ennemi avec la bayonnette. Elles tinrent ferme un moment; & le Marquis de la Fayette alloit les ramener au combat, lorsqu'il reçut à la jambe gauche une blessure qui le força de quitter le champ de bataille. Cet accident replongea la troupe dans le découragement; les brigades lâchèrent le pied; & il ne fut plus possible de les rassembler. Dans le même-tems & presqu'au même lieu,

un corps de Virginiens plioit devant Cornwallis; & ces fuyards laiſſoient la droite de l'armée Américaine entièrement découverte. Ce moment critique fut celui que choiſit le Général Knipauſen pour aller attaquer la gauche des Inſurgens. Il marchoit ſur deux colonnes, dont l'une tourna leur batterie, tandis que l'autre s'en emparoit. Ce dernier malheur obligea le gros de l'armée continentale à ſe précipiter dans le chemin de Cheſter, traînant avec elle & dans le plus grand déſordre ſes bleſſés, ſon artillerie & ſes bagages. La ſeule brigade du Général Waine, qui s'étoit repliée ſur les hauteurs, garda ſa poſition juſqu'à la nuit, ſoutint avec courage le feu de l'ennemi, & fit ſa retraite en bon ordre. 1777.

La journée de Brandy-wine juſtifie bien la répugnance que Washington avoit toujours eue pour les affaires générales. Il ſavoit que les Américains, faits pour combattre avec ſupériorité dans les occaſions où la bravoure perſonnelle décide le ſuccès, n'avoient plus le même avantage dans une affaire où la victoire peut être le fruit de l'obéiſſance, de la diſcipline Réflexions ſur cette journée

& des combinaisons de la tactique.

1777. Des soldats passionnés pour la liberté sont quelquefois trop dominés par ce sentiment, lorsqu'il s'agit d'exécuter les ordres de leurs Officiers. Quoi qu'il en soit, cette victoire coûta cher aux Anglois; ils eurent plus de mille hommes tués, & un plus grand nombre de blessés. Quoique vaincus, les Américains ne perdirent que douze cents hommes; mais leur défaite ouvrit au Général Howe l'entrée de Philadelphie. Parmi les Officiers François qui partagèrent les dangers de cette journée, on distinguoit le Marquis de la Fayette & les Chevaliers de Fleury & du Plessis-Mauduit. M. Tronson du Coudray, que le Congrès avoit élevé au grade de Major-général, devoit y commander l'artillerie; la fortune envia cet Officier au parti de la liberté. Comme il traversoit la Skuilkill pour rejoindre l'armée de Washington, un cheval fougueux qu'il montoit, le précipita du bateau dans la rivière. Le Chevalier du Coudray se noya, malgré les efforts de Roger, son Aide-de-camp, qui s'étoit jeté à l'eau pour le secourir. A cette même époque, un acci-

dent non moins tragique & plus touchant encore, intéreſſa toute l'armée au ſort d'un jeune guerrier, dont l'amour & l'hymen venoient de couronner la bravoure. Pluſieurs Ecrivains ont déjà tracé l'aventure du jeune Seymours & de la belle Molly : j'ai cru qu'on me ſauroit gré de choiſir dans tous ces récits le plus intéreſſant & le moins étranger au ton de cette Hiſtoire. 1777.

Aventure de Seymours & de Molly.

« Dans les habitations ſituées ſur les bords de la Délawarre, il y avoit une jeune fille d'une grande beauté, nommée Molly ; elle aimoit le jeune Seymours, elle en étoit éperduement aimée : Harvey, père de Molly, étoit riche ; il avoit des champs fertiles & de nombreux troupeaux ; Seymours étoit pauvre ; Harvey ne pouvoit ſe réſoudre à lui donner ſa fille. Les uſages du pays autoriſoient les deux amans à ſe paſſer du conſentement d'Harvey ; mais le reſpect étoit plus fort, ils n'oſoient en venir à cette extrémité. Seymours, dans ſon chagrin, réſolut d'aller faire la guerre ; il partit pour la Caroline à la ſuite d'une troupe de Volontaires. Jaloux de rapporter des lauriers aux

1777. pieds de Molly, il se distingua à la défense du fort Sullivan ; & le commandement d'une compagnie devint bientôt sa récompense. Ayant rejoint depuis, l'armée de Washington, il desiroit revoir sa maitresse; il demanda & obtint un congé de trois jours. Le père de Molly le voyant Capitaine, le reçut avec attendrissement, & ne crut pas devoir refuser pour gendre un homme utile à la patrie. Le temps pressoit, il falloit que Seymours retournât dans les camps ; le mariage se fit dès le lendemain. Après la cérémonie, les parens des jeunes époux se rassemblèrent sous des arbres environnés de treillage, à deux cents pas de la maison d'Harvey. Ils y faisoient un repas champêtre qu'assaisonnoit une douce joie, lorsque des soldats de l'Infanterie légère du Général Howe, qui parcouroient le pays pour y chercher des vivres, traversèrent l'habitation. Seymours & les témoins de son bonheur étoient dans la plus grande sécurité. L'armée Angloise campoit loin de là; & le pays étoit couvert par les détachemens de Washington qui tenoient la campagne. Cependant, deux soldats

appercevant de loin, à travers les arbres, un uniforme américain, s'avancent en appellant leurs camarades. Ils surprennent Seymours au milieu de la joie, & veulent l'emmener prisonnier. Il n'avoit point ses armes, mais le courage & l'amour ajoutant à sa force, il saisit un des agresseurs, s'empare de son fusil, & le renverse d'un coup de bayonnette. L'autre soldat prend la fuite; Seymours le poursuit, & lâche son coup après lui : il regarde & voit le piquet anglois retourner sur ses pas; dans la crainte sans doute de s'engager au milieu de quelque parti américain. Alors Seymours revole vers ses parens & ses amis. Fier de sa victoire, il s'avance, & n'entend que des cris & des gémissemens; il frémit, il approche : la balle a frappé son amante, il la trouve baignée dans son sang. Ne pouvant supporter ce spectacle douloureux & terrible, ni la voix d'Harvey qui lui redemande sa fille, Seymours retourne dans les camps pour se livrer tout entier à la fureur & au désespoir. Il ne tarda pas à trouver dans les combats la mort qu'il desiroit, & à suivre dans la nuit du

1777.

tombeau celle qu'il avoit tant aimée ».

1777. Aventure de Miſs Mac-Rea.

Nous placerons ici une autre aventure, qui, peu honorable pour l'héroïne, n'en fait pas moins déplorer les malheurs de la guerre. Au nom de *Mac-Rea*, les lecteurs me préviennent, en ſe rappellant que cette infortunée étoit d'une famille de Wigſs. Les principes de ſon éducation ne s'étoient point démentis lorſqu'elle fit connoiſſance à New-York d'un Officier Anglois, qui triompha de ſon patriotiſme. Les intérêts de l'Angleterre lui devinrent auſſi chers que ſon amant, & bien plus chers que l'Amérique.

La guerre ne tarda pas à ſe déclarer à New-York ; & le père de la jeune Miſs alla ſe réfugier avec ſa fille dans une maiſon de campagne qu'il avoit ſur les bords de l'Hudſon. L'approche de l'armée de Burgoyne l'en chaſſa bientôt ; mais l'amant de Mac-Rea étoit dans cette armée. Elle voulut le revoir vainqueur, & ſe promit de l'épouſer, de l'accompagner au milieu des combats, d'y partager ſes travaux & ſa fortune. Des ſauvages formoient l'avant-garde de l'armée : ils arrivent chez Mac-Rea ; & ſans diſtinction

d'amis & d'ennemis, ces barbares pillent ſa maiſon, enlèvent la jeune Miſs, la conduiſent à leur camp, ſe la diſputent entr'eux; & pour terminer le différend, finiſſent par la maſſacrer à coups de *tomahawk*. Dans le récit de cette cataſtrophe ſi touchante, on regrette de n'avoir pu taire les diſpoſitions de la victime. 1777.

Cependant le Général Howe avoit pris poſſeſſion de Philadelphie le 30 Septembre: cette ville, abandonnée du Congrès qui s'étoit tranſporté à York-Town, & de tous les partiſans de la guerre qui l'avoient ſuivi dans cet aſyle, n'offroit à l'inſolence du ſoldat victorieux que des victimes pacifiques, dont le dévouement oiſif à la cauſe de la liberté, n'avoit jamais fait couler une goutte de ſang. Cette conſidération arrêta le glaive du vainqueur; & les paiſibles vertus des Quakers finirent par ſubjuguer la férocité d'une ſoldateſque inhumaine & ſanguinaire. Le Général Anglois avoit d'ailleurs à craindre des repréſailles, contre leſquelles ſa poſition ne devoit pas le raſſurer. S'il étoit maître de la ville, Washington l'étoit de tout le pays. Il avoit fait ſes diſ- Affaire de Germantown

1777. positions pour empêcher les vaiſſeaux Anglois de remonter la rivière ; tous les forts Américains étoient en bon état ; & cet habile Général, toujours fidèle à ſon ſyſtême, ſongeoit à réparer les malheurs de la journée de Brandy-wine par des combats particuliers, & des affaires de poſtes, eſpèce de guerre, dont le ſuccès eſt ſûr contre un ennemi, qui, pour ſe recruter, a beſoin de recourir à des renforts d'outre-mer. Malgré la ſaiſon qui s'avançoit, le Congrès vouloit une action générale ; les Officiers étrangers la conſeilloient ; & Washington reçut ordre d'en faire naître l'occaſion. Elle ne tarda pas à s'offrir telle que l'événement le plus malheureux ne devoit rien produire de bien déciſif contre les Américains, & qu'une victoire perdoit ſans reſſource l'armée Britannique.

Après l'affaire de Brandy-wine, les Anglois fiers de leur triomphe, avoient cru pouvoir diviſer leurs forces. Le gros de leur armée campoit ſur la Skuilkill, à quatre milles de Philadelphie ; mais un détachement conſidérable s'étoit porté ſur *Billingſport*, où ſa deſtina-

tion étoit de favoriſer le paſſage de la flotte qui tentoit vainement de remonter la Délawarre. Quatre mille hommes de cette même armée couvroient la ville de Germantown, à huit milles au Nord de la Capitale. Le Général Washington alors campé près de *Chippack-Creek*, jugea ce moment favorable pour ſe ménager une revanche déciſive; & la nuit du 3 Octobre, il décampa dans l'intention d'aller déloger les troupes cantonnées à Germantown. Il marchoit ſur deux colonnes qui devoient tourner la ville l'une du côté de l'Oueſt, & l'autre du côté de l'Orient. Deux brigades de la colonne droite, eurent ordre de former le corps de réſerve, de ſe détacher de cette colonne au moment de l'attaque; & de pénétrer dans Germantown, qui n'a qu'une rue d'environ trois quarts de lieue. Tandis que les milices marchoient ſur la droite & ſur la gauche, longeant les bois tant du côté de Francfort que du côté de la Skuilkill, Washington fit halte un moment avant le jour, à une croiſée de chemin qui n'étoit qu'à cinq cents pas du poſte avancé des ennemis : ce fut-là

1777.

1777. qu'il apprit que le détachement de Billingsport venoit d'entrer dans Germantown ; il n'en continua pas moins sa route à la tête de la colonne droite, vers le piquet des Anglois, qu'il repoussa jusques dans leur camp. Le Général Sullivan qui la commandoit, en forma les trois brigades de tête, les mit en bataille, traversa le camp des ennemis, & pénétra dans la ville. Les Anglois s'y étoient repliés à la hâte ; il y eut un engagement où ils furent battus & repoussés.

Cependant, Washington à la tête du corps de réserve attendoit la colonne gauche, en poursuivant sa marche par la grande rue. Il y fut arrêté vis-à-vis d'une grande maison bâtie en pierre où les Anglois avoient jeté des soldats qui faisoient feu de toutes parts. Au lieu de passer outre, les Américains s'obstinèrent à vouloir forcer cette maison, dont les murs avoient deux pieds & demi d'épaisseur. On n'avoit que du canon de six ; le Chevalier du Plessis-Mauduit en fit dresser deux pièces. Mais tout leur feu blanchit contre la solidité de cette espèce de citadelle. On essaya de la brûler ; & on ne fut pas plus heureux.

Enfin,

Enfin, le Chevalier de Mauduit entreprit de l'emporter de vive force ; & le Colonel Lawrens, jeune homme plein de valeur & d'impétuosité, s'offrit à le seconder dans cette périlleuse tentative. Le premier alla droit à une fenêtre du rez-de-chaussée qu'il enfonça. Il avoit franchi cet obstacle ; mais un Officier Anglois se présente, le pistolet à la main : le Chevalier du Plessis alloit répondre, on ne sait comment, à la proposition de l'ennemi, qui le sommoit de se rendre, lorsque, par une mépriſe heureuse, un coup de fusil parti de l'intérieur de la chambre, renversa l'Officier Anglois. Cependant il fallut renoncer aux fruits de cette prouesse ; & M. de Mauduit fit sa retraite en véritable François. Il marcha vers l'armée Américaine d'un pas grave & mesuré, & la rejoignit sain & sauf, malgré les balles qui partoient de tous les étages de la maison assiégée. Le Colonel Lawrens qui les bravoit aussi par la tranquillité de sa marche, en fut quitte pour une légère blessure à l'épaule. De tous les braves choisis pour ce coup de main, trois seulement avoient été blessés. 1777.

1777. Tandis que le corps de réſerve s'amuſoit en pure perte devant la maiſon de pierres, le Général Cornwallis arrivoit de Philadelphie avec ſes Grenadiers & ſes Chaſſeurs; & l'armée Angloiſe de la Skuylkill voloit au ſecours de Germantown. La colonne de gauche des Américains ſe trouvoit à peine en meſure d'attaquer: la partie devenoit trop inégale; il fallut y renoncer & s'occuper de la retraite.

Un brouillard épais s'étoit élevé au moment le plus déciſif; cet accident favoriſa l'ennemi. Les Américains ne ſe reconnoiſſant plus dans l'obſcurcité n'agiſſoient point de concert; tous leurs mouvemens furent des mépriſes, dont Howe & Cornwallis ſurent profiter. On conviendra que dans une telle confuſion, la fortune dut avoir beaucoup de part au ſuccès de cette journée. Quoi qu'il en ſoit, les Anglois reſtèrent maîtres du champ de bataille; mais les Américains ſe retirèrent en bon ordre; & Washington ſut choiſir une poſition avantageuſe à quatre milles de Germantown, d'où il tint les Anglois en reſpect par ſa bonne contenance.

Telle fut l'iſſue d'une expédition qui ne tendoit à rien moins qu'à détruire l'armée royale, à remettre le Congrès en poſſeſſion de Philadelphie, à terminer la guerre d'Amérique par une ſeule affaire générale. Les circonſtances ne favoriſoient point ce projet mal combiné. Comme on l'a dit, la plus défavorable étoit l'indiſcipline des Américains. Mais il falloit éclairer la nation ſur ſes propres déſavantages ; & Washington, en ſe prêtant à cette expédition, avoit prévu qu'une défaite même ſeroit une leçon utile à ſa patrie ; & n'avanceroit pas beaucoup les affaires de l'ennemi. Les Américains ne perdirent que ſix cents hommes, dans les divers combats de Germantown ; les Anglois en eurent plus de mille, tant tués que bleſſés. De telles victoires ſouvent répétées auroient anéanti l'armée de Howe, déjà épuiſée par les déſertions que de foibles recrues levées parmi les Torys n'étoient point capables de réparer. 1777.

Tandis que ce Général gagnoit des batailles qui ruinoient les forces de l'Angleterre en Amérique, Burgoyne pourſuivoit ſon expédition

Suites de l'expédition de Burgoyne. Sa défaite.

avec moins de gloire, & tout auſſi
1777. peu d'avantage. Depuis l'arrivée d'Arnold, & des cinq mille hommes qu'il commandoit, l'armée du Nord accrue preſque de moitié, oppoſoit un obſtacle invincible aux progrès de l'ennemi; & Burgoyne enflé de ſes premiers ſuccès, négligeoit des précautions indiſpenſables, dans l'entrepriſe même la moins difficile. Il s'étoit engagé dans les terres, avant de s'être aſſuré des poſtes voiſins de Ticonderago; des corps de Milice s'emparoient de ces poſtes, qu'il n'étoit pas encore à huit lieues du fort. Il lui avoit fallu ſeize jours pour faire ce chemin, tant les routes étoient impraticables! Son aîle droite en avoit pris une moins pénible, ſous la conduite des ſauvages; mais le Colonel Saint-Léger qui la commandoit, eut bientôt à ſe plaindre de l'infidélité de ſes guides. Après avoir été repouſſé par *Ganſewoorth*, qui commandoit dans le fort *Stanvix*, ſa reſſource fut de ramener à Montréal les débris de ſon détachement. Burgoyne reconnut trop tard qu'il s'étoit imprudemment engagé dans le pays ennemi. Quelle que dan-

gereuſe que fût la retraite, il n'y avoit de ſalut à eſpérer que dans une marche rétrograde ; il préféra de riſquer une action d'éclat ; & le 19 Septembre, il vint ſe meſurer avec Arnold. 1777.

L'armée Angloiſe étoit campée à quatre milles de *Beams'sheight*, où le Général Gates avoit choiſi ſa poſition. Pour arriver à ſon camp, il falloit traverſer des bois & des ravins, conſtruire des ponts, ſe frayer des routes avec la hache. Ces difficultés n'arrêtèrent point Burgoyne. Il marcha ſur quatre colonnes, qui arrivèrent à l'ennemi par des chemins différents. Les deux armées ſe joignirent ſur un terrein ſi couvert & tellement coupé, qu'on n'oſe l'appeller un champ de bataille. Le combat s'engagea d'abord avec les Milices Américaines, qui, ſans aucune diſpoſition antérieure, ſoutinrent ce choc avec beaucoup d'intrépidité. Arnold en commandoit l'avant-garde ; & celle des Anglois étoit aux ordres du Général Frazer. Cette dernière eut beaucoup à ſouffrir dans l'action du 19, qui dura juſqu'au coucher du ſoleil. Les combattans furent ſéparés par la retraite d'Arnold.

1777. Il se retira paisiblement dans son camp ; & Burgoyne eut le frivole honneur de coucher sur le champ de bataille. Campé à *Freeman's-Farm*, si près des Américains, & tellement resserré, qu'il ne pouvoit faire aucune manœuvre, il resta dans cette position jusqu'au 7 Octobre, qu'il entreprit de s'ouvrir, à travers mille périls, un chemin vers Albany. Le défaut de vivres, l'impossibilité de s'en procurer, le danger d'une retraite sous les yeux de l'ennemi, tout sembloit lui faire une loi du parti désespéré qui mit le comble à son infortune. Pour surcroît de malheur, il s'étoit vu abandonné des sauvages, qui, dans ces routes semées de précipices, étoient, pour ainsi dire, les flambeaux de son armée. Il ne recevoit aucune nouvelle de Clinton, qui remontoit la rivière d'Hudson, & venoit d'emporter un fort, dont la prise écartoit de grands obstacles à la jonction des deux armées. Un effort heureux pouvoit effectuer cette jonction si desirée ; & l'intrépide Burgoyne osa le risquer malgré l'affoiblissement de ses troupes réduites à moitié, depuis son départ du Canada. Il tenta une

seconde attaque, & se disposoit à tourner la gauche des Américains avec son avant-garde. Ils pénétrèrent son dessein, & tournèrent eux-mêmes le flanc gauche du corps qui les menaçoit, le mirent en déroute, & le poursuivirent jusqu'au camp des Allemands, dont les retranchemens furent emportés : ce combat vif & meurtrier se termina par la défaite de Burgoyne. Arnold & Lincoln en eurent la principale gloire. Quoique blessés grièvement l'un & l'autre, ils n'avoient cessé de combattre, qu'après avoir repoussé l'ennemi dans ses lignes. Les Américains l'en chasèrent à coups de bayonnette; & les fuyards vinrent se rallier à quelques milles de Saratoga, dans un poste où Burgoyne se retrancha de son mieux. Il divisa son armée en trois camps, qui formoient trois fronts différents; mais comme il avoit employé quatre jours à faire cinq milles de chemin, les Américains eurent le tems de le suivre sur la rive droite de l'Hudson, & de le précéder sur la rive gauche, où ils occupèrent en force tous les passages. 1777.

Dans cette extrémité, il ne restoit à Burgoyne d'autre parti à prendre

que de livrer ſes troupes à la diſcrétion du vainqueur. Deux jours furent employés à dreſſer les articles de la capitulation de Saratoga, qui fut ſignée le 16 Octobre. Le Général Anglois n'y fut point nommé; Gates n'avoit pas cru devoir refuſer à ſon ennemi déſarmé une ſatisfaction qui ne tiroit point à conſéquence. Burgoyne n'en fut pas moins tenu à l'éxécution de tous les articles. Les troupes Angloiſes ſortirent du camp le 17, au nombre de ſix mille quarante hommes, abandonnèrent leur artillerie compoſée de trente-ſept pièces de campagne; & ayant mis leurs armes en faiſceaux, furent conduites ſous bonne eſcorte à Boſton, où elles devoient s'embarquer pour l'Angleterre, après le ſerment ſolemnel de ne plus ſervir contre la Nouvelle-République.

1777. Burgoyne eſt forcé de capituler.

Le Général Gates profitant de ſa victoire, dépêcha Starck avec quatre mille hommes, pour aller reprendre Ticonderago, & ſe porta lui-même vers la rivière d'Hudſon, avec le gros de l'armée. Comme on l'a dit, Clinton s'étoit embarqué à New-York avec des troupes, pour remonter cette rivière, & marcher au ſecours de

Cruautés de Robert Waughan. Incendie de la ville d'Eſopus.

Burgoyne ; il étoit ſoutenu de quelques frégates légères, commandées par Sir James Wallace, qui réduiſit pluſieurs forts. Robert Waughan, à la tête de quatre ou cinq mille hommes, marchoit en avant, & répandoit par-tout la terreur & les déſaſtres. Ils avoient forcé la ville d'Eſopus, ce malheureux théâtre de tous les excès que peut ſe permettre un vainqueur féroce & ſanguinaire. A l'arrivée du Général Américain, il reſtoit à peine quelques veſtiges de cette place incendiée. Les bourgs & les villages des environs n'étoient plus que des monceaux de cendres ; & leurs habitans diſperſés dans les forêts, éprouvoient toutes les horreurs de la faim, dont ils préféroient le tourment aux outrages affreux que le terrible Waughan exerçoit contre les malades, les enfans, les femmes & les vieillards que la fuite n'avoit pu dérober à ſa cruauté. La préſence du vainqueur de Burgoyne fit ceſſer les maſſacres, arrêta les incendies, & laiſſa reſpirer l'humanité dans ces campagnes déſolées. Les quatre mille tant Allemands qu'Irlandois, dont Waughan & Wallace 1777.

irritoient la fureur sur les bords de
1777. la rivière d'Hudson, disparurent à l'approche du Général Gates.

Fêtes publiques à l'occasion de cet évènement.

Le Congrès crut lui devoir des témoignages publics de reconnoissance, & fit frapper en mémoire de son triomphe, une médaille d'or qui lui fut présentée au nom de la République. Arnold & Lincoln avoient eu beaucoup de part à la victoire de Gates; ils partagèrent avec lui ces témoignages de la gratitude des Etats. Les noms de ces Officiers Généraux furent cent fois répétés par acclamation, dans toutes les Provinces confédérées; c'étoit le cri de joie convenu dans les fêtes publiques qui se donnèrent à l'occasion de cet heureux évènement à Boston, à Charles-Town, & dans plusieurs autres villes. Le Congrès applaudit sur-tout à la modération avec laquelle les vainqueurs de Burgoyne avoient usé de la victoire.

Perfidie des Ecossois. Motion à ce sujet.

Cette assemblée fidèle aux principes de clémence & de douceur que lui dictoient sa politique & son inclination, parut vouloir y déroger un moment par un acte de rigueur que la perfidie des Ecossois avoit provo-

qué. Ces peuples abuſant de la neutralité jurée au commencement de la guerre, s'étoient montrés dans pluſieurs provinces, les plus cruels agens des vengeances britanniques. Ils avoient tout récemment ſignalé leur mauvaiſe foi dans la Caroline, en favoriſant, à main armée, les tentatives de l'ennemi. Deux fois ces violences impunies manifeſtèrent leurs injuſtes acceptions. De nouvelles trahiſons de la part des Ecoſſois laſsèrent enfin la patience de quelques Membres du Congrès; & l'un d'eux venoit de propoſer à l'aſſemblée de traiter les priſonniers de cette nation avec une ſévérité proportionnée à la noirceur de leur perfidie. Cette motion fut rejetée à la pluralité des voix. 1777.

La clémence du Congrès étoit une leçon que les Officiers employés au ſervice des Provinces confédérées, & les François ſur-tout, ſe faiſoient gloire d'écouter même au ſein du carnage. La belle défenſe du fort de Redbanck, où le Chevalier Dupleſſis-Mauduit commandoit l'artillerie ſous le Colonel Green, fut encore moins honorable à l'Officier François, par

Beau trait du Chevalier du Pleſſis-Mauduit.

1777. l'entière défaite d'un nombreux détachement de l'armée royale, que par les ſoins touchans & généreux qui ſignalèrent ſon humanité. Après la retraite des aſſiégeans, il étoit ſorti de la fortereſſe pour en viſiter les ouvrages avancés. Ses regards ſe portent ſur un monceau de cadavres; & au même inſtant, il entend une voix qui lui crie : *Qui que vous ſoyez, tirez-moi d'ici.* C'étoit la voix du Colonel Donop, l'un des chefs de la troupe Heſſoiſe, envoyée à l'attaque de Redbanck. Le Chevalier de Mauduit le fait tranſporter dans une maiſon du voiſinage, s'y renferme avec lui, prodigue à cet Officier les ſoins du plus tendre frère, & ne s'en ſépare qu'à l'inſtant de ſa mort, arrivée quatre jours après. Le Colonel Allemand avoit écrit au Comte de Saint-Germain, ſon ami, pour lui recommander le Chevalier Dupleſſis ; il terminoit ſa lettre par ces mots : *j'ai la conſolation d'expirer entre les bras de l'honneur.*

Les ſervices des François mal récompenſés.

Peu de jours après l'affaire de Redbanck, le fort Miflin, où commandoit le Lieutenant-Colonel Smith, fut attaqué moins vigou-

reuſement, & conſervé à moins de frais que Redbanck. Cependant, Green & Smith obtinrent les mêmes récompenſes : le Congrès leur fit préſenter à chacun une épée. Le même honneur fut accordé au Commodore Harlewood, qui s'étoit ſignalé à la défenſe des paſſages où l'Amiral Howe, trop preſſé de remonter la Délawarre juſqu'à Philadelphie, perdit trois vaiſſeaux de guerre, & vit une grande partie de ſa flotte entièrement deſemparée. Le Chevalier de Mauduit n'avoit pas moins de titres à la reconnoiſſance des Etats Il fut oublié ; & Washington s'en plaignit dans une lettre qui eſt un éloge bien flatteur du courage, des talens & de la modeſtie de l'Officier François. M. Dupleſſis n'avoit que le rang de Lieutenant-colonel; ſes ſervices méritoient un autre grade. La lenteur de ſon avancement, & l'oubli où l'on affectoit de laiſſer un grand nombre de ſes compatriotes, avoient une cauſe politique dans les murmures de quelques Officiers Américains. Ils s'étoient plaints au commencement de la guerre, des préférences accordées aux étrangers, 1777.

& de la manière peu satisfaisante,
1777. dont quelques-uns répondoient à cet encouragement.

Victoire du Marquis de la Fayette.

Il ne falloit pas moins que les exploits brillants du Marquis de la Fayette, pour forcer l'envie à se taire sur les hommages rendus à la valeur des François, dans un climat où le seul intérêt de l'honneur leur fit cueillir tant de lauriers. Ce jeune guerrier, toujours impatient de se signaler dans les champs de la gloire, avoit sollicité le commandement d'un corps de Milice détaché pour aller reconnoître la position des ennemis dans le Jersey. Il fut rencontré, le 25 Octobre, par un détachement d'Anglois & d'Hessois, qui, à la supériorité du nombre joignoient l'avantage de la discipline, & se glorifioient d'avoir à leur tête le Général Cornwallis. Le combat s'engage; & ils sont vaincus & dispersés. Ce triomphe du Marquis de la Fayette qui commandoit en chef pour la première fois, eut des suites fâcheuses pour l'armée de Howe, qu'il priva d'un renfort considérable, & des subsistances envoyées à Philadelphie, où les troupes Angloises de-

voient passer l'hiver. Washington avoit pris ses quartiers à Walley-Forge, sur les bords de la Skuylkill, d'où il pouvoit intercepter, du côté de la terre, les transports destinés pour l'armée royale. Des galères Américaines empêchoient que rien y pût arriver par la rivière, dont l'Amiral essayoit en vain de forcer les passages. L'armée de Clinton étoit condamnée à l'inaction dans la Nouvelle-York; & les troupes détachées de Rhode-Island retenoient le Général Pigot dans ses retranchemens. 1777.

Fierté & perfidie du Général Burgoyne.

Telle étoit pour tout l'hiver la position respective des Puissances belligérantes dans le Nouveau-Continent; & ce fut dans cette circonstance, que l'indomptable fierté de Burgoyne ne craignit pas de braver des Républicains généreux qui mettoient à sa liberté des conditions honorables. Après avoir donné le premier exemple en Amérique de ces défaites générales qui réduisent une armée à la discrétion du vainqueur, sans laisser même aux vaincus la ressource de sauver l'honneur dans les hasards d'une seconde bataille,

ce Général infidèle à ſa parole oſa
1777. déclarer, au moment de ſon départ pour l'Angleterre, qu'il ne ſe croyoit point engagé par une capitulation faite avec des rebelles. Cette audace trouva ſon excuſe dans l'excès de ſa témérité. Le Congrès fut plus choqué d'un projet inexcuſable de la mauvaiſe foi de Burgoyne, qui, s'il n'eût avorté, pouvoit avoir de terribles conſéquences. Par le dixième article de la capitulation, le Général Gates lui avoit permis d'envoyer ſes dépêches aux principaux chefs du parti royaliſte, en lui promettant ſous la foi publique, que ſes lettres ne ſeroient point ouvertes. Dans celles qu'il écrivit aux frères Howe, Burgoyne abuſa, dit-on, de cette condeſcendance, en arrangeant avec eux le projet de cacher ſix mille fournimens à fond de cale des bâtimens deſtinés au tranſport des troupes priſonnières, d'armer les ſoldats auſſi-tôt qu'ils ſeroient en mer, de rentrer, pendant la nuit, dans la baie de Boſton, & de tenter un coup de main, dont le ſuccès paroiſſoit immanquable. On découvrit à tems ce complot. Les priſonniers cantonnés à

Cambridge, furent contremandés ; on s'empara des fournimens ; & les vaiſſeaux de tranſport s'en retournèrent à vuide. La première réſolution du Congrès avoit été de retenir Burgoyne juſqu'à ce que le roi d'Angleterre eût ratifié la capitulation de Saratoga ; cependant, on le laiſſa partir ſous la condition qu'il quitteroit l'Europe au premier ordre du Congrès. Les Membres de cette aſſemblée n'étoient pas fachés de mettre ſous les yeux de la Cour, une preuve vivante de l'impuiſſance de ſes armes en Amérique ; & il y eut autant de politique que de modération dans le renvoi de Burgoyne, qui vint remplir à la Chambre des Communes ſes fonctions de repréſentant dans la ſeſſion d'hiver. 1777.

Sa réception à Londres.

Cet infortuné Général fut d'abord pour le peuple de Londres un objet de curioſité, de haine & de malédictions. Les Miniſtres lui fermèrent tout accès auprès du Roi : il ne put faire examiner ſa conduite ni dans un Conſeil de guerre, ni dans le Parlement, où les nouvelles du Nord de l'Amérique avoient tourné quelques eſprits aux réſolutions les

1777. plus décourageantes pour le Miniſtère. Les plus modérés du parti de l'oppoſition demandoient une prompte révocation de l'acte de Québec, qu'ils nommoient une loi cruelle & deſpotique, ſous laquelle gémiſſoit le Canada, & dont la tyrannie juſtifioit le ſoulèvement des autres provinces. Quelques-uns opinoient à ce qu'on rappellât les troupes de l'Amérique, puiſqu'il n'y avoit plus d'eſpoir d'une heureuſe réconciliation; le Duc de Richmond inſiſtoit ſur la néceſſité de reconnoître ſans reſtriction l'indépendance des Provinces confédérées. Quoique mourant, Lord Chatam s'étoit fait tranſporter à la Chambre des Pairs, avec l'intention d'appuyer cette motion; mais à peine eut-il commencé ſon diſcours, qu'il ſe trouva mal; il fallut le porter au greffe de la Chambre, où il reſta juſqu'au lendemain. Il mourut peu de tems après, & fut enterré à Weſtminſter, avec les plus grands honneurs. *Ah! mon ami*, dit-il avant d'expirer, à un Seigneur qui étoit auprès de lui, *ſauvez l'Angleterre.* Lord Chatam avoit donné la ſouveraineté des mers

Dernières tentatives de Lord Chatam. Sa mort. Son éloge.

à sa patrie, & élevé la nation Angloise à un degré de puissance supérieure même à son ambition. Il avoit dirigé vers la Grande-Bretagne tous les canaux de l'opulence ; & il mourut pauvre & endetté. Sa mort causa un deuil général ; mais loin de porter le découragement & l'inertie dans le parti de l'opposition, elle sembla lui donner une nouvelle vie. 1777.

Ce fut un moment de crise pour le Ministère ; & Lord North se vit forcé de proposer un bill conciliatoire qu'il savoit bien ne devoir rien concilier. Les Ministres tâchoient de rassurer le peuple contre les bruits de guerre, dont il se croyoit menacé de la part de la maison de Bourbon ; ils n'étoient pas moins alarmés que le peuple. Tandis qu'ils affectoient dans le Parlement beaucoup de sécurité sur les dispositions de la France, & sur le rétablissement de sa marine, leur Ambassadeur à Versailles employoit, tour-à-tour, la hauteur & les supplications pour découvrir les intentions secrètes du Ministère François. Le séjour de Franklin à Paris, la considération dont il y jouissoit, ses fréquens en-

Inquiétude du Ministère Anglois.

1777. tretiens avec les plus grands Seigneurs, tout faiſoit craindre qu'il ne ſe ménageât des rapports avec les Miniſtres. Les Députés Américains venoient de conclure avec les Fermiers généraux un traité pour le tabac de la Virginie ; cet accord, avoué du Miniſtre des Finances, ne ſuppoſoit-il pas d'autres traités ? La Cour de Londres ne pouvoit d'ailleurs ſe diſſimuler que, faite pour le ſecond ordre, l'Angleterre s'étoit élevée au rang des grandes Puiſſances de l'Europe, par un tour de force qui en rompoit l'équilibre politique ; que toutes les Cours avoient intérêt à ſon abaiſſement ; & que dans les circonſtances préſentes, la France étoit plus intéreſſée qu'aucune autre à rétablir cet équilibre néceſſaire à ſon repos, à ſa gloire, à la dignité de ſon Empire.

La France provoquée par les hoſtilités des Anglois.

Cependant la politique de Louis XVI toujours ſubordonnée à la religion des traités, ne s'étoit rien permis qui juſtifiât les murmures & provoquât les entrepriſes hoſtiles de l'Angleterre. Ce Monarque ami de la paix avoit porté la modération & les égards juſqu'à refuſer d'abord à

Silas Déane la qualité de Commiſſaire qu'il tenoit du Congrès. Sur les plaintes de la Cour de Londres, il fut enjoint aux Corſaires Américains de borner leur ſéjour dans les ports de France, au terme preſcrit par le traité d'Utrecht : les Réfractaires à cette loi furent inquiétés, malgré les repréſentations des Agens du Congrès entretenus en Europe. Il eſt vrai qu'on avoit fortifié les garniſons de Saint-Domingue & de toutes les Antilles; mais ces précautions n'étoient pas alarmantes, puiſque ces îles reſtoient ouvertes de tous côtés, & qu'on n'entretenoit point de vaiſſeaux armés dans les parages de l'Amérique. Tant de ſécurité annonçoit encore des intentions pacifiques. Et ce fut à cette époque, où l'on voyoit ſans inquiétude les frégates Angloiſes croiſer depuis Porto-Rico, juſqu'au canal de la Jamaïque, qu'elles osèrent inſulter les ports de Sa Majeſté, & brûler ſur les côtes de ſes îles des vaiſſeaux inſurgens, qui s'y croyoient dans un aſyle inviolable. Trente hommes détachés du *Maid-ſtone* & du *Squirel*, étoient venus mettre le 1777.

feu à un bâtiment américain, échoué
1777. dans la baie de Jean Rabel; & poursuivant sur la côte ceux de l'équipage qui s'y étoient réfugiés, ils n'avoient pas craint de faire feu sur le corps de garde, & de renverser les canons des batteries. Les mêmes attentats se commettoient aux îles du Vent, où l'on se plaignoit chaque jour de quelque violation de territoire. Les atterrages de la Guadeloupe, ceux de la Martinique & de Sainte-Lucie furent tour-à-tour le théâtre de pareils excès. La marine angloise se les permettoit jusques dans les mers d'Europe; vingt-deux navires Américains avoient été pris à l'embouchure de la Garonne. Le Pavillon françois n'étoit guère plus respecté. La *Providence* & vingt autres bâtimens, forcés d'amener & de se rendre à des frégates angloises, furent conduits à la Jamaïque, confisqués & vendus sous prétexte que leur cargaison étoit à l'usage des Provinces insurgentes. Ces violences attestées par trois cents Capitaines, dont les déclarations se trouvent consignées dans les divers greffes de l'Amirauté, autorisoient une démarche que la

seule raison d'Etat auroit justifiée. Cependant l'indignation de Louis XVI n'éclata point encore ; & la Cour de Londres osoit former des plaintes ! Lord Stormont son Ambassadeur en France, les renouvelloit à chaque instant, & quelquefois en des termes peu mesurés, qui pouvoient lasser la patience du Monarque, si la discrétion de ses Ministres n'eût éloigné l'instant d'une juste vengeance. 1777.

Tandis que l'Europe retentissoit des prétendus griefs de l'Angleterre, sur la protection qu'elle accusoit la France d'accorder aux Américains, le Ministère Britannique faisoit répandre dans les papiers de la Nouvelle-York, qu'ils n'éprouvoient à Versailles, que des contrariétés & des refus ; & que l'amitié des deux Puissances Européennes n'avoit jamais été mieux affermie. Ce piége ne trompa qu'un instant les Provinces confédérées. Le Cabinet de Versailles s'éclairoit de plus en plus sur la politique insidieuse des Anglois ; il y fut résolu qu'on opposeroit ses griefs à ceux de la Grande-Bretagne ; & l'on répondit aux nouvelles plaintes de Lord Stormond ; que Sa

1777. Majeſté Très-Chrétienne avoit conſulté la juſtice & l'amitié dans ſes procédés avec Sa Majeſté Britannique ; qu'elle attendoit de ce Prince qu'il donnât, de ſon côté, des ordres précis, pour arrêter les excès devenus trop fréquens des Officiers de ſa marine.

Préliminaires du Traité avec la France.

La France & l'Angleterre en étoient dans ces termes, lorſqu'on apprit à Londres la défaite du Général Burgoyne. Cette nouvelle y fit naître tout-à-coup une réſolution ſuggérée par le déſeſpoir & l'impuiſſance de réduire l'Amérique : le Miniſtère projeta de bonne foi une réconciliation avec les Etats confédérés, à condition que les deux Puiſſances réuniroient leurs efforts contre la Maiſon de Bourbon. Les Commiſſaires Américains réſidens à Paris furent preſſentis à ce ſujet ; & Louis XVI comprit enfin que c'étoit le moment de mettre un terme à ſon indéciſion. Le ſieur Conrad Alexandre Gerard, Secrétaire du Conſeil d'Etat, fut chargé d'aller conférer avec les Délégués du Congrès ſur les préliminaires d'un traité de commerce & d'amitié entre la France & les

les Etats-unis d'Amérique. Il fut déclaré dans cette première conférence que Sa Majeſté Très-Chrétienne reconnoiſſant l'indépendance des Provinces confédérées, pouvoit traiter avec elles ſans déroger à ſa dignité ; que pour rendre ce traité durable & l'éternel garant de l'amitié reſpective des deux nations, l'intention du Roi étoit qu'on n'y tirât aucun avantage de leur ſituation actuelle, & que ce traité fût tel que les Etats-unis pourroient le ſouhaiter, s'ils jouiſſoient de la plénitude de leurs forces & de leur puiſſance ; que la France ne ſe diſſimuloit pas l'avantage qu'elle devoit ſe promettre de leur affranchiſſement ; & qu'en prévoyant les frais, riſques & dommages de la guerre, à laquelle ce traité l'expoſoit, elle n'étoit pas moins réſolue de les tenir quittes de toute eſpèce de dédommagement ſur cet objet ; qu'elle n'exigeoit pas même qu'ils ſe refuſaſſent dans la ſuite aux propoſitions avantageuſes d'une paix ſéparée ; & que la ſeule condition impoſée comme baſe de la convention, étoit que dans aucuns cas les Provinces 1778.

1778. confédérées ne se reconnoîtroient dépendantes du Gouvernement Britannique.

Ces propositions furent acceptées; & le 30 Janvier 1778, le sieur Gerard, chargé des pouvoirs de Louis XVI, Benjamin Franklin, Silas Déane & Arthur Lée, signèrent à Paris un traité d'amitié & de commerce entre la Couronne de France & les Etats nouvellement unis. Les Députés du Congrès insistoient sur la nécessité d'une alliance offensive & défensive, d'après laquelle le Roi se seroit engagé à soutenir leur indépendance par la force des armes. Sa Majesté n'y voulut point entendre, & n'accorda qu'une alliance éventuelle & purement défensive en cas de guerre entre la France & la Grande-Bretagne. Cette dernière convention demeurée secrette pendant quelque tems, n'eut de valeur & de réalité que par les hostilités de l'Angleterre; mais le 13 Mars de cette année, le Marquis de Noailles notifia le traité de commerce à la Cour de Londres; cette notification fut le signal de la guerre entre les deux Couronnes.

Cependant les Emissaires de

cette Cour avoient ſu, par leurs manéges, introduire de la diviſion parmi les Chefs de la Nouvelle-Angleterre ; il s'y étoit formé un parti contre Washington lui-même. Les ſervices de la France étoient méconnus de pluſieurs Américains, auxquels on avoit repréſenté cette nation comme un peuple d'aventuriers, dont il falloit redouter le commerce & la mauvaiſe foi ; les déſordres de quelques étrangers ſoudoyés pour déshonorer la France, accréditoient cette opinion. Enfin, on débitoit publiquement que le Docteur Franklin & les autres Délégués du Congrès venoient d'échouer dans leurs négociations. Les mal intentionnés donnoient le plus grand cours à ces bruits ſemés en même tems dans les divers cantons de l'Amérique ſeptentrionale. Le peuple s'y livroit à des ſoupçons injurieux pour les François, ſe permettoit contre eux des propos inſultans, s'emportoit juſqu'aux invectives ; dans quelques Provinces les voies de fait mirent le comble à cet excès d'ingratitude.

1778. Ingratitude de quelques Américains.

La circonſtance ſembloit être fa-

1778. Divers manèges de la Cour de Londres pour traverser l'alliance entre les François & les Américains.

vorable aux vues de la politique angloiſe ; & la Cour de Londres ſe hâta d'envoyer ſes Commiſſaires avec des pouvoirs étendus pour faire accepter au Congrès des offres de réconciliation. Elle autoriſoit ſes Agens dans le Nouveau-Monde à tout offrir, excepté l'indépendance, à ces mêmes Américains, dont elle exigeoit, deux ans auparavant, une ſoumiſſion illimitée. Quoique les bills conciliatoires arrêtés au Parlement le 17 Février, fuſſent poſtérieurs de quelques jours au traité conclu avec la France, on ſe flatta que l'arrivée des Commiſſaires anglois précéderoit la ratification du traité en Amérique, & que Lord Carliſle, le Gouverneur Johnſtone, & William Eden, ſeroient d'aſſez habiles négociateurs pour mettre de leur côté la pluralité des voix dans l'aſſemblée continentale. A cette même époque, les Miniſtres dépêchèrent à Paris leurs Emiſſaires, qui, ſous prétexte de traiter avec le Docteur Franklin, avoient ordre de ne rien ménager pour le compromettre avec la Cour de France. Mais tous ces artifices devenoient inutiles : les ſieurs Gerard & Silas

Déane avoient quitté Paris pour aller s'embarquer à Toulon, ſur la flotte du Comte d'Eſtaing. 1778.

Les offres des Commiſſaires ſont rejetées.

L'opinion de toute l'Europe étoit que les bills conciliatoires manqueroient leur objet en Amérique. En effet, quoique les Commiſſaires n'euſſent rien négligé pour ſéduire les Membres du Congrès, & que le Gouverneur Johnſtone eût abaiſſé ſon caractère aux plus lâches manèges d'une intrigue inſidieuſe (1), la lecture de la commiſſion fut à peine enten-

(1) M. *Réed*, Préſident de l'Etat de Penſylvanie, place qui revient à celle de Gouverneur dans les autres provinces où le gouvernement eſt moins démocratique, fut celui contre lequel Johnſtone dirigea particulièrement ſes batteries. Une Madame *Ferguſon* s'étoit chargée des propoſitions du Commiſſaire. Le Préſident y répondit avec tout l'éclat qu'il pût donner à cette affaire. Il y eut des Mémoires imprimés qui mirent dans le plus grand jour, d'une part, l'intention de corrompre, & de l'autre, un patriotiſme incorruptible. Le réſultat de ce procès fut d'ajouter encore à l'importance déjà conſidérable du Magiſtrat de Penſylvanie. On regrette que ce bon Citoyen ait paru ſe démentir dans la ſuite, en ſe déclarant ennemi du reſpectable Franklin.

1778. due, & l'assemblée ne daigna pas accorder une discussion publique aux propositions de la Cour de Londres. Ses offres étoient trop belles pour être sincères; elles furent écoutées avec dédain, parce qu'on y vit de la crainte, de la foiblesse & sur-tout de la mauvaise foi. Comme on l'a dit, l'aveu de l'indépendance excepté, l'Angleterre ne se refusoit à rien; mais cela même rendoit l'exception suspecte, & la fit regarder comme un titre qu'on vouloit faire valoir un jour pour ne rien accorder du tout. Les membres du Congrès sentirent le piége; pour ôter aux Commissaires l'espoir de les y attirer, ils déclarèrent qu'on n'entendroit à aucune proposition, avant le rappel des forces de terre & de mer, & la reconnoissance de la souveraineté indéfinie des Provinces confédérées. La lettre suivante contient un précis de ces offres remises tant de fois sous les yeux du Congrès Américain, & toujous rejetées par les Membres de cette auguste assemblée.

A ſon Excellence Henry Laurens, *Préſident, & aux Membres du Congrès.* 1778.

Précis de ces offres.

« Meſſieurs, pénétrés du deſir ſincère d'arrêter l'effuſion du ſang & de mettre un terme aux calamités de la guerre, nous vous communiquons une copie de la commiſſion, dont il a plu à Sa Majeſté de nous honorer, ainſi que les actes du Parlement ſur leſquels cette commiſſion eſt fondée, en vous aſſurant de notre empreſſement à rétablir la tranquillité de cet Empire jadis fortuné, ſur la baſe de la liberté, de l'égalité & de la ſûreté mutuelle. Vous obſervérez que nous ſommes revêtus de pouvoirs proportionnés à l'étendue de l'objet, & tels que les Annales de notre Hiſtoire n'en fourniſſent point d'exemple.

Quel que fâcheux que puiſſe être l'état actuel de nos affaires, nous avons encore lieu d'eſpérer & de nous conſoler, en ſongeant à la réconciliation affectueuſe, qui dans cet Empire, comme dans beaucoup d'autres, a ſouvent ramené le calme au ſein des troubles & des diſſentions domeſtiques.

Nous éviterons de rappeller ici des objets qui ne ſont plus diſputés; & nous remettons à d'autres tems

1778. la considération des avantages & des maux réciproques qui fondent nos espérances & nos craintes : considération qui doit naturellement contribuer, dans ces circonstances importantes, à déterminer vos résolutions & les nôtres.

Les actes du Parlement que nous vous communiquerons, prouvent suffisamment quelles sont les dispositions de la Grande-Bretagne; vous y reconnoîtrez que les termes de conciliation que Sa Majesté & le Parlement ont en vue, sont de nature à remplir les vœux de l'Amérique septentrionale, relativement au danger, dont elle a cru sa liberté menacée. Afin de vous convaincre plus efficacement de la droiture de nos intentions, nous croyons convenable de vous déclarer par cette première ouverture, que nous sommes disposés à concourir dans tout arrangement, qui, entr'autres objets, auroit en vue ceux qu'on va détailler.

Consentir à une cessation d'hostilités sur mer & sur terre.

Rétablir une communication libre ; faire revivre l'affection mutuelle,

Etablir l'avantage commun de la naturaliſation dans toutes les parties de cet Empire. 1778.

Ne mettre à la liberté du commerce d'autres bornes que celles de notre, intérêt mutuel.

Convenir qu'on n'entretiendra point de forces militaires dans les divers Etats de l'Amérique ſeptentrionale, ſans le conſentement du Congrès ou des aſſemblées particulières.

Concourir dans les meſures qui auront pour objet la liquidation des dettes de l'Amériqne ; hauſſer la valeur & le crédit du papier mis en circulation.

Perpétuer notre union, par la députation réciproque d'un Agent ou de pluſieurs Agents qui auront voix délibérative & droit de voter au Parlement de la Grande-Bretagne, & dans les aſſemblées des divers Etats auprès deſquels ils ſeront députés.

En un mot, établir l'autorité reſpective des Corps légiſlatifs dans chacun des Etats particuliers; fonder leur revenu, leur établiſſement civil & militaire; les mettre en état d'exercer, avec une entière liberté,

1778. toutes les fonctions faisant partie de l'administration intérieure; de sorte que ces Etats britanniques dans toute l'etendue de l'Amérique septentrionale, jouissent irrévocablement de tous les priviléges qui ne suppofent point une séparation totale d'intérêts, & qui sont compatibles avec cette union de forces qui fait la sûreté de notre religion & de notre liberté communes.

Dans l'état d'anxiété où nous jette le desir de préserver ces intérêts importans & sacrés, nous ne pouvons nous dispenser de faire mention *de l'interpoſition inſidieuſe d'une Puiſſance, qui, dès le premier établiſſement de ces Colonies, a été l'ennemie de l'une & l'autre nation.* Malgré la date prétendue, & la forme actuelle des offres de la France, il est notoire qu'elles ont été faites en conséquence des plans de conciliation précedemment rédigés en Angleterre, & dans la vue de prolonger cette guerre destructive; mais nous nous flattons que les habitans de l'Amérique septentrionale, attachés à nous par les nœuds étroits de la consanguinité, parlant la même

langue, professant la même religion, se rappellant l'heureux échange d'offices réciproques qui nous unissoient, oubliant enfin tous les sujets d'animosité récente, frémiront à la seule idée d'ajouter un degré de force à la Puissance qui, récemment encore, étoit notre ennemie commune; & préféreront une union solide, libre & perpétuelle avec la mère-contrée, à une alliance étrangère, momentanée & contraire à la nature ». 1778.

. . . . . .

« Si, après le tems nécessaire pour prendre cette ouverture en considération, & y répondre, les horreurs & les dévastations de la guerre continuoient encore, nous prenons Dieu & l'univers à témoins, que les maux qui en seront les suites inévitables, ne doivent point être imputés à la Grande-Bretagne; & c'est avec la plus grande peine, que nous jetons des regards anticipés sur les calamités que nous voudrions prévenir ».

La lecture de cette lettre signée *Carliſle*, *W. Eden*, *G. Johnſtone*, fut interrompue à cette phraſe.... *L'interpoſition inſidieuſe*, *&c.* On crut y voir une propoſition injurieuſe

1778. à Sa Majesté très-Chrétienne; & il y eut une motion pour que la lecture n'en fût pas continuée. Voici dans quels termes étoit conçue la réponse du Président aux diverses adresses des Commissaires.

Réponse du Président. « J'ai reçu la lettre de vos Excellences, ainsi que les papiers qu'elle contenoit; & j'ai mis le tout sous les yeux du Congrès. Le seul desir d'arrêter l'effusion du sang humain a pu le déterminer à lire un papier contenant des expressions peu respectueuses envers Sa Majesté Très-Chrétienne, le bon, le puissant allié de ces Etats, & à considérer des propositions dérogatoires à l'honneur d'une nation indépendante. Les actes du Parlement Britannique, la commission de votre Souverain, & votre lettre, supposent les peuples de ces Etats, sujets de la Couronne de la Grande-Bretagne; ces actes sont fondés sur une supposition entièrement inadmissible. On me recommande d'informer vos Excellences que le Congrès est enclin à la paix, malgré les prétentions injustes qui ont donné lieu à la guerre, & malgré la manière sauvage, dont elle a été

conduite. Il ne fera donc point difficulté de prendre en considération un traité de paix & de commerce qui ne soit pas incompatible avec les traités déjà subsistants, sitôt que le roi de la Grande-Bretagne y paroîtra sincèrement disposé. La seule preuve solide de cette disposition, sera, ou la déclaration formelle qu'il reconnoît l'indépendance de ces Etats, ou le rappel de ses flottes & de ses armées ». 1778.

Le traité avec la France étoit conclu à cette époque; & le Congrès n'ignoroit pas qu'un Ministre Plénipotentiaire de cette Cour venoit en demander la ratification; on attendoit chaque jour l'arrivée d'une flotte puissante armée pour la défense des Etats-unis. En effet, l'escadre du Comte d'Estaing composée de douze vaisseaux & six frégates, avoit appareillé de Toulon, le 13 Avril, avec huit cens hommes d'Infanterie.

Le Comte d'Estaing met à la voile le 13 Avril.

L'objet de cet armement étoit un mystère pour les spéculateurs anglois. Ils ne savoient pas que MM. Gerard & Déane s'étoient embarqués sur le vaisseau Amiral le Languedoc, & qu'on alloit tenter une expédition

La flotte de Portsmouth n'est point en état d'appareiller. Murmures à ce sujet.

dans l'Amérique ſeptentrionale. Les
1778. Miniſtres britanniques ne pouvoient l'ignorer ; & tout ſembloit leur montrer la néceſſité de donner la chaſſe à cette flotte, qui, une fois arrivée à ſa deſtination, pouvoit attaquer, avec avantage, les vaiſſeaux du Général Howe ; affamer ſon armée, & la forcer à la capitulation ; détruire les arcenaux d'Halliſax ; ravager les côtes & les îles Angloiſes des Indes occidentales ; & porter tous ces coups, ſans trouver de véritables obſtacles dans la réſiſtance des forces actuelles de l'Angleterre en Amérique. Mais, par la négligence du premier Lord de l'Amirauté, la flotte de Portſmouth ne ſe trouva point en état, lors du départ de M. d'Eſtaing. Le défaut d'approviſionnement avoit cauſé les premiers retards ; & le vent n'étoit plus favorable, lorſque l'Amiral Byron voulut mettre à la voile. Ce tort du Miniſtère donna lieu à des murmures, qui, heureuſement pour Lord Sandwich, dégénérèrent en plaiſanteries. On répétoit dans les cafés de Londres que ces vents contraires au vœu de la Grande-

Murmures contre Lord Sandwich.

Bretagne, ſouffloient au gré de la prévoyante Adminiſtration. Cette affaire ſe traitoit plus ſérieuſement dans la Chambre des Pairs, où le Duc de Richmond obſerva que ſi les forces navales de la nation avoient cette ſupériorité reſpectable qu'il plaiſoit aux Miniſtres d'exagérer, ils étoient inexcuſables de n'avoir pas établi une forte eſcadre en croiſière ſur la Méditerranée, pour épier les mouvemens de la flotte de Toulon; négligence qui, dans cette occaſion, faiſoit perdre à l'Angleterre tout l'avantage qu'elle eût dû ſe promettre des fortereſſes diſpendieuſes de Port-Mahon & de Gibraltar; qu'après les octrois accordés pour l'uſage de la marine, ſi elle ne pouvoit détacher une partie de ſes vaiſſeaux ſans expoſer les côtes, on devoit imputer au Miniſtère le crime grave au premier chef, d'avoir trahi ou du moins négligé les intérêts de la patrie, dans une circonſtance importante & critique. Le Comte de Sandwich voulut ſe juſtifier, en diſant que la première deſtination de la flotte angloiſe avoit été de ſervir ſur le canal; qu'elle

1778.

1778. étoit munie de proviſions en conſéquence, lorſqu'on expédia l'ordre d'appareiller à Spithead ; mais qu'autre choſe étoit de croiſer ſur le canal, ou de faire voile pour..... La diſcrétion miniſtérielle ne lui permit pas d'en dire davantage, & il ſe tira de ce mauvais pas, à la faveur d'une réticence.

Inconvéniens de la conſtitution Angloiſe.

Pour excuſer l'inaction ou l'indolence du Miniſtère, Lord North ſe rabattit dans la Chambre des Communes, ſur la nature & les inconvéniens de la conſtitution Angloiſe, où rien ne peut être arrêté ſans la concurrence des corps publics. « Ailleurs, ajouta-t-il, un gouvernement arbitraire raſſemble ſes forces d'un mot : ſûr du ſecret, il eſt déjà prêt à mettre ſes deſſeins en exécution, lorſqu'il juge à propos de les déclarer. La preuve de cette différence eſt ſur-tout frappante dans la manière d'équiper les vaiſſeaux. La nôtre, qui conſiſte dans la *preſſe*, indépendamment de ce qu'elle eſt précaire & lente dans ſes effets, avertit l'ennemi de nos intentions ou de nos craintes, tandis qu'à l'aide de leurs regiſtres, la France & l'Eſ-

pagne peuvent à leur gré, & dans un terme assez court, faire passer à bord des vaisseaux tous les hommes qui, dans l'étendue de leurs Etats, sont propres au service de la marine. 1778.

Les forces d'Angleterre exagérées par les Ministres Britanniques.

Les Membres de la faction anti-ministérielle ne se payoient pas de ces vains subterfuges ; ils y opposèrent les promesses solemnelles du premier Lord de l'Amirauté, qui, même avant la vacance de Noël de l'année précédente, s'étoit engagé sur sa tête à produire des forces navales supérieures à celles de la France & de l'Espagne réunies. A l'en croire, la marine Angloise avoit dès-lors trente-cinq vaisseaux de ligne complettement équipés & qui, pour mettre à la voile, n'attendoient que le premier signal ; sept autres vaisseaux en commission, devoient rentrer incessamment dans les ports d'Angleterre, & un nombre proportionné de frégates la rassuroit, contre les entreprises des Puissances mal intentionnées. Quant aux forces de terre, les autres Ministres les exagéroient avec une égale forfanterie. Suivant leurs calculs, tout justifioit la confiance &

1778. la ſécurité, tant pour l'Europe que pour l'Amérique. Cependant le Comité, chargé de vérifier l'état actuel de la nation, trouva que la Grande-Bretagne avoit tout au plus vingt-huit vaiſſeaux de ligne, dont les équipages fuſſent complets; que ces vaiſſeaux étant peu d'uſage ſur des mers étroites, elle n'auroit, dans le cas d'une invaſion, d'autre reſſource pour ſa défenſe intérieure, que les onze frégates ſtationnées en Europe; qu'il s'en falloit de ſix mille hommes, que les troupes de terre y fuſſent ſur un pied convenable, même en tems de paix; que le Canada & les Indes occidentales étoient abſolument dégarnis; que les trente mille hommes de troupes cantonnés dans Philadelphie ou à New-York, & les dix-huit mille matelots qui épuiſoient l'Angleterre en Amérique, y languiſſoient dans une ruineuſe inaction; qu'enfin la moitié des forces tranſplantées dans le nouveau Continent, s'étoient déjà conſumées ſans rien exécuter; & qu'on ne devoit compter que ſur les débris de cette belle armée, ſi les beſoins de l'Etat le

mettoient dans la néceſſité de la rappeller en Europe. Paſſant enſuite à la diſcuſſion des frais énormes de cette guerre, le Comité déclara qu'il ne voyoit pas comment la Grande-Bretagne pourroit jamais acquitter les dettes uſuraires, dont elle étoit déjà ſurchargée. 1778.

Ce dernier article donna lieu, dans la Chambre des Pairs, à des réflexions bien indiſcrettes de la part du Marquis de Rockingham, qui, à l'occaſion d'un nouvel emprunt de ſix millions ſterling, ne craignit pas de mettre toute l'Europe dans le ſecret de l'épuiſement des finances Britanniques. . . .

Aveux indiſcrets du Marquis de Rockingham

« Rappellons-nous, dit-il, la deſcription impoſante que les Miniſtres nous ont faite de notre puiſſance navale; n'oublions pas que juſqu'au dernier moment, ils ont proteſté qu'ils ne feroient la paix avec l'Amérique qu'après l'avoir conquiſe. Comparons cette conduite & ces diſcours, avec ce que nous voyons, ce que nous entendons aujourd'hui. Ces hommes hautains ſont donc réduits à la néceſſité de

1778. convenir que, pour obtenir la paix, il faut faire des conceſſions; que nos troupes de terre ſont foibles, que nous n'avons point de marine; qu'enfin, pour combler la meſure de nos maux, nous touchons au moment d'entrer en guerre avec une branche de la Maiſon de *Bourbon*, & peut-être avec les deux branches. Tel eſt le mal; quel en eſt le remède? Nos finances devroient naturellement nous l'offrir : jetons donc les yeux ſur l'état de nos finances. La reſſource du moment eſt un contrat uſuraire, un emprunt de ſix millions ſterling, dont il n'entre que cinq millions & demi dans le tréſor public; le reſte eſt la proie du préteur. Et pour ces cinq millions & demi, il faudra rembourſer à des époques fixes, ſept millions trois cens mille livres. Vous verrez, ajouta-t-il, dans le tableau de cette opération, que nous payons l'intérêt de ce nouvel emprunt ſur le pied de neuf pour cent.... Il étoit naturel d'eſpérer qu'en offrant de ſi grands avantages, l'argent couleroit de tous les coffres dans celui de l'Etat....

Point du tout, l'*Omnium* (1) est déjà d'un pour cent au-dessous du pair. J'ignore s'il est un indice plus certain de l'épuisement absolu du crédit public, & du peu de confiance que les hommes à argent ont dans l'Administration. Et cette Administration ose se flatter de regagner la confiance de l'Amérique ! Ah ! je le conçois sans peine ; ces malheureuses Provinces, ayant un choix à faire, préféreroient l'alliance de la Grande-Bretagne à toute autre alliance ; mais ce n'est pas avec les Agens qui se présentent qu'elles daigneront traiter ; ce n'est pas avec des hommes, dont la foiblesse & l'irrésolution ont perdu leur pays ; dont les plans absurdes & cruels ont ruiné une partie de l'Empire & dévasté l'autre partie ». 1778.

Les autres observations du Comité, furent également développées dans la même Chambre. On y produisit des états plus circonstanciés des pertes de l'Angleterre ; & il se

Pertes de l'Angleterre.

(1) Nom des effets provenans du nouvel emprunt.

1778. trouva que le nombre des vaiſſeaux marchands pris ou détruits par les Armateurs Américains depuis le commencement de la guerre, montoit à cinq cens ſoixante-trois bâtimens, dont la valeur modérément évaluée à quatre mille livres ſterling par vaiſſeau, formoit pour le commerce de la Grande-Bretagne une perte effective d'environ deux millions ſterling. Dans une de ſes motions, le Duc de Richmond avoit prouvé qu'au mois d'Avril de cette année, la dépenſe extraordinaire ſe portoit dès-lors à vingt-quatre ou vingt-cinq millions. Mais le tableau des hommes enlevés par le fer & le feu de l'ennemi, par les naufrages ou la déſertion, motivoit ſur-tout les concluſions de ſon adreſſe au Roi. Il y démontroit la néceſſité de faire la paix, même aux conditions les plus dures. Cette adreſſe où les Miniſtres étoient repréſentés comme les ennemis de l'Etat, fut rejetée à la pluralité des voix; & vingt Pairs firent conſigner dans le Journal de la Chambre, une proteſtation qui ne dérangea rien aux projets de la Cour. Le Vicomte de Weymouth fut

Adreſſe au Roi propoſée par le Duc de Richmond, & rejetée par la majorité.

chargé d'annoncer l'intention où étoit Sa Majeſté de raſſembler & d'incorporer les Milices du royaume. La notification du traité de Commerce entre la France & l'Amérique ne fut pas l'unique motif allégué dans ce meſſage. George III inſiſtoit particulièrement ſur les préparatifs militaires de la France; & dans les débats élevés à ce ſujet, les partiſans de l'Adminiſtraton ne manquèrent pas d'obſerver que M. de la Motte-Piquet nouvellement rentré dans le port de Breſt, venoit de convoyer une flotte marchande, dont on ignoroit la deſtination; que deux frégates munies de vivres pour ſix mois étoient ſorties bien armées du port de Toulon; que cinq vaiſſeaux venoient de ſe réunir à la flotte de Breſt; & que cete flotte ſeroit au moins de trente vaiſſeaux de ligne. Ils appuyoient enfin ſur l'ordre expédié nouvellement de ſaiſir tous les vaiſſeaux anglois ſtationnés dans les ports de France. Ils ſe gardoient bien d'ajouter que c'étoit une juſte repréſaille provoquée par les excès hoſtiles de l'Angleterre.

1778. Meſſage de George III. Ses motifs & ſon objet.

Le Duc de Richmond & les

1778. autres Membres de ſon parti, ne diſſimulèrent point ces griefs. Il oſa relever comme trop aigres, certaines expreſſions, qu'il appelloit *inflammatoires*, du dernier meſſage de Sa Majeſté Britannique; il déclara en propres termes que dans cette querelle, Louis XVI n'étoit point agreſſeur, & juſtifia la notification récente de ſon traité avec les Américains, par l'exemple de la Reine Eliſabeth, qui, dans un cas ſemblable, avoit prêté cent mille livres ſterling & ſix mille hommes aux Huguenots armés contre le Roi de France, leur Souverain; on fit des remontrances à ce ſujet; mais la paix ne fut point troublée. Le Duc de Richmond rappella, dans la même ſéance, un autre trait de l'illuſtre Reine, qui prouve encore mieux, que la notification d'un traité de la nature de celui-ci, n'eſt pas toujours une déclaration de guerre. Eliſabeth avoit fourni des ſecours d'hommes & d'argent aux Confédérés qui cherchoient à ſecouer le joug de la Monarchie d'Eſpagne; elle notifia ce procédé à la Cour de Madrid, & le juſtifia, en diſant qu'elle

Que le traité entre la France & l'Amérique n'eut rien de contraire au droit des gens.

Exemples de la Reine Eliſabeth.

qu'elle s'étoit conduite ainſi par un motif d'affection pour le Roi d'Eſpagne, *ſon bon ami*, & dans l'unique vue d'empêcher les Confédérés de ſe jeter dans les bras de la France. Le Monarque ne regarda point cette notification comme une injure; & pluſieurs années s'écoulèrent, ſans que la guerre éclatât entre les deux royaumes. Quant à la démarche de Louis XVI, le noble Duc n'y vit rien qui démentît les diſpoſitions pacifiques de Sa Majeſté Très-Chrétienne. En effet, ce Monarque ſi cher au François, redoutoit la guerre en général, comme un obſtacle à l'accompliſſement de ſes vues patriotiques & de ſes projets de bienfaiſance. Le Comte de Maurepas, en qui il avoit placé ſa confiance, ne craignoit rien tant qu'une rupture ouverte avec les Anglois. Ce ſyſtême adopté par le Miniſtère de France, perçoit dans la rédaction même du traité qui provoquoit ſi fort le courroux de l'Angleterre; on avoit pris ſoin d'en écarter toute eſpèce de clauſe tendante à l'exclure des avantages d'un nouveau commerce entre l'Europe & l'Amérique.

1778.

Diſpoſitions pacifiques de Louis XVI.

1778. Au lieu d'ouvrir les yeux de la Cour & du Sénat Britanniques ſur la bonne foi des procédés de la France, ces ménagemens enhardirent le Cabinet de Londres à des voies de fait d'autant plus imprudentes, que toutes les circonſtances concouroient à faciliter les repréſailles.

Quelqu'attaché que fût Louis XVI à ſes principes de pacification, il ne pouvoit ſe diſſimuler le ſacrifice qu'il eût fallu faire, en renonçant aux avantages d'un traité qui ménageoit à ſon cœur bienfaiſant, de nouvelles reſſources pour le bonheur de la nation, qui ouvroit au commerce de nouveaux canaux d'opulence & de proſpérité. Sans deſirer la guerre, la France ſe vit donc forcée de la regarder comme un événement probable, & de ſe préparer, ſinon à attaquer, du moins à repouſſer vigoureuſement l'attaque. Ces diſpoſitions manifeſtées dans les ports & ſur les côtes par des armemens formidables, allarmoient l'Angleterre, & ne l'éclairoient point ſur les vrais moyens d'écarter l'orage, dont elle étoit menacée. Bien loin de s'en tenir aux précautions avouées

de la politique & compatibles avec l'équité, elle ne ceſſoit, par de nouvelles hoſtilités, de hâter l'inſtant d'une guerre ouverte; & non contente d'inſulter la France dans ſon pavillon, elle oſoit la provoquer par des outrages encore plus ſenſibles à l'honneur françois. Dans la Chambre des Pairs, Lord Shelburne s'étoit emporté à cet excès d'irrévérence incroyable, d'avancer que la France eſt une nation dégénérée, chez laquelle on ne retrouve plus cet amour de la gloire, cette valeur militaire, cette diſcipline ſupérieure qui caractériſoient le regne de Louis XIV. Et pour combler l'injure : « Je connois, avoit-il dit, tant de courage à nos femmes, que, ſi nous leur laiſſions le ſoin de nous défendre, dans le cas où les François haſarderoient une deſcente, elles ſuffiroient pour les chaſſer du royaume ».

1778.

Propos outrageans de Lord Shelburne contre les François.

Il falloit démentir Lord Shelburne; & malgré le mauvais état des Finances, une guerre politique de repréſailles avec l'Angleterre fut le vœu général de la nation françoiſe. Déjà les deux Cours avoient

Embargo ſur les vaiſſeaux, tant en France qu'en Angleterre.

1778. rappellé leurs Ambaſſadeurs & mis un embargo ſur tous les vaiſſeaux. Heureuſement, il ne ſe trouva que trois navires françois ſur la Tamiſe. Les Capitaines avertis à tems dans les divers ports des trois royaumes, avoient prévenu le coup & mis à la voile. Un jour plutôt, l'Angleterre pouvoit retenir ſoixante bâtimens, dont pluſieurs étoient richement chargés.

La guerre ne tarda pas à s'allumer & devoit ſe continuer ſans déclaration publique. Cependant cette déclaration avoit été réſolue dans un Conſeil extraordinaire tenu à Saint-James. Des ordres furent expédiés aux Officiers que cet emploi regarde ; mais la réſolution tranſpira dans le public, & produiſit une grande fermentation parmi les Négocians de Londres. Des agioteurs, intéreſſés à ce qu'un pareil bruit s'accréditât, firent tapiſſer de placards le portique de la Bourſe. On y liſoit ces mots : « En conſéquence d'un ordre du Conſeil qui m'a été adreſſé, je fais ſavoir par ce placard, que la guerre contre la France ſera *proclamée* vendredi prochain 24

Déclaration de guerre projetée dans le conſeil de Saint-James.

du courant (d'Avril), au Palais Royal de Saint-James; les pourſuivans & les Hérauts d'armes ſont priés de s'y rendre à une heure après midi ».

1778.

A la vue de ces affiches, toute la cité fut en combuſtion. Quelques perſonnes obſervèrent que le mot *proclamée* n'étoit pas officiel, & que le terme propre étoit *déclarée*; mais le vulgaire n'y regarde pas de ſi près, & l'allarme fut preſque univerſelle. Le Lord Maire étonné de n'avoir pas été prévenu, dépêcha un exprès à Saint-James; on lui répondit que les placards étoient une impoſture. En conſéquence, il envoya ſes Emiſſaires dans les principaux cafés, pour déſabuſer le public & ſur-tout les Négocians. La déclaration n'eut pas lieu; mais la guerre n'en paroiſſoit pas moins décidée entre les deux Puiſſances rivales. Des ordres étoient expédiés, depuis un mois, à tous les Lieutenans-généraux des Comtés, de mettre ſur pied & d'incorporer les Milices de leurs diſtricts. Déjà Sa Majeſté Britannique avoit paſſé en revue les Volontaires de *Manchester*; & ce Régiment venoit de s'embarquer à Portſmouth pour aller

Allarmes des Négocians de Londres.

Préparatifs de guerre, de la part des Anglois.

renforcer la garniſon de Gibraltar.

1778. On avoit chargé pour Terre-Neuve un train conſidérable d'artillerie, dont on avouoit publiquement la deſtination. Vingt vaiſſeaux mouilloient à Spithead ; & l'Amiral Keppel devoit commander cette forte eſcadre. Enfin, vers la mi-Mai de cette année, les forces navales ſe montoient à quarante-quatre vaiſſeaux de ligne ; bientôt elles furent portées à cinquante, dont treize ſe détachèrent de la grande flotte, & mirent à la voile ſous les

Le 20 Mai. ordres de l'Amiral Parker, pour aller joindre à Plymouth l'Amiral Byron qui devoit les commander. Ce dernier partit le 9 Juin pour ſa deſtination, dont on ne fit point un myſtère. Perſonne n'ignora que la miſſion de l'Amiral étoit d'aller à la pourſuite du Comte d'Eſtaing, & de troubler ſes opérations en Amérique. Le même jour, l'Amiral Montagu fit voile pour Terre-Neuve avec ſon eſcadre. Il reſtoit à Keppel environ trente vaiſſeaux, dont ſix à peine étoient en état de mettre à la mer ; il fallut d'incroyables efforts pour en compléter l'armement

& les équipages. Enfin, cet Amiral sortit de la rade de Saint-Helen le 12 Juin, avec vingt vaisseaux & trois frégates. Les spéculateurs prétendirent que ses ordres portoient d'aller droit à Brest; & s'il rencontroit la flotte françoise, de l'attaquer; sinon de s'approcher de la côte, & d'y bloquer les escadres. Cette première expédition de Keppel se réduisit, comme on le verra plus en détail, à la rencontre de deux frégates, dont il s'empara contre le droit des gens : il y trouva des papiers qui présentoient un état de la flotte de Brest, & la portoient à trente-deux vaisseaux, & dix frégates. Cette supériorité l'obligea d'aller se renforcer à Porstmouth. Les camps entretenus tant en Angleterre qu'en Irlande, qu'on se proposoit de multiplier jusqu'à dix, achevoient d'épuiser les finances & toutes les ressources du Ministère; mais ces préparatifs d'attaque & de défense, annonçoient clairement qu'il persistoit dans son système d'agression. 1778.

La France, toujours fidèle à son plan de guerre purement défensive, De la part des François.

1778. prenoit de ſon côté les plus juſtes meſures pour ſe ménager de faciles repréſailles. Outre la flotte du Comte d'Eſtaing, qui, pour l'exécution, étoit regardé en Angleterre comme un des plus grands hommes de mer qu'elle eût à redouter, on venoit d'armer à Toulon un eſcadre de quatre vaiſſeaux, d'un pareil nombre de frégates & de cinq chebecs ou corvettes, dont le commandement étoit confié au Chevalier de Fabry. Dans la rade de Breſt, vingt-cinq vaiſſeaux, parmi leſquels on en remarquoit un de cent dix canons, attendoient le moment de mettre à la voile ſous les ordres du Comte d'Orvilliers. On achevoit dans ce port l'armement de ſix autres vaiſſeaux, dont quatre alloient ſe joindre à la grande flotte. Vingt-quatre mille hommes devoient en compoſer les équipages; & M. le Duc de Chartres ſe diſpoſoit à partir pour aller commander l'arrière-garde de cette formidable armée.

Le bruit s'étoit répandu que Sa Majeſté, ſortie *incognito* de Verſailles, ſe rendoit à Breſt avec deux ſeules voitures de ſuite, pour s'y

donner le ſpectacle des évolutions navales, du ſimulacre d'une deſcente & du départ de la flotte, dont la deſtination étoit toujours un myſtère. Pour mieux l'aſſurer, on avoit interdit l'entrée de ce port à toutes les perſonnes étrangères au ſervice; il falloit avoir des permiſſions du Miniſtre de la guerre ou de la marine, pour s'arrêter dans la ville. Le génie du Miniſtère François étoit alors de conduire ſes opérations avec un ſecret impénétrable; mais ce ne fut pas le ſeul motif qui fit écarter en cette occaſion les Curieux & les Inutiles. On vouloit ſur-tout prévenir ce qui arrivoit alors à Portſmouth, où la foule innombrable qu'attiroient la préſence du Roi d'Angleterre & l'attrait du ſpectacle naval, avoit, pour ainſi dire, affamé la ville. 1778.

Les diſpoſitions maritimes de la France étoient de nature à inquiéter les Anglois dans leurs foyers; & celles de terre la raſſuroient contre leurs entrepriſes. On déſignoit le Maréchal de Broglie pour commander les troupes deſtinées à défendre les côtes tant en Bretagne qu'en Normandie;

& le choix des Lieutenans-généraux
1778. ou Maréchaux-de-camp qui devoient ſervir ſous lui, inſpiroit la plus grande confiance aux ſoixante bataillons & aux quarante eſcadrons qui compoſoient l'armée. Enfin, pour exciter l'émulation des Armateurs, on parloit de réunir la marine Royale & la marine Commerçante, d'aſſocier les Officiers de l'une & de l'autre aux honneurs & grades Militaires, dont on avoit exclu ſi longtemps la dernière. Pour mieux aſſurer les progrès de la Marine en général, Sa Majeſté crut devoir accorder une protection ſpéciale aux Officiers, Mariniers, Matelots & autres gens de mer. Les privileges, dont ils jouiſſoient en vertu de l'Edit du mois d'Août 1673, furent conſidérablement augmentés par une déclaration du Roi donnée à Verſailles le 21 Mars de cette année. Le réglement, concernant la courſe ſur les ennemis de l'Etat, ne fut pas moins encourageant. Mais de tous les motifs d'émulation, le plus déciſif fut l'ordonnance du 28, concernant les priſes. Par ce réglement, le Roi faiſoit un abandon entier des bâti-

Projet de réunion de la Marine Marchande à la Marine Royale.

Encouragemens donnés à la Marine en général.

mens de guerre & corſaires enlevés ſur l'ennemi, en faveur des Commandans, Etats-majors, équipages des vaiſſeaux qui s'en ſeroient emparés; ſe réſervant ſeulement un tiers de la valeur des navires marchands & de leur cargaiſon, pour être appliqué à la caiſſe des Invalides de la Marine. 1778.

Il ſuit de cet expoſé des précautions reſpectives des deux Puiſſances rivales, que, malgré les doutes apparents de la Grande-Bretagne ſur la deſtination & l'objet des préparatifs de la France, les deux Puiſſances alloient effectivement être en guerre ouverte quoique non-déclarée; & que s'il y avoit des hoſtilités projetées de la part de George III, la prévoyance de Louis XVI avoit tout diſpoſé pour déconcerter ces projets. Le Gouvernement Britannique, réduit à s'occuper de la défenſive, renonça pour un moment à ſes autres vues, & ſe contenta de mettre un nouvel embargo ſur les vaiſſeaux dans toute l'étendue de la domination Angloiſe. Cette démarche précipitée jeta la déſolation parmi les Commerçans, fit hauſſer

On craint une deſcente en Angleterre.

1778. le prix des denrées, & donna lieu aux conjectures les plus allarmantes. On débitoit, dans tous les cafés de Londres, que le Miniſtère, informé du départ de la flotte françoiſe, avoit ordonné cet embargo comme l'unique moyen d'empêcher les vaiſſeaux Anglois de tomber au pouvoir de l'ennemi; que les troupes deſtinées à tenter une deſcente ſur les côtes d'Angleterre, s'étoient déjà rendues aux poſtes aſſignés tant en Bretagne qu'en Normandie, & que la flotte de Breſt avoit mis à la voile avec les tranſports néceſſaires pour recevoir ces troupes.

Naiſſance des troubles d'Irlande.

Pluſieurs circonſtances juſtifioient ces bruits populaires, ou du moins contribuoient à les accréditer dans l'eſprit du public. La plus inquiétante étoit le mécontentement de l'Irlande, dont les troubles naiſſans pouvoient favoriſer ſur ſes côtes les entrepriſes des François, & motivoient ſuffiſamment aux yeux du peuple allarmé la célérité de leurs préparatifs de guerre. Il convient de remonter à la ſource de ces troubles, qui avoient leur principe dans la conduite tyrannique de la Métropole.

Depuis long-temps, elle accabloit ce royaume de reſtrictions onéreuſes, & de réglemens oppreſſifs qui, mettant à ſon commerce les plus rudes entraves, devoient enfin laſſer ſa patience & ſa fidélité. Dans une ſéance de la Chambre des Pairs, Lord Townshend venoit de repréſenter à l'Adminiſtration que la rigueur de ſes loix avoit déjà forcé pluſieurs habitans de cette île à paſſer en Amérique; & que les meilleurs ſoldats de Washington étoient des émigrans Irlandois. Après avoir exagéré l'affection conſtante de cette fille aînée de l'Angleterre pour la mère-patrie, il avoit annoncé une motion à l'effet d'adoucir la rigueur du Gouvernement d'Irlande, & de reſſerrer ainſi les liens naturels d'attachement & de fidélité qui devoient l'unir à la Grande-Bretagne.

1778.

Du Jeudi 9 Mars.

Motion en faveur des Irlandois à la Chambre des Pairs.

Lord Camden promit au Vicomte Townshend de le ſeconder de tout ſon pouvoir, lorſqu'il feroit cette motion : « Rien n'eſt plus juſte, ajouta-t-il, rien n'eſt plus preſſant; il y a long-temps que je regarde notre conduite à l'égard de l'Irlande, comme oppreſſive & tyrannique. Ce

royaume nous a rendu des ſervices
1778. ſignalés, il a droit à tous nos égards; & ce ne ſont point des graces qu'il attend de nous, ce ſont des devoirs que nous avons à remplir envers lui. Que le devoir ſtrict ſupplée du moins à la reconnoiſſance, ſi nos cœurs ſont fermés à ce dernier ſentiment! A-t-on pu ſe diſſimuler les avantages de toute eſpèce que nous tirons de cette île ? J'eſpere que les vues étroites, les petits préjugés, qui ſi long-temps ont été la règle de nos Conſeils à ſon égard, feront place enfin à des idées plus nobles ; & que, pour prix de ſa fidélité, on lui donnera un Gouvernement plus doux, plus tolérable. Je ne crains pas d'avancer que le Gouvernement ſous lequel elle multiplie les preuves de ſon attachement, n'eſt ni gracieux, ni bienfaiſant. Au lieu de l'opprimer avec nos loix ; au lieu d'épuiſer les tréſors que lui prodigue la Nature, donnons lui des encouragemens, ouvrons ſes ports, rendons ſon commerce libre ; nous verrons alors cette île s'enrichir, & ſes richeſſes refluer dans la Métropole. Occupons-nous, Milords, du bien-être de l'Irlande, c'eſt la fille aînée de l'Angleterre ».

La Chambre des Communes ne se montra pas moins favorable aux Irlandois. Le Comte de Nugent leur compatriote y mit en opposition les loix oppressives sous lesquelles ils gémissoient, & les services, le dévouement & la loyauté qui leur donnoient tant de titres à la protection du Gouvernement qui les tyrannisoit. Il fit part ensuite à la Chambre, des résolutions qu'il vouloit faire adopter. La premiere étoit, qu'à l'exception de la laine & des étoffes de cette matière, toutes les marchandises du crû de l'Irlande, pourroient être directement exportées de ce royaume, dans les diverses Colonies de Sa Majesté en Amérique, aux Indes occidentales, & dans les établissemens Anglois sur la côte d'Afrique.

1778. Motion à la Chambre des Communes, en faveur du Commerce d'Irlande.

Deux seuls Membres, M. Pelham, & Sir *Thomas Egerton*, objectèrent contre cette résolution, que les manufactures angloises auroient beaucoup à souffrir du traitement proposé en faveur des Irlandois. La motion fut agréée par tous les autres Membres, sans excepter Lord North, qui fit une excursion sur les loix pénales d'Irlande contre les Catholi-

Motion en faveur des Catholiques Romains.

1778. ques Romains. Son avis fut de les modifier dans cette île. Et quant à la liberté de ſon commerce, il déclara que l'intérêt de la Métropole étoit de l'accorder ſans reſtrictions. M. Fox complimenta le Miniſtre ſur la généroſité de ſes diſpoſitions favorables aux Irlandois, & lui conſeilla, pour donner au bienfait projeté toute l'étendue poſſible, d'indiquer au Parlement d'Irlande ce qu'il avoit à faire, en commençant par délivrer les Catholiques Romains d'Angleterre, de l'abſurde tyrannie des loix qui les y perſécutent.

Edmond Burke approuva les diſpoſitions de la Chambre en général; mais il blâma les reſtrictions qu'elle mettoit à la liberté du commerce Irlandois. En effet, l'exception des laines dans l'exportation libre de ſes marchandiſes, ſembloit envelopper une idée d'artifice; & M. Burke prit de là occaſion d'interpréter les intentions du Miniſtère: « Inſtruits, dit-il, par la leçon que vient de leur donner l'Amérique, les Miniſtres ſentent la néceſſité de paroître ſe relacher avec l'Irlande de leur ancienne avidité; mais que va-t-il réſulter de ces con-

ceſſions ſimulées ? Elles feront connoître aux Irlandois le prix que l'Angleterre met à leur patience & à leur ſoumiſſion, tandis que ſes Commiſſaires en Amérique leur apprendront d'un autre côté, ce que peut dans certains cas une réſiſtance déterminée ».

1778.

Quoi qu'il en ſoit, le malheureux préjugé qui juſqu'alors avoit condamné à l'oppreſſion les Catholiques des trois royaumes, ſembloit être au moment de diſparoître. Ceux d'Irlande avoient préſenté au Roi une adreſſe où ils offroient leur ſang & leur fortune pour la défenſe de l'Etat. Le même patriotiſme reſpiroit dans une autre adreſſe des Catholiques Anglois. Après avoir témoigné à Sa Majeſté leur dévouement & leur zèle pour la gloire & la proſpérité de ſon règne, & s'être étendus ſur la bienfaiſance qui caractériſoit ſon Gouvernement, ils la ſupplioient de leur ménager par de nouveaux bienfaits & de nouvelles conceſſions, des moyens plus déciſifs de ſignaler leur attachement aux intérêts de la mère-commune. Ces proteſtations, ſoutenues par des témoignages effectifs de patriotiſme & de

Adreſſes au Roi de la part des Catholiques Anglois & Irlandois.

fidélité, avoient touché le cœur du
1778. Monarque, & fait la ſenſation la plus favorable dans les Chambres du Parlement. MM. Ambler, Charles Turner & George Saville, repréſentèrent à la Chambre des Communes, la néceſſité de révoquer des loix que le malheur des temps avoit peut-être juſtifiées à une certaine époque; mais qu'il étoit honteux de conſerver, depuis que les Catholiques Romains étoient d'excellens Chrétiens, d'excellens Citoyens, & les plus fidèles Sujets de Sa Majeſté Britannique. Cependant, quoique M. Ambler ne leur fut pas contraire, il propoſa de mettre quelques reſtrictions au bill qui avoit pour objet leur ſoulagement. En approuvant que les Catholiques puſſent tranſmettre à leurs héritiers de la même communion, les biens dont ils jouiſſoient actuellement, il déclara qu'il voyoit un danger manifeſte à leur permettre de nouvelles acquiſitions, & l'accroiſſement de leurs poſſeſſions déjà conſidérables. L'avis de Charles Turner fut que ſans diſtinction de Catholiques & de Proteſtans, de Conformiſtes & de non-Conformiſtes,

tout citoyen anglois devoit être l'égal de ſes concitoyens, & jouir des mêmes priviléges. Cet avis prévalut; & l'on ſe crut au moment de révoquer l'acte de la onzième année de Guillaume III contre les Catholiques Romains. Mais ce bill philoſophique, dont la ſeconde lecture fut accordée unanimement le 14 Mai, ſervit de prétexte à des hommes inquiets & turbulents, pour engager le peuple dans une ſédition; & l'acte de Guillaume fut bientôt rétabli. D'ailleurs, l'humanité & la juſtice n'avoient pas été l'unique motif de ces diſpoſitions favorables aux Catholiques; la politique entroit pour beaucoup dans ces projets de tolérance, à l'exécution deſquels l'intérêt & l'avidité mettoient des obſtacles qu'on ne ſe hâta point d'écarter. Le Gouvernement de l'Irlande, la rigueur de ſes loix, les entraves de ſon commerce, demandoient ſur-tout une réforme prompte & déciſive. La miſère étoit à ſon comble dans ce royaume; & le mécontentement général y faiſoit craindre une fermentation dangereuſe. Pour préve-

1778.

Suites des troubles d'Irlande.

nir ce malheur, le Lord Maire de
1778. Dublin avoit assemblé les notables de la ville. Ayant pris en considération l'état de détresse où se trouvoient les Manufacturiers, il ouvrit une souscription au profit de ces infortunés, dont les besoins pressans exigeoient des secours immédiats.

Tandis que l'Irlande étoit réduite, par le déclin de ses manufactures, aux extrémités les plus déplorables, les réclamations de quelques fabriquans (1) balançoient au Parlement la résolution d'abord unanime d'accorder les franchises au commerce Irlandois. Cependant des milliers d'infortunés attendoient avec impatience les bills, dont la publication

(1) Ceux de Bristol, de Lancashire, de Liverpool & du comté de Nottingham, montrèrent le plus d'opposition à l'extension du commerce d'Irlande. Ils envoyèrent à ce sujet des instructions à leurs Députés au Parlement. Edmond Burke étoit Représentant de la ville de Bristol; il n'en soutint pas avec moins de zèle la motion de Lord Nugent. Il avoit prévu que ce courageux parti lui feroit perdre sa séance au Parlement; & en effet, lors de l'élection générale de 1780, la ville de Bristol fit choix d'un autre Représentant.

devoit mettre un terme à leur misère. Cette espérance les avoit contenus jusqu'alors; mais, si le Ministère cédoit aux clameurs de l'avidité, que n'avoit-il point à craindre d'une multitude au désespoir, & d'autant plus redoutable que de fausses promesses lui avoient donné l'avant-goût d'une satisfaction qu'on lui retiroit impitoyablement? 1778.

Déjà l'on écrivoit de Dublin, que le tumulte croissant de jour en jour, présageoit une révolte ouverte & générale. Déjà le peuple s'assembloit en troupe, & demandoit du pain au son du tambour. Cet appareil annonçoit qu'on ne s'arrêteroit pas long-temps à de simples prières. Le produit des souscriptions ne suffisoit pas à la multitude des ouvriers sans emploi, portée dès-lors à vingt mille. Il s'étoit déjà formé des Comités tumultueux, dans lesquels on avoit pris la résolution de ne plus recevoir aucunes marchandises des manufactures angloises. A cette époque, le Vice-Roi voulant prévenir de plus grands excès, fit appeler deux Négocians, dont il connoissoit l'influence sur le peuple; & les ayant Le 20 Mai.

exhortés en conſéquence, à faire
1778. uſage de leur crédit pour arrêter le tumulte, il donna ſa parole que le bon ordre une fois rétabli, on verroit paroître un des bills propoſés pour le ſoulagement de l'Irlande. Sans autre réponſe, les Négocians lui demandèrent ſi le bill en queſtion étoit relatif à l'exportation des marchandiſes; Son Excellence ayant répondu qu'il n'en ſavoit rien, ils ſe retirèrent en gardant un ſilence menaçant. Le Vice-Roi aſſembla le Conſeil immédiatement après; & de nouvelles dépêches furent envoyées au Gouvernement, qui dans ce moment de criſe, fit expédier à Dublin l'ordre d'incorporer la Milice, en attendant qu'on y fît paſſer des troupes réglées. Ces meſures pouvoient effrayer quelques révoltés; le plus sûr étoit de les calmer; & le Parlement d'Irlande ſe hâta de paſſer le bill, en vertu duquel les Catholiques Romains peuvent acheter des biens immeubles, en jouir en toute propriété, & les tranſmettre à ceux de leur communion. Cette nouvelle loi produiſit un bon effet dans la claſſe aiſée des mécontens: mais le peuple

qui mouroit de faim faute de travail & d'emploi, demandoit du pain & la liberté du commerce, dont les entraves le réduiſoient à la plus affreuſe indigence. Comme on l'a dit, l'avidité des villes privilégiées mettoit obſtacle au bonheur de l'Irlande ; & il étoit à craindre que leur oppoſition ne ſoulevât tout le royaume. L'eſprit de révolte s'étoit déjà communiqué de la capitale aux Provinces ; on écrivoit d'Ardée qu'un nombre conſidérable de mutins venoit de s'attrouper à ſon de trompe ; que le Maire de la ville, ayant fait arrêter les plus déterminés, la populace ameutée avoit enlevé de force les priſonniers, & les avoit conduits en triomphe à Weſt-Gate, d'où elle reprenoit le chemin de la ville, après avoir tenu conſeil, & s'être liée par des ſermens de confédération. 1778.

Tels furent les griefs, & telles étoient les diſpoſitions inquiétantes des Irlandois, lorſque le bruit ſe répandit à Londres que la France ſe préparoit à faire une deſcente ſur leurs côtes. Cette nouvelle porta l'allarme en Angleterre, & décon-

1778. certa pour un moment, les projets des Miniſtres. Il falloit préſerver en même temps l'Irlande & la Grande-Bretagne des ſuites de cette invaſion, dont la poſſibilité n'étoit plus conteſtée dans les débats du Parlement. Pour parer ce coup, l'Angleterre avoit beſoin de toutes ſes forces; & pour les tenir en échec, la France n'eut ſans doute rien de mieux à faire que de prolonger la menace de cette deſcente, & d'en affecter les préparatifs. On s'attendoit à voir débarquer au premier moment, les François ſur la côte de Kent ou de Suſſex; déjà George III avoit déclaré que, dans ce cas, il ſe mettroit à la tête des troupes, & prendroit le commandement de toutes les forces du royaume: déjà l'on donnoit des ordres pour faire changer de réſidence à la Reine, & l'éloigner de la capitale avec ſon auguſte famille.

Préparatifs de guerre en Eſpagne. Fauſſe ſecurité des Miniſtres d'Angleterre.

A ces motifs d'inquiétude ſe joignoient les mouvemens de l'Eſpagne, dont la neutralité ne paroiſſoit pas devoir ſe ſoutenir long-temps. Vingt-trois vaiſſeaux armés à Cadix, ſembloient n'attendre qu'un vent favorable

favorable pour mettre à la voile ; & les hoſtilités une fois commencées entre la France & l'Angleterre, la deſtination de ce formidable armement ne pouvoit être long-temps douteuſe. Les clauſes ſi connues du pacte de famille entre les différentes Puiſſances de la Maiſon de Bourbon, auroient dû ſuffire au Cabinet de Saint-James, pour l'éclairer ſur les diſpoſitions de la Cour de Madrid, & lui faire interpréter ſes moindres démarches ; cependant il parut ſe flatter que les Eſpagnols reſteroient juſqu'à la fin, ſpectateurs indifférens de cette grande querelle ; les Miniſtres affectoient de répéter que la neutralité de l'Eſpagne étoit au moins très-probable. Pour juſtifier leur ſécurité apparente, ceux du parti miniſtériel faiſoient valoir les plus frivoles circonſtances. Le Comte de Grantham, leur Ambaſſadeur à Madrid, avoit eu le premier Avril, une longue conférence avec les Miniſtres de Sa Majeſté Catholique ; on obſerva qu'il en étoit ſorti fort ſatisfait ; & comme ſi le viſage d'un Ambaſſadeur devoit parler vrai, on concluoit affirmati- 1778.

vement de la ſérénité du Comte de
1778. Grantham, qu'il n'y auroit point de guerre entre les deux Cours. Ceux du parti contraire oppoſoient à cette apparence, la réalité des armemens Eſpagnols. Ils mettoient ſous les yeux du Miniſtère, la liſte effrayante des vingt-trois vaiſſeaux & des ſix frégates prêts à quitter la rade de Cadix ſous les ordres du Général Don Louis de Cordova; ils demandoient quelle étoit la deſtination de cette formidable Eſcadre & de tant d'autres vaiſſeaux équipés ou prêts à l'être au Ferrol, à Cartagène, à Malaga & dans les divers ports d'Eſpagne. Tous les Politiques de l'Europe, attentifs à ces mouvemens, les interprétoient ſuivant leurs vues, leurs intérêts & leurs préventions. La conjecture la moins allarmante pour l'Angleterre, étoit que la Cour de Madrid ayant reçu la nouvelle de l'arrivée de ſa flotte de l'Amérique à la Havane, l'Eſcadre de Cadix avoit eu ordre d'appareiller ſur le champ & d'aller à la rencontre de ce riche convoi, dont la cargaiſon étoit évaluée vingt-quatre millions de piaſtres

fortes ; mais ce bruit hasardé sans fondement n'étoit point de nature à calmer les inquiétudes de la Grande-Bretagne. L'Ambassadeur de cette Puissance à la Cour de Madrid, témoigna quelqu'ombrage sur les préparatifs de guerre qui se faisoient, pour ainsi dire, sous ses yeux. Peu satisfait de la réponse vague du Ministre Espagnol, & plus mécontent encore de ses fréquents entretiens avec l'Ambassadeur de France, le Comte de Grantham comprit enfin qu'il y avoit, entre les deux Maisons de Bourbon, des intelligences relatives à l'Angleterre, & que son rappel à Londres suivroit de près celui du Consul général, dont le départ précipité fournissoit une abondante matière aux conjectures des Politiques. Ceux qui, pour donner quelqu'ombre de vraisemblance à la prétendue neutralité de l'Espagne, s'autorisoient de la nomination d'un nouvel Ambassadeur à la place du feu Prince de *Masserano*, ne faisoient point assez d'attention aux époques ; lors de cette nomination, on ne pouvoit pas savoir encore à Madrid que Lord Stor-

1778.

mont alloit être rappelé de la Cour
1778. de France. Mais rien ne dût allarmer le Conseil de Saint-James, comme le bruit accrédité par divers Membres du Corps diplomatique, à qui M. le Comte d'Aranda avoit déclaré, disoient-ils, que les dispositions du Roi son maître ne pouvoient être douteuses; & que, suivant le pacte de famille, entre les diverses branches de la Maison de Bourbon, l'ennemi de l'une de ces branches, le devenoit nécessairement de toutes les autres.

L'Angleterre abandonnée à elle-même.

En cas de guerre avec la France, il falloit donc que l'Angleterre trouvât en elle-même de quoi faire face à trois Puissances, dont une seule étoit capable de lui tenir tête. Sans parler ni des moyens de défense, dont se prévaloit l'Amérique, ni des forces de terre qui, dans la supposition d'un transport, avoient de quoi faire trembler les Anglois dans leurs foyers; la France & l'Espagne réunies pouvoient leur opposer deux cents vaisseaux sur les mers, dont ils se disoient toujours les Souverains. Cette prétention injurieuse à l'Europe entière, leur

en avoit aliéné les Puiſſances ; & il n'en étoit pas une ſeule qu'ils puſſent engager dans leur querelle ; toutes ayant des vues relatives au commerce, devoient regarder l'indépendance de l'Amérique d'un œil de complaiſance. L'opinion générale étoit qu'elles alloient régler leur conduite ſur l'exemple de Louis XVI ; que l'Empereur ne diſſimuloit pas ſes diſpoſitions à cet égard ; & que le ſieur Lée, un des Agens du Congrès venoit d'être reçu à la Cour de Vienne ſous la protection de l'Ambaſſadeur de France (1) ; que le Roi 1778.

(1) Cette dernière nouvelle n'eut qu'un moment de faveur ; elle fut bientôt contredite par un Avis, d'abord publié dans la Gazette de *la Haye*, & depuis traduit avec emphaſe dans tous les Papiers d'Angleterre. Cet Avis portoit que : *Sa Majeſté l'Impératrice-Reine, par une ſuite de ſon attention ſcrupuleuſe aux droits réciproques des Souverains, avoit fait informer ceux qui deſiroient introduire le ſieur* LÉE, *que cet Agent du Congrès devoit s'attendre à n'être jamais admis en ſa préſence.* Cette déclaration fit beaucoup de ſenſation à Londres ; & ce fut une eſpèce de triomphe pour les Anglois. Mais ils donnoient trop de valeur à l'énoncé de la réſolution de l'Impé-

1778. de Pruſſe avoit déclaré publiquement qu'après Sa Majeſté Très-Chrétienne, il vouloit être le premier à reconnoître l'indépendance des Américains ; qu'il avoit fait refuſer aux troupes de Heſſe & de Hanau, à la ſolde des Anglois, le paſſage ſur les terres de ſa domination. Ce qu'il y a de certain, c'eſt qu'à cette époque, on trouve inſéré dans les papiers publics ce fragment d'une lettre vraie ou ſuppoſée du Miniſtre de Pruſſe, à l'un des Plénipotentiaires de la nouvelle République.

« Quant aux renforts de troupes que la Grande-Bretagne peut recevoir des autres Puiſſances de l'Europe pour la campagne prochaine, je puis vous aſſurer, Monſieur, que votre nation n'a rien à craindre, ni de la Ruſſie, ni du Danemarck ; & que l'Allemagne fournira tout au plus quelques centaines d'hommes que le Duc de Brunſwick, le Landgrave de Heſſe & le Margrave d'Anſpach ſont obligés, par une ſuite de leurs

ratrice, qui, dans la circonſtance des troubles relatifs à la ſucceſſion de la Bavière, fit bien de rejeter la députation du ſieur *Lée* ; mais qui n'étendoit point cette excluſion à tout autre Délégué du Congrès.

traités, d'envoyer tous les ans pour recruter les troupes que ces princes ont en Amérique, à la ſolde de l'Angleterre. C'eſt avec une ſatisfaction bien ſincère, que je vous fais paſſer cette information agréable ». 1778.

Neutralité de la Hollande.

Les Anglois avoient pu fonder quelque eſpérance ſur le Portugal; mais les deux Cours de Madrid & de Liſbonne venoient de ſigner un traité par lequel cette dernière s'obligeoit à ne point recevoir dans ſes ports les vaiſſeaux d'une Puiſſance ennemie de l'Eſpagne. La Hollande avoit le plus grand intérêt à ſoutenir le crédit de l'Angleterre; & pour en prévenir la ruine, elle eût fait volontiers de nouveaux efforts & de nouveaux ſacrifices, s'ils avoient pu ſauver ſon alliée, ſans compromettre ſa propre exiſtence; le Conſeil de Saint-James exigeoit que les Provinces-unies ſe dévouaſſent en pure perte. On verra dans la ſuite comment le vœu des Puiſſances confedérées, la ſollicitation du Congrès, & des outrages répétés de la part de la marine angloiſe, décidèrent enfin la Hollande à prendre parti dans cette guerre.

On ne peut trop s'étonner que, dans cet état d'épuiſement & d'abandon, l'Angleterre oſât provoquer par de nouvelles hoſtilités l'orage prêt à fondre ſur elle, & qu'elle perſiſtât dans ſes projets de violence & d'agreſſion. Le Duc de Richmond eut beau tonner dans la Chambre des Pairs; il eut beau prouver qu'il n'y avoit de ſalut pour la Grande-Bretagne, que dans une paix générale; qu'il falloit plier ſous le joug de la néceſſité, reconnoître l'indépendance des Colonies, déſarmer la France & l'Eſpagne par des égards, des réparations & des prières; ſe déſiſter de ſes prétentions ſur les mers, rentrer de bonne grace, du moins pour quelque tems, dans le ſecond ordre des Puiſſances Européennes; ſacrifier l'Amérique, pour conſerver l'Angleterre, l'Ecoſſe & l'Irlande; ſupplier, s'humilier, mettre bas les armes, puiſqu'il ne reſtoit que ce moyen de conjurer la tempête & de prévenir une invaſion, dont la ſeule idée faiſoit trembler les Anglois les plus intrépides; cet avis que le patriotiſme dictoit au meilleur citoyen qu'eût alors la Grande-Bretagne, étoit

combattu dans la Chambre haute par la majorité des Membres. Le grand nombre affectoit de voir dans les allarmes du Duc de Richmond, le découragement d'une ame livrée à des terreurs paniques ; on taxoit de foibleſſe, & peut-être de lâcheté, des conſeils ſuggérés par une ſage prévoyance, & par ce courage réfléchi qui, dans certaines poſitions, conſiſte à tout ſacrifier pour ne pas tout perdre. Lord Shelburne, auquel on ſuppoſoit des intentions ambitieuſes & la prétention ridicule de remplacer Lord Chatam dans l'opinion publique, ne ceſſoit de répéter que, pour remédier aux maux de l'Etat, il ſuffiſoit de renvoyer les Miniſtres, de leur choiſir parmi les Whigs un ſucceſſeur qui fût dans les principes de ce grand homme ; & au lieu de s'amuſer à délibérer ſur les moyens de garantir les côtes d'Angleterre d'une invaſion peut-être chimérique, d'en effectuer une bien réelle ſur les côtes de France. A l'en croire, la Grande-Bretagne n'étoit pas dans une poſition fort inquiétante ; elle ne manquoit ni d'hommes ni d'ar-

1778.

Avis de Lord Shelburne.

1778. gent ; & loin d'avoir à trembler pour ſes propres foyers, elle devoit ſe promettre des ſuccès d'une expédition en pays ennemi.

Le Parlement d'Angleterre prorogé à contre-temps.

Ces aſſertions extravagantes trouvoient des approbateurs, non-ſeulement dans les dernières claſſes du peuple, mais au Parlement & dans le Conſeil de Saint-James. D'une part, cette confiance aveugle en des forces exagérées par le Miniſtère ; de l'autre, le découragement & la terreur qu'inſpiroit la ſeule idée d'une deſcente, formoient un contraſte de ſentimens, d'opinions & de conduite qui reſſembloit beaucoup au déſordre. On ne craignoit rien tant que les repréſailles de la France, & l'on continuoit audacieuſement les hoſtilités : on ſe croyoit au moment d'une invaſion, on n'avoit point de forces ſuffiſantes pour la repouſſer ; & l'on reſtoit dans l'inaction, ou l'on prenoit des meſures fauſſes & contradictoires ; rien n'alloit de concert : la moitié de la nation agiſſoit en ſens contraire de l'autre moitié. Jamais l'Angleterre ne s'étoit trouvée en des conjonctures où le ſecours du Parlement lui devint plus néceſſaire. Il

n'en fût pas moins prorogé, depuis le 5 Juin jusqu'au 14 Juillet, contre l'avis de plusieurs Membres, qui, dans leurs débats, supposoient pour motif à cette prorogation, le dessein formé, de la part du Ministère, de se soustraire aux regards vigilans des deux Chambres : ils prirent de-là occasion de peindre leurs inquiétudes. « Le coup qui nous menace est instant, s'écria le Duc de Bolton; & chaque moment peut voir éclore un événement décisif. Déjà l'allarme est répandue, le tocsin retentit dans mes oreilles; car n'est-ce pas sonner le tocsin que de mettre un embargo général sur le commerce? Cette mesure extrême n'a jamais été prise que dans le cas d'une invasion immédiate ; n'en doutons pas, les Ministres sont instruits que ce moment approche. Est-ce donc ce moment que vous choisirez, Milords, pour vous retirer dans vos terres? Votre présence au Parlement est l'unique espoir de la nation..... Vous pouvez seuls repousser la ruine qui nous assiège ». 1778.

Lord Camdem ajouta qu'il n'étoit plus tems de se déguiser les faits, Terreur panique des Anglois.

1778. & qu'il falloit ſonger à protéger la Grande-Bretagne contre une invaſion inſtante. L'inaction des flottes angloiſes lui paroiſſoit une démonſtration de la réalité de cette menace. Pour juſtifier la prorogation du Parlement, les Miniſtres avoient allégué le pouvoir qu'a le Roi d'aſſembler les Chambres en quatorze jours; le Comte de Briſtol rejeta cette excuſe, en diſant que la France pouvoit effectuer une deſcente en moins de quatorze heures. La terreur qu'inſpiroit cette poſſibilité, s'étoit communiquée des Chambres du Parlement aux cafés & aux coteries de la capitale. Elle gagna bientôt les dernières claſſes de la Cité; & paſſant de la ville aux provinces, elle porta ſon trouble & ſon effroi dans les campagnes les plus ſolitaires. Rien ne le prouve mieux que ce fait poſitif, dont les gazettes du tems ont égayé leurs relations.

« Un bataillon de la Milice de *Kent*, étant en marche pour ſe rendre de *Tilbury* au camp de *Walrey-Common*, ſe trompa de chemin & s'égara dans la campagne. Des villages voiſins, on découvrit une foule

armée eſcaladant les paliſſades, franchiſſant les haies, paſſant les ruiſſeaux & les foſſés à gué ; il étoit clair que des gens qui connoiſſoient ſi mal le pays, ne pouvoient être que des étrangers, & par conſéquent des ennemis. En dix minutes, la campagne ſe trouva déſerte à trois milles à la ronde ; hommes, femmes, enfans, tout diſparut. L'air retentit des cris des fuyards ; & l'allarme ſe communiquant de proche en proche, parvint juſques dans le camp deſtiné à la repouſſer. On entend crier de toute part l'*Ennemi*... l'*Ennemi !* Les tambours battent l'aſſemblée.... On n'a pas le tems de tenir conſeil ; l'ennemi approche, déjà il eſt en vue, on le diſtingue... c'eſt le bataillon de la Milice de *Kent* » !

1778.

Etat des affaires en Amérique.

Cette deſcente, dont le projet n'eut peut-être d'exiſtence que dans les têtes angloiſes, abſorboit tellement l'attention des politiques de Londres, qu'ils en donnoient à peine aux nouvelles de l'Amérique. Cependant rien n'y juſtifioit l'apparente tranquillité du Miniſtère. Il eſt bien vrai que l'hiver avoit forcé Wa-

1778. shington à donner quelque relâche aux troupes, & que depuis trois mois, il ne s'étoit rien passé entre les deux Partis, si l'on excepte quelques actions plus courageuses que décisives, dont le récit paroîtroit superflu dans cette Histoire. On se contentera d'en rapporter une seule, dont l'intrépidité nous a paru mériter cette distinction. Le 26 Janvier de cette année, le sieur Lée, Capitaine de Cavalerie, étant dans une maison située à seize milles de Philadelphie, se vit tout-à-coup investi par un Corps anglois de Cavalerie légère d'environ deux cens hommes, qui, pleins de confiance dans leur nombre, étoient venus le surprendre dans ce foible retranchement. La valeur du Capitaine, son sang-froid & la bravoure de sa petite garnison firent échouer le projet de l'ennemi. Quoique *Lée* n'eût pas assez de monde pour placer un homme à chaque fenêtre de la maison assiégée, il força les deux cents Dragons à se retirer honteusement, laissant derrière eux environ douze hommes tués ou blessés. A cette belle défense, le sieur Lindsay,

Intrépidité du Capitaine Lée.

Lieutenant de Lée, reçut une légère bleſſure; & ce fut tout le dommage qu'eſſuya la petite troupe Américaine. 1778.

Il n'eſt pas moins vrai que l'armée de Philadelphie avoit reçu des proviſions aſſez abondantes. Mais le commerce de ces denrées enrichiſſoit les habitans de la campagne à plus de quinze milles à la ronde, & ne pouvoit ſe continuer ſans épuiſer les reſſources de Howe, en préparer à Washington, & rendre de plus en plus néceſſaires les ſecours d'argent qu'attendoit le Général Anglois. Ces ſecours n'arrivoient point; & les troupes royales alloient ſe trouver réduites aux plus fâcheuſes extrémités de la diſette. Pour diſſimuler l'embarras de ſa ſituation, ou peut-être dans l'intention de s'en tirer, Howe parut s'occuper un moment des préparatifs d'une expédition; il fit raſſembler quarante tranſports, à bord deſquels un détachement conſidérable devoit s'embarquer, diſoit-on, pour aller ſurprendre les poſtes ennemis, gagner les derrières de l'armée de Washington & détruire ſes magaſins. Poſition fâcheuſe du Général Howe.

1778. Suivant la gazette infidèle de New-York, cette armée étoit dans un état déplorable; la maladie y faisoit les plus grands ravages, & plus de cinq mille hommes y languissoient sans espoir de guérison. On ne dissimulera pas que le camp de Valley-Forge n'eût beaucoup souffert de la rigueur de la saison, & que les maladies ne l'eussent considérablement affoibli; mais le 15 Mars, on comptoit encore huit mille hommes dans ce camp; & c'en étoit assez pour inquiéter le Général Howe, qui trembloit d'être attaqué dans Philadelphie avant l'arrivée des renforts de la Grande-Bretagne. Malgré les rapports consolans de quelques gazettes angloises, il ne falloit peut-être qu'un ordre du Congrès pour réduire l'armée royale à la cruelle alternative, ou de se laisser consumer par la faim, ou de périr sous le tranchant de l'épée ennemie.

Les mêmes papiers exagéroient avec une égale invraisemblance, les avantages de l'Angleterre dans les mers d'Amérique. Vers la mi-Mai, ces papiers faisoient monter à deux

cent trente-six vaisseaux les prises faites par la seule escadre de l'Amiral Gayton, & grossissoient prodigieusement celles de l'Amiral Young; on a vu qu'à cette époque, il s'en falloit de cinq cens bâtimens, que les Anglois fussent au pair des Américains. 1778.

La politique des Ministres autorisoit ces rapports infidèles : & ce fut dans le même esprit qu'ils firent répandre dans toute l'Europe, que le traité avec la France avoit trompé l'espoir des rebelles; que la précipitation de cette démarche excitoit des murmures & de la fermentation dans la plupart des Colonies. Mais on sut bientôt qu'à la nouvelle de ce traité, l'enthousiasme général s'étoit manifesté par des réjouissances publiques; & que huit Provinces informées de l'arrivée des Commissaires Anglois & de l'objet des bills, dont ils étoient porteurs, avoient fait présenter au Congrès, par leurs Députés respectifs, des Mémoires où elles supplioient l'assemblée de se refuser à toute espèce de négociation avec la Grande-Bretagne, à moins qu'elle ne reconnût

Rapports infidèles & bientôt démentis.

1778. préalablement l'indépendance des Etats-unis. M. Fitzpatrick nouvellement arrivé de Philadelphie, apprit à la Chambre des Communes, ce que les Miniſtres craignoient de révéler; il détailla, en ces termes, le mauvais effet que produiſoient ces bills en Amérique : « Il eſt impoſſible d'exprimer l'indignation de l'armée royale; elle étoit au point, que j'ai vu des Officiers de diſtinction arracher de dépit leurs cocardes, les fouler aux pieds, maudire l'uſage qu'ils en avoient fait, & s'écrier qu'ils étoient ſacrifiés indignement! *Quoi*, diſoient-ils, *eſt-ce là le renfort des vingt mille hommes qui devoient nous mettre en état de porter un coup déciſif, dès l'ouverture de la campagne? Après nous avoir engagés dans une guerre qui nous répugnoit, après tant de périls, tant de ſang infructueuſement verſé, au lieu des renforts promis, on nous envoie une* LIASSE *de bills qui nous couvrent de honte!* Les Américains, continua-t-il, n'ont pas cru devoir s'indigner; ils n'ont montré que du mépris pour de tels actes, qui, ſans aucun caractère

d'authenticité, & ſans être adreſſés aux Officiers ſupérieurs, ont été placardés au coin des rues, ou diſtribués par des gens ſans aveu. Dans pluſieurs cantons, on les a regardés comme une impoſture, dont l'objet unique étoit de ſemer la déſunion, & de ſouſtraire le peuple à l'allégeance du Congrès. Les copies qui en ſont parvenues à l'armée, ont paru renfermer des propoſitions inſidieuſes; elles ont été déchirées en mille pièces, &, dans quelques endroits, brûlées par la main du bourreau..... Des Officiers qui jouiſſent de la confiance intime du Général Washington, m'ont dit que ces propoſitions euſſent été accueillies, ſi elles avoient été faites par un Chatam, ou par quelqu'autre Miniſtre digne de la confiance de l'Amérique; mais qu'elle ne ſe prêteroit à rien de ce qui lui ſeroit propoſé par des hommes qui avoient excité & fomenté cette malheureuſe querelle ».

1778.

Déſintéreſſement du Congrès dans l'échange des priſonniers.

Cependant, le retard des ſecours ſi vainement promis à l'armée de Philadelphie, avoit forcé le Général Howe de hâter l'échange des

1778. prisonniers, dont l'élargissement respectif sembloit devoir grossir & fortifier les troupes angloises & continentales. Comme l'armée de Burgoyne, toujours retenue en Amérique, ne fut pas compriſe dans cet échange, les Royaliſtes en retirèrent peu d'avantage; le Congrès ne s'y prêta que pour ſouſtraire les priſonniers Américains à la rigueur d'un traitement barbare, & s'affranchir en cette circonſtance, de la dure néceſſité des repréſailles. Cette conſidération, dont l'humanité généreuſe auroit touché le cœur d'un ſauvage, étoit méconnue de la plupart des Anglois. Tout prouvoit cependant le noble déſintéreſſement des Américains. Ils n'avoient rien à gagner à cet échange; & des ſoldats atténués & languiſſans des ſuites d'une captivité longue & cruelle, étoient un bien foible renfort pour l'armée de Washington. Mais cette armée ſe reſſentit bientôt de l'enthouſiaſme devenu général à la nouvelle du traité avec la France. Plus de vingt mille hommes demandèrent à s'enrôler conformément à la dernière réſolution du Congrès, qui

ſe mettoit aux engagemens d'autre terme que la fin de la guerre. Ces troupes déſormais ſoumiſes aux loix d'une ſévère diſcipline, promettoient à la nouvelle République une campagne brillante; tous les préparatifs annonçoient des entrepriſes déciſives. 1778.

Tandis que l'armée de Washington bloquoit dans Philadelphie celle du Général Howe, le menaçoit d'une attaque vigoureuſe, & lui dictoit, pour ainſi dire, les conditions de la retraite, s'il vouloit évacuer cette place; l'armée du Nord s'aſſembloit à Albany, ſous les ordres du Général Conway, pour une expédition à laquelle le Marquis de la Fayette devoit avoir la plus grande part. Son objet étoit de détruire les vaiſſeaux anglois ſur le lac Champlain, de porter la guerre juſqu'aux pieds des remparts de Québec, d'exécuter dans cette campagne, un projet échoué les années précédentes, malgré la bravoure d'Arnold, & les ſages meſures du Général Montgommery. Conway avoit déjà pris les devants avec ſept mille hommes des troupes victorieuſes à Saratoga; ſix mille hommes de Mi-

Préparatifs d'une expédit on contre le Canada, tout-à-coup ſuſpendus.

1778. lice, pleins de courage, venoient de s'enrôler pour cette périlleuse expédition. Comme on l'a dit, cette ardeur étoit le fruit & le premier effet de l'alliance entre les François & les Américains.

Ces préliminaires de la campagne du Nord, paroiſſoient combinés avec le départ de la flotte du Comte d'Eſtaing; & déjà l'on regardoit le Canada comme perdu pour l'Angleterre. Le Congrès lui-même acceptoit cet augure avec d'autant plus de confiance, qu'une lettre d'Albany, datée du premier Mars, venoit d'annoncer un ſoulèvement des Canadiens. Elle portoit que le peuple, toujours plus mécontent du gouvernement arbitraire & tyrannique de la Métropole, avoit pris les armes contre les troupes royales, les avoit forcées à ſe retirer dans Québec, & les y tenoit inveſties, dans l'eſpérance que, le paſſage des lacs devenu praticable, l'armée de la Fayette ſe hâteroit d'en venir former le ſiège. Le bruit de cette révolte fit peu de ſenſation à Londres, où toutes les allarmes ſe dirigeoient vers les côtes de la

Grande-Bretagne. D'ailleurs, on eut soin de répandre en même tems, que vingt vaisseaux armés à Ports-Mouth, avoient mis à la voile pour aller secourir la capitale du Canada; & que les nouvelles fortifications de cette place, sa garnison & les dispositions de ses habitans, la rendoient imprenable. Quoi qu'il en soit des motifs de cette confiance au moins apparente du Ministère Britannique, les Généraux Américains reçurent ordre de suspendre l'exécution de leurs projets dans le Nord. Les spéculateurs François virent dans la révolte même des Canadiens, une raison de différer la conquête de cette Province. Ils prêtoient leur politique au Congrès; & tournoient en conséquence les forces de la Nouvelle-Angleterre contre la Nouvelle-Ecosse, dont ils se promettoient, disoient-ils, la réduction avant le mois de Juillet de cette même année. 1778.

Belle manœuvre du Marquis de la Fayette.

Cependant, le Marquis de la Fayette avoit repris le chemin de Philadelphie. Arrivé à Walley-Forge, il y trouva l'ordre de passer la Skuylkill, & d'aller se poster à douze milles de cette capitale, sur l'éminence

1778. de Barrenhill, où sa mission étoit d'observer les desseins de l'ennemi. Il n'avoit sous son commandement que deux mille hommes d'Infanterie, cinquante Dragons & quelques Sauvages. Ce poste accessible par trois chemins différens, sembloit offrir aux Anglois un moyen facile d'envelopper le détachement Américain. Le Général Howe l'envisagea sous ce point de vue; & bientôt l'armée angloise se partage en trois colonnes. Howe, à la tête de la première, côtoie les bords de la Skuylkill; le Général Grey conduit la seconde par la route de Germantown; & la troisième, aux ordres du Général Grant, dirige sa marche vers le seul gué de la rivière qui pouvoit favoriser la retraite des Américains. Howe avoit pris la route la plus courte : il arriva le premier, bien résolu de ne rien entreprendre avant que la seconde colonne fut en mesure. Le Marquis de la Fayette pénétra ce dessein; & sa présence d'esprit le servit bien en cette occasion : il fit un changement de front qui trompa si complettement William Howe, qu'il prit les Américains pour la colonne

colonne du Général Grey. Leur marche fière & tranquille vers le gué de la Skuylkill, fut une autre feinte qui déconcerta le Général Grant. Au bel ordre de cette retraite qui eût honoré Turenne, les Anglois se persuadèrent que toute l'armée de Washington se trouvoit rassemblée à Barrenhill. Ainsi, le Marquis de la Fayette passa la rivière sans perdre un seul homme, & rejoignit l'armée Américaine, tandis que le Général Howe se retiroit confus de sa mépriſe, & de la promesse qu'il avoit faite aux dames de Philadelphie, de les faire souper le soir même avec cet aimable convive. 1778.

Les Anglois prennent quelques avantage sur les Américains.

Toutes les nouvelles de l'Amérique avoient annoncé jusqu'alors, des événemens plus ou moins faits pour tirer le Ministère de sa profonde sécurité; mais les dernières dépêches de William Howe semblèrent un moment la justifier. Dans sa Lettre du 11 Mai, ce Général, après avoir fait part aux Ministres de l'arrivée de Sir Henry Clinton, qui venoit le remplacer, entroit dans le détail de quelques avantages remportés sur les Américains.

1778. Quoiqu'exagéré dans ſa relation, cet expoſé donna lieu de craindre aux plus clair-voyans du parti républicain, que la fortune ne ſe rangeât enfin du côté des Royaliſtes. Suivant cette relation, des Corps de troupes ſortis de Philadelphie avoient parcouru la campagne dans l'étendue de pluſieurs milles, & juſques dans le Jerſey, afin d'ouvrir les communications néceſſaires à l'importation des vivres, & de ramaſſer des fourrages pour l'uſage de l'armée. Tous ces détachemens remplirent leur miſſion au grand déſavantage de l'ennemi. Le Colonel Mawhood s'étoit porté dans le voiſinage de Salem, avec trois Bataillons & un Corps de Provinciaux; avoit fait une deſcente ſur la côte; &, après avoir diſperſé les forces raſſemblées dans ce canton, étoit rentré dans Philadelphie avec d'abondantes proviſions.

Menaces atroces du Colonel Mawhood.

Cet Officier ſe permit dans ſon expédition, des procédés atroces qui démentoient bien l'humanité au nom de laquelle il avoit invité la Milice de Quinton-Bridge, à mettre bas les armes, lui promet-

tant, à cette condition, de rembarquer ſes troupes, & de ne faire aucun dommage dans le pays. « Mais, continuoit-il, ſi la Milice abuſée ſe refuſe à cette invitation, le Colonel Mawhood armera les habitans affectionnés, appellés *Torys*; il fondra ſur cette Milice; il brûlera, détruira ſes maiſons & tout ce qui lui appartient; il réduira les rebelles, leurs femmes & leurs enfans à la mendicité & à la détreſſe; &, pour leur prouver qu'il ne s'agit point ici de vaines menaces, il a annexé à cette note, les noms de ceux qui ſeront les premiers objets de ſa vengeance ». 1778.

Le Colonel Hand, qui commandoit les troupes des Etats dans la province de Jerſey, crut devoir une réponſe à ces menaces. Nous la tranſcrirons ici comme un des monumens de cette Hiſtoire, qui mettent en évidence la politique aveugle des Anglois dans leurs procédés de guerre avec les Américains.

Belle réponſe du Colonel Hand.

« J'ai reçu, Monſieur, la propoſition dont nous ſommes, dites-vous, redevables au cri de votre humanité; je deſirerois ardemment

1778. que ce cri eût pu se faire entendre, & régler la conduite de vos troupes, depuis qu'elles occupent *Salem*. Elles ne se sont pas contentées de refuser quartier, elles ont massacré ceux de nos gens qui s'étoient rendus prisonniers, lors de l'affaire de *Quinton Bridge* : hier matin, encore, elles ont passé au fil de la bayonnette, de sang-froid & de la manière la plus cruelle, des hommes enlevés par surprise, & dont quelques-uns n'étoient pas même gens d'armes. Ces traits sont odieux..... Ah ! Monsieur, les braves gens sont toujours humains. Après nous avoir fait l'étalage de votre humanité, vous nous faites une proposition qui nous attireroit sans doute votre juste mépris, si nous étions capables de l'accepter ; nous la rejetons tous unanimement. Non, Monsieur, nous ne mettrons point les armes bas ! Nous les avons prises pour soutenir des droits qui nous sont plus chers que la vie ; & nous ne les quitterons, que lorsque la victoire aura couronné notre cause ; ou lorsqu'une mort honorable les rendant inutiles dans nos mains, nous

fera jouir du ſort de ces illuſtres Anciens qui ſont tombés en combattant pour la liberté.... Quant à la menace de brûler, de détruire en pure perte nos poſſeſſions, de réduire nos femmes & nos enfans à la *mendicité & à la détreſſe*, en vérité, j'ai de la peine à tranſcrire cet extrait de votre note; l'humanité ſouffre en moi; je ne puis croire que de telles expreſſions, de-tels ſentimens coulent de la plume d'un Officier brave, généreux, qui a reçu en Europe une éducation polie; je crois lire un ordre barbare du farouche *Attila* »!

1778.

Autre échec des Américains.

Les talens & l'activité du Lieutenant-colonel Albercromby, s'étoient ſignalés dans cette eſpèce de guerre, moins inhumainement que ceux du Colonel Hawhood. Avec quatre cents hommes d'Infanterie légère, trois cents Chaſſeurs & un parti de Dragons, il avoit ſurpris, attaqué, mis en fuite un corps ennemi de neuf cents hommes, commandés par un Brigadier général, & poſtés à dix-ſept milles de Philadelphie. Il ne perdit que neuf de ſes gens; & du côté des Amé-

ricains, le nombre des morts, des
1778. blessés ou des prisonniers, fut de cent cinquante hommes, y compris les Officiers. La déroute eût été plus complète, si, pour effectuer cette surprise, il n'eût fallu faire une longue marche qui ne laissa point à l'Infanterie royale la faculté de poursuivre vigoureusement les fuyards.

Expéditions plus importantes du Major Maitland.

De toutes ces opérations, les plus importantes furent celles du Major Maitland, & du sieur Henry, Capitaine de Marine. Ils s'étoient embarqués la nuit du 7 Mai, avec le second bataillon d'Infanterie légère, sur des bateaux plats, escortés par trois galères & quelques bateaux armés. Leurs ordres portoient de remonter la Délawarre, & de détruire tous les vaisseaux qu'ils trouveroient sur la rivière, depuis Philadelphie jusqu'à Trentown. Le lendemain matin, environ sur les dix heures, le Capitaine Henry disposa sa flotille de manière à couvrir le débarquement des troupes, qui se fit sans opposition, à White Hill. Pendant ce temps-là, les galères, les navires armés & les

bateaux à canons, mirent le feu aux deux frégates Américaines, le *Washington* & l'*Effingham*, qui furent consumées en un instant, ainsi qu'un brigantin & un sloop. Les troupes ayant pris terre, le Major Maitland se porta vers Borden-Town, à la distance de deux milles. Il avoit les ennemis en front; & d'abord, il ne parut pas qu'ils songeassent à le troubler dans sa marche. Enfin, pour lui couper le passage, ils firent usage d'une pièce de campagne, contre une écluse qu'ils essayèrent de briser. Le bataillon fondit sur eux avec impétuosité; & leur projet échoua. Cependant ils tinrent ferme pendant quelque temps. Le feu devint très-vif de part & d'autre; mais ils plièrent à la fin, & se virent forcés d'abandonner six pièces de campagne disposées de manière à gêner les vaisseaux qui remontoient la Délawarre. Il y avoit à Borden-Town plusieurs magasins contenant des provisions de toute espèce, des équipages de camp, & beaucoup de munitions à l'usage de l'artillerie. Le Major Maitland brûla quatre de ces magasins, & 1778.

1778. força les troupes Américaines à se répandre dans la campagne, où elles jetèrent l'allarme. Elles se rassemblèrent en force à Trentown; & Maitland fit route de ce côté, comme s'il eût eu dessein de les y poursuivre; mais il s'embarqua bientôt, & gagna le rivage de Pensylvanie. Il y choisit un poste, d'où il pouvoit couvrir les forces navales. Le lendemain, il se rendit à la crique de Bisles-Island, où la flottille Angloise brûla plusieurs vaisseaux ennemis. Sur les deux heures, le bataillon prit la route de Bristol, éloigné de treize milles, y arriva sur les cinq heures du soir, mit le feu à quelques navires Américains, & s'embarqua au coucher du soleil. Le Capitaine Henry & les gens de mer employés à ces expéditions, avoient secondé puissamment le Major Maitland. Ils brulèrent à l'ennemi quarante-quatre bâtimens, dont trois frégates & neuf vaisseaux de la première force. Les Américains ne conservèrent pas une goëlette sur la Délawarre; tous leurs magasins furent également ruinés. Maisquoique très-considérables, ces pertes devoient

ſe réparer ; & le Général Clinton qui venoit de prendre le commandement en chef des troupes royales en Amérique, n'en ſentit pas moins la néceſſité d'évacuer Philadelphie. 1778.

Evacuation de Philadelphie.

Suivant quelques papiers Anglois, cette réſolution fut priſe dans l'unique vue d'écarter tout obſtacle au ſuccès des Commiſſaires, & de pourſuivre plus aiſément les négociations relatives aux bills conciliatoires. Mais le fait eſt que la poſition des deux armées rendoit cette évacuation indiſpenſable. D'ailleurs, les Miniſtres d'Angleterre en avoient expédié l'ordre, à la première nouvelle du départ de M. le Comte d'Eſtaing. La groſſe artillerie & une partie des bagages furent embarquées dès la fin de Mai. Le reſte ſuivit l'armée dans ſa retraite qui ſe fit en bon ordre, malgré l'inégalité des chemins & les attaques projetées de Washington. La prévoyance & l'habileté de Clinton furent le préſerver de tout accident dans cette marche ſavante. Philadelphie étoit entièrement évacuée le 15 Juin, jour préfix du départ de William Howe pour l'Angleterre.

1778. Le Public se relâche de ses anciennes préventions contre Burgoyne.

La position des Anglois, tant en Europe qu'en Amérique, n'offroit aucune perspective consolante ; & tout sembloit leur faire une nécessité de la paix, quelles qu'en dûssent être les conditions. Mais si les armemens de la France leur donnoient lieu de tout craindre en Europe, les rapports souvent infidèles de leurs Gouverneurs en Amérique, les rassuroient de ce côté-là. La négligence des Ministres à faire passer des renforts au Général Howe, qui les avoit demandés, sans oser exposer son extrême détresse, partoit d'une aveugle sécurité, dont les vrais spéculateurs prévoyoient les conséquences. Rien ne la supposoit comme la faveur accordée quelques momens aux apologies de Burgoyne. Il n'y avoit pas deux mois qu'on accusoit ce Général d'avoir ruiné les affaires de la Grande-Bretagne. Tant qu'on avoit cru aux désastres, dont on le disoit auteur, il n'avoit pu se faire entendre ni à la Cour de Saint-James, ni au Parlement, ni dans un Conseil de Guerre. Son apparition subite en Angleterre, fut taxée de la même inconséquence

que ſes expéditions ; on lui fit un crime de la permiſſion qu'il avoit obtenue, à la prière de Washington, de venir ſe juſtifier en perſonne devant ſes Concitoyens. 1778.

« Cette faveur du Congrès, diſoit-on alors, ne ſuppoſe-t-elle pas des intelligences entre les deux Généraux ? Ne rend-elle pas au moins ſuſpecte la fidélité de Burgoyne ? » L'indignation exaltée dans toutes les têtes angloiſes, ſe permettoit les ſoupçons les plus odieux contre cet Officier ; & tout le monde s'accordoit à regarder comme illégales en cette circonſtance, les voies ouvertes aux plus grands criminels qui demandent à juſtifier publiquement leur conduite. Pour lui interdire tout moyen de ſe diſculper, on alléguoit qu'il étoit cenſé priſonnier en Amérique ; qu'en cet état, il ne pouvoit comparoître devant aucun Tribunal d'Angleterre ; & que, dans le cas très-vraiſemblable d'une condamnation, la ſentence ne pourroit être exécutée, puiſque l'accuſé n'appartenoit point à la Grande-Bretagne, mais aux Etats-unis. « La preuve, ajoutoit-on, qu'il eſt ſous la ſauve-

garde du Congrès, c'eſt qu'on voit
1778. encore flotter à Portſmouth, en face de notre Eſcadre, le pavillon du vaiſſeau Américain, auquel ce même Congrès a confié le Général Burgoyne ».

Mais au premier bruit de quelques avantages exagérés de l'Angleterre en Amérique, le public ſe relâcha de ſes préventions; & quoique toujours vu de mauvais œil par les Miniſtres & leurs partiſans, Burgoyne vint prendre ſéance à la Chambre des Communes, où il reçut le meilleur accueil des Membres de l'oppoſition. Il ſe crut au moment d'une enquête; & l'on s'attendoit à voir décider les queſtions ſuivantes.

Queſtions faites à ce Général.

« Pourquoi le Général Burgoyne a-t-il refuſé de tenir un Conſeil de Guerre, lorſque pluſieurs jours avant ſa capitulation, il en fut requis, à diverſes repriſes, par les Officiers de l'armée? Pourquoi, lorſque ces Officiers, ſans en excepter un ſeul, ont repréſenté au Général Burgoyne qu'il étoit impraticable de pouſſer plus loin ſon expédition, a-t-il été ſourd à ces repréſentations? Pourquoi a-t-il attendu pour tenir Con-

seil, que les choses fussent désespérées, & qu'il n'y eut plus de ressources que dans la capitulation formelle de son armée » ? 1778.

Au lieu de répondre, il demande satisfaction.

Burgoyne n'étoit pas venu de si loin pour rester muet à ces anciennes questions de Lord Germaine; mais avant que de faire aucune réponse détaillée, il déclara qu'il avoit suivi de point en point les ordres de la Cour. « Il n'y a pas de milieu, ajouta-t-il, ou c'est le Ministre qui a rédigé le plan, ou c'est l'Officier chargé de l'exécution, qui est responsable de l'évènement; c'est à quoi je vous prie de répondre ».

Sans en dire davantage sur cet article, il passa rapidement à divers points sur lesquels il demanda satisfaction. Le plus grave étoit l'affront qu'on lui faisoit, en lui fermant tout accès auprès du Souverain. Lord Germaine répondit qu'il n'y avoit pas d'exemple d'un Officier qui, dans la position de Burgoyne, eût paru devant son Maître, avant que d'être disculpé. Mais comme il s'agissoit bien moins dans cette séance, de discuter les torts du Général, que d'exagérer ceux du Ministre; & que

1778. l'avis de plusieurs Membres étoit de remonter à l'origine d'une expédition, dont le désastre avoit sa cause dans un plan mal combiné; il déclara la Chambre inhabile à prononcer dans cette affaire étrangere à son Tribunal, & dont la connoissance appartenoit exclusivement à un Conseil de Guerre. M. Temple ne se mit pas moins en devoir d'appuyer la motion tendante à cet examen; ce qu'il fit avec une chaleur qui l'emporta bientôt au-delà des bornes de la modération. Dans un parallele de Lord Germaine & du Général Burgoyne : « Ce dernier, dit-il, sans rien perdre de sa réputation de brave Officier, a été malheureux; le malheur est-il donc un crime? Il eut tort sans doute de ne pas se conformer strictement aux ordres du Ministère; s'il avoit abandonné ses drapeaux, & pourvu à sa sûreté, on l'eût reçu à bras ouverts, il fût parvenu aux grandes places, il eût vu pleuvoir sur sa tête les graces & les dignités».

Scène indécente entre Lord Germaine & M. Temple.

C'étoit une allusion à la conduite au moins équivoque de Lord Germaine, lors de la bataille de Minden; & cette injure indirecte en attira de

Burgoyne censé prisonnier du Congrès, n'obtient point d'enquête.

perſonnelles à M. Temple. Peu s'en fallut que cette ſcène, non moins vive qu'indécente, n'eût les ſuites les plus ſcandaleuſes. Cependant Burgoyne n'obtint point l'enquête qu'il ſollicitoit; le parti miniſtériel fit valoir la prétendue captivité du Général, qui, même au ſein de la capitale, étoit toujours réputé priſonnier du Congrès; on en vint juſqu'à mettre en queſtion, s'il avoit le droit d'occuper un ſiége dans la Chambre. Burgoyne & ſes partiſans repouſsèrent cette objection, en rappellant les termes de la convention de Saratoga, convention avouée du Congrès, & qui déclaroit cet Officier libre de remplir toute ſorte d'emploi militaire, pourvu que ce ne fût point contre l'Amérique. « Je ne ſuis pas moins libre, ajouta-t-il, que je l'étois au moment où la convention a été ſignée; & les doutes qui s'élevent ſur un fait auſſi ſimple, prouvent de plus en plus la néceſſité de prolonger les ſéances, juſqu'à ce que ma conduite ait ſubi l'examen le plus rigoureux. 1778.

Le Parlement fut prorogé, ſans que Burgoyne eût la ſatisfaction de ſe faire entendre complétement. Hoſtilités entre la France & l'Angleterre.

1778. Mais si le Ministre l'emporta dans cette occasion comme dans beaucoup d'autres, le Général n'en fut pas moins réhabilité dans l'opinion du grand nombre. Comme on l'a dit, il dut en partie cet heureux retour de la faveur publique, à l'erreur du peuple Anglois, qui, sur de faux rapports, croyoit le désastre de Saratoga absolument réparé, & ne vouloit plus voir, dans cet événement, d'autres coupables que les Ministres. La pacification du Canada acheva de lui persuader que l'Angleterre n'avoit plus de malheurs à craindre en Amérique. Quant à ceux dont il se voyoit menacé dans ses propres foyers, il songeoit à les écarter par la violence. Une politique insensée lui fit chercher des ressources dans la guerre; & l'Europe étonnée, apprit que, rompant toutes les bornes de la prudence, les Anglois venoient enfin de se commettre avec la France, de se porter à des hostilités ouvertes qui ne laissoient plus d'excuse à la témérité, & sur l'agression desquelles il n'étoit pas possible de chicaner avec quelque pudeur: un simple exposé du combat de l'*Aréthuse* & de

la Belle-Poule, suffira pour mettre cette agression en évidence. 1778.

Combat de la Belle-Poule & de l'Aréthuse.

Le 17 Juin, dans les eaux de Brest près d'Ouessant, M. de la Clocheterie, Lieutenant de Vaisseau, commandant la frégate du Roi *la Belle-Poule*, de vingt-six canons de douze, eut connoissance, à dix heures & demie du matin, d'une Escadre Angloise, dont quatorze bâtimens lui parurent être des vaisseaux de ligne; l'Escadre étoit alors à quatre lieues de distance de la frégate françoise. Cet Officier s'apperçut bientôt qu'une frégate & un sloop avoient de l'avantage sur lui. Ce dernier bâtiment, armé de dix canons de six, joignit *la Belle-Poule*, & la *héla* en anglois. M. de la Clocheterie lui répondit de parler françois. Le sloop alla rejoindre l'*Aréthuse*; & sur les dix heures & demie, cette frégate vint se mettre sous le vent à portée du mousquet de la hanche de *la Belle-Poule*. Le Capitaine François manœuvra pour éviter la position désavantageuse où il se trouvoit, en présentant la hanche. Sa manœuvre exécutée avec précision & célérité, mit bientôt les deux frégates par le

1778. travers l'une de l'autre & à portée du pistolet. Dans cette position, l'*Aréthuse* le *héla* en anglois ; il répondit qu'il n'entendoit pas. Elle le *héla* en françois, & lui dit qu'il falloit aller trouver son Amiral. M. de la Clocheterie répliqua que sa mission ne lui permettoit pas de faire cette route. L'Aréthuse insista ; & le Capitaine François lui repartit qu'il n'en feroit rien. Alors l'Aréthuse lui envoya toute sa bordée ; & le combat s'engagea dans un moment où le vent étoit foible, & permettoit à peine de gouverner. L'action dura depuis six heures & demie du soir, jusqu'à onze heures & demie, toujours à la portée du pistolet. La frégate Angloise étoit réduite ; elle profita du vent qui s'étoit élevé, arriva vent arrière, & se replia sur son Escadre. Dans sa fuite, elle essuya plus de cinquante coups de canon, sans être en état de riposter par un seul. Il étoit impossible à M. de la Clocheterie de poursuivre l'Aréthuse ; cette route l'eût porté au milieu des vaisseaux Anglois. Il prit le parti de courir sur la terre ; & à minuit & de demi, il mouilla

entre les rochers de Plouaſcat, où ſa frégate reſta emboſſée juſqu'au lendemain. 1778.

Ce combat avoit été ſanglant; il y eut quarante hommes tués ſur la Belle-Poule. De ce nombre fut le ſieur Gréen de Saint-Marceau, Commandant en ſecond. Parmi les bleſſés, qui ſe montoient à cinquante-ſept, on diſtingua le ſieur de la Roche de Kerandraon, Enſeigne. Il avoit eu le bras caſſé, après deux heures de combat; il fit mettre le premier appareil ſur ſa bleſſure, & vint reprendre ſon poſte qu'il garda juſqu'à la fin de l'action. Un Officier auxiliaire nommé Bouvet, quoique bleſſé grièvement, ne voulut pas quitter le pont pour ſe faire panſer. Quant au brave Capitaine, il reçut deux fortes contuſions, l'une à la cuiſſe & l'autre à la tête. La premiere ne fut pas la moins dangereuſe; la commotion violente excitée dans la partie du bas-ventre avoit occaſionné une enflure conſidérable qui donna de vives allarmes. L'action s'étoit ſoutenue avec la plus grande chaleur, juſqu'au moment où la frégate Angloiſe abandonna le

1778. combat. M. de Cappellis avoit commandé la batterie de la Belle-Poule ; il fut courageuſement ſecondé par les ſieurs de la Galernerie & de Baſterot, Gardes de la Marine, & par deux Officiers auxiliaires nommés Damard & Sbirre. Tout l'équipage animé par l'exemple des Officiers, donna de grandes preuves de bravoure & de ſang-froid. Si l'Aréthuſe n'avoit été ſecourue, quoique ſupérieure à la frégate Françoiſe de pluſieurs canons, elle eût ſans doute amené pavillon. Ses agrès étoient en ſi mauvais état, que deux vaiſſeaux envoyés pour obſerver la Belle-Poule, ne ſervirent qu'à remorquer la frégate Angloiſe. Dès qu'ils furent éloignés, M. de la Clocheterie regagna le port de Breſt, où il fut reçu avec les plus grandes acclamations. A la vue de la Belle-Poule, des tranſports de joie ſignalèrent l'enthouſiaſme patriotique de tous les habitans. Les Aubergiſtes ſe diſtinguèrent en cette occaſion ; il n'y en eut pas un ſeul qui n'ambitionnât l'honneur de traiter gratuitement l'équipage victorieux. Sa Majeſté accorda des récompenſes

Réception faite à la Belle-Poule, lors de ſa rentrée dans le port de Breſt.

flatteuſes à ces braves Marins (1); & ce fut un encouragement pour toutes les Eſcadres de Breſt. L'arrivée du Courier qui, à la nouvelle de cette action, fut dépêché de Verſailles avec des ordres pour faire appareiller la flotte, y cauſa des tranſports, dont l'augure favorable annonçoit la plus heureuſe campagne. 1778.

Si le calme qui régnoit alors avoit permis à l'armée navale de mettre à la voile, rien n'eût pu la retenir dans le port, tant elle étoit impatiente de meſurer ſes forces avec

Ardeur de l'armée navale Françoiſe; Keppel n'oſe ſe meſurer avec elle.

(1) M. *de Sartine*, Miniſtre & Secrétaire d'Etat au département de la Marine, ayant rendu compte au Roi, du combat de la frégate la *Belle-Poule*, Sa Majeſté accorda au ſieur *de la Clocheterie*, le brevet de Capitaine de vaiſſeau; au ſieur *de la Roche-Kerandraon*, la Croix de Saint-Louis & une penſion; au ſieur *Bouvet*, le brevet de Lieutenant de frégate en pied. Elle pourvut d'ailleurs au ſort des veuves & des enfans des Officiers, Mariniers & Matelots tués dans l'action. La demoiſelle *Gréen de Saint-Marceau*, obtint, comme ſœur du premier Officier tué dans cette guerre, une penſion ſur les fonds des Invalides de la Marine.

celles de Keppel. Mais cet Ami
1778. informé que l'infraction des Angl
avoit hâté les ordres expédiés à Br
d'appareiller au premier momen
ne crut pas devoir s'expoſer, da
cette circonſtance, au juſte reſſen
ment d'un ennemi ſupérieur
nombre. L'Eſcadre Angloiſe n'ét
encore que de vingt-trois vaiſſea
de ligne ; & l'on faiſoit monte
trente-deux celle qu'alloit comma
der M. d'Orvilliers. Keppel regag
donc la rade de Saint-Hélen,
ſamedi 27 Juin, & vint attendre
renfort de vaiſſeaux, & de nouvea
ordres pour reprendre ſa croiſi
avec des forces moins inférieur
Ce mouvement rétrograde déplú
la nation. On ne s'en prit poin
l'Amiral qui réuniſſoit tous les ſuf
ges ; mais on demandoit au Mini
ce qu'étoient devenues ſes promel
& cette ſupériorité annoncée a
tant de confiance.

Saiſie irrégulière des frégates la Licorne & la Pallas.

L'Amiral Keppel avoit cord
dans la rade deux frégates Françoi
la *Licorne* & la *Pallas*, dont la ſa
irrégulière faite à l'époque du com
de la *Belle-Poule*, ne laiſſoit auc

Incertitude sur les intentions & les procédés hostiles de l'Angleterre. Dans trois lettres adressées à l'Amirauté, Keppel présenta ces actes d'agression & toute la violence qui les caractérisoit, comme la juste peine d'une infraction aux loix de la mer. Quelles étoient ces loix, suivant l'Amiral ? d'amener pavillon à la première sommation d'un Capitaine Anglois. Quelle fut l'infraction ? d'avoir méconnu ces loix, d'avoir voulu s'y soustraire, d'avoir répondu par une décharge de mousqueterie, à des ordres expédiés à coups de canon. Tel avoit été le procédé de la *Licorne*; & tel fut le motif du traitement fait à la *Pallas*. 1778.

De quelle part ont commencé les hostilités.

Pour décider de quelle part les hostilités avoient été commencées, il suffisoit de lire les lettres de l'Amiral Keppel. Cependant, quoiqu'il fût prouvé même en Angleterre, qu'avant le combat de la *Belle-Poule*, le Capitaine de l'Aréthuse avoit envoyé sa bordée à mitraille, au moment où l'on étoit encore en pour-parler; les Anglois affectoient d'imputer à la France une

1778. infraction, dont le reproche mieux fondé de la part de cette Puiſſance, les réduiſoit à cette alternative, ou d'avouer leur déloyauté, ou d'afficher leur impudence. Pour établir contre la France la preuve d'agreſſion, il falloit d'abord ſuppoſer, que même en faiſant feu les premiers, on peut ne point être les agreſſeurs; & prétendre enſuite, qu'au lieu de toute ſa bordée, l'Aréthuſe n'avoit tiré qu'un coup de canon contre la *Belle-Poule*. Le principe impliquoit contradiction, même dans les termes; & le rapport ſe trouvoit démenti par le témoignage même de pluſieurs Anglois. Mais c'eſt ainſi que la mauvaiſe foi procède, & que la paſſion raiſonne dans ces papiers intitulés: *Hoſtilités commencées par la France*.

Premiers effets des hoſtilités.

Nous laiſſons aux Lecteurs impartiaux le ſoin d'apprécier l'inculpation & l'apologie renfermées dans ces Pamphlets britanniques; & l'on ſe contentera d'indiquer les premiers effets de l'infraction, de quelque part qu'elle vienne. Un des plus ſenſibles en Angleterre, fut d'intimider une grande partie de la nation,

tion, de faire baiſſer les fonds à la Bourſe de Londres, & de jeter la conſternation parmi les Négocians. Les hoſtilités produiſirent en France des effets tout contraires. En juſtifiant des repréſailles juſqu'alors ſuſpendues par la généreuſe diſcrétion du Monarque, elles ouvrirent enfin une libre carrière à la valeur nationale. Comme on l'a déjà vu, les eſcadres de Breſt reçurent l'ordre de mettre à la voile; & toute la Marine accueillit cet ordre comme le préſage d'un triomphe déciſif. Les troupes de terre montroient la même ardeur & une égale confiance. Pluſieurs régiments furent déſignés pour marcher au premier commandement du Maréchal de Broglie, qui, diſoit-on, alloit paſſer en Bretagne. Tout le royaume ſe crut au moment d'une deſcente ſur les côtes d'Angleterre; & cette invaſion, l'objet de ſes terreurs, devint pour la France un motif d'encouragement & d'enthouſiaſme; il n'y avoit pas un ſoldat qui n'ambitionnât l'honneur de participer à cette expédition. 1778.

Malgré les aſſertions prématurées de quelques Gazettes, l'Eſpagne n'a-

1778. Adhéſion de l'Eſpagne au Traité. Suite de l'infraction des Anglois.

voit point encore adhéré publiquement au traité que la France venoit de conclure avec les Etats-unis d'Amérique. Mais ſes préparatifs de guerre & ſes formidables armemens ſuppoſoient dans le Conſeil de Madrid, une diſpoſition réfléchie à ſeconder la France de toutes ſes forces; & l'on ne peut trop répéter que le pacte de famille garantiſſoit cette convention. A la nouvelle du combat de la *Belle-Poule*, & de la ſaiſie des frégates la Licorne & la Pallas, les deux Cours comprirent la néceſſité de faire cauſe commune; une lettre de Louis XVI acheva de décider Sa Majeſté Catholique. La guerre fut déſormais inévitable & forcée entre l'Angleterre & les trois Puiſſances alliées.

Les Miniſtres d'Angleterre eſſayent de calmer les inquiétudes du peuple.

Cependant le peuple de Londres commençoit à témoigner de l'inquiétude ſur une *équipée* navale, dont il avoit reçu les premières nouvelles avec tranſport; il enviſageoit, en frémiſſant, les ſuites de cette *incartade* miniſtérielle. Pour calmer ſes alarmes, l'Adminiſtration fit répandre quelques papiers, où, ſans oſer le raſſurer tout-à-fait,

elle affectoit le desir & l'espérance de voir le différend se terminer à l'amiable. « Tout dépend, est-il dit, dans ces pamphlets, de la teneur des commissions, dont étoient pourvus les Capitaines de la Licorne & de la Pallas. Si elles portoient de saisir nos vaisseaux marchands, & de troubler notre commerce, la guerre est indispensable; mais, si elles ne contenoient point d'ordres de cette espèce, il est aisé d'arranger les choses; la France appréciera la conduite de notre Amiral; elle sentira que nous n'avions point d'hostilités en vue; que nous songions uniquement à notre propre défense ». 1778.

Les Anglois continuent leurs insultes.

Le ressentiment de la France étoit fondé sur des procédés manifestement injurieux; & de vaines paroles, de vagues discussions ne pouvoient en suspendre les effets; elle n'étoit plus disposée à perdre le tems en négociations. D'ailleurs les Anglois continuoient leurs insultes. L'Amiral Keppel avoit laissé en chasse les deux vaisseaux de ligne, le *Vaillant* & le *Courageux*; & la frégate françoise l'*Iphigénie* n'avoit

1778. échappé à leur poursuite, qu'à la faveur d'un calme. Trois autres vaisseaux, le *Milfort*, la *Proserpine* & le *Fox*, étoient encore employés à cette guerre; ce dernier venoit d'envoyer deux brigantins françois à Ports-Mouth. Pour justifier ces violences, que l'Amiral Keppel n'avoit osé se permettre jusqu'alors contre les vaisseaux marchands, on fit inférer dans les papiers anglois, que les deux navires alloient en Amérique, ou qu'ils en revenoient chargés pour le compte des Rebelles; qu'en un mot, ils étoient censés Gallo-Américains. La seule réponse à de pareilles allégations, fut de hâter le départ de la flotte, qui mit enfin à la voile le 8 Juillet, sur les quatre heures du matin. Si le vent eût permis d'appareiller quelques jours plutôt, selon toutes les apparences, on se seroit emparé des vaisseaux détachés à la poursuite de l'*Iphigénie*. Dans sa retraite, elle avoit rencontré la frégate le *Lively*, l'avoit attaquée; &, après un combat assez vif, avoit forcé le bâtiment anglois d'amener son pavillon. Cette prise fut, pendant

Départ de la flotte de Brest.

quelques jours, le seul événement remarquable dans ces parages. 1778.

Quoique forte de trente-deux vaisseaux de ligne, de six frégates, d'un sloop, & de deux brulots, la flotte de Keppel n'avoit point cette supériorité marquée, sans laquelle il y a peu d'exemples d'un combat naval où les Anglois aient eu l'avantage sur les François. La conduite de l'Amiral fit bien voir en cette conjoncture, qu'il partageoit la défiance de sa nation. Elle fut d'abord portée jusqu'au découragement, du moins parmi le peuple de Londres. Durant plusieurs jours, une fausse alarme accrédita le bruit d'un combat général, où la flotte angloise avoit été battue complétement; mais l'Amiral Keppel n'étoit encore battu que par les vents, qui, la nuit du Jeudi 23 Juillet, emportèrent la vergue de misaine de son vaisseau la *Victoire*. Pour remédier à cet accident, il fallut dépouiller de sa grande vergue le *Thunderer*, qui rentra dans un des ports d'Angleterre. La retraite de ce bâtiment réduisit la flotte angloise à trente-un vaisseaux de ligne. On portoit

Forces respectives des flottes Angloise & Françoise.

1778. celle de France à trente-deux vaiſſeaux & dix frégates (1). Les deux nations s'attendoient à quelque coup d'éclat ; mais les manœuvres de l'Amiral Keppel annonçoient déjà qu'il ne haſarderoit point une affaire générale. Cependant, les deux armées étoient en préſence depuis cinq jours, à une diſtance d'environ quatre ou cinq milles. La flotte du Comte d'Orvilliers étoit au vent de l'angloiſe ; & dans cette poſition favorable, elle ne pouvoit que deſirer le combat ; mais la prudence des Chefs contint cette ardeur juſqu'au 27 Juillet, que l'Amiral Keppel fut attiré dans un engagement où ils eurent l'avantage qu'ils s'attribue dans cette relation peu fidèle.

(1) Lors de l'action du 27 Juillet, les vaiſſeaux le *Duc-de-Bourgogne*, de 80 canons, & l'*Alexandre*, de 64, avoient été ſéparés de la flotte Françoiſe. Trois autres vaiſſeaux étoient en réſerve ; & des vingt-ſept qui ſe trouvèrent en ligne, deux ſeulement étoient à trois ponts. En général, les vaiſſeaux François étoient plus foibles d'échantillon & d'artillerie que ceux de l'Eſcadre Angloiſe. La gloire de M. d'Orvilliers fut d'avoir combattu & maltraité l'ennemi avec des forces inférieures.

«La flotte françoiſe étant toujours au vent, & gagnant le large, j'employai tous les moyens poſſibles de la ſerrer de près, en tenant raſſemblés les vaiſſeaux du roi, autant que la nature d'une pourſuite le rendoit praticable. La manœuvre timide des François, & le peu d'inclination qu'ils montroient à ſe laiſſer approcher, rendoient cette précaution néceſſaire; il étoit clair qu'ils ſe refuſoient à un combat régulier. Cette circonſtance me fit ſaiſir avec empreſſement, l'occaſion qui ſe préſenta dans la matinée du 27 Juillet. Le vent permettoit à l'avant-garde de la flotte que je commandois, de gouverner de manière à ſerrer de près le centre & l'arrière-garde de la flotte ennemie. Les François commencèrent à faire feu ſur le vaiſſeau de la diviſion du Vice-Amiral *Sir Robert Harland*, qui ſe trouvoit le plus en avant. Cette diviſion ne tarda pas à rendre feu pour feu à meſure que les vaiſſeaux ſe trouvoient à portée. La chaſſe avoit étendu leur ligne; mais ils ſe formèrent promptement en ordre de bataille; &,

1778. Relation infidèle de l'Amiral Keppel.

1778. comme les deux flottes ſuivoient un cours différent, elles paſsèrent très-près l'une de l'autre. L'objet des François, étoit de déſemparer les vaiſſeaux du Roi de leurs mâts & de leurs voiles; projet dans lequel ils réuſſirent au point de mettre pluſieurs vaiſſeaux de ma flotte hors d'état de me ſuivre, lorſque je virai vent arrière à l'effet de porter vers la flotte françoiſe. Je me vis donc obligé de virer encore pour joindre ces vaiſſeaux; ce qui donna aux François, vers le déclin du jour, le tems de rallier leurs Eſcadres, & de les mettre en ligne de bataille ſous le vent de la flotte du Roi. Je les laiſſai ſe former, ſans faire feu ſur eux, penſant que leur intention étoit de meſurer, le lendemain matin, leurs forces avec les nôtres; mais ils avoient été ſi battus pendant le jour, qu'ils profitèrent de la nuit pour ſe retirer. Le vent leur étoit favorable, j'avois pluſieurs de mes vaiſſeaux déſemparés, & je ne ſongeai pas même à pourſuivre la flotte françoiſe ».

Oppoſons à cette relation, le rapport extrait du journal de l'armée

françoiſe ; & convenons que l'hiſtoire, ſi féconde en contradictions, en offre peu d'auſſi frappantes que celles de ces deux expoſés. Celui qu'on va lire pouvoit s'offrir ſous une forme plus élégante ; mais on a craint d'en changer les termes, & qu'en leur ſubſtituant d'autres expreſſions, la relation ne perdît quelque choſe de ſa préciſion & de ſon exactitude. Comme preſque tous les arts, la Marine a ſes termes techniques & ſes locutions particulières, dont l'emploi eſt indiſpenſable dans ces détails de manœuvres, qui ne ſont jamais à la portée du commun des lecteurs, & qui, pour être entendus des gens de l'art, ont beſoin d'être préſentés, dans ce langage de convention qui leur eſt affecté ſpécialement. 1778.

Extrait plus exact du Journal de l'armée Françoiſe.

« Le 27, à quatre heures du matin, les vents étoient paſſés à l'Oueſt, & tout annonçoit un tems favorable. L'armée ennemie ſe tenoit à l'Eſt-nord-eſt, à deux lieues & demie de diſtance de l'armée françoiſe. Le Comte d'Orvilliers fit le ſignal de ſe rallier dans l'ordre de bataille naturel. La flotte de Keppel

1778. tenoit toujours les amures à babord, ainſi que l'armée du roi ; mais à neuf heures, notre Général obſervant que l'Amiral Anglois élevoit ſon arrière-garde au vent, & voulant s'approcher de lui, fit revirer lof pour lof par la contre-marche. A peine l'ordre de bataille étoit-il formé, que le Comte d'Orvilliers reconnut aux mouvements de l'ennemi, que ſon projet étoit de tomber ſur l'arrière-garde de l'armée françoiſe, & de prolonger ſa ligne au même bord. Pour le prévenir, il fit revirer toute l'armée enſemble, & ordonna de ſe former ſur l'ordre de bataille renverſé, l'eſcadre bleue faiſant l'avant-garde, l'eſcadre blanche au corps de bataille, & l'eſcadre blanche & bleue à l'arrière-garde. Par cette manœuvre hardie, il ſe mit à portée de rompre le deſſein des Anglois, de porter du ſecours à l'eſcadre bleue, & de prendre ſur l'armée ennemie la poſition que ſon Amiral vouloit prendre ſur l'armée du Roi, qui ſe tint en bon ordre ſur cette ligne, à dix quarts largue. Lorſque la tête de l'armée Angloiſe ſe préſenta pour

combattre par derrière l'eſcadre bleue, elle la trouva à l'autre bord en bataille, & comme en réſerve pour le moment; les eſcadres blanche & bleue couroient à dix quarts largue, & les vaiſſeaux ſe tenoient trop ſerrés au bord oppoſé, pour craindre que la ligne ennemie osât tenter de les traverſer. L'Amiral Anglois prit donc le parti forcé de prolonger l'armée Françoiſe, & de combattte à bord oppoſé. Le feu commença par l'eſcadre bleue, qui formoit l'avant-garde, & continua ſucceſſivement dans toute la ligne, de manière que chaque vaiſſeau François donna ſa bordée à chaque vaiſſeau ennemi, & reçut pareillement la ſienne. Le feu ſe ſoutint de part & d'autre pendant trois heures; mais il parut que celui de l'armée du Roi étoit ſervi avec plus de vivacité que le feu de l'armée angloiſe, dont la poſition ſous le vent, étoit avantageuſe pour pointer les canons, & ſervir la première batterie. Le Comte d'Orvilliers voulant lui enlever cet avantage, fit ſignal à l'eſcadre bleue d'arriver par un mouvement ſucceſſif, & enſuite à toute 1778.

1778. l'armée de se ranger à l'ordre de bataille, l'amure à stribord. Ce mouvement, quoique bien exécuté dans la suite, fut trop retardé pour pouvoir suivre le serre-file, & prolonger sous le vent, de queue à tête, l'armée Angloise, comme le Général se l'étoit proposé. Il n'est pas étonnant qu'un mouvement que l'occasion fit naître, n'ait pas été parfaitement saisi dans le premier instant; mais le Duc de Chartres étant passé sous la poupe du Général, pour lui demander son intention, le Comte d'Orvilliers lui déclara qu'il étoit résolu de continuer l'ordre de bataille renversé, en passant sous le vent de l'ennemi, ce qui fut promptement exécuté. Cette évolution arrêta l'Amiral Anglois, dont l'armée avoit déjà reviré vent devant par la contre-marche, & se portoit sur la queue de l'armée Francoise, en courant en ligne à dix quarts largue. L'Amiral Keppel ayant rencontré l'Armée du Roi en bataille, & opposée à sa route, se vit forcé à un mouvement rétrograde, & profita de sa position au vent de l'armée Fran-

croiſe, pour rallier la ſienne à l'ordre de bataille ſur ſtribord. L'armée du Roi pourſuivit celle des Anglois, & lui préſenta le combat dans le meilleur ordre, ſous le vent, depuis deux heures après midi, juſqu'au lendemain; mais l'Amiral Keppel ne crut pas ſans doute devoir l'accepter; il profita de l'obſcurité de la nuit pour faire ſa retraite, en cachant ſoigneuſement ſes feux, tandis que les vaiſſeaux de l'armée françoiſe portoient les leurs, afin que ſa poſition pût être clairement apperçue de la flotte angloiſe. Le 28 au ſoir, l'armée du Roi s'entretenant par la latitude d'Oueſſant, où elle avoit établi ſa croiſière, l'étonnement fut général, lorſqu'on découvrit l'île d'Oueſſant même, dont le Comte d'Orvilliers s'eſtimoit diſtant de vingt-cinq à trente lieues. Se voyant à portée de Breſt, il y fit entrer ſes Eſcadres, tant pour mettre à terre les bleſſés, que pour y prendre les rechanges, dont quelques vaiſſeaux avoient beſoin pour continuer leur croiſière ». 1778.

Cet extrait préſente, heure par

1778. Réflexions sur ces deux exposés.

heure, la suite des manœuvres que le Comte d'Orvilliers fit exécuter pour conserver l'avantage du vent sur un ennemi qui, de son côté, manœuvroit pour le lui enlever. On auroit desiré que l'Amiral Keppel n'eût pas négligé de faire connoître ces manœuvres à l'Amirauté d'Angleterre ; mais il est étonnant qu'il en ait fait d'inutiles à la poursuite d'une armée qui ne prenoit pas chasse, & dont aucun mouvement n'annonçoit qu'elle cherchât à éviter sa rencontre. Sans doute, lorsqu'il dit que cette armée avoit gagné le large, il ne fait pas attention que le vent souffloit du large; c'est aux Marins des deux nations à décider si un vaisseau peut fuir du côté d'où vient le vent. Quoi qu'il en soit, les deux Commandants semblent s'être donné le mot, pour dire exactement la même chose : *Je cherchois à engager le combat; mais mon adversaire a profité de l'obscurité de la nuit pour s'échapper.....* Telle est la substance de chaque relation en particulier. Que répondre à cela ? Féliciter les deux nations de la bonne opinion qu'elles ont l'une & l'autre de leurs

forces, de leur bravoure, de leur expérience. Ce qu'il y auroit à desirer, c'est que l'Angleterre se connût mieux en véritable gloire, & qu'elle se persuadât une fois pour toutes, que ce n'est pas en dépréciant la valeur de son ennemi, qu'on ajoute du lustre à son propre courage. On voit avec peine que dans les récits de cette dernière action, elle a souvent donné lieu à ce reproche. Ses Feuilles publiques sont remplies d'expressions peu mesurées, peu généreuses. Dailleurs, n'y eut-il pas une forfanterie indécente dans l'éclat que les Anglois, mal informés, donnèrent à la première nouvelle du combat d'Ouessant. On n'avoit aucuns détails sur ce combat, & ils en parloient comme d'une victoire complète : à la ville, en province, dans les camps, on se livroit à une joie immodérée. Il ne s'agissoit de rien moins que de la défaite absolue de la flotte françoise ; déjà les bannières flottoient sur les tours des Eglises ; l'air retentissoit du bruit des cloches ; & peu s'en fallut que le canon de la Tour de Londres, n'annonçât ce grand évènement.

1778.

Forfanterie des Anglois.

1778. La conſterna-tion ſuccède à l'ivreſſe.

Enfin le voile ſe déchire, & l'étonnement ſuccède à l'ivreſſe. La réflexion préſente ce triomphe prématuré ſous les traits les plus ſombres. On calcule, en un mot, que dans le cours de la dernière guerre, aucune flotte angloiſe n'a perdu autant de monde dans un jour de combat, que la flotte de Keppel vient d'en perdre à la journée d'Oueſſant. (1) A ces triſtes aveux, ſe joignoit l'inquiétude que faiſoit naître le mauvais état de la flotte, dont pluſieurs vaiſſeaux déſemparés la forcèrent d'aller ſe radouber à Portſmouth. On ſe demandoit tout bas, ſi c'étoit des baſſins de ce Port que la flotte angloiſe ſe propoſoit de bloquer celle de France; on demandoit ſur-tout en quoi conſiſtoit ce grand avantage, ſi fièrement conteſté par l'ennemi. Mais ces queſtions ne ſe faiſoient que dans le ſecret des Comités particuliers. L'Amiral Keppel étoit

(1) De l'aveu de Keppel, le nombre de ſes morts & de ſes bleſſés fut d'environ cinq cents hommes; & l'on pouvoit le porter au double ſans craindre d'exagération.

Whigt & l'un des plus braves de l'Angleterre; dans cette circonſtance le parti de l'oppoſition devoit ſe réunir aux Torys. En général, il ne falloit point attendre d'impartialité des Nouvelliſtes Anglois; cependant un des Périodiſtes de Londres eut le courage d'inſérer dans ſa Gazette, la Lettre d'un Officier de la flotte Angloiſe, où, après avoir rendu compte des mouvements reſpectifs des deux armées navales, cet Officier ajoute: « Le vent ayant changé & ceſſant de nous être contraire, l'ennemi, pour rendre l'action inévitable, abandonna ſa poſition; & toujours formé en ligne régulière, paſſa de notre avant-garde à l'arrière; enſuite friſant rapidement notre ligne, & entretenant un feu continuel, il fit tant par cette manœuvre, que chacun de nos vaiſſeaux reçut la bordée de vingt vaiſſeaux françois. Après nous avoir ainſi paſſé en revue, conſervant toujours le même ordre, il fit le tour de notre flotte & ſe forma en ligne de bataille ſous notre vent; il ſe montra prêt à nous recevoir, & garda cette poſition le reſte du jour.

1778.

Aveux d'un Officier de la flotte de Keppel.

1778. Cependant ſa canonnade avoit ſi bien réuſſi à nous enlever nos mâts, nos vergues, &, en général, à nous déſemparer nos vaiſſeaux, que, malgré la ſupériorité de nos forces, il nous fut impoſſible de renouveller le combat; nous employâmes le reſte du jour à réparer nos agrès. La flotte françoiſe paroiſſoit avoir peu ſouffert; (1) & lorſque, ſur les ſix ou ſept heures du ſoir, nous eûmes mis nos vaiſſeaux en état de ſervice, notre Amiral, ſans doute, pour de bonnes raiſons, ne crut pas devoir revenir à la charge, quoique nous euſſions le vent pour nous. Aux manœuvres de la flotte françoiſe, il jugea qu'elle étoit diſpoſée à nous livrer combat le lendemain matin; mais il ſe trompoit; la nuit ſuivante elle reprit la route de Breſt. Cette flotte n'étoit que de vingt-ſix ou vingt-

(1) On ne porta d'abord, du côté des François, le nombre des morts qu'à cent cinquante, & celui des bleſſés à quatre cents; mais il ſe trouva dans la ſuite, que le nombre des morts ſe montoit à cent ſoixante-trois, & celui des bleſſés à cinq cents dix-ſept.

ſept vaiſſeaux de ligne, dont pluſieurs du dernier rang; elle n'avoit que deux vaiſſeaux à trois ponts; en ſorte qu'à tous égards, elle nous étoit inférieure en forces ». 1778.

Eloge des Commandants & des Equipages de la flotte Françoiſe.

On ne voit rien à rectifier dans ces aveux non ſuſpects de l'Officier Anglois, que le détail concernant la rentrée du Comte d'Orvilliers. Je me contenterai d'ajouter, d'après des relations non moins impartiales, mais beaucoup plus détaillées, que le Commandant en chef de l'armée françoiſe ſignala ſon habileté dans cette circonſtance par des manœuvres approuvées de tous les gens de l'art; que M. le Duc de Chartres, qui commandoit l'arrière-garde, ſoutint quelque temps, avec un courage froid & tranquille, l'attaque de pluſieurs vaiſſeaux; & que l'activité, l'intelligence & la bravoure ſi connues du Comte Duchaffault, Commandant de l'avant-garde, méritèrent à cet excellent Officier, les ſuffrages & l'admiration de toute l'armée. Il fut dangereuſement bleſſé dans le combat, (1)

(1) Il avoit reçu un coup de mitraille ſi

1778. & vit tomber à ſes côtés, & pour ainſi dire ſous le même coup, un fils chéri, dont la bleſſure & le danger allarmèrent ſa tendreſſe, ſans ébranler ſon courage. M. Duchaffault continua de donner ſes ordres avec le même ſang-froid & la même intrépidité. Si quelques Officiers ſe montrèrent peu jaloux d'imiter les grands exemples de ces illuſtres Chefs, on peut dire qu'en général l'armée françoiſe brûloit d'en venir à une affaire déciſive avec les Anglois; mais la nuit même du 28 Juillet, ils forcèrent de voiles, éteignirent leurs feux, & ſe retirèrent avec quatorze vaiſſeaux déſemparés. L'intention du Comte d'Orvilliers étoit de repren-

conſidérable, qu'on trembla long-temps pour ſa vie. On parvint enfin à lui tirer de l'épaule un morceau de fer peſant environ cinq onces; & depuis cette opération, ſa bleſſure prit un caractère plus conſolant. La Reine alarmée de la ſituation inquiétante du brave Commandant, dit à ce ſujet: *Le pauvre M. Duchaffault, que je le plains! je voudrois être oiſeau pour aller lui ſervir de garde.* Ces expreſſions peignent à la fois la ſenſibilité de l'auguſte Princeſſe, & le mérite de l'Officier qui les inſpira.

dre sa route sur Ouessant, & d'achever sa croisière à l'entrée de la Manche. Plusieurs vaisseaux lui ayant fait connoître que leurs mâtures étoient endommagées, il se détermina, le matin du 29, à regagner la rade de Brest. 1778.

Rien ne prouve mieux, ce me semble, les dispositions des braves Marins François, que ce trait de gaîté nationale, exhalé même au fort de l'action. Un vaisseau ennemi étoit venu par le travers du *Saint-Esprit*, en présentant la proue. Dans cette position, il lâcha ses deux bordées à la fois, de manière que l'une frappa l'air, & l'autre alla tomber sur la flotte angloise. Des huées & de grands éclats de rire, partirent aussi-tôt de toutes les escadres françoises, & l'Anglois se retira confus. On demande si une Nation qui conserve dans l'horreur des combats, une valeur si froide & si gaie, ne semble pas avoir des droits imprescriptibles à la victoire. Trait de gaîté françoise.

Le Comte d'Orvilliers ne tint pas long-temps ses escadres oisives dans la rade de Brest. Le lendemain de sa rentrée, il fit sortir six vais- Les Escadres Françoises remettent successivement à la voile.

1778. seaux sous le commandement du Chevalier de Monteil, hâta le ravitaillement des autres, & donna des ordres si précis, qu'en peu de jours le dommage fut réparé. A quelques vaisseaux près, toute la flotte mit successivement à la voile.

Accueil fait à M. le Duc de Chartres, tant à Paris qu'à Versailles.

Cependant, M. le Duc de Chartres étoit allé rendre compte au Roi de l'avantage remporté sur l'Amiral Keppel. L'apparition de ce Prince dans la capitale, porta la joie dans tous les cœurs françois ; elle se manifesta, durant trois jours, par une illumination générale des jardins du Palais Royal. Il y reçut publiquement les témoignages les moins équivoques de l'affection des Parisiens, & du prix qu'ils attachent à la conservation des augustes rejetons de la maison de France. Le Roi lui fit un accueil flatteur où se peignoit la satisfaction du Monarque. Elle éclata bientôt par des graces & des récompenses; & la distribution en fut confiée à M le Duc de Chartres. Enfin ce Prince reparut à Brest, où l'on n'attendoit que lui pour juger dans un Conseil de guerre, les Officiers dont la con-

duite avoit paru douteuſe. Deux Capitaines furent accuſés d'avoir méconnu les ſignaux de leur Commandant ; l'objet du Conſeil étoit de prononcer ſur cette déſobéiſſance. Comme on le verra plus en détail, il n'y eut point de jugement, parce qu'il ne ſe trouva pas de coupables. 1778.

A ces divers expoſés, dont on prie le Lecteur d'excuſer les redites inévitables dans l'inſtruction d'un pareil procès, on eût pu joindre d'autres pièces également victorieuſes, & dont la réunion formeroit un nouveau corps de preuves contre les prétentions de l'Angleterre, relativement au combat d'Oueſſant ; mais l'avantage des François dans cette première affaire générale, nous paroît ſuffiſamment conſtaté. On a vu par les aveux de quelques Anglois, qu'ils cédoient d'aſſez bonne grace à la France la gloire du ſuccès ; d'autres la diſputèrent avec plus d'opiniâtreté que de bonne foi ; & le grand nombre ſe voyant forcé d'y renoncer, prit le parti d'en conteſter l'importance. La plupart de leurs Gazetiers ſe per-

Les Anglois conteſtent l'importance du combat d'Oueſſant.

1778. ſuadèrent que, pour ſauver l'honneur du Pavillon britannique, il ſuffiſoit de parodier le combat du 27 Juillet. Le caractère national ſe retrouve parfaitement dans ces ſaillies angloiſes, dont on a recueilli le trait ſuivant.

Parodie de ce combat.

« Vendredi ſoir, à *Ludgate Hill*, deux Cochers ſe dépouillèrent juſqu'à la ceinture, pour décider une querelle. Ils ſe battirent pendant plus de trois quarts d'heure, à la ſatisfaction d'un concours immenſe de ſpectateurs; enfin l'un d'eux reçut un dernier coup qui le jeta dans le ruiſſeau de la rue : là, cherchant à tirer parti de ſa ſituation, pour recueillir ſes forces, il reſta tranquillement aſſis, juſqu'au moment où quelqu'un de la foule cria à ſon antagoniſte : *Mort de ma vie! Tom, pourquoi ne roſſes-tu pas ce Maraud? Pourquoi ne l'obliges-tu pas à ſe lever, ou bien à reconnoître qu'il eſt roſſé?* Tom, qui avoit auſſi beſoin de reprendre haleine, répondit : *Non, qu'il ſe leve & qu'il ſe batte* GALAMMENT. Pendant ce temps, la nuit déployoit ſes voiles; le jour s'obſcurcit de manière

manière qu'il ne fut plus poſſible de ſe battre ; chacun ſe retira donc au cabaret qui lui étoit le plus familier, & là, fit à la compagnie la relation de ſa victoire. Après s'être rafraichis l'un & l'autre, & s'être bien promis de meſurer encore leurs forces, ſi-tôt qu'ils ſeroient un peu remis de leurs meurtriſſures, l'un gagna ſon logis par le chemin le plus court ; l'autre s'égara, & ne ſut où il étoit, qu'au moment où il ſe trouva à ſa porte ». 1774

Ces plaiſanteries n'ôtent rien à la gloire du Comte d'Orvilliers, & ne pouvoient rien ajouter à celle de l'Amiral Keppel. Toute l'Europe impartiale avoue que l'aſcendant de la France ſur la Grande-Bretagne, ſe manifeſta dès le combat d'Oueſſant. Conſidérée ſous un autre point de vue que celui de la gloire, l'affaire du 27 fut avantageuſe aux Anglois, en ce qu'elle favoriſa la rentrée de leur flotte des Indes Orientales. Ce convoi compoſé de dix vaiſſeaux, dont la cargaiſon étoit évaluée à quinze cents mille livres ſterling, fournit dans ſes équipages une reſſource précieuſe à l'Amirauté, qui

Comment il fut avantageux aux Anglois.

1778. les employa ſur le champ au ſervice de la Marine Royale. Ce fut d'ailleurs un encouragement pour le Commerce ; dès le lendemain, les Actions des Indes hauſsèrent de dix pour cent. Ces vaiſſeaux menacés de tomber au pouvoir des François, qui croiſoient à l'entrée de la Manche pluſieurs jours avant l'affaire d'Oueſſant, ne durent leur ſalut qu'à ce combat. Par l'évènement, l'Amiral Keppel rendit un ſervice ſignalé à ſa nation ; & les Commerçans d'Angleterre lui ſurent bon gré d'avoir donné, dans cette circonſtance, de l'occupation aux Eſcadres ennemies.

Murmures de quelques Politiques François.

En France, cette nouvelle provoqua les murmures de quelques Politiques mal informés de la poſition de ſon armée navale. Ils ſuppoſoient que M. d'Orvilliers auroit pu intercepter les dix vaiſſeaux Anglois, & le blâmoient d'avoir manqué, par ſa retraite précipitée, l'occaſion d'une ſi belle priſe. Mais l'arrivée de la flotte des Indes, ne pouvoit ſe prévoir à telle époque donnée ; & le mauvais état de pluſieurs vaiſſeaux de l'armée Françoiſe,

la forçoit de ſuſpendre ſa croiſière. Cette interruption néceſſitée par les circonſtances, fut un point que la fortune des Anglois ſaiſit avec préciſion pour donner quelque relâche à leurs déſaſtres. On a vu que la flotte Françoiſe avoit remis promptement à la voile. Quoiqu'un peu moins nombreuſe, elle parut tout auſſi formidable qu'auparavant, à cela près que M. Duchaffault ne devoit point y commander; les ſuites de ſa bleſſure ne lui permettoient pas encore de tenir la mer. Sa diviſion paſſa à M. le Duc de Chartres; & M. de Guichen fut choiſi pour commander celle du Prince. 1778.

On ne doutoit pas que les Eſcadres, remiſes en mer le 17 Août, ne cherchaſſent à combattre l'Amiral Keppel. La diſpoſition des équipages & la haute opinion qu'on avoit de leurs Commandans, ſembloient préſager un nouveau combat bien plus déciſif que le premier. Le nombre des vaiſſeaux Anglois porté à trente-deux, ſans compter les frégates, n'effrayoit point ces braves Marins à qui l'honneur du pavillon

1778. François venoit d'être confié. Ils ſe rappelloient qu'à l'affaire d'Oueſſant, l'infériorité de leurs forces ne les empêcha pas de la terminer glorieuſement. Ils rendoient juſtice aux talens de l'Amiral Keppel ; mais ils ſavoient par expérience, que l'activité de ſes équipages l'avoit ſecondé foiblement en cette occaſion. C'étoit le ſentiment général dans toute la France, & particulièrement à Paris, où les oiſifs offroient de parier trois contre un, que ſi les deux Armées venoient à ſe rencontrer, la flotte Angloiſe ſeroit battue; il ne ſe trouva perſonne qui osât courir les riſques d'une gageure auſſi avantageuſe. Cette manière d'exprimer ſa confiance à Paris, valoit bien les plaiſanteries, dont on amuſoit le peuple de Londres, ſoit qu'on y mît à l'encan la flotte de Breſt, ſoit qu'on y affichât des hôtels à louer pour les Chefs de l'armée Françoiſe. Mais dans cette conjoncture, le ſentiment de la valeur nationale, n'étoit pas l'unique fondement de la ſécurité.

Confiance des François.

Fanfaronnades des Anglois.

Le bruit s'étoit repandu que l'armée navale de France déjà redouta-

Que l'intérêt de l'Eſpagne eſt de temporiſer.

ble par elle-même, alloit recevoir un renfort de douze vaiſſeaux Eſpagnols, détachés des armemens de Cadix. On raiſonnoit ſur cette nouvelle, conformément à quelques articles du pacte de famille, dont l'exécution étoit vivement ſollicitée à la Cour de Madrid; mais juſqu'à la rentrée de la flotte du Mexique, la politique de cette Cour étoit de temporiſer. Si d'une part, le Marquis d'Almodavar, ſon nouvel Ambaſſadeur en Angleterre, avoit enfin préſenté ſes lettres de créance à Sa Majeſté Britannique; ſi, dans l'opinion de quelques ſpéculateurs, il étoit chargé de concerter des moyens de pacification, & de ménager un raccommodement entre les Cours de Verſailles & de Saint-James; d'un autre côté, cet Ambaſſadeur négligeoit de mettre ſon hôtel en état de le recevoir. Le bruit de Londres étoit que, ſommé de s'expliquer ſur cette négligence, il avoit aliégué le pacte de famille, & s'étoit attiré, par cette réponſe, beaucoup de froideur de la part des Miniſtres de la Grande-Bre- 1778.

1778. tagne ; qu'il ſe diſpoſoit en conſéquence, à partir ſans prendre congé du Roi d'Angleterre ; & que le Comte de Gratham alloit quitter Madrid ſans plus de formalités. Ces dernières ſuppoſitions acquéroient d'autant plus de faveur, que la flotte des galions qu'on a dit être retournée à la Havane, & dont le retard avoit cauſé de l'inquiétude à toutes les villes de commerce, venoit enfin d'entrer dans la baie de Cadix, avec une cargaiſon d'environ vingt-trois millions de piaſtres fortes, & un chargement conſidérable des productions de l'Amérique méridionale.

Myſtère dans ſes opérations. Par ces conjectures plus ou moins accréditées chez les différens peuples de l'Europe, on croyoit interpréter les diſpoſitions ſecrètes du Gouvernement eſpagnol ; mais ſes vues étoient encore impénétrables, malgré la continuité de ſes armemens, qui donnoient beaucoup à penſer aux Politiques. L'ordre expédié à l'Entrepreneur général des vivres de la Marine, concernant l'approviſionnement de trente vaiſſeaux de ligne, fournit encore plus de ma-

tière aux ſpéculations. Cet ordre annonçoit un projet d'entrepriſe, dont l'exécution pouvoit être l'ouvrage de ſix mois. Mais quel étoit ce projet, & quelle devoit être cette expédition ? C'étoit le ſecret des Cours de France & d'Eſpagne. Ce qu'il y a de certain, c'eſt que la flotte de Breſt reſta dans une eſpèce d'inaction juſqu'au moment où l'Eſpagne parut vouloir mettre un terme à la ſienne ; pendant tout ce temps, la ſeule Eſcadre de Toulon fit quelques tentatives heureuſes ſur l'ennemi. A peine eut-elle appareillé, qu'elle s'empara de quatre bâtimens Anglois richement chargés en draperie, ſoierie & bijouterie. Chacune de ces priſes fut eſtimée cinquante mille livres ſterling ; de ſorte que M. de Fabry & ſes équipages eurent à partager près de trois millions de livres. Ils furent des premiers à ſe reſſentir du bienfait de l'Ordonnance par laquelle Sa Majeſté abandonnoit aux vaiſſeaux preneurs, la valeur entière des bâtimens de guerre, & les deux tiers du produit des navires marchands. Cette Ordonnance en faveur de la Marine royale, fut bientôt ſuivie d'une Dé-

1773.

Riches priſes faites par M. de Fabry.

Ordonnance & Déclaration en faveur de la Marine.

1778. claration qui donnoit le même encouragement aux Armateurs des différents ports. Dès qu'elle fut enregistrée au Parlement, on vit paroître dans le public des copies de cette lettre du Roi à l'Amiral de France.

« Mon Cousin,

Lettre du Roi à l'Amiral de France. « L'insulte faite à mon pavillon, par une frégate du Roi d'Angleterre, envers ma frégate la *Belle-Poule*; la saisie faite par une Escadre Angloise, au mépris du droit des gens, de mes frégates la *Licorne* & la *Pallas*, & de mon bougre le *Coureur*; la confiscation des navires appartenans à mes sujets, faite contre la foi des traités : le trouble continuel & le dommage que la Puissance angloise apporte au commerce maritime de mon royaume & de mes colonies d'Amérique, soit par ses bâtimens de guerre, soit par ses corsaires, dont elle autorise les déprédations; tous ces procédés injurieux, & principalement l'insulte faite à mon pavillon, m'ont forcé de mettre un terme à la modération que je m'étois proposée, & ne me permettent pas de suspendre les effets de mon ressentiment. La dignité de ma Couronne & la pro-

tection que je dois à mes ſujets, exigent que j'uſe enfin de repréſailles, que j'agiſſe hoſtilement contre l'Angleterre, & que mes vaiſſeaux attaquent, prennent ou détruiſent les vaiſſeaux, frégates & autres bâtimens appartenans au Roi d'Angleterre ; qu'ils arrêtent & ſe ſaiſiſſent pareillement de tous navires marchands Anglois, dont ils pourront avoir occaſion de s'emparer. Je vous fais donc cette lettre pour vous dire, qu'ayant ordonné en conſéquence aux Commandans de mes eſcadres & de mes ports, de preſcrire aux Capitaines de mes vaiſſeaux de courre ſus à ceux du Roi d'Angleterre, ainſi qu'aux navires appartenans à ſes ſujets ; mon intention eſt, qu'en repréſaille des priſes faites ſur mes ſujets par les Corſaires & Armateurs Anglois, vous faſſiez délivrer des commiſſions en courſe à ceux de meſdits ſujets qui propoſeront d'armer des navires en guerre avec des forces aſſez conſidérables pour ne pas compromettre les équipages qui ſeront employés ſur ces bâtimens, &c. »

1778.

Cette lettre, datée de Verſailles, le 10 Juillet, & la Déclaration con-

cernant la courſe ſur les ennemis de l'Etat, eurent des effets non moins prompts que déciſifs. Quoiqu'à la même époque, le Conſeil de Saint-James eût autoriſé les Commiſſaires nommés aux fonctions de Lord Grand Amiral de la Grande-Bretagne, à délivrer aux ſujets de Sa Majeſté Britannique, des lettres de marque & de repréſailles contre les navires François; cependant les Armateurs Anglois ſe trouvèrent en retard de pluſieurs mois à l'égard de la France. Leurs conſtructeurs avoient beau travailler nuit & jour, les François eurent d'abord trois cents Armateurs en mer, qu'ils n'en avoient pas cent cinquante. D'ailleurs, plus leur Marine Royale & Marchande, multiplioit ſes vaiſſeaux, plus la diſette de matelots ſe faiſoit ſentir. Rien n'égaloit l'impatience avec laquelle ils attendoient les bâtimens de long cours, dont on ſuppoſoit le retour prochain. De tous côtés, on faiſoit partir des pataches, avec ordre d'enlever les équipages de ces vaiſſeaux, à meſure qu'ils approcheroient des côtes britanniques. On étoit en de vives inquiétudes ſur les flottes des Indes occidentales, lorſ-

1778. Les Armateurs Anglois en retard à l'égard de la France.

qu'on reçut, par la voie de la Hollande, des lettres de Saint-Euſtache qui annonçoient le départ de ces flottes, dont les cent voiles avoient mis en mer à l'arrivée de l'Amiral Barrington, qui lui-même s'étoit fait attendre pendant plus de deux mois. Enfin, on apprit bientôt la rentrée de la plupart des vaiſſeaux, dont le retard cauſoit tant d'allarmes. La flotte de la Jamaïque & celle des îles ſous le Vent, arrivèrent preſqu'en même-temps, l'une à Briſtol & l'autre à Plimouth. Celle de Liſbonne, d'Oporto & du Détroit les ſuivirent d'aſſez près; & de tous les évènemens poſſibles dans les circonſtances préſentes, le retour des convois fut le plus heureux pour l'Angleterre. A cette même époque parut la frégate le Montréal; elle avoit à ſon bord Sir Guy Carleton & la famille de ce Général, dont le témoignage certifia les principaux faits eſquiſſés dans le tableau des affaires préſentes de l'Amérique. Depuis ſept ou huit mois, on ne ſavoit que penſer de la fidélité des Canadiens; Carleton raſſura la Métropole, & juſtifia, par ſon rapport, la ſincérité des proteſtations énoncées dans une adreſſe des

1778.

Rentrée des flottes Angloiſes.

Arrivée de Carleton.

notables de la ville de Québec à cet
1778. ancien Gouverneur que Frédéric Haldimand étoit allé remplacer.

Il confirme les nouvelles venues d'Amérique.

Carleton n'avoit que de fâcheuſes nouvelles à confirmer relativement aux diſpoſitions des autres Provinces de l'Amérique ſeptentrionale. Loin de ſe rendre aux offres toujours cenſées illuſoires & inſidieuſes des Commiſſaires conciliateurs, dans pluſieurs Colonies, le peuple américain s'étoit ſoulevé contre les bills, au point de les faire brûler par la main du bourreau. Il eſt vrai que dans le diſtrict de Providence, cet outrage fait à la Majeſté Royale, avoit été provoqué par une Lettre impérieuſe où le Général Pigot s'énonçoit en vrai dictateur; il y diſoit, en propres termes, que *les propoſitions faites aux Rebelles, étoient infiniment plus gracieuſes, qu'ils n'avoient lieu de s'y attendre de la part de ſon maître très-clément.* En général, les Anglois employés en Amérique ſe permettoient, contre les nouveaux Républicains, des expreſſions peu faites pour les ramener au giron de la mère-patrie. Ces indiſcrétions très mal-

adroites, à l'égard des Américains, devenoient une témérité punissable, lorsqu'elles s'adressoient à des François. Le Comte de Carlisle, l'un des Commissaires britanniques, manquant à son caractère de conciliateur, s'étoit oublié dans une lettre, jusqu'à laisser échapper des termes injurieux à la France. Le Marquis de la Fayette crut devoir une vengeance éclatante à l'honneur de sa patrie outragée ; il envoya, dit-on, ce cartel au Ministre d'Angleterre. 1778.

Cartel du Marquis de la Fayette au Comte de Carlisle.

« J'avois cru jusqu'à ce jour, Milord, n'avoir jamais affaire qu'avec vos Généraux ; & je n'espérois l'honneur de les voir qu'à la tête des troupes qui nous sont respectivement confiées. Votre lettre du vingt-six Août, au Congrès des Etats-unis, & la phrase insultante pour ma patrie, que vous y avez signées, pouvoient seules me donner quelque chose à démêler avec vous. Je ne daigne pas réfuter cette phrase, Milord ; mais je desire la punir. C'est vous, comme chef de la commission, que je somme de m'en donner une réparation aussi publique que

1778. l'a été l'offenſe, & que le ſera le démenti qui la ſuit. Il n'auroit pas autant tardé, ſi la lettre me fût parvenue plutôt. Obligé de m'abſenter quelques jours, j'eſpère trouver à mon retour votre réponſe. M. de *Gimat*, Officier François, prendra pour moi les arrangemens qui vous conviennent. Je ne doute pas que, pour l'honneur de ſon compatriote, M. le Général Clinton ne veuille bien s'y prêter. Quant à moi, Milord, tous me ſont bons, pourvu qu'à l'avantage glorieux d'être François, je joigne celui de prouver, à un homme de votre nation, qu'on n'attaque jamais impunément la mienne ».

(*Signé*) LA FAYETTE.

Le Comte de Carliſle fit valoir, en cette occaſion, ſon titre d'homme public; & comme on le voit dans cette réponſe, il n'oublia pas pour cette fois, ſon caractère de pacificateur.

Réponſe du Comte de Carliſle. « Monſieur, j'ai reçu votre lettre qui m'a été tranſmiſe par M. de *Gimat*. J'avoue qu'il me paroît difficile de faire une réponſe ſé-

rieuſe à ſon contenu. La ſeule qu'on puiſſe attendre de moi, comme Commiſſaire de Sa Majeſté Britannique, & que vous auriez dû prévoir, eſt que je me regarde & me regarderai toujours comme n'ayant à répondre à aucun individu de ma conduite publique, & de ma façon de m'exprimer, mais ſeulement à mon pays & à mon Roi. A l'égard des expreſſions contenues dans les pièces publiées ſous l'autorité de la Commiſſion, dont j'ai l'honneur d'être Membre; à moins qu'elles ne ſoient publiquement rétractées, vous pouvez être aſſuré, quelque changement qui ſurvienne dans ma ſituation, que je ne ſerai jamais diſpoſé à en rendre compte, encore moins à les déſavouer en particulier. Je dois vous rappeller que l'inſulte à laquelle vous faites alluſion, ſe trouvant dans la correſpondance qui a eu lieu entre les Commiſſaires du Roi & le Congrès, n'eſt pas d'une nature privée: or, je penſe que toutes les diſputes nationales ſeront mieux décidées, lorſque l'Amiral *Byron* 1778.

& le Comte d'*Eſtaing* ſe rencon-
1778. treront ».

(*Signe*) CARLISLE.

Arrêtés du Congrès. Aux procédés injurieux des Anglois Royaliſtes, le Congrès oppoſoit une fermeté décente, & le refus toujours plus motivé de ſe relâcher de ſes prétentions à l'indépendance. Pour mieux convaincre les Commiſſaires de la ſincérité de cette réſolution, il avoit fait un arrêté contre les bills conciliatoires, & repréſenté l'Amérique ſeptentrionale, comme une Puiſſance affranchie ſans retour de la domination britannique. Cependant, les Agens de l'Angleterre s'obſtinoient à pourſuivre leur négociation; & l'aſſemblée de Philadelphie crut devoir ſignaler l'indépendance des Etats-unis, par un acte éclatant qui rompoit les derniers nœuds de la fraternité avec la Grande-Bretagne. Le Congrès informé de la ſignature des traités par leſquels Sa Majeſté Très-Chrétienne reconnoît la ſouveraineté des treize provinces, ordonna des prières publiques pour le Roi, la Reine & la famille Royale de France, & renouvella les défenſes

Il fait défenſe de prier pour le Roi d'Angleterre

déjà faites de prier pour le Roi d'Angleterre. La réception faite au ſieur Gérard, par les Etats-unis, manifeſta ſur-tout la ſatisfaction du Congrès à la nouvelle des traités. Un Comité de cette aſſemblée vint le recevoir aux portes de Philadelphie, & lui ſervit de cortège juſqu'à la maiſon qu'on lui avoit préparée. Il fut ſalué dans ſa marche, par toute l'artillerie de la ville qu'il traverſa au milieu d'un grand concours de ſes habitans. Des acclamations portoient juſqu'aux cieux l'auguſte nom de Louis XVI : *vive le Roi de France*, étoit le cri de joie de ce peuple enchanté.

1778. Réception faite à M. Gérard.

Cet éclat, dans les tranſports de leur alégreſſe, n'étoit point de la part des Américains, une bravade ridicule, un vain triomphe démenti par les ſuccès des Royaliſtes. Il eſt certain que Washington avoit eu l'avantage dans l'importante affaire de Monmouth-Court-Houſe ; & qu'il fut réſolu dans le Conſeil ſuprême de l'Amérique, qu'on feroit des remercîmens à ce Général, ſur l'activité avec laquelle il s'étoit porté du camp de Valley-Forge à la pourſuite de Clinton, après

Affaire de Monmouth. Faux expoſé de Clinton.

1778. l'évacuation de Philadelphie ; ſur les talens qu'il avoit développés dans ſon ordre de bataille, & ſur les ſages meſures qui lui promettoient une victoire complète, s'il eût été mieux ſecondé. Dans ſa relation, le Général Anglois s'étoit attribué l'honneur de cette journée. Mais le compte rendu par Washington au Préſident du Congrès, préſente l'action du 28 Juin ſous un point de vue beaucoup moins favorable à l'Angleterre. Voici l'extrait de ce rapport ſans doute exact & fidéle, puiſqu'il eſt du véridique Washington.

Compte rendu par Washington

Ce Général ayant ſu que l'ennemi dirigeoit ſa marche par le Jerſey, détacha divers corps de l'armée continentale à la pourſuite de Clinton qui ſuivoit la route de Monmouth-Court-Houſe. La miſſion du Brigadier général Wayne & du Marquis de la Fayette qui les commandoient, étoit de ſaiſir la premiére occaſion favorable qui ſe préſenteroit d'attaquer l'arrière-garde ennemie. Dans la ſoirée du 26 Juin, le gros de l'armée fit quelques mouvemens pour ſe mettre à portée de ſoutenir les Corps avancés. Elle arriva le lende-

main matin à Cranberry, où elle fut arrêtée par un orage & par l'excès de la chaleur. Dans cette conjoncture, les troupes miſes en avant ne pouvoient être protégées en cas d'attaque. Le Marquis de la Fayette reçut ordre de filer ſur ſa gauche du côté d'English-Town; ce qu'il exécuta dans la journée du 27. L'ennemi venoit de changer ſa diſpoſition, & de placer ſes meilleures troupes à l'arrière-garde; ce changement exigeoit que, de manière ou d'autre, on renforçât le Corps avancé; & le Major-général Lée fut détaché avec deux brigades, pour aller commander le Corps entier, que ce renfort portoit à cinq mille hommes. L'Armée ſe mit en marche le même jour à trois milles d'English-Town. La poſition des ennemis étoit alors naturellement très-forte; mais Washington prévoyant que, s'ils gagnoient une fois les hauteurs de Mille-Town, éloignées de quatre ou cinq lieues, il ſeroit impoſſible de rien entreprendre contre eux avec quelque ſuccès, ce Général forma la réſolution d'attaquer l'arrière-garde de Clinton, au premier

1778.

1778. signe qu'il feroit de vouloir quitter son poste. Le 28, sur les cinq heures du matin, on apprit que le front de l'armée royale étoit en marche; le Général Américain mit aussi-tôt la sienne en mouvement, & dépêcha un Aide-de-camp au Major Lée, avec l'ordre d'aller en avant & d'attaquer l'ennemi. Après avoir fait cinq milles, Washington rencontra le corps avancé qui formoit sa retraite, sans avoir opposé la moindre résistance; cette lâche manœuvre fut imputée au Major Lée. Cependant, les Anglois commençoient à presser l'arrière garde de ce Corps; le Général s'y porta avec célérité, & donna ordre de ramener les troupes qui se retiroient. Graces à la bravoure & à l'excellente conduite des Officiers, elles ralentirent les progrès de Clinton, & ménagèrent le tems nécessaire pour faire prendre à l'armée Américaine une position avantageuse. Lord Stirling commandoit l'aîle gauche; il fit usage de quelques batteries qui jouèrent sur l'ennemi avec beaucoup d'effet. Lée ayant été détaché avec le Corps avancé, le commandement de l'aîle droite fut donné en cette occasion,

Suite de l'affaire de Monmouth.

au Général Gréen. Pour faire échouer de ce côté-là, toutes les tentatives de l'armée royale, il eut ordre de gagner la route de Monmouth. Il marcha en avant, & prit sur la droite une position favorable. Il avoit placé un Corps de troupes & de l'artillerie sur une éminence, d'où il enfiloit le front de l'aîle gauche des ennemis qu'il maltraita beaucoup. De son côté, le Général Wayne entretenoit un feu si vif & si bien dirigé, qu'ils se virent forcés de reculer & de gagner les derrières d'un défilé qu'ils avoient occupé au commencement de l'attaque. Dans cette position, les Anglois avoient leurs deux flancs couverts par des bois & des marais; il sembloit impossible de les y forcer. Washington osa le tenter; & le Général Poor eut ordre de tourner sur leur droite avec sa brigade & celle de la Caroline, tandis que le Général Woodfort se porteroit sur leur gauche & que l'artillerie les batteroit en front; mais la nuit qui survint, força de renvoyer au lendemain l'exécution de ce projet. L'armée Américaine la passa sous les armes, afin d'être plutôt prête à

1778.

1778. soutenir les Corps avancés. Pendant ce tems-là, les Anglois s'occupoient de leur retraite, qu'ils effectuèrent dans le plus grand silence ; ils emportèrent tous leurs blessés, à l'exception de quatre Officiers & d'environ quarante soldats. La fatigue des troupes, l'excessive chaleur du jour & l'avance que prenoit l'ennemi, dont la marche avoit commencé à minuit, rendoient pour Washington toute poursuite inutile. Il se reposa sur quelques troupes légères du soin de harceler Clinton dans sa retraite à New-York, de protéger ses déserteurs, & de troubler, autant qu'il seroit possible, son embarquement à Sandy-Hook. Le premier Juillet, Washington mit ses troupes en mouvement, & dirigea leur marche vers North-River.

Suivant cette relation, le nombre des morts ne fut que de soixante-huit du côté des Américains, & celui des blessés d'environ cent soixante-trois. Cent trente-deux soldats s'étoient d'abord égarés ; mais la plupart rejoignirent l'armée. Les morts que l'ennemi laissa sur le champ de bataille & que Washington fit in-

humer, se montoient à deux cents quarante-neuf tant soldats qu'Officiers. Ce Général termine sa relation par un éloge de l'armée Américaine, dont il vante le zèle & la bravoure; « mais, ajoute-t-il, la situation particulière où se trouve le Major-général Lée, me prescrit le silence sur sa conduite; il est actuellement aux arrêts. On fera passer au Congrès les chefs d'accusation intentés contre cet Officier, & la sentence que prononcera le Conseil de guerre ».

1778.

Conseil de guerre pour juger Lée.

Cet exposé n'étoit point favorable au Major-Général; il s'en plaignit comme d'une atrocité, dans une lettre adressée aux gazetiers Américains, où il déclare que c'est à sa prière qu'on va tenir une Cour martiale. Il avoit intérêt d'affoiblir la victoire de Washington, aussi dit-il dans son *POST-SCRIPTUM; appeller l'affaire du 28 une victoire complète, seroit UNE GASCONNADE déshonorante; cette action ne fut qu'un simple échec.* Mais comme il vouloit se concilier l'armée, & se ménager des suffrages dans le Conseil de Guerre, il ajouta :

Il tâche d'affoiblir la victoire de Washington.

1778. « Les Américains n'ont point encore eu d'affaire qui ait auſſi bien prouvé ce qu'ils ſont capables de ſoutenir & d'entreprendre. Une manœuvre rétrograde dans un eſpace d'environ quatre milles, a été faite ſans qu'on ait pu remarquer la moindre confuſion. La conduite des Officiers & des ſoldats a d'ailleurs été ſi également louable, qu'il ſeroit injuſte de faire des diſtinctions; j'avouerai cependant qu'il eſt difficile de n'en point accorder au Corps de l'artillerie..... Il n'eſt pas aiſé de dire quel a été le moment déciſif dans cette affaire; c'étoit une bataille en parçelles. A force de combattre en des lieux différents, dans la plaine & dans les bois, en avançant & en reculant, on eſt enfin venu à bout de repouſſer honorablement l'ennemi ».

Il conſerve ſes titres, au grand étonnement des Américains.

Ce rapport de l'Officier accuſé, ne lui fit pas ſans doute beaucoup d'amis dans le Conſeil; Lée ne réuſſit point à ſe juſtifier. Cependant il conſerva ſes titres, au grand étonnement des Américains, qui perſiſtent à croire que, s'il eût exécuté les ordres de ſon Général, l'armée de

de Clinton auroit eu dans sa retraite, le même sort que l'armée de Burgoyne à Saratoga. 1778.

Quoi qu'il en soit, envisagée du côté de la gloire, l'affaire du 28 Juin fut incomparablement supérieure aux dévastations du Major-Général Pigot ou plutôt du Lieutenant-colonel Campbell, qui, profitant, à cette même époque, de l'absence des Américains, incendia sur la rivière Hickamuct cent vingt-cinq de leurs bateaux, une galère montant six pieces de douze qu'il encloua, deux sloops, dont un étoit chargé de munitions de guerre, un pont & un moulin construits sur la même rivière. Après ces opérations, la troupe de Campbell qui étoit de cinq cents hommes, se porta à Warren, où un parti anglois avoit déjà fait quelques ravages; ils y brûlèrent l'Eglise, l'Hôtel-de-ville & quelques maisons particulières. Ce détachement reprit son chemin par Bristol, où il fit les mêmes dégâts qu'à Warren. Il les continua jusqu'à l'instant de son embarquement qu'un gros d'Américains, dépêchés à la hâte, auroit ensanglanté, s'ils avoient pu se raf-

Dévastations & rodomontades du General Pigot.

sembler assez tôt. Le nombre des
1778. morts & des blessés ne fut considérable d'aucun côté; mais les Anglois firent soixante-huit prisonniers, dont la plupart, quoi qu'en dise la relation du Général Pigot, n'appartenoit point à la Milice américaine. Le
30 Mai. surlendemain de cette expédition, le Major général détacha de la garnison de New-Port, cent hommes sous le commandement du Major Eyre, pour aller brûler un moulin à scie, le seul qui existât dans le voisinage de Fall-River. Cette nouvelle expédition ne coûta que cinq ou six hommes au Major-commandant; mais les deux réunies n'étoient pas d'une importance qui justifiât la forfanterie par laquelle il termine sa lettre à Sir Henry Clinton. « Je me flatte, dit-il, que nos succès convaincront enfin les rebelles qu'il est au pouvoir de la garnison de Rhode-Island, de ravager leur pays, & de mettre en détresse leurs possessions & leurs personnes ».

Le Général Sullivan méditoit alors une entreprise, dont l'exécution, quoi qu'imparfaite, dût suspendre les menaçantes rodomontades du Gé-

néral Pigot. Comme l'expédition de Rhode-Island fut en partie l'ouvrage du Comte d'Estaing, il nous paroît convenable, avant que d'en présenter l'esquisse, de jeter un coup-d'œil sur l'escadre du Vice-Amiral François. 1778.

Alarmes sur l'état de la flotte du Comte d'Estaing.

Depuis son départ de Toulon, on l'avoit absolument perdu de vue; & jusqu'à la fin de Juillet, on eut les plus vives allarmes sur la destinée de sa flotte, que de fausses nouvelles avoient fait arrêter à Boston, mais qui toujours démenties, laissoient la France en d'éternelles inquiétudes. On craignoit pour ce Commandant, le sort de l'Amiral Byron, qui, long-tems le jouet des tempêtes, avoit eu plusieurs de ses vaisseaux ou démâtés, ou privés de leur gouvernail, ou du moins fort maltraités dans leurs agrès. Des lettres arrivées de Terre-Neuve, confirmoient, aggravoient ces désastres. Elles portoient que l'escadre angloise venoit d'être dispersée; que des treize vaisseaux qui la composoient, six avoient absolument disparu, & que le vaisseau Amiral étoit de ce nombre; tout faisoit craindre que M. d'Estaing n'eût essuyé les mêmes coups de vent.

Mauvais état de l'Escadre de Byron.

1778. Le retard des nouvelles justifioit, à cet égard, les conjectures les plus allarmantes, lorsque le Capitaine Marchais, qui venoit d'entrer dans le port de la Rochelle, déposa que le 24 Juin, il avoit rencontré la flotte à trois cents lieues du continent de l'Amérique, & qu'à cette hauteur, elle étoit dans le meilleur état. Suivant d'autres rapports non moins exacts & encore plus consolans, quinze voiles du Vice-Amiral avoient jeté l'ancre à l'entrée de la Délawarre, d'où l'Amiral Howe étoit parti depuis quelques jours, pour se rendre à New-York, avec six vaisseaux du troisième rang, & cinq autres de quarante ou de cinquante canons. L'escadre Françoise étoit composée de onze vaisseaux de ligne, dont un de quatre-vingt-dix canons, un autre de quatre-vingt, six de soixante-quatorze & le reste de soixante-quatre. Cette supériorité de forces promettoit un triomphe ; mais l'ennemi n'étoit plus dans la Délawarre. Après avoir débarqué M. Gérard qui remonta la rivière, escorté d'une frégate, le Comte d'Estaing se porta devant Sandy-Hoock, y bloqua

On est rassuré sur l'état de la flotte Françoise.

Le 8 Juillet.

dans un mouillage très-dangereux New-York & les vaiſſeaux de l'Amiral Howe, dont le talent & l'activité s'étoient ſignalés dans le choix d'une poſition qui le mettoit hors d'attaque. Mais il eut la douleur de voir trente bâtimens anglois attirés dans les eaux de l'eſcadre ennemie, & forcés d'amener pavillon. Ces priſes conſidérables par leur nombre, furent d'ailleurs très-préjudiciables aux Royaliſtes ; on y comptoit pluſieurs tranſports chargés de munitions de guerre, & d'environ ſeize cents hommes de recrue. Ce fut-là qu'on parvint à faire de l'eau à Shrewſbury, & qu'on établit par cette communication difficile, une correſpondance avec le Général Washington. Pendant plus de dix jours, le Comte d'Eſtaing eſſaya vainement de vaincre les obſtacles qui le ſéparoient de l'ennemi. Il avoit mandé tous les pilotes à bord de l'Amiral, pour délibérer avec eux ſur la poſſibilité de s'ouvrir un paſſage juſqu'à New-York, ſans alléger les vaiſſeaux en les déſarmant. Ceux du premier rang tiroient au moins vingt-ſept pieds d'eau ; & quoiqu'il eût promis une gratification de cinquante mille 1778.

1778. écus, l'entrepriſe fut jugée impraticable. La flotte remit à la voile, & prit d'abord ſa route vers le Sud ; mais le 27, on la vit gouverner au Nord. Cette direction, & les renforts envoyés au Général Sullivan, ne laiſsèrent plus d'incertitude en Amérique ſur la deſtination de l'eſcadre françoiſe, dont les forces combinées avec celles de terre, ne pouvoient avoir d'autre objet qu'une expédition à Rhode-Iſland.

Projets contre Rhode-Iſland. Etat de cette île. Cinq bataillons du Général Preſcot & de nouveaux ſecours de la marine, venoient de renforcer cette île ; où les Anglois ſe raſſuroient ſur les fortifications ajoutées à ſa défenſe, depuis qu'elle étoit en leur poſſeſſion. On objectoit d'ailleurs contre la poſſibilité de l'entrepriſe, les mêmes difficultés qui avoient détourné le Vice-Amiral de ſes premiers deſſeins ſur New-York ; on prétendoit que les vaiſſeaux françois tiroient beaucoup trop d'eau, pour qu'il fût poſſible de remonter le canal de Rhode-Iſland, & de couvrir les troupes provinciales deſtinées à le traverſer. Mais le Comte d'Eſtaing avoit combiné ſes projets ſur cette île ; & il étoit au moment

de l'attaquer de concert avec dix mille Américains, dont trois mille s'étoient signalés à Saratoga, & trois mille autres avoient pour chef le Marquis de la Fayette. Les troupes françoises, en y comprenant celles de la marine, formoient un corps d'environ quatre mille hommes qui, réunis aux troupes continentales & secondés par l'escadre, devoient tenter le 10 Août une attaque générale contre New-Port dans Rhode-Island. Déjà M. d'Estaing s'étoit emparé des trois passages qui conduisent dans ce port; il y tenoit bloqués sept frégates angloises, un grand navire des Indes, & des bâtimens de transport, dont le nombre étoit porté à quatre-vingt. On faisoit monter à cinq mille cinq cents hommes les troupes investies par Sullivan.

1778.

Blocus de New-Port.

Dans cette position allarmante, les Anglois désespérèrent un moment de conserver Rhode-Island. Le Comte d'Estaing craignant de leur part un coup de désespoir, leur fit signifier que s'ils détruisoient les fortifications de la ville, ou qu'ils missent le feu à leurs vaisseaux, il feroit passer les habitants au fil de l'épée. Pendant qu'il

Menaces du Comte d'Estaing aux habitans de cette ville.

1778. formoit ce blocus, les troupes de terre qu'il avoit débarquées, ſe diſpoſoient à l'attaque du port; déjà elles s'étoient emparées des ouvrages conſtruits à l'extrémité ſeptentrionale de l'île. Le canon de la flotte ſecondoit puiſſamment leur mouſqueterie; & l'ennemi avoit évacué ces ouvrages ſans oſer les endommager. Les menaces du Vice-Amiral relatives aux vaiſſeaux furent moins reſpectées; les Anglois brûlèrent pluſieurs tranſports, & quelques-unes de leurs frégates. Cependant l'armée combinée ſe formoit en corps de bataille, & toujours protégée de l'eſcadre, marchoit ſur trois lignes vers New-Port. La ville ſe voyoit menacée de toutes parts; le port alloit être forcé; il le fut bientôt de la manière la plus brillante. Mais l'eſcadre françoiſe étoit dans une poſition qu'elle ne pouvoit garder plus longtems ſans un danger manifeſte. Elle ſe hâta d'en ſortir après cette expédition; & profitant d'un vent rare en cette ſaiſon, elle brava courageuſement les batteries de l'ennemi. Les vaiſſeaux françois étoient au moment de ſe voir enfermés entre deux feux; le moindre retardement eût favoriſé l'entre-

Les deux Eſcadres du Comte d'Eſtaing & de l'Amiral Howe, ſéparées par un coup de vent.

prise de Lord Howe, qui, renforcé de trois vaisseaux de ligne détachés de l'escadre de Byron, avoit quitté New-York pour aller débarquer de nouvelles troupes à Rhode-Island. Un seul de ces vaisseaux emboſſé auroit ſuffi pour fermer le canal. Heureuſement que l'eſcadre françoiſe en étoit ſortie, à l'exception des trois frégates, ſur leſquelles le Vice-Amiral ſe repoſa du ſoin de ſoutenir l'armée Américaine. 1778.

Par l'abſence de ces bâtimens légers, on fut vingt fois à la veille de perdre de vue l'eſcadre de Howe, dont la retraite précipitée annonça l'intention d'éviter le combat; mais après une longue chaſſe, il ſe vit forcé de l'accepter. L'armée françoiſe avoit le vent ſur la ſienne; & l'habileté de ſes manœuvres ne put lui rendre cet avantage. Toute la journée du 11 Août fut employée à chercher une ſituation plus avantageuſe. Ses efforts, toujours croiſés par la prudence du Vice-Amiral François, ſe laſsèrent enfin; & ſur les quatre heures du ſoir, il fit ſignal à ſes vaiſſeaux les plus foibles de ſe porter au centre de l'armée. Pour mieux diriger ſes opérations, il

avoit passé du vaisseau Amiral l'*Aigle* sur la frégate l'*Apollon*.

1778.

Le signal du combat étoit donné, lorsqu'une tempête affreuse sépara les deux escadres. Les vaisseaux dispersés & confondus, dirigèrent toutes leurs manœuvres contre les élémens ; les deux Amiraux, l'*Aigle* & le *Languedoc*, furent démâtés. Ce dernier le fut de tous mâts ; & un coup de vent lui enleva son gouvernail. La tempête ayant cessé, il se vit hors d'état de faire aucune manœuvre ; & malgré sa détresse & son immobilité, il sut rendre inutile l'énorme avantage du vaisseau anglois le *Renaud* de cinquante canons, qui, l'attaquant par la hanche, l'enfiloit dans toute sa longueur. Telle étoit la position du Languedoc, qu'il ne pouvoit faire usage que de six pièces d'artillerie ; mais leur feu bien dirigé produisit de grands effets. Plusieurs boulets de trente-six entrèrent par la poupe du *Renaud*, & prolongeant leur action dans toute l'étendue des batteries ; le mirent hors de combat en moins de trois heures. Le lendemain, dix vaisseaux, dont un étoit démâté, se rallièrent au pavillon du Général ; & l'impossibilité de se

réparer à la mer de manière à pouvoir manœuvrer, se défendre & naviguer avec sûreté, n'empêcha pas les françois de reparoître à Rhode-Island. La prudence leur disoit de chercher un asyle dans le premier port; ils n'écoutèrent que la voix de l'honneur, en exécutant un retour périlleux auquel ils s'étoient engagés avec les Américains. 1778.

A cette époque, Lord Howe s'étoit embarqué sur la frégate le *Phénix*, & gagnoit Sandy-Hook, où il avoit fixé le rendez-vous de sa flotte. Les Anglois venoient de reprendre la supériorité du nombre, par la jonction de quelques vaisseaux de l'escadre de Byron. Le Comte d'Estaing jugea qu'il y auroit de la témérité à se remettre dans la position critique d'où sa fortune & son courage avoient su le tirer une fois. Il se hâta de gagner le Havre de Boston, avant que l'escadre angloise eût remis à la mer, & prit la route périlleuse de l'intérieur des bancs. La difficulté de cette navigation qui, peu de temps après, fit perdre à l'Angleterre le vaisseau de ligne le *Sommerset*, n'arrêta point l'escadre françoise; elle arriva sans ac-

1778. cident à Boſton, quoiqu'elle n'eût jamais fréquenté ces parages, qu'elle eût beaucoup ſouffert dans ſes agrès, que ſon vaiſſeau Amiral n'eût que des mâts de hune & des affuts de canon pour gouvernail. La célérité avec laquelle les îles de l'entrée de Boſton furent défendues & fortifiées par l'artillerie des vaiſſeaux, en impoſa aux Anglois; ils ne tentèrent point d'attaque vigoureuſe. On mit la même activité dans la réparation de l'eſcadre; & dès le mois de Novembre, elle ſe trouva en état de braver l'Amiral Byron qui la tenoit bloquée avec des forces ſupérieures.

Cet Amiral à qui le commandement de l'eſcadre britannique étoit dévolu, depuis le départ de Lord Howe pour l'Angleterre, s'étoit préſenté devant Boſton, au moment où le Comte d'Eſtaing ſe diſpoſoit à faire voile pour les Indes occidentales. Le danger de ſe voir retenu par les glaces, rendoit ſa ſituation inquiétante; une tempête vint l'en tirer, en forçant l'Amiral Anglois à changer de ſtation. A la faveur d'un vent forcé, le Comte d'Eſtaing abandonna les côtes du continent, & paſſa au

milieu de la flotte ennemie, ſans haſarder un combat inégal. Mais pour ne pas anticiper ſur les événemens poſtérieurs à l'expédition de Rhode-Iſland, revenons au Général Sullivan, dont l'ardeur ne s'étoit point ralentie par le déſaſtre de l'eſcadre françoiſe. 1778.

Comme il comptoit ſur le retour de M. d'Eſtaing, il avoit précipité la marche de ſes troupes vers New-Port, dans l'intention de tout diſpoſer pour une expédition à laquelle la flotte devoit coopérer. Pendant quelques jours, il fit jouer ſes batteries, & parut le faire avec ſuccès, parce que le feu des ouvrages extérieurs des ennemis s'affoibliſſoit viſiblement, & qu'ils finirent par retirer leurs canons de preſque tous ces ouvrages. La ville de New-Port eſt défendue par deux lignes ſoutenues de pluſieurs redoutes qui en font partie; elles ſont d'ailleurs fortifiées de manière à rendre l'attaque de cette place extrêmement périlleuſe du côté de la terre, à moins que cette attaque ne ſoit protégée par des forces navales. Cependant, Sullivan auroit tenté d'emporter ces lignes, ſi la déſertion d'un grand nombre de volontaires n'avoit affoibli ſon

Le Général Sullivan pourſuit ſon entrepriſe.

1778. armée au point de la rendre inférieure à celle des Anglois. Craignant d'ailleurs l'arrivée de leur flotte, & de nouveaux renforts pour la garnison de New-Port, il fit transporter sur le continent tout ce dont l'armée pouvoit se passer ; & il en détacha un parti considérable pour aller réparer les ouvrages au Nord de Rhode-Island, y faire des additions, remettre sur pied les batteries, & se ménager une retraite sûre en cas d'événement. Le 28 Août, il fut décidé dans un Conseil de guerre, qu'on se retireroit à l'extrémité septentrionale de l'île ; & dans la soirée du même jour, le Général alla s'y retrancher, bien résolu de tenir ferme, jusqu'à ce qu'il pût savoir si la flotte françoise reviendroit bientôt à son secours. Il avoit placé sur les routes de l'Est & de l'Ouest des corps avancés de troupes légères, aux ordres des Colonels Livingston, Laurens, Fleury, & du Major Talbot ; derrière eux, étoit le piquet de l'armée, commandé par le Colonel Wade. L'ennemi ayant eu connoissance de ce mouvement, se mit en marche le lendemain matin, avec la majeure partie de ses forces ;

& s'avançant sur deux colonnes, il vint attaquer les troupes légères, qui, 1778.
secondées du piquet, opposèrent une brave résistance. Pour les soutenir, Sullivan détacha deux régimens, avec ordre aux Colonels Livingston & Laurens de se replier sur l'armée, dans le meilleur ordre possible. En formant leur retraite, ils firent un feu très-vif sur l'ennemi, qui s'étant approché de la gauche de Sullivan, fut repoussé par le Général Glover, & contraint de se retirer vers un poste, d'où l'armée royale dominoit le front de la première ligne de l'armée combinée. A neuf heures du matin, les Anglois commencèrent une canonnade, qu'on leur rendit avec beaucoup de vigueur. Les escarmouches, entre les partis avancés, continuèrent jusqu'à près de dix heures. Alors deux vaisseaux de guerre ennemis, & quelques bateaux armés, s'étant mis à portée du flanc droit des Américains, firent feu sur l'armée de Sullivan; & les troupes de terre, couvertes par le feu de ces vaisseaux, tâchèrent d'entamer sa droite, & de s'emparer de la redoute avancée de ce côté-là. Deux fois elles furent

repoussées dans le plus grand désordre;
1778. mais elles mirent plus de vigueur dans une troisième tentative, qui, sans doute, auroit été plus heureuse, si l'on n'eût porté à tems du secours en cet endroit. Les assaillans furent encore mis en déroute; ils gagnèrent la montagne & s'y retranchèrent. La ruine entière de l'armée angloise pouvoit s'en suivre. Les Américains songèrent d'abord à l'attaquer dans ses lignes; mais sa position avantageuse, & la nécessité de laisser reposer les troupes, firent abandonner ce dessein. L'armée combinée rentra dans son camp; & l'ennemi employa toute la nuit à fortifier le sien.

Feinte de Sullivan. Sa retraite.

Cependant le Général Sullivan apprit dans la matinée du 30, que la flotte angloise avoit remis à la mer, & que celle du Comte d'Estaing n'étoit point encore réparée. Comme il n'y avoit pas de succès à espérer d'une tentative contre New-Port, sans la coopération des forces navales, il fut résolu qu'on évacueroit Rhode-Island, jusqu'au retour de l'escadre françoise. Mais effectuer une retraite & traverser le bras de mer qui sépare l'île du continent, en présence d'un enne-

mi ſupérieur en nombre, étoit une entrepriſe, dont le Général ne pouvoit ſe diſſimuler le danger. Il comprit la néceſſité de recourir à la feinte ; &, pour dérober la connoiſſance de ſon projet au Général Pigot, il ordonna de porter en avant toutes les tentes, & les fit dreſſer à la vue des Anglois. D'un autre côté, la majeure partie de l'armée étoit employée à fortifier le camp ; & pendant ce temps-là, on tranſportoit ſans bruit les gros bagages & les approviſionnemens militaires. Lorſque la nuit ſurvint, on plia les tentes ; avant minuit, toute l'armée avoit traverſé la baie, à l'inſçu de l'ennemi. 1778.

Sur ces entrefaites, le Marquis de la Fayette étoit revenu de Boſton, où l'on a prétendu qu'il s'étoit tranſporté, à la requiſition des Officiers généraux, pour hâter le retour de la flotte françoiſe. Dans l'eſpérance d'arriver à tems & de partager la gloire & le danger de l'expédition de Rhode-Iſland, il avoit fait à cheval, & en moins de ſix heures & demie, cette route d'environ ſoixante-dix milles. Il ſe mit à la tête des piquets & des autres partis deſtinés à couvrir la re-

Le Marquis de la Fayette arrive à tems pour aſſurer le ſuccès de cette belle retraite.

1778. traite qui s'exécuta dans le meilleur ordre ; où l'on ne laiſſa pas un ſeul homme en arrière ; & qui mérita, de la part du Congrès, de juſtes éloges au Général Sullivan. Le Préſident lui écrivit en ces termes : « Permettez-moi, Monſieur, de me féliciter avec vous, au ſujet de l'affaire du 29 Août, & de la retraite honorable que vous avez effectuée ſi judicieuſement : ces circonſtances feront toujours partie de votre gloire, elles ſeront l'objet de la converſation, l'hiſtoire les recueillera ».

Le même Préſident fut chargé d'informer au nom de l'aſſemblée, le Marquis de la Fayette, du prix qu'elle mettoit au ſacrifice qu'il avoit fait de ſon inclination martiale, en ſe tranſportant à Boſton pour le ſervice des Etats, dans un moment où il y avoit des lauriers à cueillir au champ de Mars. Il exalta la bravoure de cet Officier général, & l'intrépidité de ſa rentrée dans l'île, tandis que l'armée ſe retiroit ; il finit par l'aſſurer que ſa bonne conduite à la tête des piquets, lui méritoit une approbation particulière du Congrès.

L'événement prouva que Sullivan

s'étoit retiré fort à propos; le lendemain de cette belle retraite, cent voiles ennemies entrèrent dans le port de Rhode-Iſland; & le Général Clinton en reprit poſſeſſion à la tête de quatre mille hommes. 1778.

Clinton reprend poſſeſſion de l'île.

La gloire de cette retraite fut due, en grande partie, aux troupes détachées de l'armée de Washington. Après le Général Sullivan, perſonne n'y eut plus de part que le Marquis de la Fayette & les Officiers François attachés à ſa fortune. Lorſqu'on l'effectua, le Comte d'Eſtaing, dans l'intention de la rendre moins incertaine, étoit au moment de conduire par terre à Rhode-Iſland ſept cents ſoldats des huit cents qu'il avoit embarqués à Toulon. Cette Infanterie ceſſoit alors d'être néceſſaire aux vaiſſeaux mouillés à Nantasket. Elle n'avoit point d'Officiers ſupérieurs; & il falloit éviter les difficultés qui auroient pu naître ſur le commandement. L'offre faite par un Vice-Amiral François, ancien Lieutenant-général des armées du Roi, d'aller combattre à la tête d'un auſſi foible détachement, & de ſervir comme ſimple Commandant de Corps, ſous

Que l'harmonie ſe ſoutient entre les François & les Américains.

1778. le Major-Général Sullivan, qui, avant la révolution, étoit un homme de loi, flatta l'état de Maſſachuſſet, & reſſerra l'union entre les François & le Gouvernement de Boſton. Il n'avoit pu voir, ſans beaucoup de peine, la détreſſe & le délabrement d'une eſcadre ſur laquelle il fondoit ſes plus grandes eſpérances ; & les Anglois ne s'épargnèrent pas à cette époque, pour troubler l'harmonie qui régnoit entre les deux nations. Il en réſulta d'abord quelques préventions contre les François ; mais leur conduite ſoutenue dans le nouveau continent, & les ſoins particuliers du Comte d'Eſtaing, détruiſirent bientôt ces légères impreſſions. Comme le réſumé des faits le rappellera ſouvent, la bonne intelligence s'affermit de plus en plus entre les Américains & leurs alliés.

Réſerve motivée dans les ſecours envoyés en Amérique.

Dans tout le cours de cette laborieuſe campagne, il parut qu'on avoit parfaitement rempli les vues préſumées du miniſtère de France, dont la ſageſſe exigea peut-être qu'on n'employât d'abord que des forces inférieures quoique ſuffiſantes pour ſoutenir l'Amérique, en l'obligeant d'agir & de ſe défendre elle-même. En fai-

ſant davantage, on eût craint de ralentir ſon activité; dans ce cas, elle eût peut-être trop compté ſur des ſecours incertains, mal interprétés, & groſſis, ſelon les circonſtances, par les rapports infidèles de l'Angleterre. D'ailleurs, il n'étoit pas impoſſible que ces ſecours, dont l'objet pouvoit être dénaturé aux yeux du Congrès, n'euſſent fini par inſpirer quelqu'inquiétude à une liberté naiſſante & par conſéquent ombrageuſe. 1778.

Ces grands réſultats, encore plus politiques que militaires, furent très-fâcheux pour l'Angleterre; & les petits ſuccès du Major-général Grey, à Bedford & à Fairhaven, n'étoient point capables de les balancer. Après avoir brûlé quelques navires Américains ſur la rivière Accushuet, démantelé ſur la rive orientale un Fort montant onze pièces de canon, détruit quelques ſalines, enlevé une grande quantité de bétail, les Anglois ſe rembarquèrent, eſſuyèrent un coup de vent, & rentrèrent dans leurs ports, ſans avoir reçu de dommages eſſentiels. Ce qu'on peut louer dans cette entrepriſe, c'eſt la célérité de l'expédition, & la promptitude avec la- Divers échecs des Américains.

1778. quelle ils firent leur débarquement, dont la milice de Bedford & de Fairhaven ne fut avertie qu'au moment de l'exécution.

Lord Cornwallis & le Capitaine Ferguſon eurent auſſi quelques avantages aſſez importants, qui méritent de figurer dans cette Hiſtoire.

Après l'expédition de Bedford, Clinton avoit formé le deſſein d'une poſition avancée, tant pour faciliter à ſes troupes la communication des fourrages, que pour favoriſer une entrepriſe contre Egg-Harbour, où l'ennemi tenoit raſſemblées diverſes priſes conſidérables, & poſſédoit quantité de ſalines. En conſéquence d'un plan bien concerté, Lord Cornwallis reçut ordre le 22 Septembre, de ſe porter entre New-Bridge & la rivière d'Hudſon, ce qui fut exécuté ſi rapidement, qu'avec l'aſſiſtance des bateaux plats, on pouvoit aſſembler l'armée de New-York en vingt-quatre heures, tandis que Washington, retranché ſur les montagnes, ne pouvoit réunir ſes troupes en moins de dix jours. L'intention de ce Général n'étoit pas de tenter cette réunion. Il avoit détaché dans le village de Trapan, un corps de

Milice & un régiment de Dragons, dont l'unique emploi étoit de harceler les fourrageurs ennemis. Le Major général Grey fut chargé d'aller envelopper le village. Il conduisit sa marche avec tant de secret, & fit de si bonnes dispositions, qu'il surprit le régiment, dont les soldats, la plupart endormis, furent presque tous massacrés. Ce coup de main ne lui coûta qu'un seul homme. 1778.

En passant dans le Jersey, Henry Clinton avoit sur-tout en vue l'entreprise sur Egg-Harbour. Le Capitaine Ferguson eut le commandement des troupes destinées pour cette expédition; mais la gloire en fut particulièrement due au Capitaine Collins. Après une navigation difficile dans l'intérieur des terres, cet Officier pénétra avec quelques galères, & un petit détachement de ces troupes, jusqu'à Chesnut-Neck, où les Américains avoient élevé deux ouvrages, l'un à fleur d'eau avec des embrâsures pour six canons placés de manière à balayer le canal; l'autre ouvrage étoit sur une éminence où l'on n'avoit pas eu le temps de monter l'artillerie. Pour gagner la

1778. rive, il falloit que les bateaux chargés de ſoldats paſſaſſent à la portée du fuſil ; mais le Capitaine Collins s'étoit avancé avec les galères dans l'intention de couvrir le débarquement ; & leur feu bien dirigé, éteignit en peu de temps celui de l'ennemi, qui s'enfonça dans les bois, dès que le détachement eut pris terre. Les gens de mer furent employés le ſoir même, & toute la matinée du lendemain, à détruire les navires qui ſe trouvoient à Cheſnut-Neck, tandis que les ſoldats brûloient ou démoliſſoient les magaſins qui compoſoient le village. L'intention des Capitaines Collins & Ferguſon étoit de pouſſer plus avant dans les terres ; mais l'alarme s'étant répandue dans le pays, on y avoit fait paſſer de Philadelphie un détachement conſidérable, avec cinq pièces de campagne. Ils n'étoient point en état de faire tête à ce renfort ; & ils dirigèrent leurs coups d'un autre côté. Ayant ſu que la Légion de Polaski s'étoit cantonnée près d'un pont, dont il étoit aiſé de s'emparer, le Capitaine Collins embarqua deux cents cinquante hommes, qui, après avoir ramé l'eſpace de trois lieues,

prirent

prirent terre le 15 Octobre, à un mille du défilé, dont ils se rendirent maîtres; ils y laissèrent cinquante des leurs pour le défendre; & poussant en avant vers l'Infanterie de cette Légion, ils la surprirent & lui tuèrent, dans une attaque nocturne, environ soixante hommes. 1778.

Massacre du troisième bataillon de Virginie.

De tous ces échecs, le plus fâcheux pour les Américains, fut le désastre du Colonel Baylor, commandant du troisième bataillon de Virginie, plus communément désigné sous le nom de Gardes de Washington. Ce Corps, le plus distingué de l'armée continentale, fut rencontré près de Trapan, par trois régimens de l'Infanterie Royale, qui, avec la bayonnette, firent un horrible massacre de cette belle troupe. Les Anglois furent accusés d'avoir justifié, dans toutes les circonstances de cette affaire, le reproche qu'on leur a souvent fait, de ne savoir pas concilier les droits de la guerre & ceux de l'humanité. On rapporte que le Capitaine Stith, se voyant enveloppé dans un gros d'ennemis, sans espoir de leur échapper, avoit pris sur lui de leur demander la vie, & que, sourds à

1778. ſa prière, ils ſe mirent en devoir de lui répondre à coups de bayonnette. Ce procédé l'anime d'une indignation ſi courageuſe, que s'ouvrant un paſſage au milieu d'eux, il franchit une paliſſade, ſe précipite dans un marais, & trouve ainſi le moyen de ſe ſouſtraire à leur furie. Le Colonel Baylor fut mortellement bleſſé dans cette action; il ne ſurvécut que deux jours à la ruine du bataillon qu'il commandoit.

Deſſeins ſur New-York.

Ces expéditions n'étoient point faites pour rien changer à la poſition reſpective des Puiſſances belligérantes; le Congrès ne s'en crut pas moins en état de frapper quelques grands coups. Tous les préparatifs annonçoient une entrepriſe déciſive; & ce n'étoit plus ſur Rhode-Iſland, que devoit tomber l'orage qui menaçoit les Royaliſtes; les diſpoſitions préliminaires ſembloient le diriger vers New-York. L'objet de l'entrepriſe n'étoit pas d'en chaſſer les Anglois; mais de les y affoiblir. Leur mauvaiſe fortune en épargna les frais aux Américains. Un incendie, dont, pour cette fois, on n'accuſa que le ſort, venoit de faire un ravage affreux dans cette ville. Malgré les ef-

Incendie de cette ville.

forts réunis des habitans & de la garniſon, deux cents maiſons y furent conſumées par les flammes. Ce déſaſtre porta la déſolation dans ſix cents familles, dont il cauſa la ruine & le déſeſpoir. L'expédition projetée dans le Conſeil de Philadelphie, quel qu'en dût être le ſuccès, n'eût jamais produit ces ravages. Il étoit de la politique du Congrès, ſinon d'y renoncer, au moins d'en ſuſpendre l'exécution. Mais un pareil évènement dut, ce ſemble, affermir Clinton dans la réſolution d'évacuer cette place. On prétendoit qu'il en avoit reçu l'ordre de ſa Cour; & que l'intention du Gouvernement étoit de ne conſerver dans l'Amérique ſeptentrionale, d'autres places d'armes qu'Hallifax & Rhode-Iſland. 1778.

Foibleſſe de la Jamaïque, mécontentemens de ſes habitans.

Ce projet étoit d'autant plus vraiſemblable, que les nouvelles des Indes occidentales ne laiſſoient plus de doute ſur la foibleſſe ou le mécontentement de quelques îles Angloiſes, & ſur la néceſſité de les fortifier, ſi l'on vouloit y prévenir les entrepriſes de l'ennemi, ou même arrêter ſes progrès. Le commerce de la Jamaïque ſouffroit infiniment, ou plutôt ſe trouvoit

1778. anéanti par la guerre qu'elle avoit à ſoutenir contre les Américains affranchis de la domination britannique. Les Nègres de cette île, autrefois ſi fertile, périſſoient faute de ſubſiſtances ; & la culture languiſſoit dans un climat où la nature peut fournir, & ſans beaucoup d'efforts, juſqu'à deux ou trois récoltes par année. Cette riche contrée déſormais appauvrie, alloit manquer abſolument des eſpèces, dont l'abondante circulation la rendit autrefois ſi floriſſante. Les Armateurs Américains achevoient de l'épuiſer, en lui prenant des vaiſſeaux juſques dans ſes Ports. Cependant, les Colons de la Jamaïque formoient des vœux pour leurs frères du Continent; & s'ils n'oſoient lever l'étendard de la révolte, pluſieurs d'entr'eux manifeſtoient publiquement leurs diſpoſitions à cet égard. Quelques papiers ont fait mention d'une lettre datée de Kingſton, où les habitans de cette ville s'exprimoient en ces termes : « Dieu veuille que les Américains triomphent de leurs oppreſſeurs altérés de ſang, & mettent d'un ſeul coup un terme à la guerre, par une victoire ſemblable à celle qu'ils ont rempor-

tée sur Burgoyne, cet homme plein de vaine gloire ».

1778.

Alarmes des Négocians de Londres, au sujet de la prise de la Dominique.

Les Négocians de Londres étoient en de vives alarmes sur le sort de la Jamaïque & des autres Antilles, où ils avoient des possessions pour la valeur de cinq millions sterling. La prise de la Dominique, dont la nouvelle arriva bientôt en Europe, ne laissa plus de bornes à leur inquiétude. Ils vinrent trouver les Lords North, Germaine & Sandwich, & mirent sous les yeux du Ministère, le tableau de leur ruine prochaine, si l'on ne se hâtoit d'assurer la protection des autres îles. Lord Sandwich leur répondit, que le commerce ne cesseroit jamais d'être un des premiers objets de l'attention des Ministres; mais que, dans la circonstance présente, la défense de la Grande-Bretagne devoit sur-tout occuper l'Administration. Les Négocians se retirèrent peu satisfaits, & vinrent consulter entr'eux sur les moyens de prévenir, s'il étoit possible, les suites d'une conquête, dont la célérité faisoit présumer en Angleterre d'effrayans progrès de la part du Marquis de Bouillé. Au commencement de Septembre, ce brave

1778. Gouverneur de la Martinique avoit formé le projet de s'emparer de la Dominique, qui, ſituée entre cette première île & celle de la Guadeloupe, étoit à portée d'intercepter leurs convois. Il s'embarqua le 6 de ce mois avec quinze cents hommes de troupes réglées, & environ deux cents Flibuſtiers & Mulâtres libres. Dix-huit corſaires & autres bâtimens furent employés à ce tranſport, ſous l'eſcorte des trois frégates la *Tourterelle*, la *Diligente*, l'*Amphitrite*, & de la corvette l'*Etourdie*. Pour réuſſir dans cette attaque, il falloit éviter le feu des batteries qui défendoient la côte dans la partie où devoit ſe faire la deſcente, & celui des forts de Cachacrou & de la ville du Roſeau. Ces feux réunis formoient une défenſe trop conſidérable, pour eſpérer de les éteindre avec le feu des frégates. Afin de prendre l'ennemi au dépourvu, le Marquis de Bouillé s'étoit propoſé de commencer ſon expédition à la pointe du jour; & pour aſſurer le ſuccès des attaques principales où toutes les troupes dévoient être employées, le ſieur Fonteneau, Capitaine de Corſaire, fut chargé de ſurprendre le fort Cacha-

crou avec cinquante Flibuſtiers & quelques Canonniers. Il partit une heure avant la flotte, en même temps que la Diligente, dont la miſſion étoit de protéger cette ſurpriſe. 1778.

Détails ſur cette priſe.

Suivant l'ordre donné pour le débarquement, le Vicomte de Damas, Colonel du régiment d'Auxerrois, devoit mettre à terre le premier avec ſes Chaſſeurs, & s'emparer à la hâte de la batterie de Loubière, qui pouvoit faire beaucoup de mal aux troupes & aux bâtimens de tranſport. Le Marquis du Chilleau, Colonel du régiment de Viennois, avoit ordre de faire débarquer ſes Grenadiers après les Chaſſeurs; & le plan du Marquis de Bouillé étoit de ſe joindre aux premiers, & de ſe faire ſuivre par tout le régiment d'Auxerrois. La flotte mit à la voile ſur les ſept heures du ſoir. La Diligente & l'Amphitrite formoient l'avant-garde, & précédoient les bâtimens que montoient les Flibuſtiers chargés d'exécuter une fauſſe attaque au nord de la ville, ſous la conduite du Comte de Tilly. La Tourterelle, ſur laquelle étoit le Général, avoit la tête du convoi formée par les bâtimens qui portoient le

1778. Vicomte de Damas avec deux cents Chaſſeurs. Ceux que montoit le régiment d'Auxerrois, ſuivoient ces derniers; & la corvette l'Etourdie formoit l'arrière-garde. La flotte ayant été contrariée par les vents, n'arriva qu'au point du jour à la vue de la Dominique; & le débarquement ne put s'effectuer qu'à huit heures du matin. L'attaque du fort Cachacrou avoit réuſſi; une partie de la garniſon fut tuée, & le reſte fait priſonnier. La Diligente prit ou fit jeter à la côte ſept bâtimens Anglois, dont la plupart étoient des Corſaires. Le Vicomte de Damas ayant débarqué avec ſes Chaſſeurs, en détacha trente pour aller ſe ſaiſir de la batterie de Loubière. Le ſieur de la Chaiſe commandoit ce petit détachement; il ſe jeta dans les embrâſures de la batterie avec ſa troupe, & l'enleva ſans perdre un ſeul homme. Dans ce même temps, le Vicomte de Damas ſe portoit ſur les hauteurs qui dominent le fort du Roſeau; & tandis qu'il s'en emparoit, le Marquis de Bouillé, ſecondé de M. du Chilleau, parvint au fauxbourg de la ville, où il mit ſes Grenadiers à couvert de l'artillerie du

fort. Le Général faiſoit ſes diſpoſi-
tions pour un aſſaut, lorſque l'en- 1778.
nemi frappé de la vigueur de l'attaque, arbora pavillon blanc, & fit demander à capituler. Une longue défenſe n'eût pas ſauvé la Dominique; & ſes habitans avoient ſupplié le Gouverneur Stewart de ne pas expoſer plus longtemps leurs vies & leurs propriétés. Cet Officier cédant aux mouvemens d'humanité, aſſembla un Conſeil de guerre, où il n'y eut pas une voix contre la capitulation. Elle fut ſignée à cinq heures du ſoir; & une heure après, la garniſon mit bas les armes; elle étoit de cent hommes, ſans y comprendre quelques Milices. Ces dernières furent licenciées, & tout le reſte fait priſonnier de guerre. Le Commandant de la Dominique ſe vit forcé de capituler pour les autres forts ou batteries de la dépendance de l'île. On y trouva juſqu'à cent ſoixante-quatre pièces de canon, deux mortiers de fonte, & une quantité conſidérable de munitions de guerre. Par cette capitulation, les Loix, la Religion & les propriétés, furent conſervées aux habitans dans toute leur intégrité; il n'y eut ni déſordres, ni pillage. Le

1778. Marquis du Chilleau fut établi Gouverneur particulier de la Dominique. Cette expédition n'avoit pas coûté un ſoldat à la France ; le ſuccès en fut dû particulièrement à la juſteſſe des meſures, & à la célérité des opérations dans l'exécution des ordres du général. L'Eſcadre de l'Amiral Barrington mouilloit alors à la Barbade. Les deux vaiſſeaux de ligne & les dix frégates qui la compoſoient, auroient ſans doute fait échouer l'entrepriſe, pour peu qu'on eût mis de lenteur dans les préparatifs, ou de molleſſe dans l'action.

On ſuppoſe à Londres, que les autres îles Angloiſes ont ſubi le ſort de la Dominique.

Quoique les dernières réponſes des Miniſtres fuſſent plus conſolantes que les premières ; qu'ils affectaſſent la plus grande confiance, & que, pour raſſurer les Négocians Anglois, ils fiſſent répandre de tous côtés, qu'une flotte conſidérable, détachée de New-York, voloit à la défenſe des Indes occidentales, avec cinq mille hommes ; que le Commodore Hotham avoit conduit à l'Amiral Barrington un renfort de cinq vaiſſeaux, dont un venoit de forcer le *Céſar* de rentrer à Boſton dans le plus mauvais état, avec cinquante bleſſés, du nom-

bre desquels étoit le Capitaine Bougainville; (1) qu'on avoit expédié de nouveaux ordres de protéger les îles, & pris de justes mesures pour les garantir du malheur de la Dominique; cependant on ne doutoit point à Londres de la prise d'Antigues, de Niéves & de Tabago. On débitoit que des croiseurs, nouvellement arrivés de ces parages, attestoient avoir vu sept vaisseaux François voler à la conquête de Saint-Christophe. Enfin, plusieurs lettres affirmoient que le Comte d'Estaing s'étoit déjà rendu maître de la Grenade. Cette nouvelle prématurée, n'étoit alors qu'un simple préfage. Le Vice-Amiral françois, toujours à Boston, attendoit de pied ferme la flotte & l'Armée dont, au rapport des Anglois, les forces alloient être dirigées

1778.

Le Comte d'Estaing attend de pied-ferme l'ennemi à Boston.

(1) C'étoit M. de Broves, & non pas M. de Bougainville, qui commandoit le *César*. Ce vaisseau de ligne s'étoit emparé de l'*Isis*, lorsque deux vaisseaux ennemis, attirés par le bruit du canon, le forcèrent d'abandonner sa prise. Il est vrai que M. de Raymondis, Capitaine de pavillon de M. de Broves, eut le bras emporté dans le combat. Toutes les autres circonstances de cet évènement sont plus ou moins altérées dans les papiers Anglois.

1778. contre cette capitale. Le Comte d'Estaing avoit tout disposé pour y bien recevoir l'ennemi par terre & par mer. Les ouvrages construits dans les îles les plus voisines du port, en rendoient l'accès impossible aux forces réunies de Howe & de Byron, qui, suivant les mêmes bruits, n'attendoit qu'un vent favorable pour faire voile d'Hallifax où il étoit entré la nuit du 26 Août, après une traversée, dont le Journal mérite de trouver place dans l'Histoire de la navigation : en voici le Précis.

Navigation malheureuse de l'Amiral Byron.

En conséquence des ordres expédiés le 5 Juin, cet Amiral avoit appareillé, dans la matinée du 9, de la Sonde de Plymouth. Il ne lui arriva rien d'extraordinaire jusqu'au 3 Juillet, époque à laquelle un coup de vent du Nord extrêmement violent sépara son Escadre. Le lendemain à huit heures du soir, la tempête s'étant calmée, on ne découvrit de l'Escadre que le Princess-Royal, l'Invincible, le Culloden & le Guadeloupe. Le 6, ces deux derniers vaisseaux reçurent ordre d'aller à la découverte, l'un au Sud-oueſt & l'autre au Nord-est. Le Guadeloupe rejoignit dans l'après-

midi, & fit voile de conſerve juſqu'au 21, qu'il ſe ſépara de nouveau avec l'Invincible, par un brouillard épais qui ſurprit l'Eſcadre ſur les bancs de Terre-Neuve. Le 5 Août, on retrouva le Culloden, perdu depuis un mois, & qui s'égara pour la ſeconde fois, dans la nuit du 11. Cependant le Princeſs-Royal, demeuré ſeul, luttoit contre les vents pour gagner Sandy-Hook, lorſque, le 18, ſur les cinq heures du matin, il apperçut ſous le vent douze vaiſſeaux à l'ancre, éloignés d'environ neuf ou dix milles. C'étoit l'Eſcadre du Comte d'Eſtaing qui détacha deux vaiſſeaux de ligne pour donner la chaſſe au Princeſs-Royal; mais l'épaiſſeur de la brune ne leur permit pas de l'atteindre, & ils reprirent le chemin de leur flotte. Cette rencontre fit changer de route à l'Amiral Byron. Comme l'Eſcadre ennemie lui coupoit celles de Rhode-Iſland & de Sandy-Hook, il dirigea ſa marche vers Hallifax, où le Culloden l'avoit devancé en fort mauvais état. Byron y fit réparer les deux vaiſſeaux; & s'étant remis en mer au commencement de Septembre, il ſe hâta d'exécuter ſa jonction avec

1778.

l'Amiral Howe qu'il alloit remplacer.

1778. Tumulte à Boston.

Cependant, le Comte d'Estaing continuoit sa station à Boston, où la paix venoit d'être troublée par une espèce de révolte, dont la prudence du Vice-Amiral arrêta les progrès. Plusieurs personnes avoient été blessées dans une émeute nocturne; & comme on ignoroit les auteurs de ce désordre qu'il falloit réprimer, le Conseil de Massachusset-Bay, enjoignit aux Officiers civils de faire les recherches nécessaires pour découvrir les coupables; il promit une récompense de trois cents dollars à toute personne qui dénonceroit quelqu'un d'entr'eux. Cette proclamation du Conseil, produisit un bon effet: on apprit que le tumulte avoit commencé par les déserteurs des équipages anglois, & par quelques soldats de l'armée de Burgoyne. Dans la soirée du 13 Septembre, une troupe de bandits s'étant jetée sur les Boulangers employés à l'approvisionnement de la flotte françoise, en avoit tué plusieurs à coups de massue. Des Officiers du Comte, avertis de ce qui se passoit, étoient accourus pour arrêter ce massacre; ils ne furent

pas traités avec plus de ménagement que les autres. Le Comte d'Eſtaing, quoique très-offenſé de la violence exercée contre ſes gens, n'en mit pas moins de calme & de modération dans la pourſuite du délit; mais les habitans de Boſton & les Officiers prépoſés au maintien de l'ordre dans cette capitale, ſe montrèrent moins indulgens, & ſignalèrent en cette occaſion, par une ſévérité bien entendue, la reconnoiſſance qu'ils devoient à leurs généreux défenſeurs. Il n'eſt donc pas vrai, comme l'ont débité quelques papiers infidèles, que ce tumulte eut ſon principe dans le mécontentement des Boſtoniens, ſoulevés contre le Vice-Amiral François, qui, en abandonnant Sullivan, avoit mis ce Général dans la néceſſité de lever le ſiège de New-Port, & d'évacuer Rhode-Iſland. Les fêtes données à Boſton, & l'accueil fait au Comte d'Eſtaing lors de ſa rentrée dans le port, démentent bien cette ſuppoſition extravagante. Les témoignages de la ſatisfaction publique avoient éclaté d'une manière ſi flatteuſe pour le Général François, qu'avant d'appareiller une ſeconde fois, il crut 1778.

devoir les reconnoître par une fête donnée à bord du *Languedoc*, où les dames furent invitées, ainsi que tous les notables de la ville. Rien de mieux entendu & de plus élégant que cette fête, dont Washington eut les premiers honneurs. Le portrait de ce Général occupoit le centre de la chambre d'assemblée.

1778. Fête donnée à bord du Languedoc.

L'escadre françoise, alors complétement réparée, offroit dans la rade de Nantasket un spectacle aussi noble qu'imposant. Elle attendoit le premier signal pour mettre à la voile; & le Comte d'Estaing ne tarda pas à le donner. L'intrépidité de ce Commandant souffroit d'autant plus de sa longue inaction, qu'on venoit de lui annoncer la prise des îles Saint-Pierre & Miquelon, & qu'il brûloit de venger ces pertes qui fermoient l'entrée de tous les bancs de Terre-Neuve, & mettoient les Anglois en possession de la pêche exclusive de la morue. Une acquisition si importante ne leur coûta pas un seul homme. Le Vice-Amiral Montagu avoit détaché, pour cette expédition, le *Romney*, aux ordres du Commodore Evans, les frégates la *Pallas*, le

Prises des îles S. Pierre & Miquelon.

Martin, la *Surpriſe*, & le ſloop le *Bonaviſta*, avec deux pièces de campagne, un parti d'artillerie, & deux cents hommes de troupes de marine, commandés par le Major Vemyſs. Ces forces étoient plus que ſuffiſantes pour réduire les deux îles, où le Gouverneur ſans défenſe, & ſans aucun avis de guerre, ſe repoſoit ſur la foi des traités, dont il ignoroit la rupture. A la première ſommation du Commodore, le Baron de l'*Eſpérance* ſe vit donc forcé, le 14 Septembre, de ſigner une capitulation, dont les principaux articles furent que ſa petite garniſon, qui n'étoit que de ſoixante-deux hommes, ſortiroit avec les honneurs de la guerre; que les Officiers Civils & Militaires reſteroient dans leurs maiſons reſpectives, juſqu'à ce qu'il ſe préſentât une occaſion de les faire paſſer en France; qu'on emploieroit un nombre de tranſports ſuffiſant pour les tranquilliſer ſur le riſque de leur paſſage & de celui des autres habitans; qu'en attendant, on veilleroit à ce qu'ils n'éprouvaſſent aucun mauvais traitement; à ce qu'ils fuſſent protégés dans leur religion. En conſidération

1778.

Capitulation.

1778. de ces articles favorables aux Colons, le Baron s'engageoit sur son honneur, à donner un état fidèle du nombre de ces habitans, qui se montoit à deux ou trois mille, & dont la moitié s'embarqua pour la France avant le départ du Commodore. Trois otages répondoient de l'exactitude de cet état, & de celui des pièces d'artillerie, des munitions & approvisionnemens militaires, des navires, barques & marchandises qui se trouvèrent dans ces îles lors de la capitulation.

Byron essuie un nouveau coup de vent.

Si, dans cette partie de l'Amérique, la fortune se montra favorable au Vice-Amiral Montagu, elle ne se relâchoit point de ses rigueurs avec l'Amiral Byron (1), qui, toujours

(1) Il est peu d'Officiers de mer qui aient eu plus à souffrir des caprices de cet élément, que l'Amiral Byron. A peine entré dans la carrière, & dès son premier voyage à bord du *Wager*, vaisseau de vingt canons, faisant partie de l'Escadre de l'Amiral *Anson*, il fut jeté dans une île déserte, où il resta long-temps avec quelques hommes de son équipage; il eut à soutenir dans cette situation, toutes les horreurs d'une disette absolue, & ne s'en tira que pour éprouver successivement de nouveaux périls & de nouveaux désastres.

le jouet des tempêtes, venoit d'eſ- 1778.
ſuyer de nouveaux coups de vent bien funeſtes aux deux vaiſſeaux de guerre le *Sommerſet* & le *Bedford*; le premier fit naufrage, & le ſecond perdit tous ſes mâts. Byron s'étoit vu forcé de renoncer à la pourſuite de l'eſcadre françoiſe, qu'il avoit tenue bloquée pendant quelque tems, & qui venoit d'appareiller dans le meilleur état. Tandis que le Comte d'Eſtaing voguoit à pleines voiles vers l'Archipel occidental où ſa préſence devoit hâter les progrès de la France, & les rendre plus déciſifs, l'Amiral Anglois raſſembloit les débris de ſon eſcadre à Rhode-Iſland, & employoit un tems précieux à la réparer. Cependant, le Vice-Amiral François étoit parti de Boſton avec des vivres pour quatre mois; & l'on préſumoit qu'il devoit toucher à Saint-Domingue & à la Martinique. Ses diſpoſitions ultérieures étoient encore un myſtère. On diſoit vaguement qu'il avoit des vues ſur les Indes occidentales; & les Anglois dirigèrent en conſéquence leurs forces de ce côté-là. Le Commodore Hotham & le Général Grant firent voile de Sandy-

1778. Hook le 2 Novembre, avec cinq vaiſſeaux de ligne & cinq mille hommes de troupes réglées; leur intention étoit de le devancer. Pour ne point laiſſer prendre à l'ennemi cet avantage, le Comte d'Eſtaing négligea dans ſa traverſée de s'emparer du vaiſſeau de ligne le *Culloden*. Les momens étoient précieux; & l'on a vu depuis, ce qu'il peut en coûter de les ſacrifier en pareilles circonſtances. Quatre-vingt voiles ſorties de New-York, avoient pris, diſoit-on, le chemin des Antilles; mais on varioit ſur la deſtination des huit mille hommes à la tête deſquels le Général Clinton devoit tenter une entrepriſe déciſive. Dans les nouvelles ſpéculations, Boſton n'étoit plus l'objet de cette expédition, projetée déſormais contre les Indes occidentales. Elles parurent fixer, à cette époque, l'attention du Gouvernement Britannique, dans l'ancien & dans le nouveau continent; toutes les meſures que peut ſuggérer la prudence ou la terreur, ſembloient ſe diriger vers le Comte d'Eſtaing. Outre les forces déjà miſes en mouvement en Amérique, on s'é-

Toutes les meſures de l'Angleterre ſembient dirigées vers le Comte d'Eſtaing.

puiſoit en Europe pour lui ſuſciter des obſtacles invincibles. Le Commodore Rowley reçut à Ports-Mouth l'ordre de ſe tenir prêt à appareiller avec huit vaiſſeaux de ligne, deux frégates, & pluſieurs galiotes à bombes. Deux autres eſcadres devoient mettre en mer inceſſamment, &, réunies à celles du Commodore, protéger les trois cents navires marchands deſtinés pour les Indes occidentales. 1778.

Conſtance des Américains. Inflexibilité déplacée des Anglois.

Ces efforts déſeſpérés, ſuppoſoient que l'Angleterre ne ſe diſſimuloit plus la difficulté de faire tête aux deux Puiſſances liguées contre ſa domination en Amérique. En prenant part à cette guerre, la France avoit mis un poids énorme dans la balance. Les Américains jouiſſoient de cette influence déciſive, en devenoient plus conſtans dans la réſolution de conſommer l'ouvrage de leur liberté. Les Anglois ſe montroient plus fiers que jamais, plus courageux, plus grands peut-être; mais point auſſi modérés, auſſi prévoyans, auſſi fléxibles que ſembloit l'exiger leur poſition critique. Sous prétexte que c'eût été reconnoître la ſouveraineté

1778. des Etats-unis, la Cour de Londres s'obſtinoit à ne point ratifier la convention de Saratoga, en des termes convenables aux repréſentans de ces Etats : & le Congrès de ſon côté, exigeoit cette ſatisfaction comme un préalable, ſans lequel il ne pouvoit conſentir à l'affranchiſſement de l'armée de Burgoyne. Il rejetoit toute ratification propoſée en conſéquence de pouvoirs qui, par la manière de les interpréter, étoient de nature à ſoumettre les conventions faites ſur ce point à l'approbation du Parlement d'Angleterre. Le Général Clinton avoit ſollicité vingt fois, & toujours infructueuſement, le renvoi des troupes priſonnières; il ſe plaignit enfin d'une prétendue contravention, en des termes peu meſurés, dont la hauteur contraſtoit avec ſon caractère de ſuppliant. Dans une lettre adreſſée au Préſident du Congrès, il reprocha impérieuſement à cette aſſemblée la négligence avec laquelle on avoit accueilli juſqu'alors les requiſitions déjà faites à ce ſujet ; il oſa s'oublier juſqu'à des menaces ridicules, à force d'être déplacées. Il finiſſoit ſa lettre

en disant : « Je remplis mon devoir non-seulement envers le Roi aux ordres duquel j'obéis, mais aussi envers le peuple malheureux, dont les affaires vous sont confiées, & qui, je l'espère, aura assez de droiture pour ne pas m'imputer les conséquences qui doivent résulter du nouveau système de guerre qu'il vous plaît d'introduire ». 1778.

Réponse fière du Secrétaire Thomson.

Le Secrétaire, Charles Thomson, chargé de répondre au Général Anglois, lui fit sentir en ces termes énergiques, qu'il convenoit d'écrire sur un autre ton aux représentans d'une République, dont la souveraineté n'étoit plus contestée qu'en Angleterre.

« Monsieur, votre lettre du 19 Septembre a été mise sous les yeux de l'assemblée ; & je suis chargé de vous informer, que le Congrès des Etats-unis de l'Amérique ne fait point de réponse à des lettres insolentes ».

La politique des Ministres anglois se montra encore plus mal-adroite & non moins inconséquente dans le manifeste injurieux & menaçant que leurs Commissaires en Amérique pu-

1778. blièrent à la même époque. Comme cette proclamation, ainſi que la réponſe des Etats-unis ſeront des titres ſouvent allégués de part & d'autre, pour motiver & juſtifier la prolongation des hoſtilités, on croit devoir ſoumettre au jugement du lecteur, ces pièces eſſentielles au procès, dont cette hiſtoire préſente l'inſtruction. Tel fut en ſubſtance le manifeſte des Commiſſaires.

Manifeſte des Commiſſaires Ang'ois en Amérique.

« Ayant amplement & à diverſes repriſes, informé le Congrès & les habitans de l'Amérique ſeptentrionale des ouvertures de la Grande-Bretagne, tendantes à une réconciliation avec les Colonies, nous ne croyons pas qu'il ſoit de la dignité de notre caractère, de perſiſter à renouveller des offres qui nous ſembloient faites pour être acceptées avec gratitude. En conſéquence, à l'exception du Commandant en chef, que des ſervices militaires retiendront en Amérique, nous nous ſommes déterminés à repaſſer en Angleterre, peu de ſemaines après la date de ce manifeſte & de cette proclamation. Cependant, avant que de faire ce pas déciſif, une juſte ſollicitude pour les

les grands objets de notre miſſion, nous engage à nous expliquer avec plus d'étendue ſur quelques articles qui pourroient n'avoir pas été ſuffiſamment ſaiſis ; à récapituler le nombre & la nature des biens qu'il eſt en notre pouvoir de répandre ſur nos concitoyens ; à mettre ſous leurs yeux la chaîne des maux auxquels ils s'expoſent aujourd'hui avec un aveuglement égal à leur obſtination. Nous déclarons donc, pour la dernière fois, aux Membres du Congrès, que nous ſommes prêts à concourir dans tous les arrangemens juſtes & ſatisfaiſans, qui peuvent leur aſſurer, & à ceux qui les ont reſpectivement conſtitués, le rétabliſſement de la paix, une exemption de toute eſpèce de taxe de la part du Parlement de la Grande-Bretagne, & la jouiſſance irrévocable de tous les priviléges compatibles avec l'union d'intérêts & de forces, dont peuvent dépendre notre proſpérité & notre ſûreté mutuelles, notre religion & notre liberté communes. Nous poſons encore en fait, que les Membres du Congrès n'étoient point autoriſés par leur conſtitution à reje-

1778.

1778. ter nos offres, avant que les diverſes aſſemblées & conventions du peuple qui les conſtitue, les euſſent priſes en conſidération, & en euſſent approuvé le refus ; que de même, ils n'étoient point autoriſés à nous renvoyer à de prétendus traités faits avec l'étranger, qu'ils ſavent d'une part, avoir été illuſoirement concertés, & de l'autre, n'avoir pas été ratifiés par le peuple de ce continent. Nous rappellons encore une fois aux Membres du Congrès qu'ils ſont reſponſables envers leurs concitoyens, envers le monde entier, envers Dieu, de la continuation de cette guerre & de toutes les calamités qui en ſont inſéparables.

« Maintenant, c'eſt aux aſſemblées générales, aux conventions des diverſes Colonies, Plantations & Provinces ci-deſſus mentionnées, que nous faiſons ſéparément les offres par nous tranſmiſes au Congrès. Nous les preſſons, nous les ſommons par les préſentes, de s'aſſembler aux fins de conſidérer ſi tout ce qu'il y a de motifs politiques & moraux, ne leur fait pas une loi de ſaiſir l'occaſion de cimenter une réconciliation

libre & permanente avec la Grande-Bretagne. Notre intention n'a jamais été de remplir les objets de notre commiſſion, en fomentant les diviſions populaires, ou les cabales de parti; mais notre devoir eſt d'encourager tout particulier, & tout corps politique à reconnoître l'autorité de notre Souverain, à rendre leur affection à nos concitoyens. Nous nous adreſſons à tous les habitans libres de cet Empire jadis fortuné. Ceux qui portent les armes dans cette guerre, doivent ſe ſouvenir que les griefs réels ou ſuppoſés qui les ont entraînés dans la rébellion, viennent d'être ſupprimés pour toujours: qu'on leur offre l'occaſion de rentrer dans la claſſe des citoyens paiſibles, ou s'ils aſpirent aux honneurs militaires, celle d'acquérir de la gloire ſous les drapeaux de leur Souverain légitime, en combattant pour l'Empire Britannique réuni contre l'ennemi commun & naturel qui s'eſt récemment armé contre nous. Ceux qui, par état, exercent les fonctions de la religion, ne peuvent ignorer que la Puiſſance étrangère avec laquelle le Congrès s'efforce de les unir, fut 1778.

1778. toujours ennemie de la tolérance, toujours oppoſée aux intérêts & à la liberté des lieux conſacrés au culte divin, dont ils ſont les Miniſtres; qu'au contraire, la Grande-Bretagne, par les principes de ſa conſtitution & du proteſtantiſme, doit être dans tous les temps, la meilleure conſervatrice de la liberté religieuſe, la Puiſſance la plus diſpoſée à la protéger & à l'étendre. Quant à ceux qui ſavent apprécier les bénédictions de la paix & ſon influence ſur l'agriculture, les arts & le commerce; qui ſont animés d'une juſte ſollicitude pour l'éducation & l'établiſſement de leurs enfans, ou qui ſavent attacher une juſte valeur à la ſécurité domeſtique; nous penſons qu'il ſuffit de leur obſerver que leurs Chefs continuent de les envelopper dans toutes les calamités de la guerre, ſans avoir d'objet qui la juſtifie, ſans qu'il ſubſiſte un ſeul grief qui ne puiſſe être ſupprimé dans un inſtant. Au ſurplus, s'il exiſte quelques perſonnes qui, dépouillées de reſſentimens mal fondés, & dégagées de l'influence de tout intérêt particulier, penſent effectivement qu'il eſt avan-

tageux aux Colonies d'être séparées de la Grande-Bretagne ; qu'après cette séparation, elles jouiront d'une constitution plus douce, plus libre, plus propre à assurer leur prospérité ; nous ne devons point entrer avec ces personnes dans la discussion d'une proposition qui paroît être suffisamment contredite par l'expérience qu'elles ont faite ; mais nous croyons qu'il est bon de les prévenir que cette proposition, soutenue avec opiniâtreté, doit *aggraver* la nature de cette guerre, & la manière de la conduire à l'avenir ; sur-tout lorsque la prétendue alliance contractée avec la Cour de France, est ajoutée à cette proposition. 1778.

« La politique ainsi que la bienveillance de la Grande-Bretagne l'ont empêchée jusqu'ici, de porter la guerre à des extrémités qui eussent réduit à la détresse un peuple que nous considérions toujours comme faisant partie de notre Empire, & de désoler un pays qui pouvoit encore nous ouvrir une source d'avantages mutuels ; mais, lorsque ce pays manifeste la résolution ouvertement dénaturée, non-seulement de se séparer de nous, mais de

1778. se donner lui & ses ressources, en forme d'hypothèque à nos ennemis, alors la contestation change absolument de nature ; & il ne s'agit plus pour la Grande-Bretagne que de savoir jusqu'à quel point, en employant tous les moyens qui sont à son usage, elle pourra détruire ou rendre inutile une connexion formée pour sa ruine, & pour l'agrandissement de la France. En de pareilles circonstances, il est naturel que les loix de sa *préservation* dirigent la conduite de la Grande-Bretagne ; & si les Colonies britanniques doivent agrandir l'Empire de la France, ces mêmes loix indiquent à l'Angleterre qu'elle doit rendre ces objets d'agrandissement, le moins utiles qu'il sera possible à son ennemie. Si, malgré ces raisonnemens, quelqu'un se persuade qu'elle finira par reconnoître l'indépendance de l'Amérique, nous déclarons, sans réserve, que nous n'avons point & que nous n'attendons point de pouvoirs à cet effet ; que si la Grande-Bretagne s'étoit abaissée à une pareille mesure, nous ne serions point les organes d'une commission qui nous

paroîtroit funeſte aux Colonies, & honteuſe pour l'Angleterre. C'eſt dans cet eſprit, que nous avons conſtamment dreſſé toutes nos dépêches. 1778.

« Il conviendroit maintenant que les Colonies ſe reſſouvinſſent de l'appel qu'elles firent à Dieu au commencement de la conteſtation, en prenant le ciel à témoin, qu'elles n'avoient recours aux armes, que pour obtenir juſtice ſur leurs plaintes & griefs; que leur vœu ainſi que leur intérêt étoient de reſter toujours unies avec la Grande-Bretagne. Nous perſiſtons à ſoutenir que nos offres ne laiſſent rien à deſirer à cet égard, ſoit d'une liberté immédiate, ſoit d'une ſécurité permanente. Si l'on rejète actuellement ces offres, nous ceſſons d'exercer la commiſſion, dont nous fûmes honorés; la Grande-Bretagne n'eſt plus tenue à donner de pareilles marques de ſa libéralité; la juſtice & la politique ne permettent plus de les attendre.

« Enfin, pour manifeſter plus amplement encore nos diſpoſitions particulières, & les vues gracieuſes de la commiſſion, en vertu de laquelle nous agiſſons, nous accordons &

1778. proclamons pardon pour toutes & toutes eſpèces de trahiſons, ou complicité de trahiſon, commiſes par quelques perſonnes que ce puiſſe être, habitans des Colonies, Plantations & Provinces de New-Hampshire, Maſſachuſſett's-Bay, Rhode-Iſland, Connecticut, New-York, New-Jerſey, Penſylvanie, les trois bas Comtés ſur la *Délawarre*, Maryland, Virginie, Caroline ſeptentrionale, Caroline méridionale, & Géorgie, pourvu que leſdites perſonnes ſe conduiſent à l'avenir comme de bons & fidèles ſujets de Sa Majeſté. Nous croyons convenable de déclarer que rien de ce qui eſt contenu dans les préſentes, ne pourra ſignifier qu'on doive mettre en liberté les perſonnes, actuellement empriſonnées, ou qui le ſeront pendant la durée de cette rébellion.

« Nous offrons aux Colonies, en général ou ſéparément, une paix générale ou ſéparée; de faire revivre leurs anciens gouvernemens à l'abri de toute infraction, & pour jamais exempts de toutes impoſitions de la part de la Grande-Bretagne. A l'égard des autres réglemens civils, mili-

taires ou de commerce, qu'elles desireroient voir établir, nous promettons d'y concourir, & d'y donner toute l'assistance que nous avons pouvoir & autorité de donner en vertu de la commission de Sa Majesté. 1778.

« Nous déclarons que ce manifeste & cette proclamation continueront & seront en force pendant quarante jours, c'est-à-dire, à dater du 3 Octobre jusqu'au 11 Novembre, l'un & l'autre jours y compris.....

« Nous exhortons instamment toutes les personnes qui, en vertu des présentes, reçoivent le pardon du Roi, à tirer sagement parti de la situation dans laquelle elles se trouvent placées par l'effet de ce Manifeste & de cette proclamation; & non-seulement à se rappeller que leur persévérance dans la rébellion actuelle, ou leur adhérence à la connexion traîtresse qu'on tente de former avec une Puissance étrangère, après l'expiration du terme fixé pour le pardon, sera regardée comme un crime de la plus grave nature; mais encore, à faire à l'envi les uns des autres, les efforts de l'empressement & de la

1778. cordialité, pour assurer leur paix personnelle, & contribuer à la prospérité de leurs Concitoyens, ainsi qu'au bien général de l'Empire.

« Conformément à l'esprit de la commission de Sa Majesté, nous requérons par les présentes, tous les Officiers civils & militaires, ainsi que tous les autres Sujets affectionnés de Sa Majesté, quels quils soient, de nous aider & assister dans l'exécution de ce Manifeste, & de tous les objets y contenus ».

Donné à New-York, le 3 Octobre 1778.

Signé, CARLISLE. H. CLINTON. W. EDEN.

Effets de ce Manifeste.

Le premier effet de cette proclamation fut de consolider les résolutions du Congrès, & de fermer toutes les voies à la réconciliation. Pour arrêter ou prévenir les suites d'une invitation insidieuse, l'assemblée fit renouveller d'abord l'acte du 22 Avril, en vertu duquel tout Sujet de la nouvelle République, convaincu d'avoir traité séparément avec les Commissaires prétendus conciliateurs, étoit déclaré ennemi de la patrie. Et comme leur Manifeste parut renfermer la menace

de brûler & de ravager les villes & cités dépendantes des Etats-unis, il fut recommandé aux habitans de ces Etats, qui réſidoient en des lieux expoſés aux inſultes de l'ennemi, de conſtruire des cabanes à la diſtance de trente milles de leur domicile actuel, d'y faire paſſer leurs femmes, leurs enfans & les vieillards hors d'état de porter les armes, & de s'y tranſporter eux-mêmes en cas de beſoin, avec leurs meubles & leurs beſtiaux. Il fut en outre déclaré, qu'au moment où l'ennemi mettroit le feu à une ville & y porteroit la deſtruction, le bon peuple Américain ſeroit autoriſé à ravager, incendier & détruire les poſſeſſions des Torys, ennemis de la liberté & de l'indépendance de l'Amérique, & de s'aſſurer de leurs perſonnes, ſans toutefois exercer contr'eux ou contre leurs familles, aucun acte de cruauté inutile. Le Congrès empreſſé de juſtifier aux yeux de l'Univers, la rigueur de ces réſolutions provoquées par les menaces indiſcrettes de la Commiſſion Britannique, crut devoir oppoſer ce Manifeſte à la proclamation des Commiſſaires. 1778.

« Entraînés à des actes d'hoſtilité, Manifeſte du Congrès.

1778. par les mesures oppressives de la Grande-Bretagne; réduits à la nécessité de soumettre les droits de l'homme à la décision des armes; forcés en un mot, de secouer le joug d'une domination tyrannique, les Etats-unis se sont déclarés libres & indépendans. Pleins de confiance dans la justice de leurs droits & dans celui qui dispose des évènemens humains, ils ont, quoique foibles & dénués de ressources, défié la puissance de leurs ennemis & soutenu les évènemens divers de trois campagnes meurtrières, sans que la barbarie angloise ait pu ni les intimider ni les soumettre. Les vertueux Citoyens de ces Etats n'ont point murmuré de la privation de plusieurs choses qui rendent la vie précieuse; leurs braves soldats ont supporté patiemment & même bravé les fatigues de leur situation périlleuse. Le Congrès se croyant dans l'obligation d'aimer ses ennemis, comme enfans de cet Etre qui est le Père commun de tous les hommes, & voulant du moins alléger les calamités d'une guerre qu'il ne pouvoit prévenir, s'est fait une étude de ménager le sang des Anglois armés contre lui, & de rendre

légères les chaînes de leur captivité. A peu d'exceptions près, la conduite de ceux qui ſervent ſous le Roi de la Grande-Bretagne, a été diamétralement oppoſée. Ils ont ravagé les campagnes, brûlé les villages ſans défenſe, maſſacré les Citoyens de l'Amérique ; leurs priſons & leurs vaiſſeaux ont été les boucheries des ſoldats & des matelots du Congrès ; ils ont aggravé les traitemens les plus barbares par des inſultes & des outrages. Trompés dans l'attente vaine de ſubjuguer l'eſprit indomptable de la liberté, ils ont lâchement aſſailli les Repréſentans de la République, en uſant avec eux de toutes les ruſes de la corruption & de l'adulation ſervile ; ils ſe ſont fait un jeu de l'humanité, en détruiſant des humains en pure perte ; ils ſe ſont fait un jeu de la Religion, en atteſtant le Dieu, dont ils violoient les commandemens les plus ſacrés ; ils ſe ſont fait un jeu de la raiſon même, en s'efforçant de prouver que la liberté & le bonheur de l'Amérique pouvoient être confiés ſûrement à ceux qui également ſourds à la voix de l'honneur & de la honte, 1778.

ont vendu leur bonheur & leur liberté!
1778. Traités par nous avec le mépris que méritoit une pareille conduite, ils se sont adressés aux particuliers; ils les ont sollicités à briser les liens de l'allégeance, à souiller leur ame des crimes les plus atroces. Et craignant de ne pouvoir trouver dans ces Etats-unis des hommes aussi noirs que le sont leurs desseins; pour exercer du moins sur les esprits foibles l'influence de la terreur, ils les ont menacés de donner encore plus d'étendue à la dévastation. Tant qu'il est resté une ombre d'espoir que notre exemple apprendroit à nos ennemis à respecter des loix faites pour l'être de toutes les Nations civilisées, qu'ils se rendroient à la voix de la religion qu'ils prétendent nous être commune, nous les avons laissés à l'influence de cette religion & de cet exemple; mais puisque les ménagemens de la compassion ne peuvent rien sur leurs dispositions incorrigibles, il est enfin de notre devoir de recourir à d'autres moyens pour venger les droits de l'humanité.

« En conséquence, nous, le Congres des Etats-unis de l'Améri-

que, déclarons ſolennellement & proclamons que : Si nos ennemis oſent mettre leurs menaces à exécution, ſi même ils perſiſtent dans la carrière de cruauté qu'ils parcourent actuellement, nous en tirerons une vengeance ſi exemplaire, qu'elle effrayera quiconque ſeroit tenté de les imiter. Nous prenons à témoin de la droiture de nos intentions, le Dieu qui fouille dans le cœur des hommes; & nous déclarons, en ſa ſainte préſence, que n'étant point mus par les ſuggeſtions précipitées de la colère ou de la vengeance, quelque révolution qui puiſſe ſurvenir dans notre ſort, on nous verra conſtamment adhérer à cette réſolution ». 1778.

« Fait en Congrès, d'un conſentement unanime, le 30 Octobre 1778.

(*Atteſté*) CHARLES TOMPSON, Secrétaire.

Les diſpoſitions du Congrès étoient énoncées trop clairement dans cette pièce, pour qu'il reſtât aux Commiſſaires Anglois le moindre eſpoir de réuſſir dans leurs négociations. Bien convaincus de l'inutilité

Les Commiſſaires s'embarquent pour l'Angleterre.

1778. des nouvelles tentatives pour rétablir la paix ou plutôt la domination de la Grande-Bretagne en Amérique, le Comte de Carliſle & William Eden, ſon collégue, ſe diſposèrent à quitter New-York. Le 27 Novembre, ils s'embarquèrent ſur le *Roebuck*, avec le Comte de Cornwallis, le Général Grey, & d'autres Officiers chargés de ſeconder, par la terreur des armes, les efforts des Négociateurs pacifiques.

Opinions contradictoires ſur les affaires de l'Amérique.

Le retour des Commiſſaires à Londres, y donna lieu à des réflexions contradictoires ſuggérées par les fauteurs du Gouvernement & par ceux de l'oppoſition. Suivant les premiers, tout annonçoit une révolution favorable & prochaine dans les Colonies révoltées. Si l'on en croyoit les autres, tout étoit déſeſpéré: l'union du Congrès ſe reſſerroit de plus en plus; les Américains s'affermiſſoient chaque jour dans la réſolution de conſommer l'ouvrage de leur indépendance; les armées provinciales, & particulièrement celle de Washington, étoient nombreuſes, bien diſciplinées, bien vêtues, pétillantes d'ardeur. Ces derniers rapports confir-

moient ce qu'on ſavoit déjà ; & tout ce qu'on débita de nouveau ſe réduiſit à ce détail d'abord accrédité dans les deux partis : qu'il y avoit eu une révolte dans la Caroline méridionale ; mais que les troupes détachées ſous les ordres du Colonel Campbel, pour aller ſeconder les mécontens de cette Province, s'étoient vues forcées par un coup de vent, de relâcher à New-York ; & que les vaiſſeaux Anglois avoient tellement ſouffert de la tempête, qu'il leur étoit impoſſible de continuer la traverſée, & de pourſuivre l'expédition. Les dernières nouvelles n'étoient donc point faites pour arrêter les murmures de la faction anti-miniſtérielle, qui, depuis le 26 Novembre, époque de la rentrée des Chambres, ne ceſſoit d'invectiver contre les opérations du Gouvernement tant en Europe qu'en Amérique. Le Manifeſte des Commiſſaires conciliateurs avoit été dans la première ſéance de la Chambre des Pairs, le texte fécond de pluſieurs débats où les mécontens ne reſpectèrent pas toujours les loix de la modération & de la décence. Comme ces débats préſentent des faits que l'Hiſtoire ne

1778.

doit pas négliger, il nous paroît convenable d'en extraire ici la ſubſtance.

1778.

Débats à la Chambre des Pairs, au ſujet du Manifeſte des Commiſſaires.

Le Marquis de Rockingham fut le premier à témoigner le déplaiſir de la Chambre, au ſujet de la proclamation. Il demanda que Sa Majeſté fût ſuppliée dans une humble adreſſe, de vouloir bien déſavouer publiquement la partie de ce Manifeſte, qui contient une déclaration contraire aux droits de l'humanité; qui renverſe les principes établis chez tous les Peuples chrétiens & civiliſés; qui tend à l'aviliſſement des courages, & à l'anéantiſſement de la diſcipline; qui expoſe les Sujets fidèles de Sa Majeſté, dans toute l'étendue de ſes Etats, à des repréſailles ruineuſes & cruelles. Pour imprimer à cette motion un caractère plus impoſant, le Marquis de Rockingham crut devoir l'appuyer d'un long diſcours, où, relevant quelques expreſſions atroces du Manifeſte, il oſa le comparer à l'ordre barbare & ſanguinaire, de maſſacrer les Innocens. Il prétendit que la raiſon ſpécieuſe alléguée par les Commiſſaires, celle de la conſervation perſonnelle, étoit moins fondée de leur part, que de celle d'Hérode. Ce Prince étoit

Le Marquis de Rockingham improuve le Manifeſte.

l'allié des Romains; il ſavoit que la puiſſance temporelle de ce peuple, devoit ceſſer dans la Judée, au moment où le Meſſie paroîtroit; or, comme Hérode ne régnoit que ſous la protection des Romains, comme il devoit n'être plus Roi à l'inſtant où le Meſſie verroit le jour, il ordonna le maſſacre de tout enfant mâle exiſtant dans l'étendue de ſes Etats; mais Hérode n'étoit pas Chrétien..... « J'ai donc pour moi, ajouta l'Orateur, la Religion & l'humanité. Que n'aurois-je point à dire au nom de la Politique!.... Si par cette nouvelle méthode de faire la guerre, on ne craint pas de ſe couvrir d'atrocités & d'opprobres, d'être un objet d'exécration pour l'univers entier, du moins faudroit-il craindre les repréſailles. La partie ſeptentrionale du royaume, l'Ecoſſe entière ſans défenſe, eſt à la merci de nos ennemis; l'Irlande eſt également expoſée. Le danger qui menace nos poſſeſſions dans les Indes occidentales eſt plus effrayant encore; c'eſt-là qu'on peut nous porter des coups déciſifs, irréparables. A l'exception de la Jamaïque, dont la reſſource, en cas d'attaque,

1778.

1778. ſeroit d'offrir à ſes habitans une retraite dans les défilés des montagnes bleues, toutes nos autres îles ſont hors d'état de faire tête aux premiers aſſauts de l'ennemi, d'oppoſer une foible réſiſtance à ſes moindres tentatives. Et c'eſt en de pareilles circonſtances qu'on oſe publier un Manifeſte, dont l'effet néceſſaire eſt de précipiter l'inſtant de notre ruine! Manifeſte infâme, inſidieux, plein de fourbe, de perfidie, de cruauté, où l'on ne ſait pas ce qui l'emporte de la foibleſſe ou de la noirceur! Manifeſte qui offre de la protection au moment où l'on retire toute protection; qui invite à la ſoumiſſion, ſans donner la moindre sûreté à ceux qui ſe ſoumettent; qui tend un piege aux Sujets fidèles, qui détruit tout eſpoir de ramener les Sujets révoltés. Les moyens de conciliation nous ſont déſormais interdits; ceux de la force ſont encore moins à notre uſage. Pour s'en convaincre, il ſuffit de conſidérer la ſituation de notre armée en Amérique. Loin de la fortifier, en faiſant paſſer à Sir Henry Clinton les renforts conſidérables qu'il demandoit, on s'eſt vu dans la néceſſité de l'affoiblir encore

en lui retirant cinq mille hommes pour la défenſe de nos îles des Indes occidentales, deux mille pour Hallifax, & quatre mille pour l'expédition à laquelle les mécontens de la Caroline méridionale nous ont invités. Que peut entreprendre une armée réduite à ce dégré d'affoibliſſement ? & que doit-on attendre d'un tel Manifeſte publié dans ces circonſtances d'épuiſement & d'abandon ? » 1778.

Le Comte de Suffolk ſe mit en devoir d'interpréter & de juſtifier l'acte contre lequel le Marquis de Rockingham venoit d'exercer ſon éloquence. Le réſumé de ſon diſcours fut que l'objet de la proclamation dénoncée, étoit de mettre ſous les yeux des Américains, les conſéquences naturelles d'une révolte opiniâtre, les fléaux inſéparables de la guerre, toutes les violences qu'autoriſe en pareil cas le droit des gens, & qu'entraîne néceſſairement une rupture entre les nations les mieux civiliſées. Il préſenta enſuite un tableau bien alarmant de la poſition de l'Angleterre, comparée à celle de la France; & d'où il réſultoit que le ſyſtême

Le Comte de Suffolk le juſtifie.

politique de cette Monarchie, n'étoit plus le même; qu'elle ambitionnoit à ſon tour, la ſouveraineté des mers; que ſon alliance avec l'Amérique ſeptentrionale pouvoit l'élever ſur les ruines de la Grande-Bretagne; que cette circonſtance, jointe à celle de la révolte des treize Provinces, formoit une époque nouvelle, dont ſes annales ne fourniſſoient point d'exemple; que dans les principes de la ſaine Politique, dans ceux de la conſervation perſonnelle, on ne devoit rien négliger pour rendre l'influence de l'Amérique ſur les évènemens de la guerre actuelle, auſſi peu conſidérable que les loix établis pouvoient l'autoriſer; que l'Angleterre combattoit pour la conſervation de ſon exiſtence; & qu'il n'y avoit pour elle, de ſalut & d'eſpoir que dans la vigueur & l'unanimité. Il conclut, en diſant que la motion du Marquis de Rockingham devoit être rejetée, & les ſuffrages de la Chambre ſe réunir en faveur du nouveau plan de conduite, dont la proclamation faiſoit partie.

1778.

L'Evêque de Peterborough s'éleva, au nom de la religion & de l'hu-

manité, contre un acte qui lui paroiſſoit encourager les *extrêmes de la guerre*, & mettre la *déſolation* en ſyſtême. Il établit qu'un Chrétien ne peut ſupporter l'idée de la guerre, qu'en l'enviſageant comme un moyen d'obtenir la paix. Il démontra que le Manifeſte étoit contraire à ce principe ſacré pour toutes les nations civiliſées, puiſque les maſſacres & les dévaſtations y étoient annoncés au moment où l'on renonçoit à l'eſpoir de vaincre. « Pour avoir un prétexte de ſévir contre les Américains, devons-nous, ajouta le Prélat, oublier les pétitions multipliées & ſoumiſes qu'ils nous ont préſentées; que nous fûmes ſourds à leurs ſupplications; que par un excès de rigueur & d'injuſtice nous les avons réduits aux extrêmités, dont nous leur faiſons un crime, dont le Manifeſte annonce que nous voulons les punir, ſans diſtinction d'innocens & de coupables? A-t-on pu ſe promettre, dit-il en finiſſant, que le Dieu des Armées ſeconderoit des efforts, dont l'objet eſt de multiplier les maſſacres en pure perte »?

1778. L'Evêque de Peterborough s'élève contre le Manifeſte.

Pour engager les autres Evêques

1778. Suite des débats à la même Chambre.

à se déclarer en faveur de la motion, le Comte de Derby prit la parole, & dit que le Manifeſte étoit un chef-d'œuvre d'irréligion, & que la queſtion dont il s'agiſſoit, étoit particulièrement de leur compétence. Il ſe rabattit enſuite ſur l'inconſéquence des Miniſtres, qui, pour adopter un ſyſtême de cruauté inouie, attendoient le moment où l'épuiſement des finances, le déclin du crédit public & particulier, toutes les circonſtances, en un mot, ſembloient concourir à rendre la paix d'une néceſſité abſolue. Il fut puiſſamment ſecondé par le Comte d'Abingdon, qui, n'enviſageant plus le Manifeſte comme l'ouvrage des Commiſſaires, mais comme une émanation de la Puiſſance royale, ſaiſit cette occaſion d'invectiver les Conſeillers de Sa Majeſté Britannique, qu'il appella des infâmes, dont la corruption perſonnelle avoit ſouillé le caractère national. Il obſerva que cette proclamation de maſſacres contre des Citoyens fidèles imitateurs des anciens Héros de la liberté, avant que d'être promulguée en Amérique, l'avoit ſouvent été dans la Chambre des

des Pairs, où des voix s'étoient élevées pour juſtifier l'emploi du Tomahavok & du Scalpel. 1778.

Après avoir exprimé toute l'exécration que lui inſpiroient les principes avancés dans la Chambre, & la proclamation qui dérivoit de ces principes, le Comte d'Abingdon enviſagea le Manifeſte ſous un point de vue moins défavorable. Il finit par en adopter quelques articles, & entr'autres celui-ci : « Nous poſons en fait que les Membres du Congrès n'étoient point autoriſés par leur conſtitution, à rejeter nos offres avant que les diverſes aſſemblées & conventions du peuple qui les conſtitue, les euſſent priſes en conſidération ». Mais il appliqua cette propoſition au Corps légiſlatif de la Grande-Bretagne, dont il paſſa en revue les différentes uſurpations. Il ſe mit en frais de prouver que la conſtitution de l'Angleterre étoit anéantie, ſi l'on ne changeoit le ſyſtême actuel du Gouvernement, ſi l'on ne rendoit au Corps collectif de la nation, les pouvoirs, dont abuſoit depuis ſi longtemps le Corps légiſlatif.

Le Lord Préſident (Gower) réfuta

1778. ſommairement toutes les objections du noble Comte, à-peu-près dans les mêmes termes, & par les mêmes raiſons que le Comte de Suffolk. Il motiva ſon oppoſition à la motion du Marquis de Rockingham, en diſant qu'elle tendoit à cenſurer la conduite des Commiſſaires, qui, étant abſens, ne pouvoient ſe défendre ; qu'elle attachoit aux expreſſions employées dans le Manifeſte, une ſignification qu'elles n'avoient pas ; que l'objet de ce Manifeſte n'étoit point d'aggraver les horreurs de la guerre, d'encourager les actes de cruauté, & de ſéparer pour toujours l'Amérique de la mère-contrée ; mais de procurer à l'une & à l'autre une paix honorable, de les réunir par des nœuds plus indiſſolubles, & de punir la France de ſa perfidie.

Diſcours du Duc de Richmond.

Dans un diſcours plein d'éloquence & de logique, le Duc de Richmond juſtifia l'interprétation donnée à quelques expreſſions du Manifeſte, par le ſyſtême de guerre adopté même avant la proclamation ; & pour cet effet, il rappela les incendies de Norfolk, de Charles-Town, d'Eſopus & de pluſieurs autres villes ; les Scalpels

des Sauvages, leur barbare aſſociation, leur fraternité d'armes avec les ſoldats Anglois; les brigandages des Heſſois & des autres Allemands mercénaires; tous ces actes d'oppreſſion & de barbarie, dont le Gazetier de Leyde n'avoit oſé préſenter le tableau, dans la crainte, dit-il, de ſouiller ſon papier. A cette conduite atroce, qui ne laiſſoit pas un ami aux Anglois dans les provinces où leurs armées avoient ſéjourné, il oppoſa la modération & l'humanité de Washington, l'exacte diſcipline de ſes troupes toujours en garde contre la tentation du pillage, & jamais à charge aux habitans qu'elles défendoient ſans les mettre à contribution. L'Orateur montra la cauſe de tous ces excès, dans le caractère du Secrétaire d'Etat au département de l'Amérique, & prit de là occaſion de lui comparer M. Necker, dont il vanta le déſintéreſſement, les talens & les lumières. Dans l'examen de ſes opérations miniſtérielles, l'emprunt de quatre millions de rentes viagères, ne fut point oublié; le Duc de Richmond prouva que cette opération de finances n'étoit pas une *giſconnade* françoiſe,

1778.

Eloge de M. Necker.

1778. comme on le ſuppoſoit à Londres. Il tira ſes meilleures preuves du caractère d'économie & d'intégrité de M. Necker : qualités indiſpenſables dans un Miniſtre ; mais qu'il oſa conteſter au premier Lord de la Tréſorerie d'Angleterre.

Déclamations de Lord Lyttelton contre l'alliance Gallo-Américaine, & en faveur du Manifeſte.

Le diſcours de Lord Lyttelton, l'un des oppoſans à la motion, roula, en grande partie, ſur la poſſibilité de recouvrer l'Amérique ; il fondoit ſon eſpoir à cet égard ſur la prétendue monſtruoſité d'une alliance, dont il prédit la diſſolution en ces termes : « Quoi ! des Citoyens libres, armés par l'eſprit républicain, s'allieroient avec les Eſclaves d'une Monarchie abſolue ! Quoi ! l'on verroit des Presbytériens unis avec des Papiſtes !.... Quel que ſoit l'aveuglement volontaire qui, pour le moment, empêche les fauteurs de cette union de ſentir combien elle eſt contraire à la politique, à la raiſon, à la nature, il n'eſt pas dans l'ordre des choſes qu'elle puiſſe ſubſiſter. Les yeux peuvent être faſcinés quelque temps ; mais le preſtige ſe diſſipe enfin. La folie d'une pareille alliance ne peut tarder à ſe faire ſentir dans le continent d'Amérique ».

A l'égard du Manifeſte des Commiſſaires, Lord Lyttelton alla beaucoup plus loin que les autres Apologiſtes de la proclamation. Elle ne lui parut odieuſe en aucun ſens, dût-on admettre l'interprétation du Marquis de Rockingham. Pour juſtifier les cruautés annoncées dans cette pièce, il répéta qu'on ne pouvoit ſévir avec trop de rigueur, contre la rébellion & l'ingratitude liguées avec la duplicité & la perfidie. Il ſe jeta enſuite ſur les récriminations, & prétendit que la modération des Anglois s'étoit ſignalée dans le cours de cette guerre; que les Américains avoient les premiers donné l'exemple des atrocités reprochées aux Royaliſtes. Quant aux repréſailles de la part de la France, ſon avis fut qu'il en falloit courir les riſques. « La guerre, ajouta-t-il, n'eſt qu'un échange de repréſailles. L'uſage reçu chez toutes les nations policées, eſt de faire à ſon ennemi tout le mal qu'on eſt en état de lui faire....., Dans ce moment de criſe où la France s'eſt unie à l'Amérique pour nous anéantir, & que d'autres Puiſſances vont peut-être ſe liguer contre nous, montrons à la France, 1778.

montrons à l'Amérique ce que peut
1778. l'Angleterre abandonnée à ſes propres forces ; que l'Univers ſache que nous ſommes encore en état de punir la perfidie & la rébellion ».

Interpellation du Duc de Grafton au Vicomte de Stormont.

Ces rodomontades terminèrent le diſcours du noble Lord. Le Duc de Grafton y répondit par des lieux communs contre le Miniſtère ; mais il n'en fut pas moins un des plus intéreſſans interlocuteurs de la ſéance, par ſon interpellation au Vicomte de Stormont, qu'il ſomma de répondre, s'il avoit eu connoiſſance des intentions de la Cour de Verſailles, avant que le Marquis de Noailles eût préſenté le reſcrit de cette Cour aux Miniſtres d'Angleterre. Quoique tout Ambaſſadeur ait fait ſerment de garder le ſilence ſur les affaires relatives à ſa miſſion, Lord Stormont ne vit pas d'inconvénient à ſatisfaire la Chambre ſur un fait purement hiſtorique, & où il s'agiſſoit d'une affaire de notoriété. Il convint donc qu'il étoit inſtruit du traité entre les deux Puiſſances, avant qu'il fût notifié à la Cour de Londres. Il ajouta que le traité oſtenſible, dont le reſcrit faiſoit mention, étoit illuſoire ; qu'il

en exiſtoit un autre bien plus important, dont le commerce ne fut pas l'unique objet, & qu'il en avoit informé l'Adminiſtration; qu'en s'uniſſant à l'Amérique, la France avoit ſurtout en vue la Grande-Bretagne, la conquête & le partage de ſes poſſeſſions; que pour s'en convaincre, il ſuffiſoit de réfléchir un moment ſur les ordres donnés au Comte d'Eſtaing & au ſieur Gérard, & de ſe rappeler la conduite du premier, lors de ſon arrivée en Amérique. Le Duc de Grafton ſaiſit cette occaſion de mieux faire connoître ce qu'on appelloit dans le langage de l'oppoſition, l'*inconduite* des Miniſtres. Il avoua dans ſa réplique, que Lord Stormont s'étoit ſuffiſamment diſculpé; mais que ſa juſtification ne faiſoit qu'aggraver les torts du Miniſtre qui, ſolennellement interrogé, avoit gardé le ſilence ſur les rapports de l'Ambaſſadeur, & laiſſé la Chambre dans une ignorance préjudiciable au bien de l'Etat. 1778.

Excuſe de Lord Weymouth.

Lord Weymouth allégua pour ſon excuſe, l'incertitude d'un fait, dont la conviction de Lord Stormont ne prouvoit pas la réalité.

1778. « J'aurois commis, ajouta-t-il, une indiscrétion impardonnable en répondant affirmativement à vos questions sur un traité, dont l'existence étoit douteuse, malgré les craintes & les informations de notre Ambassadeur ». Lord Shelburne dit qu'une pareille défense n'étoit admissible dans aucun Tribunal; & qu'il plaignoit sincérement le noble Lord, s'il n'avoit pas de meilleures raisons à faire valoir lors de l'enquête, dont il le menaça.

Fin de la séance du 7 Décembre. Le Chancelier s'éleva contre la motion; & Lord Camden parla en sa faveur; telle fut la substance de son discours: « On ne cesse de nous dire: désolez l'Amérique, afin d'ôter son assistance à la France. Et moi, je dis; désolez la France, afin d'ôter son assistance à l'Amérique; désolez-la sur mer, vous êtes encore maîtres de l'Océan. Blesser l'Amérique, c'est blesser le bras droit de la Grande-Bretagne; blesser la France, c'est ajouter aux forces de l'Angleterre ».

Séance de la Chambre des Communes. Ainsi fut terminée la séance de la Chambre des Pairs. Celles de la Chambre des Communes du ven-

dredi 11 & du lundi 14 du même mois, ne furent pas moins intéreſſantes. Elle y prit en conſidération la fameuſe querelle entre l'Amiral Keppel & le Vice-Amiral Sir Hugh Palliſer. Comme on doit indiquer ailleurs la naiſſance & les progrès de cette affaire, nous nous interdirons ici tout ce qui peut avoir trait à ce fameux procès. Dans les mêmes aſſemblées, les Communes s'occupèrent d'un autre objet plus important encore, & tel que le Sénat de Rome, ou d'Athènes, n'eut jamais à diſcuter un plus grand intérêt d'Etat. Les déſaſtres de l'Angleterre en Amérique, ceux qui la menaçoient en Europe, l'avoient enfin réduite à cette extrémité de ſupporter l'idée de l'affranchiſſement des Colonies. L'opinion de ſes plus ſages Politiques étoit, que pour retarder ou prévenir ſa chute, il ne lui reſtoit peut-être qu'un ſeul moyen: celui de renoncer aux treize Provinces-unies, de recueillir toutes ſes forces en elle-même, de s'oppoſer toute entière à la France, de rendre, en un mot, la liberté aux Américains, pour ne point haſarder ou compromettre

1778.

Importance de l'objet des débats.

l'exiſtence des Anglois en Europe.
1778. Tel fut le projet tour-à-tour applaudi, combattu, admis & rejeté dans pluſieurs ſéances de la Chambre des Communes.

Forces de l'Angleterre exagérées.

Quoique M. Buller eût voté pour la campagne prochaine ſoixante-dix mille, tant matelots que ſoldats de Marine, & que cette motion n'eût point éprouvé de contradictions; quoique le nouveau Miniſtre Charles Jenkinſon à qui Lord Barington venoit de réſigner ſa place de Secrétaire au département de la Guerre, eût préſenté l'état des forces de terre & de mer diſperſées dans la Grande-Bretagne, l'Irlande, l'Amérique & l'Afrique; & que le réſultat de ſes calculs en portât la totalité à près de trois cents mille hommes; quoiqu'il eût fait obſerver aux Communes que, ſi l'on excepte la période la plus brillante du règne de Louis XIV, aucun Empire dans les temps modernes, n'avoit élevé ſes forces militaires à ce degré de puiſſance; quoiqu'il vît, ou qu'il affectât de voir dans l'ardeur de ces troupes, dans leur nombre & dans leur diſcipline, de quoi faire tête aux efforts réunis de

la France, de l'Amérique & de l'Espagne; quoique Lord North, Lord Germaine, le Gouverneur Johnſtone & pluſieurs autres Membres appuyaſſent l'aſſertion du nouveau Miniſtre; qu'ils fuſſent tous d'avis que l'Angleterre perſiſtât dans le deſſein d'affermir ſa domination ſur les mers, & de ne point ſe déſiſter de ſes prétentions au recouvrement de l'Amérique; les voix les plus éloquentes de la Chambre s'élevèrent contre cette dernière réſolution. Le Général Burgoyne ſoutint qu'il n'y avoit point de ſuccès à eſpérer d'une guerre offenſive dans le nouveau Monde, tant que Lord Germaine ſeroit chargé de la conduite de cette guerre; que Sir Henry Clinton avoit demandé ſon rappel, que le vœu de tous les Officiers étoit de retourner en Europe, & qu'il falloit écarter les Miniſtres, ou s'attendre au découragement, au déſeſpoir, & peut-être à la déſertion générale de l'armée. 1778.

Méconſentement des Officiers Anglois en Amérique.

Lord Germaine étoit préſent. Il répondit qu'il ne croyoit pas déplaire à la majorité de la Chambre; & qu'il garderoit ſa place tant qu'il auroit cette confiance. « Mais il eſt

Lord Germaine menace de ſe retirer ſi l'on fait la paix avec les Américains.

1778. une hypothèse, ajouta-t-il, où ma démission seroit un devoir ; & je n'hésiterois pas à la donner, si l'on prenoit le parti de renoncer à la guerre d'Amérique ou de reconnoître son indépendance ».

Selon M. Fox, retirer les troupes de l'Amérique n'est pas reconnoître son indépendance.

M. Fox parla avec son éloquence ordinaire contre le projet de continuer cette guerre, qu'il compara à celle de Xercès contre la Grèce. Il remarqua dans l'une & dans l'autre une fatalité ennemie, dont il montra l'origine dans le caractère des Ministres Anglois & Perses. « *J'ai promis*, fait-il dire à un de ces derniers, *de construire un pont sur l'Hellespont, je l'ai construit : j'ai promis de faire passer vos vaisseaux sur le mont Athos, je les ai fait passer sur le mont Athos : j'ai promis de fournir à votre armée toutes les choses nécessaires, votre armée n'a manqué de rien.* Cependant, ajouta M. Fox, cette armée d'environ deux millions d'hommes se consuma ; la Perse se vit dépeuplée ; les ressources de cet Empire s'épuisèrent ; & la Grèce conserva son indépendance ! Entretenir une armée en Amérique, c'est, de propos délibéré, laisser sub-

fiſter un poids énorme, un poids accablant pour la nation. On ne parviendra jamais à ſubjuguer un peuple enthouſiaſte de ſon nouveau gouvernement. Ce n'eſt point en Amérique ; mais ſur le territoire de la France, que nous pouvons réduire les Américains. Réuniſſons toutes nos forces contre cette ennemie naturelle de l'Angleterre. Ce moyen de vaincre eſt le ſeul qui nous reſte ; & vaincre eſt pour nous l'unique moyen de conſerver la liberté. Mais ne confondons pas les objets. Retirer nos troupes de l'Amérique ſeptentrionale, ce n'eſt pas reconnoître l'indépendance de l'Amérique ; au contraire ; en les employant ſur un territoire étranger, on peut renverſer les appuis de cette indépendance, dont les fondemens ſont déſormais inébranlables dans le nouveau continent ».

1778.

Il y avoit, il faut en convenir, plus de ſubtilité que de juſteſſe dans cette diſtinction établie par M. Fox, entre l'évacuation de l'Amérique ſeptentrionale & la reconnoiſſance de ſon indépendance abſolue. Il eſt certain d'ailleurs que cette évacuation

Subtilité dans la diſtinction de M. Fox.

1778. eût entraîné la perte de la Nouvelle-Ecoſſe, celle de Terre-Neuve, le pillage de la Floride, & la défection du Canada. Dans ce cas, les poſſeſſions des Anglois dans les Indes occidentales, leur ſeroient devenues abſolument inutiles, puiſque les vaiſſeaux partis de ces îles ne pouvant éviter le cap *Nichola Mole* (1) ſans paſſer le golfe de la Floride, & n'étant protégés d'aucune manière dans ces parages, tomboient néceſſairement au pouvoir des Armateurs Américains. Le Gouverneur Johnſtone vit ces inconvéniens, & les fit voir à la Chambre; mais il eut tort d'en conclure qu'il falloit continuer la guerre d'Amérique, ſous prétexte que le Gouvernement du Congrès commençoit à chanceler, qu'il avoit aliéné les peuples par des uſurpations tyranniques, & que le nombre des Torys égaloit au moins celui des Whigts dans la Penſylvanie. Ces ſuppoſitions étoient fauſſes & démenties par les faits. L'unanimité

(1) Ce cap, ſitué dans l'île de Saint-Domingue, vis-à-vis celle de Cuba, eſt, pour les François, le Gibraltar des Indes occidentales.

des treize Provinces étoit frappante dans l'accord même de leurs habitans conſidérés individuellement ; & la réduction de l'Amérique enviſagée ſous ce rapport, devenoit chaque jour plus impraticable. Aux yeux des obſervateurs prévoyans, elle étoit perdue pour les Anglois dès la première année de cette guerre ; & depuis la malheureuſe expédition du Général Burgoyne, les moins clairvoyans n'oſoient ſe livrer à l'eſpérance. Encore une fois, la néceſſité impoſoit à l'Angleterre la loi de ce ſacrifice pénible, mais indiſpenſable en bonne politique. La majorité des Membres n'étoit point de cet avis ; & le Gouverneur Johnſtone conclut, ſelon leurs vues & leurs paſſions, qu'il falloit pourſuivre une guerre ruineuſe en Amérique, parce qu'on alloit avoir une guerre deſtructive à ſoutenir en Europe ; qu'il valoit mieux riſquer ſon exiſtence avec les François & leurs alliés, que de renoncer à ſes prétentions avec les Américains & leurs redoutables défenſeurs. Telles furent du moins les inductions qu'on pouvoit tirer de ſon diſcours, & que M. Burke rendit ſenſibles dans ſa réponſe au Gouverneur.

1778.

Que la perte de l'Amérique fut pour les Anglois un mal ſans remède, dès le commencement de la guerre.

1778. Apologie de la France.

On ne s'attendoit pas que dans cette conjoncture, un orateur de la Chambre des Communes ſe permît l'apologie de la France; c'eſt pourtant ce qu'oſa faire M. Burke à la fin de ſon diſcours. Non-ſeulement il exalta la politique du Gouvernement françois; il juſtifia ſon alliance avec les Américains. « On parle beaucoup, s'écria-t-il, des torts de la France à notre égard. Je ne ſais ſi l'hiſtoire nous trompe; mais il me ſemble que, dans tous les temps & chez toutes les nations, on trouve des exemples de cette prétendue perfidie. Sans les chercher dans les annales des autres peuples, l'Angleterre ne ſe ligua-t-elle pas contre les François pour empêcher les Pays-Bas de paſſer ſous leur domination, & pour en aſſurer la ſouveraineté à la Maiſon d'Autriche? Je ne vois rien que de très-naturel dans la conduite de la France; on peut ſe permettre les repréſailles ſans ſe montrer perfide. D'ailleurs, toutes nos vaines déclamations contre cette Puiſſance, n'empêcheront pas que la perte des Colonies ne fût déjà pour nous un mal ſans remède, lorſqu'elle répondit

enfin aux avances des Américains. Convenons, Meſſieurs, qu'à ſa place, la Grande-Bretagne ne ſe ſeroit pas refuſée à leurs offres. Mais quoique très-naturelle, la conduite des François à notre égard, n'en eſt pas moins hoſtile ; & nous devons les traiter comme ennemis. Oppoſons-leur toutes les forces que notre état d'épuiſement nous permet de recueillir ; mais employons-les par-tout ailleurs qu'en Amérique ». 1778.

Prétendu dévouement des Américains pour l'Angleterre. Conſéquences de cette ſuppoſition.

Rappeller les troupes des Colonies & reconnoître leur indépendance, étoient des meſures qui, aux yeux de Lord North, devoient entraîner la perte graduelle de toutes les poſſeſſions Angloiſes en Amérique. Il répéta à ce ſujet, des lieux communs, déjà contredits par les Orateurs du parti de l'oppoſition ; mais il mit beaucoup d'énergie dans le tableau de la prétendue méſintelligence des Américains, de l'épuiſement ſuppoſé de leurs armées & de leur dévouement imaginaire à l'adminiſtration britannique. Ces aſſertions de Lord North donnèrent lieu à Sir William Mérodith, de préſenter, ſous un nouveau point

1778. de vue, les deux propoſitions rejetées par la majorité. « Si tout ce qu'on allègue eſt vrai, dit ce Membre, ſi la diviſion règne effectivement en Amérique, ſi la majeure partie des habitans eſt diſpoſée à renouer avec nous, la violence eſt déſormais inutile. Retirons nos troupes; par cette démarche, nous forcerons le Congrès à licencier ſes armées. S'il différoit, les peuples mécontens lui repréſenteroient que ces armées devenues inutiles, achèvent d'épuiſer le tréſor public. S'il oſoit balancer encore, les eſprits déjà prévenus s'échaufferoient; le Congrès ſeroit démaſqué; le peuple tourneroit les yeux vers la Grande-Bretagne; & l'on verroit s'effectuer une réconciliation, que les meſures hoſtiles doivent retarder, ſi elles ne la rendent pas impoſſible ».

Motifs d'encouragement pour les Anglois mal informés.

Indépendamment de ces motifs allégués pour ou contre le rappel des troupes d'Amérique, les deux partis avoient à faire valoir des raiſons ou des prétextes tirés des événemens d'Europe, tant en France qu'en Angleterre. Ce qui pouvoit encore ſoutenir le courage des An-

glois, c'étoit un relevé nouvellement fait de leurs armateurs en croisière, dont le nombre paroissoit monter à trois cents navires ; celui des équipages, à quatre-vingt hommes par vaisseau, offroit un corps de vingt-trois mille matelots ou soldats employés à ce service. D'ailleurs, les troupes de terre disperséés dans la Grande-Bretagne étoient au moins évaluées à quarante mille hommes effectifs ; & la confiance des Ministres y faisoit voir un rempart inexpugnable contre toute espèce d'entreprise extérieure de la part de l'ennemi. Quant aux forces de la Marine royale, l'état vérifié par la Chambre des Communes les portoit à plus de soixante vaisseaux de ligne. On venoit d'y voter soixante-dix mille hommes de mer pour le service de 1779 ; & la motion faite à ce sujet, n'avoit pas trouvé la moindre opposition dans cette Chambre. Enfin, Lord Sandwich osoit affirmer, en présence de tous les Pairs du royaume, qu'à dater du mois de Mars 1778, il éleveroit, en moins d'une année, la Marine Angloise au même degré de puissance qu'en 1759 ; & 1778.

1778. l'on se rappelle qu'à cette époque, les escadres réunies de la Grande-Bretagne, pouvoient composer une armée de quatre-vingt dix-sept vaisseaux de ligne. A ces motifs d'encouragement se joignoit la liste des prises, où les avantages des Anglois étoient prodigieusement exagérés.

Ils se flattent que l'Impératrice de Russie & le Roi de Prusse vont prendre parti pour eux.

Mais rien ne motivoit la confiance apparente de ceux qui avoient intérêt d'en montrer, comme le bruit accrédité dans tous les papiers de Londres, que l'Impératrice de Russie venoit de s'obliger par un traité, à fournir vingt mille hommes à l'Angleterre, & de lui prêter vingt vaisseaux pour escorter ses transports. On ajoutoit que le Roi de Prusse avoit aussi promis ses bons offices à la Grande-Bretagne; & qu'avec l'assistance de ces deux puissans alliés, elle se verroit bientôt en état d'étouffer la rébellion en Amérique, & de châtier la perfidie de la France. Les Anglois convenoient qu'il falloit s'attendre dans ce cas, à voir l'Empire, la Suède & le Danemarck prendre parti contre eux dans cette guerre; « mais l'avantage du nombre ne prouve rien », disoient-ils; & ils

rappelloient à ce ſujet, les batailles de Creſſy, de Poitiers & d'Azincourt. Quant à la Hollande, on ſe croyoit en droit de l'outrager impunément. Elle avoit intérêt de reſter neutre ; & l'on étoit bien loin de ſuppoſer à cette République commerçante la généreuſe diſpoſition de ſacrifier, s'il le falloit, une dette énorme à la gloire de venger des inſultes. La Cour de Londres redoutoit peu les inconvéniens d'une rupture avec les Hollandois ; peut-être y voyoit-elle une compenſation ſupérieure aux frais d'une nouvelle guerre. Quoi qu'il en ſoit, elle reçut d'abord avec beaucoup de tranquillité, les plaintes & les menaces de Leurs Hautes-Puiſſances les Etats-Généraux.

1778.

Raiſons pour ne pas craindre une rupture avec la Hollande.

Ses inquiétudes du côté de l'Eſpagne étoient moins faciles à diſſimuler. Cependant, les Miniſtres & ceux de leur parti affectoient de croire à la neutralité de cette Puiſſance ; ils fondoient leur eſpoir ſur une indéciſion apparente qui, dans le génie de cette nation, étoit la ſuite naturelle des combinaiſons & de la prévoyance. Ils attribuoient les lenteurs de l'Eſpagne à ſon dé-

Les Miniſtres affectent de croire à la neutralité de l'Eſpagne.

1778. courage ment, & débitoient avec oſtentation, que les fortereſſes imprenables de Gibraltar & de Minorque, avoient un moment éveillé l'ambition des Eſpagnols; mais qu'un inſtant de réflexion feroit évanouir leurs projets chimériques; que l'embarras de ſe déſiſter ſans honte, étoit l'unique raiſon qui les empêchoit de déſarmer. L'Angleterre ſe repoſoit d'ailleurs ſur les douze régimens, dont la valeur éprouvée ſecondoit les forces de la nature dans la défenſe de ces places. Enfin, les Miniſtres prétendoient avoir pleinement ſatisfait la Cour de Madrid, en accordant aux réclamations de ſon Ambaſſadeur, la reſtitution de quelques vaiſſeaux, dont les cargaiſons étoient eſtimées quatre millions.

Opinion différente du parti de l'oppoſition.

Le parti de l'oppoſition & tous ceux qui n'avoient point intérêt de s'aveugler, voyoient dans les lignes de Saint Roch, & dans les autres préparatifs de l'Eſpagne, des meſures aſſez bien priſes contre Gibraltar, pour faire trembler les quatre mille tant Anglois qu'Hanovriens qui défendoient cette fortereſſe. Ils ne pouvoient d'ailleurs ſe perſuader que

Forces de l'Eſpagne.

cette tentative fût l'unique objet des armemens de Cadix, dont la réunion formoit une armée navale de trente-deux vaiſſeaux & de treize frégates, prêts à mettre à la voile. On ignoroit toujours la deſtination particulière de ces armemens; mais ils ſuppoſoient de grands projets de guerre; & de tels apprêts ne devoient menacer que l'Angleterre. L'eſcadre du Ferrol, aux ordres de Don Antonio de Arze, ſembloit être au moment d'appareiller. On la croyoit deſtinée pour les mers d'Amérique; & l'opinion générale étoit qu'elle devoit toucher à la Floride, & peut-être à la Nouvelle-Angleterre. L'approviſionnement conſidérable des quatorze vaiſſeaux, des quatre frégates & des ſix paquebots qui la compoſoient, favoriſoit cette conjecture. Enfin, on travailloit dans tous les ports du royaume, avec une activité qui ſembloit promettre à l'Eſpagne, la Marine royale la plus reſpectable de l'Europe. Vers la fin du mois d'Octobre, elle étoit déjà forte de ſoixante vaiſſeaux de ligne, & d'environ cent autres bâtimens armés, qui réunis, montoient ſept mille trois canons

1778.

de différens calibres. Encore une
1778. fois, ces redoutables apprêts annonçoient à qui vouloit ouvrir les yeux, que l'Eſpagne alloit figurer à ſon tour, ſur les principaux théâtres de la guerre. Ses diſpoſitions n'étoient déjà plus équivoques en Amérique. Les Gouverneurs Eſpagnols des Indes occidentales avoient fait ſignifier au Commandant de l'eſcadre angloiſe aux îles ſous le vent, que juſqu'à nouvel ordre, ils ne recevroient dans leurs ports aucun vaiſſeau de la Grande-Bretagne. Cette nouvelle, d'abord négligée comme peu vraiſemblable, venoit de ſe confirmer, &, s'il eſt permis de s'exprimer ainſi, d'éclairer enfin par ſa notoriété, les dernières ténèbres où la confiance miniſtérielle cherchoit à s'envelopper.

Requêtes des Négocians Hollandois à Leurs Hautes Puiſſances.

Lors de la rentrée du Parlement, Georges III avoit inſinué dans ſon diſcours d'ouverture, que la France n'étoit pas la ſeule Puiſſance de l'Europe, dont les armemens fuſſent dirigés vers la Grande-Bretagne; & cette obſervation déſignoit en même temps l'Eſpagne & la Hollande, qui, laſſe enfin des inſultes faites à ſon commerce,

commerce, & de la fierté dédaigneuſe & tyrannique des Anglois, venoit de prendre la réſolution vigoureuſe d'en repouſſer les outrages. Les Négocians d'Amſterdam, de Dorth & de Roterdam, avoient repréſenté à Leurs Hautes-Puiſſances les Etats-généraux, la néceſſité des meſures les plus promptes, s'ils vouloient ſauver d'une ruine totale le commerce & la navigation de la République. La requête de ceux d'Amſterdam offre un expoſé des violences exercées contre pluſieurs vaiſſeaux Hollandois chargés pour la France, qui d'abord arrêtés dans leur marche ſous de vains prétextes, s'étoient bientôt vus moleſtés par les vaiſſeaux de la Marine royale d'Angleterre, puis emmenés & détenus dans ſes ports, malgré les réclamations du Comte de Welderen, Envoyé des Etats à cette Cour. Ces procédés contraires au droit des gens, étoient d'ailleurs préſentés dans la requête, comme une infraction au traité de la Marine, conclu le 11 Décembre 1674, entre la Cour de Londres & cette République. Le traité porte, qu'il ne ſera fait aucun 1778.

empêchement dans aucune branche
1778. de commerce, à l'occaſion ou ſous prétexte de guerre ; & que cette liberté s'étendra ſur toute eſpèce de marchandiſes, à la ſeule exception des objets compris ſous la dénomination de contrebande. Après avoir montré l'injuſtice de la priſe & de la détention des bâtimens, les ſupplians demandoient à Leurs Hautes-Puiſſances d'interpoſer leur médiation, & d'inſiſter ſur une réparation complète des violences, injures & dommages faits & à faire aux Négocians des Provinces-unies. Ils expoſoient les ſuites fâcheuſes qui devoient réſulter de pareilles entrepriſes. La ſaiſie des vaiſſeaux, ſoit qu'elle entraînât la confiſcation ou la ſimple détérioration des marchandiſes, étoit ſujette aux plus grands inconvéniens pour l'Etat en général, en ce qu'elle pouvoit anéantir toute communication avec la France, & rebuter les nations qui commerçoient avec elle par la voie de la Hollande. Déſormais, oſeront-elles employer ſes vaiſſeaux, & braver de pareils accidens ? Les Négocians d'Amſterdam rappellèrent à cette occaſion, l'article

premier du réglement en date du 26 Juillet, par lequel Sa Majeſté Très-Chrétienne fait défenſe à tous ſes armateurs de ſaiſir les navires des Puiſſances neutres, quoique chargés de marchandiſes exportées de chez l'ennemi, ou deſtinées pour ſes ports. Mais, comme Sa Majeſté s'étoit réſervée le droit de révoquer la défenſe, dans le cas où les Puiſſances ennemies refuſeroient de ſe conformer à ce réglement, les Négocians obſervèrent, que s'il plaiſoit à Louis XVI de limiter, à cet égard, la franchiſe des vaiſſeaux Hollandois, c'en étoit fait du commerce de la République avec la France & l'Angleterre; que ſans prendre aucune part directe à cette guerre, elle pouvoit en ſupporter les ſuites les plus fâcheuſes, & voir paſſer à d'autres nations ce même négoce, qui, juſqu'alors, avoit fait la richeſſe & la ſplendeur des Provinces-unies. 1778.

Le Corps des Négocians de Roterdam & celui de la ville de Dorth, avoient réïtéré les mêmes inſtances, pour obtenir ſatisfaction ſur la ſaiſie de leurs vaiſſeaux, dont les Anglois continuoient de s'emparer. Leurs

Repréſentations infructueuſes du Comte de Welderen.

1778. Hautes-Puiſſances accordèrent aux réclamans des lettres pour le Comte de Welderen, qui fit au nom des Etats, des repréſentations aux Miniſtres de Sa Majeſté Britannique. Toutes les plaintes de l'Envoyé de Hollande ne produiſirent d'autre effet qu'une injonction à l'Amirauté d'Angleterre, de relâcher les bâtimens qui ne ſeroient chargés ni d'agrès, ni de bois de conſtruction; & ſans accorder le moindre dédommagement aux propriétaires du petit nombre des vaiſſeaux mis en liberté, on continua d'en confiſquer pluſieurs autres, & de retenir dans les ports de la Grande-Bretagne tous ceux dont la cargaiſon étoit en mâts, planches, chanvres & autres effets ſuppoſés néceſſaires ou deſtinés à la conſtruction des vaiſſeaux François.

Les Anglois ingrats envers la Hollande.

La continuité de ces vexations donna lieu à de nouvelles adreſſes, où la ville d'Amſterdam peignit la conduite de l'Angleterre comme un attentat contre l'indépendance de la Hollande, & mit en évidence l'ingratitude des Anglois, qui, devant à l'aſſiſtance de la République, la ſureté & la conſervation de leur liberté

civile & religieuſe, oſoient, contre tous les principes d'équité naturelle, contre les règles du droit adopté chez tous les peuples civiliſés, contre la foi des traités les plus ſaints, porter atteinte au commerce, à la navigation, à la ſouveraineté d'une ancienne alliée leur bienfaitrice. Cette requête des Négocians d'Amſterdam étoit accompagnée d'un long diſcours adreſſé à Son Alteſſe Séréniſſime le Prince Stathouder. Les griefs de la Hollande y ſont préſentés avec autant de netteté que de préciſion; & l'extrait de ce diſcours eſt le meilleur expoſé qu'on en puiſſe offrir au lecteur. 1778.

MONSEIGNEUR,

Diſcours des Négocians d'Amſterdam au Stathouder

« Les Députés du Corps des Négocians de la ville d'Amſterdam & des principales villes commerçantes de la Hollande, ſe voient encore obligés de recourir à Votre Alteſſe Séréniſſime, & de recommander, d'une manière plus ſpéciale, leurs intérêts à ſa bienveillance. Ils ſont pénétrés de la plus vive douleur, lorſqu'ils ſongent à la conduite du Miniſtère Anglois, & particulièrement à la réponſe qu'il vient de faire aux juſtes

1778. représentations du Comte de *Welderen*, Envoyé extraordinaire de Leurs Hautes Puiſſances. Ils prennent la liberté d'obſerver que cette réponſe eſt contraire aux droits ſtipulés dans les traités conclus anciennement entre la République & la Grande-Bretagne, & que les Anglois oppoſent à ces traités un prétendu droit de convenance, qui, purement arbitraire, feroit dépendre nôtre bien-être des idées inconſtantes d'un voiſin capricieux. A quels déſaſtres les conſéquences de ce prétendu droit n'expoſeroient-elles pas notre commerce, ſi l'on pouvoit impunément violer des traités qui ſont la baſe ſur laquelle les autres nations fondent leur confiance, en abandonnant leurs marchandiſes à la liberté de notre Pavillon? Si cette baſe étoit ébranlée, ſi cette confiance venoit à ſe perdre, notre commerce ne tomberoit-il pas en décadence, notre navigation tarderoit-elle à s'anéantir? Nous avons d'autant plus lieu de redouter ces conſéquences, que les Miniſtres Anglois uſent de plus d'égards & de condeſcendance avec d'autres nations qui n'ont pas, il eſt vrai, des

traités auſſi formels à leur objecter ; mais qui ſavent, d'une manière efficace, faire valoir contr'eux le droit de la nature & des gens. Et nous, Hollandois, avec plus de droit, craindrions-nous de faire entendre un langage auſſi ferme ? Non, ſans doute ; & nous pouvons nous flatter, qu'en réïtérant nos repréſentations avec plus de vigueur, nous obtiendrons des Anglois ſans délai frivole, & ſans exceptions arbitraires, la reſtitution de nos bâtimens enlevés, celle de leurs chargemens, & la réparation des dommages qui ont pu réſulter de ces injuſtes ſaiſies. Ainſi la liberté du pavillon Hollandois ſera reconnue & aſſurée, conformément au ſens & à la lettre des traités. 1778.

« Nous conjurons Votre Alteſſe Séréniſſime de vouloir concourir aux meſures que Leurs Hautes-Puiſſances voudront bien prendre, afin de prévenir la ruine de notre navigation, & de hâter l'extrême lenteur des Anglois à nous indemniſer des pertes que notre commerce a eſſuyées..... Combien de vaiſſeaux chargés d'immenſes richeſſes, ont été enlevés

1778. aux ſujets de cette République, qui les croyoient en ſûreté ſous notre pavillon! Les ports de l'Angleterre ſont remplis de ces navires. Mais, quand bien même elle conſentiroit à les reſtituer, la prudence n'exige pas moins qu'on ſe précautionne contre des inſultes ultérieures. Il nous faut pour cela des vaiſſeaux de guerre, il nous faut des eſcadres. Déjà une partie de ces vaiſſeaux commis à la diſpoſition de Votre Alteſſe Séréniſſime, comme Amiral général, ſont entièrement équipés. Ils n'attendent que des inſtructions fermes & adaptées aux circonſtances, pour faire reſpecter le pavillon de notre République.

« Nous ſupplions donc Votre Alteſſe Séréniſſime, pour que les convois ne ſoient plus retardés... Verrions-nous d'un œil ſec & tranquille nos vaiſſeaux inſultés & ſaiſis de la manière la plus inique? Non, Monſeigneur, non; & Votre Alteſſe Séréniſſime ne trouvera pas mauvais que nous attendions d'elle, que nous exigions même la défenſe de nos priviléges attaqués & léſés par l'Angleterre. Encore une fois, nous la ſup-

plions inſtamment de ſe laiſſer émouvoir, par le danger auquel eſt 1778.
expoſée la liberté de notre navigation. Elle ſait auſſi bien que nous que cette liberté eſt le nerf de l'Etat & la ſource principale de ſa proſpérité. Nous ne diſſimulons pas que c'eſt notre intérêt actuel qui nous fait prendre la liberté de nous adreſſer à Votre Alteſſe Séréniſſime ; nous pouvons néanmoins aſſurer, qu'à notre intérêt ſe trouve lié celui de notre poſtérité. En parlant pour elle, nous rempliſſons un devoir bien cher à notre cœur. Si nous euſſions gardé le ſilence, lorſque le beſoin, le temps, les circonſtances exigeoient que nous fiſſions entendre notre voix, nos deſcendans n'auroient-ils pas droit d'accuſer notre mémoire ? Les reproches, hélas ! trop tardifs qu'ils nous adreſſeroient ſans fruit, fatigueroient inutilement les oreilles des auguſtes rejetons de votre illuſtre famille. Voici juſtement l'époque où nous devons nous précautionner pour toujours contre les procédés impérieux & arbitraires de la nation Angloiſe, & rétablir ſur une baſe inébranlable, la liberté de notre commerce.

1778. « Puiſſions-nous rendre graces un jour à Votre Alteſſe Séréniſſime, d'un bienfait ſi grand & ſi glorieux ».

Ce diſcours annonce les meſures qu'on verra prendre à la Hollande pour venger l'honneur de ſon pavillon. Il indique auſſi le ſujet des Mémoires préſentés à Sa Majeſté Britannique au nom des Etats-généraux, & nous diſpenſe d'en extraire ici la ſubſtance. Ces diverſes repréſentations du Comte Welderen exigeoient quelque attention de la part du Miniſtère Anglois ; & le Comte de Suffolk y fit cette réponſe.

Réponſe du Comte de Suffolk aux repréſentations du Comte de Welderen.

« Monſieur, j'ai eu l'honneur de mettre ſous les yeux du Roi, le Mémoire adreſſé à Sa Majeſté par ordre de Leurs Hautes Puiſſances ; & je ſuis chargé de vous informer, de ſa part, que les Etats-généraux des Provinces-unies ont enviſagé ſous le vrai point de vue, les ordres qu'elle a donnés pour l'élargiſſement des vaiſſeaux ſpécifiés dans votre Mémoire. Le Roi ordonne que tous ces vaiſſeaux, *non chargés en contravention*, puiſſent être mis en liberté ; & que ſes Officiers aient à ne cauſer aucun

obſtacle & aucune interruption au commerce *légitime* de Leurs Hautes-Puiſſances. Sa Majeſté déſireroit qu'il fût en ſon pouvoir d'écarter juſqu'au plus léger ſujet de plainte de la part des Etats-généraux; mais ils connoiſſent trop bien les incidens inévitables de la guerre, pour croire qu'il lui ſoit poſſible d'en prévenir tous les inconvéniens, quel que ſoit le deſir qui anime Sa Majeſté, & dont Leurs Hautes-Puiſſances ont reçu des preuves ſignalées. 1778.

« Par une chaîne de procédés inſidieux de la part de la France, Sa Majeſté ſe trouve engagée en des hoſtilités contre le Roi Très-Chrétien, qui, malgré les aſſurances formelles & ſouvent répétées de la plus parfaite amitié, a violé la foi publique & les droits des Souverains, en déclarant Etats indépendans, les ſujets rebelles d'une autre Puiſſance; & cela, parce qu'ils ont jugé à propos de ſe dire indépendans, & d'inviter les Puiſſances mal-intentionnées à entrer dans leur confédération.

« Cet acte d'agreſſion injuſte, repréſenté par la Cour de France comme une démarche naturelle & avantageuſe

1778. à ſon commerce, a été ſuivi d'actes hoſtiles encore plus violens. Elle a envoyé une flotte en Amérique pour y ſoutenir les ſujets rebelles de Sa Majeſté, avant que le Roi de la Grande-Bretagne ſe fût permis d'autres démarches, que celle de rappeller de Verſailles ſon Ambaſſadeur. Mais le Roi animé par des principes différens, & voulant donner des preuves de ſa modération, de la droiture de ſes ſentimens & de ſes intentions pacifiques à l'égard de Leurs Hautes-Puiſſances, m'a ordonné de déclarer en ſon nom, que dans le temps même où les principes de la défenſe perſonnelle lui font une loi de s'oppoſer à ce qu'il ſoit tranſporté aucune eſpèce d'approviſionnemens militaires dans les ports de France, il aura néanmoins tous les égards poſſibles pour les droits de Leurs Hautes-Puiſſances, & adhérera de la manière la plus forte, autant qu'il ſera praticable, aux ſtipulations & à l'eſprit des traités qui ſubſiſtent entre lui & les Etats-généraux.

« Il me reſte à exécuter les ordres du Roi, en vous informant, Monſieur, que Sa Majeſté Britannique

eſt diſpoſée & prête à acheter, ſuivant l'eſtimation qui en ſera honnêtement faite, les approviſionnemens relatifs au ſervice de la marine, qui peuvent avoir été pris & qui ſont effectivement dans les différens ports de la Grande-Bretagne à bord des vaiſſeaux appartenans aux ſujets de la République; qu'elle conſent à payer le fret des cargaiſons, & veut bien indemniſer les propriétaires de tous les frais & dommages occaſionnés par la détention de leurs navires. Sa Majeſté donnera à ſon Ambaſſadeur des inſtructions, pour qu'il entre en négociation avec les Miniſtres de la République, & qu'à l'avenir les choſes puiſſent être réglées, d'après les principes d'équité & de bienveillance, qui conviennent à de bons & anciens alliés. 1778.

« Sa Majeſté ſe repoſe toujours ſur les aſſurances d'attachement qu'elle a reçues, en tant d'occaſions, de la part de Leurs Hautes-Puiſſances, & ne peut ſe diſpenſer de leur rappeller les engagemens réciproques contractés, pendant le cours d'un ſiècle, entre la Grande-Bretagne & la République. Les articles en ſont poſitifs,

clairs & précis. Et quoique la mo-
1778. dération de Sa Majesté l'ait empêchée, jusqu'au moment actuel, de demander que ces engagemens fussent remplis; elle ne les croit pas moins obligatoires aujourd'hui, qu'ils l'étoient anciennement, & n'admettra aucune diminution dans l'intérêt respectif qui a uni les deux nations, pendant une si longue période de temps.

« Comme Sa Majesté n'a eu connoissance d'aucunes plaintes portées contre la conduite des Commandans de ses vaisseaux, dans les territoires de Leurs Hautes-Puissances en Amérique, antérieurement à la date du Mémoire que j'ai eu l'honneur de mettre sous ses yeux, elle m'a ordonné de lui procurer les informations les plus exactes relativement à ce qui est allégué dans ledit Mémoire, & de vous assurer qu'elle ne manquera pas de punir les coupables d'une manière exemplaire ».

(*Signé*) SUFFOLK.

Saint-James, le 19 *Octobre* 1778.

Le ton de cette lettre n'étoit point celui de l'égalité, de la déférence & des égards que la circonstance sembloit prescrire à la Grande-Bretagne,

Elle ſe refuſoit indirectement à la ſatisfaction ſi vivement ſollicitée par les Etats-généraux ; & quoiqu'en termes couverts, faiſoit aſſez entendre qu'elle ſe croyoit toujours en état de faire la loi à Leurs Hautes-Puiſſances. Les Hollandois ſentoient leurs forces ou plutôt la foibleſſe de l'Angleterre ; & la réponſe du Comte de Suffolk leur parut ajouter aux inſultes, dont ils ſongeoient ſérieuſement à pourſuivre la réparation. En conſéquence de cette réſolution adoptée dans tous les Comités de commerce, les Etats-généraux répondirent, à-peu-près en ces termes, aux propoſitions énoncées dans la lettre du Miniſtre. 1778.

Réponſe des Etats-généraux.

« Leurs Hautes-Puiſſances ont réſolu de n'entrer dans aucune eſpèce de négociation avec l'Ambaſſadeur d'Angleterre, relativement aux points conteſtés ; mais elles continueront de mettre en uſage tous les moyens qui ſont à leur diſpoſition, pour obtenir une ſatisfaction exemplaire & proportionnée aux inſultes faites à leurs ſujets contre l'eſprit des traités ſubſiſtans ; elles prendront auſſi toutes les meſures convenables, pour arrêter

1778. les progrès des mêmes violences, & prévenir de nouveaux actes *vexatoires* de la part de la Marine Angloiſe».

Contributions offertes par les villes de Hollande.

Cette réſolution des Etats-généraux fut approuvée, comme on l'a déjà vu, par les Comités de toutes les villes. Il y eut en conſéquence une députation générale, dont l'objet fut de remercier Leurs Hautes-Puiſſances, & de leur offrir, au nom de tous les Commerçans de la République, les contributions néceſſaires pour élever la Marine Hollandoiſe à un degré de puiſſance qui fît reſpecter ſon pavillon. Les Etats-généraux répondirent, conformément au vœu des Députés, qu'on avoit pris de juſtes meſures pour aſſurer la protection du commerce ; qu'indépendamment des vingt vaiſſeaux de ligne, dont l'armement étoit arrêté depuis quelques mois, on alloit ordonner l'équipement de douze autres vaiſſeaux & de vingt frégates ; & qu'en attendant un plan de contribution répartie avec égalité pour la levée des deniers qu'exigeoit ce ſurcroît de dépenſe, le Tréſorier des Etats venoit d'ouvrir un emprunt de quatre millions de florins, pour lequel on avoit

1778.

ſouſcrit plus que le double de la ſomme.

M. Franklin y négocie efficacement.

Il falloit ſans doute des griefs bien forts pour mettre les Hollandois, cette nation pacifique, dans un état de fermentation auſſi violent; mais la tyrannie des Anglois n'étoit pas l'unique motif de ces réſolutions vigoureuſes. Les Négociateurs de M. Franklin agiſſoient efficacement auprès de Leurs Hautes-Puiſſances; & ſes propoſitions relatives à certaines branches du commerce d'Amérique, furent accueillies favorablement. Dès le mois de Juillet de cette année, un armement de vingt-cinq vaiſſeaux de ligne avoit annoncé les diſpoſitions des Etats-généraux. Le comble de l'aveuglement, de la part des Miniſtres Britanniques, fut d'ignorer le terme où la neutralité devoit ceſſer d'être un avantage, même pour la Hollande; ils comblèrent la meſure des outrages, dans un conjoncture où tout rappelloit à cette République, que c'étoit le moment de les repouſſer.

Commencement des hoſtilités dans les Indes orientales.

On ne craint pas de répéter que les circonſtances faiſoient à la Grande-Bretagne une loi de la modération.

1778. Les provinces Américaines, dont les Anglois pourſuivoient inutilement la conquête, ne leur offroient dans l'avenir, que la vaine gloire d'avoir perſiſté dans une entrepriſe chimérique. La France qu'ils avoient provoquée, déployoit contr'eux des forces ſuffiſantes pour inquiéter leur politique, quand bien même ils n'auroient point eu d'autres ennemis ſur les bras. L'Eſpagne, que ſon devoir d'alliée & ſes griefs perſonnels devoient engager dans cette guerre, étoit au moment d'effectuer des menaces effrayantes. Les Hollandois, troublés dans leur commerce & forcés de le ſuſpendre pour mieux l'aſſurer, ſe diſpoſoient à réparer des pertes, en vengeant des injures. Les Indes orientales, ce Pérou de l'Angleterre, offroient à ſes ennemis une flatteuſe perſpective de lauriers & de richeſſes. Le fameux Ayder-Ally-Kent, ce nouveau Conquérant ſuſcité pour le malheur des Anglois, ambitionnoit d'unir ſes drapeaux à ceux de la France; fier d'une aſſociation glorieuſe, il devoit la ſeconder puiſſamment dans ces contrées lointaines, & favoriſer des repréſailles légitimes

contre un peuple agreſſeur & jaloux de l'être dans toutes les parties du Monde.

1778.

Priſes marchandes ſur les Anglois en Europe.

L'extrême détreſſe de l'Angleterre ſe faiſoit particulièrement ſentir en Europe. On écrivoit de Portſmouth, le 8 Novembre, qu'une Eſcadre Françoiſe bloquoit la Manche dans la vue d'intercepter les vaiſſeaux Anglois deſtinés pour les Indes occidentales. Ceux de l'Amiral Keppel, qu'on attendoit pour donner la chaſſe à cette Eſcadre, étoient dans le plus mauvais état, & demandoient beaucoup de temps encore pour ſe réparer; on déſeſpéroit d'en compléter les équipages conſidérablement affoiblis par la maladie. Pendant ce temps, les frégates en croiſière faiſoient des priſes plus ou moins importantes; la *Belle-Poule* continuoit à ſe ſignaler dans cette eſpèce de guerre, & venoit de rentrer dans le port de Breſt, après avoir enlevé ſept navires à l'ennemi. Mais quoique très-préjudiciables au commerce de l'Angleterre, ces priſes marchandes n'étoient rien pour la gloire de la Marine Françoiſe, en comparaiſon des combats, dont on va préſenter une eſquiſſe rapide.

1778. Combat du Triton & du Jupiter.

Le 20 Octobre, le *Triton*, vaiſſeau de ſoixante-quatre canons, eut à ſoutenir, dans le voiſinage de la Corogne, une action bien glorieuſe contre le vaiſſeau de ligne le *Jupiter*, & la frégate la *Medée*. Le Comte de Ligondès, Capitaine du *Triton*, quoique dangereuſement bleſſé dès le commencement du combat, dirigea, pendant près de deux heures, le feu de ſa batterie, avec une préſence d'eſprit, un ſang-froid, une intrépidité, dont les terribles effets mirent bientôt la frégate hors d'état de manœuvrer; elle trouva ſon ſalut dans la fuite. Le Comte de Ligondès avoit eu le pouce de la main droite emporté & le bras gauche caſſé en deux endroits; il ſe vit contraint, par la violence de la douleur, de confier le commandement à M. de Rocard, ſon ſecond. Cet Officier ſoutint le combat avec tant d'avantage, qu'il força le *Jupiter* à prendre chaſſe vers les ſept heures du ſoir. Il le pourſuivit juſqu'à neuf heures; & le vaiſſeau Anglois n'échappa qu'à la faveur de la nuit, & parce qu'il avoit eu la précaution d'éteindre tous ſes feux.

Le onze Septembre, la *Junon* avoit ſignalé plus heureuſement encore, l'honneur du pavillon François. Cette frégate, de vingt-ſix canons de douze, commandée par le Vicomte de Beaumont, étoit ſortie de Breſt avec le *Reſtechi*, pour aller joindre l'armée navale dans ſa dernière croiſière; mais ayant été ſéparée par le vent & la brume, elle rencontra dans le Sud-ſud-oueſt d'Oueſſant, à la diſtance d'environ quarante lieues de cette île, la frégate Angloiſe le *Fox*, montée de vingt-huit canons du même calibre, & commandée par le Capitaine Windſor, qu'un ordre de l'Amiral Keppel, envoyoit à la découverte de la flotte Françoiſe. Après quelques manœuvres, dont l'objet fut de ſe procurer réciproquement une poſition avantageuſe, les deux frégates lâchèrent leurs bordées, en courant à bord oppoſé; & preſque au même inſtant, le Vicomte de Beaumont força de voiles pour gagner le travers de la frégate Angloiſe & ſaiſir l'avantage du vent. N'ayant pu y réuſſir, il prit le parti d'arriver, pour ſe mettre ſous le vent, &

1778. Combat de la Junon & du Fox.

1778. ordonna dans la batterie de tout disposer pour envoyer la bordée, lorsque la *Junon* seroit par la hanche du *Fox*. Le Capitaine Windsor craignant l'effet de cette manœuvre, arriva lui-même, & mit son perroquet de fougue à culer; les deux frégates se trouvoient alors par le travers l'une de l'autre, à la portée du mousquet. Quoique très-vif des deux côtés, le feu de la *Junon* auroit pu l'être davantage; mais le Vicomte avoit recommandé à ses Canonniers d'employer le temps nécessaire pour bien ajuster leurs coups. Graces à cet ordre fidèlement exécuté, il n'y eut pas un coup qui ne portât. La grande vergue du *Fox* fut coupée, après une heure & demie de combat; & l'on vit tomber presqu'aussitôt son grand mât de hune; la chûte du petit mât suivit de près celle du grand. Cependant le feu de cette frégate se soutenoit encore; pour démonter les canons du *Fox*, le Capitaine François ordonna de tirer en plein bois. Les volées ainsi dirigées, produisirent beaucoup d'effet; & le feu de l'ennemi se ralentit sensiblement. Une dernière décharge de la *Junon* abattit le grand

mât & le mât d'artimon de la frégate Angloiſe. La chûte de ce dernier mât avoit entraîné le pavillon; le Capitaine Windſor fit ſigne avec ſon chapeau qu'il étoit rendu. Le feu de la *Junon* ceſſa au même inſtant; & tous les ſoins du Vicomte de Beaumont ſe portèrent vers l'ennemi, qui, réduit à la plus affreuſe détreſſe, n'avoit d'eſpoir & de reſſource, que dans la généroſité du vainqueur. Dès le commencement de cette action, qui dura trois heures & demie, le Capitaine Anglois avoit eu l'os de l'avant-bras tellement fracaſſé, qu'on ne vit d'abord d'autre remède à ſa bleſſure que l'amputation. Des cent quatre-vingt-dix hommes qui compoſoient l'équipage du *Fox*, il y en eut onze de tués & trente-huit de bleſſés. La frégate Françoiſe fut beaucoup plus heureuſe: le nombre de ſes bleſſés ſe monta tout au plus à quinze hommes. Elle n'en perdit que cinq; & M. d'Iſlet de la Mothe, Capitaine en ſecond, fut malheureuſement un de ces derniers. Si MM. de Beaumont & Windſor ſignalèrent également, dans cette action, leur bravoure & leur intrépidité, on ne

1778.

1778. doit pas dissimuler que l'Officier François y déploya de plus grands talens; & qu'il dut à cette supériorité, l'honneur d'un combat, qui, placé à la même époque, auroit eu, sans doute, le même éclat que celui de la *Belle-Poule*. Mais Louis XVI, juste appréciateur du mérite de ses Officiers, crut devoir accorder une récompense égale au vainqueur du *Fox* & à celui de l'*Arethuse*. Le Vicomte de Beaumont reçut, avec les témoignages de la satisfaction de Sa Majesté, l'assurance de commander incessamment un vaisseau de ligne. On se rappelle de quelle manière flatteuse le Monarque avoit annoncé la même grace au défenseur de la *Belle-Poule* (1).

M. le Vicomte de Beaumont est fait Capitaine de Vaisseau.

(1) Ce brave Commandant faisoit une partie de piquet chez le Comte de Maurepas; le Roi entra, & ne voulut point qu'on se dérangeât. Alors, quelqu'un des assistans ayant dit que M. de la Clocheterie avoit beau jeu, Sa Majesté prit la parole, & ajouta: *M. de la Clocheterie a beau jeu par-tout.* Un moment après, le Roi s'adressant à cet Officier, lui dit: J'ai des reproches à vous faire, M. de la Clocheterie, je ne vous croyois pas si inconstant! — Comment, Sire, ai-je pu mériter?

Plusieurs

Plusieurs Officiers ou Commandans de la flotte de Brest, étoient venus jouir un moment à Paris, des témoignages de la satisfaction publique. L'accueil gracieux que leur fit Sa Majesté, interprétoit à la fois, & d'une manière bien flatteuse pour le Comte d'Orvilliers, les sentimens du Monarque & ceux de la Nation. L'exposé précis & modeste de ses opérations dans le combat d'Ouessant, mérita à ce Général les applaudissemens de la Cour; il reprit le chemin de Brest comblé des éloges de Leurs Majestés. Les autres Commandans se disposèrent à le suivre; & de tous ses chefs, l'armée navale n'eut à regretter dans cette circonstance, que M. le Duc de Chartres, en faveur duquel le Roi venoit de créer la place de Colonel-général des Hussards, placé incompatible avec le service de la Marine.

1778. Accueil fait aux Commandans de la flotte de Brest.

M. le Duc de Chartres quitte le service de la Marine.

—— Oui, oui, je sais que vous êtes infidèle à la *Belle-Poule*. —— Moi, Sire..... —— Ne cherchez pas à vous défendre, il est sûr que vous la quittez pour un vaisseau de soixante-quatre canons. A ces mots, M. de la Clocheterie se jette aux pieds du Roi, qui le relève avec bonté.

1778. MM. de Rochechouart & de Trémigon disculpés dans un Conseil de guerre

Toute la France attendoit alors l'issue du Conseil de Guerre ordonné sur la demande de MM. de Rochechouart & de Trémigon, commandans des vaisseaux séparés, qui ne s'étoient pas trouvés à l'affaire du 27 Juillet. La tenue de ce Conseil n'avoit point souffert de retard par l'absence du Comte d'Orvilliers, qui devoit y présider; M. de la Prévalaye remplit cette fonction à la place du Général.

3 Novembre. D'après l'instruction faite par M. Hector, Major de la Marine & du Port de Brest, il parut démontré que M. de Rochechouart n'avoit pu voir les signaux de revirement de bord, & qu'il n'étoit point coupable d'avoir perdu de vue l'Armée pendant la nuit. M. de Trémigon fut averti de se tenir désormais à une distance moins considérable du vaisseau qui le précéderoit dans une ligne, & de se mettre ainsi plus à portée de voir les signaux; cette attention eût prévenu l'erreur du Vicomte de Rochechouart.

Le Capitaine Bréteton cassé pour s'être enivré.

Tandis que les deux Officiers Français éprouvoient l'indulgence d'un Gouvernement juste & modéré, le Parlement d'Angleterre confirmoit la sentence rigoureuse du Conseil de

guerre qui avoit caſſé le Capitaine Bréreton, Commandant le *Duke*, vaiſſeau de quatre-vingt-dix canons. Cet Officier accuſé de s'être enivré la nuit qui précéda le combat d'Oueſſant, s'étoit comporté dans l'action avec autant d'intelligence que de bravoure ; il n'en fut pas moins condamné ; & l'Amiral Keppel, à qui il fit demander la permiſſion de ſervir ſur la flotte en qualité de Volontaire, crut devoir au bon ordre & au maintien de la diſcipline, de lui refuſer cette grace. Peut-être auſſi qu'il s'impoſa cette loi de rigueur par ménagement pour Sir Robert Harland, Préſident du Conſeil de guerre, & pour les treize Capitaines qui avoient prononcé la Sentence. 1778.

Commencement du procès de Keppel & de Palliſer.

Quoi qu'il en ſoit, l'Amiral parut un moment avoir beſoin lui-même qu'on ſe relâchât à ſon égard de la ſévérité, dont on avoit uſé ſi durement envers le Capitaine Bréreton. Il s'étoit gliſſé dans un Papier-Nouvelle, un paragraphe injurieux à Sir Hugh Palliſer, Commandant en ſecond ſur la flotte de Keppel. Ce paragraphe portoit, que le Vice-Amiral, par ſa déſobéiſſance aux

1778. signaux du Commandant en chef, avoit empêché de renouveller le combat à la journée d'Oueſſant. Sir Hugh, vivement piqué d'un tel reproche, publia dans un autre papier une lettre qu'il ſigna, & où il ſe diſculpoit en récriminant : il accuſa l'Amiral d'avoir manqué, par ſa négligence, l'occaſion de battre la flotte françoiſe. Keppel indigné de voir le nom de Palliſer ſon ancien ami, au bas d'une lettre qui portoit à ſon honneur une cruelle atteinte, confirma hautement, dans la Chambre des Communes, la déſobéiſſance du Vice-Amiral de l'eſcadre bleue. Cette déclaration pouſſa Sir Hugh Palliſer à dénoncer juridiquement le Commandant en chef; & ſur le vu de la plainte, l'Amirauté ordonna une enquête & la tenue d'un Conſeil de guerre, malgré les réclamations de douze Amiraux, à la tête deſquels étoit le fameux Hawke. Ils préſentèrent au Roi un mémoire contre ce Tribunal, qui, pour favoriſer un de ſes Membres (1), alloit compromet-

(1) Palliſer étoit un des Commiſſaires de l'Amirauté.

tre l'honneur & peut-être la vie d'un Général, dont quarante ans de ſervice avoient ſignalé les talens & la valeur; qui, dans la guerre précédente, avoit eu pour théâtres de ſes exploits, l'Europe, l'Afrique & l'Amérique. Le ſuffrage de la nation avoit appellé Keppel au commandement de la flotte dans les mers d'Europe. A ſon mérite perſonnel il joignoit une naiſſance illuſtre; mais il s'étoit rangé du parti de l'Oppoſition; il déſapprouvoit hautement les meſures du Miniſtère, & n'avoit voulu recevoir le commandement que du Roi. Tant de fierté, de patriotiſme & de franchiſe indiſpoſoient les Miniſtres; d'ailleurs Sir Hugh Palliſer étoit leur favori. On dut s'attendre que les plaintes des Amiraux ne ſeroient pas accueillies favorablement. En effet, on n'eut point égard à leur mémoire; & une ſentinelle fut placée à la porte de Keppel. 1778.

L'uſage & même la loi exigeoient que le Conſeil ſe tînt à bord d'un vaiſſeau; & déjà le *Victory* étoit déſigné, lorſque l'Amiral Pigot repréſenta au Parlement, que la ſanté Le 15 Décembre.

1778. dès long-temps affoiblie du Général accuſé, demandoit que ſur ce point, on dérogeât en ſa faveur à l'uſage ordinaire, & qu'on transférât la Cour martiale dans l'hôtel du Gouverneur de Ports-Mouth. Cet acte d'indulgence fut accordé après quelques débats, où Lord Shelburne improuva publiquement la conduite de l'Amirauté, & particulièrement celle du premier Lord qu'il tâcha d'effrayer, en lui mettant ſous les yeux les conſéquences de cette étrange affaire, dont il le déclara reſponſable. Il le prévint que ſa conduite étoit ſurveillée de près & toutes ſes démarches obſervées, depuis qu'on avoit connoiſſance des noires manœuvres de l'accuſation intentée contre l'Amiral. Il prit de-là occaſion d'imputer à Lord Sandwich le deſſein formé d'amuſer & diſtraire la nation par le ſpectacle de ces Conſeils de guerre. « C'eſt ainſi, ajouta-t-il, qu'on prétend dérober aux yeux la puſillanimité, l'irréſolution, l'inſtabilité de nos Miniſtres. Mais qu'ils ſe tiennent ſur leurs gardes : très-certainement l'affaire du 27 Juillet demande une enquête, & cette

Obſervations de Lord Shelburne.

enquête doit être générale ».

1778. Déclamations violentes de M. Wilkes.

Quelque violente que fût l'observation de Lord Shelburne, les déclamations incendiaires de M. Wilkes le furent encore davantage. Il avoit osé dire en présence de tous les Membres des Communes, que le discours de Sa Majesté Britannique à la rentrée du Parlement, offroit à peine deux ou trois phrases dignes de l'approbation de la Chambre. Et quant aux Ministres, dont la conduite demandoit l'enquête la plus stricte, il ne craignit pas de prononcer, comme on l'a dit ailleurs, que leurs têtes seroient un foible dédommagement des affreux désastres où ils précipitoient l'Angleterre.

Lord Gordon poussa l'irrévérence encore plus loin, en s'opposant à la motion du Duc de Chandos, qui demandoit à la Chambre, de présenter au Roi une humble adresse de remercîmens, relative au gracieux discours de Sa Majesté.

Discours séditieux de Lord Gordon.

« Les amis de la liberté, s'écria-t-il, ne doivent point de remerciement à ce même Roi, sous le gouvernement duquel la Cour de la Grande-Bretagne a été rendue mépriſable

aux yeux de la France..... La détresse du peuple au-dedans, ses poſſeſſions négligées au-dehors, ne permettent à ſes Repréſentans ni de complimenter Sa Majeſté, ni d'approuver ſa conduite : ce ſeroit donner à l'univers un exemple trop humiliant de la *ſervilité* des Communes. Cette Chambre félicitera-t-elle George III ſur ſon combat naval, ſur ſes combats de terre, ſur la troiſième année de l'indépendance de l'Amérique ? Le remerciera-t-elle des honneurs & des émolumens accumulés ſur ſes favoris, & particulièrement ſur le noble Lord au cordon bleu, (Lord North) qui préſide au démembrement de l'Empire ? Se réjouira-t-elle en apprenant que les gracieuſes intentions de Sa Majeſté ſont de continuer la guerre d'Amérique ? Ses Membres déclareront-ils qu'ils conſentent d'impoſer un ſurcroît de taxes ſur le peuple qui les conſtitue ? Enfin, répondront-ils que ce même peuple paiera les nouveaux impôts, ſans qu'il s'élève une révolte dans nos foyers ? Toutes les calamités ſe ſont aſſemblées ſur les trois royaumes depuis l'avénement

1778.

du Roi actuel ; & tout nous dit que ce n'eſt pas le moment d'applaudir à la ſageſſe de ſon gouvernement, d'accorder de l'appui à ceux qui le conſeillent. On a beaucoup parlé des Conſeillers de Sa Majeſté..... J'ai de leurs talens publics une auſſi mauvaiſe opinion qu'aucun Membre de cette Chambre ; mais ce ſont des hommes ſelon le cœur du Roi.... Je ne vois pas de changement à eſpérer ; car Sa Majeſté ne paroît point diſpoſée à ſe montrer ingrate envers ſes fidèles ſerviteurs ; & je n'entends pas dire que le peuple ſonge à ſe choiſir un Congrès, ou à proclamer un protecteur ». 1778.

Réflexions à ce ſujet.

Si quelque choſe pouvoit juſtifier la violence de ces diatribes Parlementaires, c'étoit l'obſtination des Miniſtres à pourſuivre la guerre d'Amérique. Une chaîne de diſgraces ſoutenues pendant quatre années conſécutives, auroit dû les convaincre de leur impuiſſance à réduire les Colonies ; mais ils perſiſtoient dans ce projet chimérique, contre le vœu de la plus ſaine partie de la nation, & s'il falloit en croire l'opinion générale, contre leurs propres lu-

mières, & dans l'unique vue de ſe
1778. rendre néceſſaires. Les motifs qu'on leur ſuppoſoit, aigriſſoient les eſprits dans les deux Chambres, où, ſans reſpect pour la Majeſté royale, les orateurs s'emportoient ſouvent dans leurs déclamations contre les Miniſtres, juſqu'à l'oubli des égards dus au Monarque. Encore une fois, ſi de pareils excès pouvoient ſe tolérer, on en trouveroit l'excuſe dans la malheureuſe poſition de la Grande-Bretagne, & dans le déſeſpoir de ſes meilleurs citoyens.

MM. de Guichen & de Graſſe ſont au moment d'appareiller.

Les moins éclairés ne ſe diſſimuloient pas que deux Puiſſances redoutables, l'Eſpagne & la Hollande, alloient embraſſer la cauſe de l'Amérique; & les ſeuls armemens de la France, devoient offrir aux Anglois une perſpective effrayante d'humiliations & de déſaſtres. On faiſoit dans ſes ports les diſpoſitions les mieux combinées pour réaliſer ces préſages. Déjà MM. de Guichen & de Graſſe de Bar, étoient au moment d'appareiller. Ce dernier venoit de reprendre le commandement du *Robuſte*, & de trois autres vaiſſeaux armés pour les Indes

occidentales. Il emmenoit avec lui deux bataillons deſtinés à remplacer la garniſon de la Dominique. Le neveu de M. de Bouillé avoit apporté la nouvelle de la priſe de cette île ; il ſe rembarqua pour les Antilles avec le brevet de Colonel. L'eſcadre de M. de Graſſe devoit ſe fortifier dans les Colonies, & tenter une expédition importante, dont l'objet ignoré des ſpéculateurs, étoit, comme les autres projets du Miniſtère, un ſecret entre les Commandans & le Cabinet de Verſailles. M. de la Touche-Tréville avoit quitté la rade de Breſt, avec une diviſion de ſix vaiſſeaux de ligne, & de pluſieurs autres bâtimens armés. Après une croiſière longue & pénible dans le Nord de l'Angleterre, où les flots, les vents & la foudre ſembloient s'être ligués contre M. de la Motte-Piquet, cet intrépide Officier venoit enfin de rentrer dans le port, accompagné ou ſuivi de onze bâtimens partis de New-York & d'Hallifax, dont les équipages ſe montoient à douze cents priſonniers. Quoique la ſaiſon fût très-défavorable aux croiſières des gros vaiſſeaux, il preſſoit la ré- 1778.

1778. paration & l'approvisionnement de son escadre, & hâtoit le moment de braver de nouveaux périls, de voler à de nouveaux triomphes. On armoit dans le port de Toulon onze vaisseaux de ligne pour faire face à l'Amiral Rodney qui, disoit-on, étoit chargé de soutenir contre le Chevalier de Fabry, l'honneur du pavillon anglois dans la Méditerranée.

Le Prince de Nassau lève une légion de douze cents hommes.

Quoique les troupes de la Marine, bien aguerries & bien disciplinées, fussent portées à un nombre suffisant pour effectuer les vastes projets de la campagne de 1779, Sa Majesté venoit de permettre au Prince de Nassau de lever en son nom une légion de douze cents hommes, destinés à monter six bâtimens armés en course.

Toute la Noblesse de France ambitionne le sort des Officiers de mer.

Tous les Grands du royaume brûloient du même zèle que ce Prince; & il n'y avoit pas un Gentilhomme en France qui n'enviât le sort de ses braves Marins. Ceux que le devoir enchaînoit dans une carrière non moins glorieuse, mais où le moment présent n'offroit pas les mêmes occasions de signaler leur valeur, regardoient comme une fa-

talité malheureuſe, la néceſſité qui les affranchiſſoit des périls de la guerre actuelle. Tous les ordres de l'Etat s'empreſſoient de concourir, à leur manière, au ſuccès de la campagne prochaine; & l'émulation de pluſieurs Corps ſe ſignala par des actes d'une généroſité patriotique, dont les Etats d'Artois avoient donné le premier exemple. Cette Province fit conſtruire & armer en courſe une frégate de quarante canons, qui, par ſon échantillon & par leur calibre, étoit de force à ſoutenir l'attaque d'un vaiſſeau de ligne du troiſième rang. On choiſit pour la commander un Capitaine Artéſien, dont le privilége fut d'entrer aux Etats de la Province, & d'y prendre ſéance comme l'un de ſes Repréſentans, pourvu toutefois qu'il juſtifiât le choix qu'on avoit fait de lui, par quelqu'action glorieuſe.

1778.

Les Etats d'Artois arment à leur frais une frégate de quarante canons.

Les nouveaux efforts de l'Angleterre déjà à moitié épuiſée & conſtamment déſunie, oppoſés aux reſſources de la France, au courage, à l'unanimité, au patriotiſme de ſes habitans, pouvoient bien prolonger la guerre, mais ne devoient ma-

1778. nifeſter la perſévérance & l'intrépidité des Anglois, qu'aux dépens de leur exiſtence politique. La ſuite des évènemens fera voir qu'indépendamment des autres Puiſſances, le concours des François dans cette guerre, ſuffiſoit pour décider en faveur de l'Amérique, la fameuſe querelle qui vient enfin de ſe terminer par l'affranchiſſement irrévocable des Colonies angloiſes.

Fin du Tome premier.

C 10175 Biblioteca Nazionale Napoli